



sous la direction de/Edited by
Véronique Strimelle et/and Françoise Vanhamme

Droits et voix Rights and Voices

La criminologie à l'Université d'Ottawa
Criminology at the University of Ottawa

DROITS ET VOIX
LA CRIMINOLOGIE À
L'UNIVERSITÉ D'OTTAWA

RIGHTS AND VOICES
CRIMINOLOGY AT THE
UNIVERSITY OF OTTAWA

DROITS ET VOIX
LA CRIMINOLOGIE À
L'UNIVERSITÉ D'OTTAWA

RIGHTS AND VOICES
CRIMINOLOGY AT THE
UNIVERSITY OF OTTAWA

Sous la direction de
Véronique Strimelle et Françoise Vanhamme

Les Presses de l'Université d'Ottawa
2010



uOttawa

© Les Presses de l'Université d'Ottawa, 2010

Tous droits réservés

Les presses de l'Université d'Ottawa reconnaissent avec gratitude l'appui accordé à leur programme d'édition savante par : / The University of Ottawa acknowledges with gratitude the support extended to its publishes list by:

le Patrimoine canadien en vertu de son programme d'aide au développement de l'industrie de l'édition / Heritage Canada Through its Book Publishing Industry Development Program; le Conseil des arts du Canada / Canada Council for the Arts; la Fédération canadienne des sciences humaines en vertu de son Programme d'aide à l'édition savante / the Canadian Federation for the Humanities and the Social Sciences through its Aid to Scholarly Publications Program; le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada / the Social Sciences and Humanities Research Council; l'Université d'Ottawa / The University of Ottawa.

Catalogage avant publication de Bibliothèque et Archives Canada

Droits et voix : la criminologie à l'Université d'Ottawa =
Rights and voices : criminology at the University of Ottawa /
sous la direction de Véronique Strimelle et Françoise Vanhamme.

Publié à l'occasion du 40^e anniversaire du
Département de criminologie de l'Université d'Ottawa.
Comprend des réf. bibliogr.
ISBN 978-2-7603-0735-3

1. Université d'Ottawa. Département de criminologie.
2. Criminologie--Recherche. 3. Justice sociale--Recherche.
- I. Strimelle, Véronique, 1962- II. Vanhamme, Françoise
- III. Université d'Ottawa. Département de criminologie
- IV. Titre: Rights and voices : criminology at the University of Ottawa.

HV6024.5.D76 2010 364.09 C2010-906073-3F

Library and Archives Canada Cataloguing in Publication

Droits et voix : la criminologie à l'Université d'Ottawa =
Rights and voices : criminology at the University of Ottawa /
sous la direction de Véronique Strimelle et Françoise Vanhamme.

Commemorates the 40th anniversary of the
University of Ottawa's Department of Criminology.
Includes bibliographical references.
ISBN 978-2-7603-0735-3

1. University of Ottawa. Dept. of Criminology.
2. Criminology--Research. 3. Social justice--Research.
- I. Strimelle, Véronique, 1962- II. Vanhamme, Françoise
- III. University of Ottawa. Dept. of Criminology
- IV. Title: Rights and voices : criminology at the University of Ottawa.

HV6024.5.D76 2010 364.09 C2010-906073-3E

*Ce recueil célèbre les quarante ans de vie
du Département de criminologie de l'Université d'Ottawa.
C'est pourquoi il est dédié à toutes les personnes
qui ont contribué à en faire ce qu'il est aujourd'hui :
celles qui y ont dirigé, enseigné, supervisé, administré, étudié et cherché.*

Contents – Table des matières

INTRODUCTION

par Véronique Strimelle et Françoise Vanhamme 1

CHAPTER-CHAPITRE I

Quarante ans de criminologie *made in Ottawa* :
expériences et défis, par Françoise Vanhamme et
Véronique Strimelle 15

CHAPTER-CHAPITRE II

Observing Evolution and Understanding the Path to
Cognitive Innovation in the Field of Criminal Law,
by Richard Dubé 41

CHAPTER-CHAPITRE III

Souveraineté et légitimité de l'État. Les enjeux du droit
international dans le traitement des personnes privées
de liberté, par Sandra Lehalle 61

CHAPTER-CHAPITRE IV

Prevention, Criminology and Governmentality
Reconsidered, by Christine Gervais 81

CHAPTER-CHAPITRE V

The Political Economy of Human Security:
A Conceptual Approach to Policing Studies and Reform,
by Michael Kempa 101

CHAPTER-CHAPITRE VI

Du déterminisme technologique à l'acteur réseau.
Un parcours théorique sur l'adoption de la technologie
d'identification génétique au Canada,
par Martin Dufresne, Dominique Robert,
Alain Lachapelle et Marie-Lyne Vachon 119

CHAPTER-CHAPITRE VII	
Transcarceration and the Production of “Grey Space”: How Frontline Workers Exercise Spatial Practices in a Halfway House for Women, by Jennifer M. Kilty and Leah DeVellis.....	137
CHAPTER-CHAPITRE VIII	
Spare Some Social Change?: Older Women’s (Re)Integration Struggles in Neoliberal Communities, by Laura Shantz.....	159
CHAPTER-CHAPITRE IX	
L’approche de réduction des méfaits : sa récupération politique, par Line Beauchesne.....	177
CHAPTER-CHAPITRE X	
Forgotten by Criminology: Political Violence and Armed Conflict, by Maritza Felices-Luna	195
CHAPTER-CHAPITRE XI	
La danse en prison : analyse d’une expérience singulière, par Sylvie Frigon et Claire Jenny	219
CHAPTER-CHAPITRE XII	
Em-bodying Criminology: (Ex-)Prisoners’ Bodies in Time and Space, by Chris Bruckert and Melissa Munn.....	237
CHAPTER-CHAPITRE XIII	
Éléments pour une sociologie historique du suicide au Québec, 1763-2000, par André Cellard et Patrice Corriveau	255
CONCLUSION	
par Jacques Laplante	269

Acknowledgments

This book would not have been possible without the support of the Faculty of Social Sciences and the Department of Criminology of the University of Ottawa. We would like to thank in particular Marcel Mérette, Dean of the Faculty of Social Sciences, Sylvie Frigon, Chair of the Department of Criminology, Professor Robert Gaucher, Collections Editor, and the University of Ottawa Press. We would also like to acknowledge the University of Ottawa Archives Staff for the help provided, and the generosity of the professors who participated in the interviews regarding the history of the Department of Criminology. Our sincere gratitude goes to the professors as well as researchers from Ottawa and elsewhere who participated in all the events related to the fortieth anniversary of the Department for their insights on the theoretical and ideological markers of its birth and evolution. Editing this book was a collaborative adventure, we are grateful to all the authors who participated in this project for their contribution. Special thanks are finally extended to the members of the Justice Studies and Research Laboratory who supported this book from its beginnings and who authored many of its chapters.

Introduction

par

Véronique Strimelle et Françoise Vanhamme

RACINES

Dans un contexte sociopolitique où le crime est présenté comme un problème social majeur, à l'heure où le débat académique sur la nature et l'objet de la criminologie se réanime – de la science appliquée et technique au service du Prince à l'activité de connaissance interdisciplinaire visant à élucider la question criminelle, c'est-à-dire celle des situations problématiques et du contrôle social (Garland 2001 ; Poupart et Pires 2004) –, le présent ouvrage renvoie l'écho d'une criminologie pleine de dynamisme, aux couleurs et aux facettes variées, riche de questionnements, de regards nouveaux et d'avancées dans ce champ scientifique : la criminologie *made in Ottawa*.

Le projet de la présente publication a vu le jour lors du quarantième anniversaire du Département de criminologie de l'Université d'Ottawa. Il ne s'agit certes pas d'un ouvrage commémoratif qui se tourne simplement vers les hautes figures de son passé pour les célébrer. Cet objectif se réalise en partie dans le premier chapitre qui retrace les origines sociopolitiques, culturelles et intellectuelles du département,

mais même dans ce cas, l'historique constitue surtout un prétexte pour questionner le présent. L'ouvrage entend plutôt brosser un tableau des activités actuelles du département et rendre ainsi compte de sa vitalité intellectuelle. Il se veut aussi un outil pour stimuler la réflexion sur ce qui caractérise la criminologie, sur les défis qui se présentent à elle et sur ses perspectives d'avenir, dont Ottawa constitue un témoin.

C'est ainsi que, dans les chapitres qui suivent, professeurs et doctorants dévoilent, dans une des deux langues pratiquées dans notre université, leurs intérêts de recherche et y exposent leurs travaux. Certes, ce volume ne pourrait rendre compte de l'ensemble des recherches menées au département. D'une part, ce serait irréalisable matériellement pour une question d'espace et, d'autre part, certains professeurs ont regretté de ne pouvoir y collaborer pour des raisons de temps et de disponibilité. Le lecteur ne s'étonnera donc pas de ne pas trouver ici des textes portant sur les discours des médias, les usages déviants de l'informatique, le travail du sexe, les régulations vindicatoires, la justice et les Autochtones, les nouvelles formes de justice, les mesures et les peines alternatives, les condamnations injustifiées, la détermination de la peine, l'activité des tribunaux, les enjeux actuels liés à la professionnalisation de la criminologie et à la formation professionnelle des criminologues, etc. Autant de thèmes qui motivent travaux et réflexions au sein du département et qui auraient pu figurer dans cet ouvrage, dont nous assumons pleinement le caractère partiel.

Dans la foulée, le lecteur pourrait aussi déplorer, dans l'ouvrage, la part plus discrète de contributions de professeurs et de chercheurs plus « anciens » au sein du département. Leurs écrits auraient en effet permis de mettre davantage en évidence le rôle important joué par celles et ceux qui ont contribué à fonder et à développer la réputation de notre département, comme le souligne d'ailleurs Jacques Laplante dans la conclusion de cet ouvrage. Mais ils n'en sont pas pour autant absents, loin s'en faut. Si toute connaissance s'élabore sur ou contre une connaissance antérieure, les textes présentés ici témoignent à leur manière de l'impact des découvertes et des analyses, de la force inspirante de ces « anciens » sur les travaux et les réflexions des auteurs. On se plaira ainsi à retrouver, au fil des pages et comme en filigrane, l'influence des travaux de Jacques Laplante (la prison et l'ordre social) ; de Robert Gaucher (les droits des détenus) ; d'Alvaro Pires (la rationalité pénale

moderne); de Fernando Acosta (les processus de criminalisation); de Daniel Dos Santos (la violence d'État); de Colette Parent et de Maria Los (les femmes et le crime); d'Irwin Waller et de Ross Hastings (les politiques de prévention); de Michael Petrunik (la notion de dangerosité); de Ron Melchers (le *policing*).

Le lecteur remarquera enfin que l'ensemble des contributions s'inspire largement du courant de la criminologie dite critique, courant très présent au sein du département, comme l'observe d'ailleurs le premier chapitre de l'ouvrage, mais qui n'en est pas la composante exclusive. En effet, la criminologie dite correctionnaliste et/ou administrative y a côtoyé et y côtoie encore actuellement le courant critique. L'orientation critique des contributions dans cet ouvrage témoigne néanmoins du profond impact épistémologique de ce courant à Ottawa, nous y reviendrons. On ne peut comprendre cette criminologie d'aujourd'hui sans faire un retour sur ses origines : comment la criminologie s'est-elle développée à Ottawa? Quel est le chemin parcouru depuis 40 ans? C'est à un tel retour aux sources que Françoise Vanhamme et Véronique Strimelle invitent dans le premier chapitre. Se basant sur une recherche documentaire menée aux archives de l'université et sur l'analyse d'entretiens auprès de professeurs du département, les auteures retracent l'histoire du département depuis ses débuts, en s'intéressant plus particulièrement au contexte social et aux débats théoriques et épistémologiques qui ont ponctué son parcours et progressivement fait apparaître de nouvelles façons de penser et de faire de la criminologie. Tout en reconnaissant que ces débats ne sont pas propres au département d'Ottawa, les auteures notent qu'ils y ont toutefois favorisé l'émergence d'une criminologie *made in Ottawa* avec une tonalité et une couleur propres, qui se dévoilera aussi à la lecture des contributions que nous présentons au point suivant.

Outre la spécificité critique, une logique générale se dégage de l'ouvrage même si les différents chapitres montrent une grande variété de sujets et d'approches. Cette logique, nous l'avons illustrée par le titre de l'ouvrage. Les sujets abordés par les auteurs s'inscrivent en effet dans ces deux thèmes, entre ces deux pôles majeurs : *des droits* et *des voix*. Ces thèmes ne s'excluent pas l'un et l'autre, mais leur spécification permet de mieux situer dans quel(s) champ(s) les auteurs ont développé les travaux dont ils font état dans ce livre.

DES DROITS

Par le terme *droits*, nous entendons ici, très globalement et dans une optique fondée sur le pluralisme juridique (Le Roy 1999), l'ensemble des modes de régulation sociale, étatiques ou non, formels ou informels. En d'autres mots, les cadres censés établir et régler le jeu social. Parmi les contributions consacrées à ce pôle, trois dimensions importantes ressortent.

D'abord, la dimension des *rationalités* qui ont favorisé l'émergence et les transformations de ces modes de régulation. C'est notamment la question traitée par Richard Dubé (chap. 2) qui s'interroge sur la persistance du modèle de la rationalité pénale moderne au sein du système pénal actuel. L'auteur entend comprendre comment ce modèle, qui promeut notamment l'infliction de la souffrance et l'exclusion comme réponses au « crime », se maintient encore aujourd'hui malgré les nombreux appels en faveur de formes plus innovantes de réaction. Il s'interroge ainsi sur les conditions pouvant favoriser un tel changement de culture pénale qui, d'après lui, ne pourra s'effectuer qu'en opérant une « révolution cognitive » à l'intérieur même du système pénal.

La deuxième dimension recouvre *l'étude de normes, de programmes et de politiques de régulation développés au sein d'institutions étatiques ou non étatiques*. Dans cette perspective, Sandra Lehalle (chap. 3) problématise la souveraineté étatique relativement à la question de l'adoption de normes internationales. Se fondant sur des recherches menées en France, au Canada et aux États-Unis, elle s'intéresse plus particulièrement à la façon dont ces pays ont accueilli l'imposition de normes internationales régissant le traitement des personnes détenues. L'auteure constate que l'exercice de la souveraineté étatique représente souvent un obstacle majeur dans la mise en place de ces normes internationales. La soumission au droit international de protection des détenus permet néanmoins à ces États de sécuriser et de légitimer leurs modes de traitement des personnes détenues aux yeux de la communauté internationale et de leurs propres citoyens.

Les textes de Christine Gervais et de Michael Kempa, quant à eux, s'intéressent plutôt à la façon dont certains programmes et modes de régulation sont en quelque sorte figés dans le moule institutionnel

étatique, restreignant de ce fait leur portée et leur impact sur le bien-être des populations. Leur réflexion touche ainsi à la pertinence de ces mesures en lien avec une vision plus sociale de la justice. C'est notamment le constat tracé par Christine Gervais (chap. 4) au sujet des programmes de prévention développés au Canada. Son analyse souligne à quel point ces programmes ont jusqu'à présent été largement récupérés dans le cadre de politiques étatiques. Interprétés dans une perspective de gestion des risques, ils peuvent paradoxalement conduire à l'adoption de mesures propices à la violation de droits fondamentaux. S'inspirant des études sur la gouvernementalité et des analyses menées en criminologie critique, l'auteure encourage le développement d'une version élargie de la prévention, soucieuse des droits humains et plus engagée au service de la justice sociale. Pour sa part, Kempa (chap. 5) se penche sur les transformations profondes qui ont marqué les *police studies* depuis une quinzaine d'années. Ces études, autrefois catégorisées disciplinairement suivant leur application dans le cadre étatique ou non étatique, ont vu ce cadre éclater sous l'impact de la mondialisation et des profondes transformations liées à la modernité tardive. Sur la base de ses observations en Irlande du Nord, l'auteur souligne l'importance d'étudier ces modes de gouvernance en ne se concentrant pas uniquement sur la question de la sécurité, mais en y intégrant les dimensions économiques, politiques, sociales, culturelles et écologiques nécessaires pour saisir de façon plus complète et complexe leurs origines et leurs transformations.

La troisième et dernière dimension qui ressort des études portant sur les *droits* est celle des *pratiques*. Comment les cadres régulateurs sont-ils appliqués sur le terrain? Se concrétisent-ils au moyen de techniques de gestion et de pratiques d'intervention mises en place pour gérer les situations problèmes et les personnes jugées problématiques? Dans cette perspective, plusieurs auteurs s'interrogent sur le sens et sur le rôle de techniques et de pratiques de contrôle développées au sein du système pénal. Martin Dufresne, Dominique Robert, Alain Lachapelle et Marie-Lyne Vachon (chap. 6) posent d'abord un regard critique sur l'introduction et l'expansion de la technologie de l'identification génétique dans le système pénal canadien. La capacité de cette technologie à résoudre les affaires criminelles y a soulevé de grandes attentes, elle a été dotée de vertus quasi magiques. L'approche développée par les auteurs propose une lecture différente de ce dispositif et met en évidence tous

ses ressorts complexes. Leur analyse de l'ADN pénal comme acteur réseau conduit ainsi à s'interroger sur les modes d'action potentiels de cette nouvelle technologie dont l'efficacité pour réduire la criminalité n'a pas été jusqu'à présent prouvée empiriquement.

Ensuite, différents auteurs s'attachent à certaines formes de régulation institutionnelle dont la mise en pratique accentue et prolonge l'effet coercitif du milieu carcéral et, partant, favorise l'élargissement du contrôle sociopénal. C'est le cas de Jennifer Kilty et de Leah De Vellis (chap. 7) qui soulignent à quel point les formes actuelles de gouvernance des personnes libérées sous condition élargissent le réseau de contraintes auxquelles elles sont soumises même si, en apparence, la régulation semble s'effectuer de façon plus souple. En s'appuyant sur le concept de « transcarcération », les deux auteures s'intéressent aux politiques et aux pratiques appliquées dans les maisons de transition pour femmes sortant de prison au Canada. Elles présentent ces institutions comme des extensions du contrôle carcéral, où les modes de gouvernance appliqués par les intervenants de première ligne facilitent en fait la diffusion de stratégies de contrôle et de disciplinarisation des espaces, des lieux et du temps qui sont semblables à celles exercées en milieu carcéral. Le texte de Laura Shantz (chap. 8) porte lui aussi sur les stratégies de contrôle développées au Canada et appliquées cette fois aux femmes âgées qui sortent de prison. À l'aide d'entretiens avec des professionnels à Ottawa, l'auteure s'interroge sur la possibilité de réintégrer socialement ces femmes qui sont doublement stigmatisées : parce qu'elles sont criminalisées et parce qu'elles sont âgées. Tout en déplorant le poids des attentes sociales qui leur sont imposées, les intervenants rencontrés par la chercheuse soulignent la nécessité d'aborder la question de la réintégration de ces femmes sous un angle moins individualisant, ce qui entraîne Shantz à problématiser l'impact du discours néolibéral sur la réinsertion sociale. En effet, soutenir que ces femmes ont à porter seules la responsabilité de leurs « problèmes » contribue à les isoler et, partant, à les marginaliser encore plus.

Dans la même veine critique à l'égard du discours d'inspiration néolibérale, Line Beauchesne (chap. 9) s'intéresse, quant à elle, à certaines politiques d'intervention en matière d'usage problématique des drogues. Alors que les techniques et les pratiques décrites par les auteurs précédents correspondaient dès leur origine à une logique d'expansion

de nouvelles formes de contrôle social et pénal, Beauchesne pointe les pressions que subit une approche instaurée pour favoriser le bien-être des populations, pour défendre ce qu'on pourrait appeler le « droit des gens ». L'approche de réduction des méfaits fut en effet conçue au départ pour répondre aux besoins de soins et pour servir de soutien aux usagers problématiques de drogues. Or, le contexte sociopolitique actuel a mené l'État néolibéral à récupérer cette approche, non plus pour aider et soigner, mais dans une perspective prohibitionniste, criminalisante et marginalisante. Décrivant les étapes historiques, politiques, stratégiques qui ont conduit à cette forme de récupération, l'auteure propose aussi des stratégies d'action pour s'opposer à un tel détournement d'objectifs et revenir à des formes de justice sociale plus humaines, car plus proches des besoins de ces populations et orientées vers leur bien-être.

DES VOIX

Le lecteur l'aura sans doute remarqué, la question des *droits* est abordée par plusieurs auteurs affichant une préoccupation certaine à l'égard du droit des gens, de la justice sociale. Cet intérêt porte à s'interroger sur la manière dont ces personnes, ces groupes expérimentent les formes de régulation qui leur sont imposées et comment ils y réagissent. Cette dimension des *voix* est particulièrement importante : elle permet à la fois d'intégrer la version des populations cibles, mais aussi de comprendre l'effet de leurs réactions sur les cadres qui les contiennent et les contraignent, d'identifier l'envers de ces institutions.

En agissant ou en réagissant, seuls ou en groupes, les hommes et les femmes s'inscrivent dans un tissu normatif et institutionnel tout en le transformant par le fait même de leur action ou de leur réaction [...]. En fait, ils permettent à l'analyse de déterminer la profondeur comme la fragilité des normes et des institutions qui les sous-tendent (Fecteau 2004 : 36).

C'est bien la perspective qu'a adoptée Maritza Felices-Luna (chap. 10). S'inspirant du courant interactionniste, l'auteure entend comprendre l'expérience de femmes qui ont fait partie de groupes

armés contestataires au Pérou et en Irlande du Nord. Felices-Luna note à quel point l'étude de ces domaines manque d'appui théorique. Ce faisant, elle amorce une réflexion sur les objets de la criminologie. Nous y reviendrons.

L'expérience est aussi abordée, dans le présent ouvrage, sous un autre cadre analytique. Les travaux de Michel Foucault ont souligné les différents modes « d'investissement politique du corps » traduits sous la forme de multiples techniques disciplinaires et punitives (1975 : 35). Deux textes s'appuient sur cette perspective en traitant de l'expérience des corps. Corps soumis à l'univers carcéral de contraintes mais potentiellement reconquis au moyen de la danse (Sylvie Frigon et Claire Jenny); corps objet de surveillance et, en même temps, sujet de résistance devant l'emprise du carcéral et du postcarcéral (Christine Bruckert et Melissa Munn). C'est autour de l'expérience des corps des détenues que l'analyse de Frigon et de Jenny (chap. 11) s'articule. Les auteures décrivent l'initiative chorégraphique de la compagnie de danse contemporaine Point Virgule dans des prisons de France et du Canada. Le corps des femmes détenues est, expliquent-elles, marqué, disloqué par le passage dans le milieu carcéral; l'expérience créative, particulièrement celle de la danse, peut être un moyen pour ces femmes de reprendre possession de leur corps et constituer un outil de la reconquête de soi. Poser la question de l'art en prison est aussi une façon d'ouvrir la criminologie à d'autres disciplines et de faire entendre la voix de ces femmes habituellement réduites au silence. Cette expérience carcérale continue-t-elle à marquer les corps après la sortie de prison? Comment l'expérience du corps incarcéré puis libéré se vit-elle? Bruckert et Munn (chap. 12) s'intéressent à ces questions en considérant cette fois le corps comme lieu/cible de relations de pouvoir. Se basant sur des entrevues faites auprès d'hommes ayant subi de longues peines et libérés de prison, les auteures décrivent l'emprise du carcéral sur les corps et présentent aussi ces corps comme des lieux, des outils de résistance face aux contraintes qui leur sont imposées : le recours aux grèves de la faim, à la musculation, les pratiques du tatouage en sont des exemples. Bruckert et Munn soulignent qu'en dehors de la prison, le contexte de régulation est plus subtil, mais continue de modifier l'expérience du corps des ex-détenus sous d'autres formes.

André Cellard et Patrice Corriveau (chap. 13), pour leur part, proposent d'écouter d'autres *voix* : celles du passé. À l'époque de la

Nouvelle-France, le suicide était considéré comme un crime odieux ; or de nos jours, il est surtout perçu comme un problème de société, voire un geste acceptable. Dans une approche sociohistorique fondée sur la construction sociale du crime et des réponses à celui-ci, les auteurs veulent comprendre comment ce changement de perspective s'est opéré au fil du temps. Ils dépeignent les étapes du vaste programme de recherche qu'ils entament et les sources documentaires, fascinantes et encore inexplorées, qu'ils commencent à étudier à Québec et à Montréal : les milliers de lettres de suicidés ainsi que les témoignages de leurs proches, compilés depuis le XVIII^e siècle dans les archives du coroner.

Pour traiter ces différents objets de recherche, les auteurs adoptent des approches très variées. Ceux qui s'intéressent à la question des *droits* privilégient surtout une étude de type macrosociologique, inspirée des théories de la gouvernance et de la souveraineté (Gervais, Kempa, Kilty et De Vellis, Lehalle), des études critiques sur le risque (Shantz) et de la théorie luhmanienne des systèmes sociaux (Dubé). Pour se faire l'écho des *voix*, les approches favorisent le paradigme compréhensif webérien. Les travaux se fondent sur l'expérience des gens – ces « héros de la vie ordinaire » (Martuccelli et de Singly 2009 : 5) – et produisent des analyses *from the bottom up*, dans la lignée de l'individualisme méthodologique (Cellard et Corriveau), de l'interactionnisme symbolique (Felices-Luna) ou de l'ethnométhodologie (Bruckert et Munn). On trouve également, chez ces dernières auteures, l'influence de l'approche féministe.

RÉSONANCES

Ces objets de recherche et ces approches permettent à leur tour de mettre en évidence des lignes de force de la criminologie qui se fait au Département de criminologie de l'Université d'Ottawa. Gervais, Kempa et Beauchesne invitent à *agir autrement*. Considérant que plusieurs approches liées à la criminologie ont été « récupérées » et ont, de ce fait, perdu leur potentiel transformateur, les auteurs appellent à des actions concrètes visant à élargir et à modifier le cadre dans lequel ces approches ont été développées jusqu'à présent. Gervais et Beauchesne encouragent plus particulièrement à sortir du discours étatique et à élaborer une

criminologie engagée au service d'une vision sociale de la justice. Dubé, pour sa part, interroge en profondeur les conditions pouvant conduire à de nouvelles façons d'agir. En s'intéressant aux processus cognitifs qui peuvent favoriser l'émergence de nouvelles idées sur la réaction au crime, il invite aussi à sortir la criminologie du discours étatique et, partant, à penser celle-ci autrement.

L'invitation à *penser autrement* peut s'opérer sur divers fronts. Ainsi, les contributions de Lehalle, de Shantz, de Kilty et de De Vellis portent sur le fonctionnement actuel des agences de régulation et interpellent les discours et les politiques d'intervention appliqués au sein de ces agences. Les expériences particulières vécues par certaines « populations cibles », comme les ex-détenues, soulignent l'urgence d'une réflexion critique sur le sens des politiques sociopénales qui leur sont appliquées. Le texte de Cellard et de Corriveau vient renforcer ce travail de réflexion en y ajoutant la dimension sociohistorique, ce qui permet de saisir sur le long terme la relativité et la variabilité des processus d'identification et de gestion des populations ciblées par les agences de régulation. Sur un autre front, Dufresne, Robert, Lachapelle et Vachon s'interrogent aussi sur les conditions propices à penser autrement la recherche en criminologie. Les technologies nouvelles qu'ils analysent à ce propos leur semblent être plus porteuses d'interrogations que de solutions.

Penser autrement suppose qu'il faille aussi poser d'autres questions, *sortir du cadre* habituel dans lequel s'inscrit la réflexion criminologique, voire faire exploser ce cadre. Ainsi, les problématiques développées par Bruckert et Munn, ainsi que par Frigon et Jenny appellent à un élargissement du champ criminologique en y intégrant plusieurs dimensions jusqu'à présent peu explorées, comme la place du corps, les expériences de résistance au carcéral et l'ouverture aux disciplines artistiques. De telles démarches de recherche suscitent aussi une réflexion sur la criminologie et ses objets. À ce sujet, les questions de la lutte armée, des crimes de guerre, des violations des droits des populations ont été longtemps ignorées ou peu explorées en criminologie. Si l'on adopte une définition plus large et plus englobante de la « discipline » en la centrant sur les processus de criminalisation et sur la justice sociale, ces questions deviennent des objets légitimes en recherche criminologique, explique Felices-Luna. À Ottawa, le cadre criminologique est ainsi

invité à interroger les conditions sociales qui produisent une définition particulière de ce qu'est un crime ainsi que ses conséquences, à s'élargir et à se transformer en tenant compte de nouvelles questions soulevées, à s'ouvrir à d'autres disciplines pour mieux appréhender la complexité des phénomènes étudiés.

Les profondes mutations qui affectent nos sociétés contemporaines marquées par la modernité tardive invitent en effet à repenser et à redéfinir les contours, les objets et la portée du savoir criminologique (Garland 2000 : 189 ; Braithwaite 2000 : 222). Face au développement des études centrées sur le risque, la sécurité et la prévention des situations problématiques (Robert et Lemire 2008 : 5), face au retour en force d'une criminologie du passage à l'acte (Cartuyvels 2007 : 457), la criminologie en tant qu'activité scientifique de connaissance est mise sur la sellette. Certains s'interrogent sur sa capacité à sortir du champ pénal et, partant, sur celle des criminologues à abandonner leur lunette pénale pour lire d'une autre façon les situations problèmes qu'ils analysent (Cartuyvels 2007 : 457). C'est ce que fait le récent courant de la zémiologie (Hillyard *et al.* 2004). Il se construit autour du concept de « tort social » et appelle à des études sur la justice sociale, mais justement, il prétend à la constitution d'un savoir qui s'inscrive en dehors du champ criminologique. Dans le cadre des débats qui entourent la question de l'institutionnalisation de la criminologie en France, Laurent Mucchielli (2010) soutient, quant à lui, que la criminologie ne peut être qu'une « science appliquée » et que son aura de multidisciplinarité n'est en fait qu'un mythe. Derrière ces prises de position se profile l'ombre de la prédiction de John Braithwaite (2000 : 223), selon laquelle la criminologie pourrait bien être moribonde d'ici 20 ans.

Ces positions ravivent les débats passionnants et passionnés sur le statut et les objets de la criminologie qui traversent les milieux académiques et praticiens depuis des décennies. Elles invitent à remettre la définition de la criminologie sur le métier, que cela soit pour la confirmer, la repréciser ou la retravailler. Rappelons-nous qu'au fil de la constante autocritique criminologique, le constructivisme a remis en question le concept même de crime et que les criminologues critiques, néomarxistes, féministes et foucaaldiens ont remis en question la place de la criminologie comme forme de savoir appuyant les relations de pouvoir existantes. L'issue des débats reste encore inconnue, mais il nous

semble que le Département de criminologie de l'Université d'Ottawa joue déjà un rôle important dans la définition de cette criminologie de demain. Et les auteurs qui participent à cet ouvrage s'en font l'écho en soulignant la nécessité de résister aux discours sécuritaires et aux tentatives de prophylaxie sociocriminelle en maintenant une grande exigence critique alimentée par un souci constant de scientificité et de rigueur ; en dialoguant avec les autres disciplines et, enfin, en défendant une certaine idée de la criminologie qui plaide pour plus de justice sociale et parle pour les marginalisés, les sans-voix et les sans-pouvoir.

BIBLIOGRAPHIE

- Bertrand, Marie-Andrée (2008). « Nouveaux courants en criminologie : “études sur la justice” et “zémiologie” », *Criminologie*, 41(1), p. 177-200.
- Braithwaite, John (2000). “The New Regulatory State and the Transformation of Criminology”, *British Journal of Criminology*, 40(2), p. 222-238.
- Cartuyvels, Yves (2007). « La criminologie et ses objets paradoxaux : retour sur un débat plus actuel que jamais ? », *Déviance et société*, 31, p. 445-464.
- Fecteau, Jean-Marie (2004). *La liberté du pauvre : sur la régulation du crime et de la pauvreté au XIX^e siècle québécois*, Montréal, VLB éditeur, coll. « Études québécoises ; 63 ».
- Foucault, Michel (1975). *Surveiller et punir. Naissance de la prison*, Paris, Gallimard.
- Garland, David and Richard Sparks (2000). “Criminology, Social Theory and the Challenge of Our Times”, *British Journal of Criminology*, 40(2), p. 189-204.
- Hillyard, Paddy, Christina Pantazis, Dave Gordon and Steve Tombs (eds.) (2004). *Beyond Criminology. Taking Harm Seriously*. London (Ann Arbor)/Black Point, Pluto Press/Fernwood Publishing.
- Le Roy, Étienne (1999). « La culture du pluralisme juridique est-elle soluble dans la criminologie ? », dans Jean-Michel Bessette (dir.), *Crimes et cultures*, Paris, L'Harmattan, p. 61-80.
- Martuccelli, Danilo et François de Singly (2009). *Les sociologies de l'individu*, Paris, Colin, coll. « Sociologies contemporaines ».

- Mucchielli, Laurent (2010). « De la criminologie comme science appliquée et des discours mythiques sur la “multidisciplinarité” et “l’exception française” », *Champ pénal/Penal field, nouvelle revue internationale de criminologie* [En ligne], 7, <http://champpenal.revues.org/7728> (mis en ligne le 6 février 2010, consulté le 24 février 2010).
- Robert, Dominique et Guy Lemire (2008). « Introduction », *Criminologie*, 41(1), p. 3-7.

Quarante ans de criminologie *made in Ottawa* : expériences et défis

par

Françoise Vanhamme¹ et Véronique Strimelle²

INTRODUCTION

Le Département de criminologie de l'Université d'Ottawa vient de célébrer ses 40 ans d'existence. Quelle est la nature du sentiment d'appartenance à cette institution de chacun des 32 professeurs permanents? Quelle criminologie y pratique-t-on? Peut-on parler d'une criminologie *made in Ottawa*? Pour tenter de répondre à ces questions, nous proposons de retracer, dans ce chapitre, l'histoire du département, ses ambitions et ses orientations d'hier et d'aujourd'hui. Bien qu'une de ses spécificités soit son bilinguisme, nous n'avons pas souhaité tenter une comparaison sur cette base : dans notre optique, le département est un tout, et est donc ici pris comme tel. Deux types de sources ont principalement alimenté cette étude : les archives de l'université ainsi que les témoignages de 16 professeurs dont les caractéristiques d'âge, de sexe, de langue et d'ancienneté sont variées, et qui se sont exprimés, au cours de l'année 2008, lors d'entretiens semi-directifs portant sur leur expérience et centrés sur ces questions³. Pour comprendre l'évolution de ces orientations criminologiques, il convient bien entendu

d'examiner aussi comment l'appareil de leur production a progressivement changé (Herpin 1973), c'est-à-dire le contexte sociopolitique, institutionnel et épistémologique qui a les jalonnées : il servira de guide aux développements ci-dessous. D'où vient-on? Où en sommes-nous? Comment y sommes-nous arrivés? Les éléments de réponse dégagés invitent alors à une réflexion sur l'avenir de la criminologie à Ottawa.

1. EXPANSION DES SCIENCES SOCIALES, AUTONOMISATION DE LA CRIMINOLOGIE ET NAISSANCE DU DÉPARTEMENT

Dans les années 1960, le Canada, tout comme les autres pays occidentaux, connaît une forte expansion démographique et économique. L'enseignement postsecondaire se démocratise, la population étudiante investit massivement les universités, celles-ci sont en plein essor (Bertrand 2008 : 180-181). C'est dans ce contexte que l'organisation et le statut de l'Université d'Ottawa sont réaménagés en juillet 1965. D'un côté est créée l'Université Saint-Paul, fédérée à l'Université d'Ottawa, qui conserve les domaines d'études ecclésiastiques, pastorales et missiologiques, et demeure sous l'égide des Oblats. De l'autre, l'Université d'Ottawa accueille les facultés civiles ; elle devient une institution subventionnée par les fonds publics et, à ce titre, s'inscrit dans le réseau des universités de la province de l'Ontario. Spécificité notoire, elle fonctionne en français et en anglais, les deux langues officielles du Canada⁴.

Dans les universités, de nouveaux départements sont créés et en particulier dans le domaine des sciences sociales où de nouvelles disciplines tendent à s'autonomiser. Les États sont en effet intéressés par le développement des sciences sociales. L'expansion démographique, sociale et économique suscite une demande étatique en « génie social », dans la lignée de celle qui avait soutenu le développement de l'École de Chicago au début du xx^e siècle : il faut des professionnels spécialisés dans les problèmes sociaux, politiques et économiques pour aider à les résoudre. Il convient dès lors, d'un point de vue étatique, de favoriser le développement de la connaissance et son enseignement dans ces domaines. Des disciplines appliquées, comme le travail social et la criminologie, sont particulièrement concernées (Poupart 2004 : 93; Bertrand 2008 :

180-182). Et au Canada en effet, les travailleurs sociaux, les psychologues et les psychiatres investissent le champ de l'intervention sociopénale. Notamment, la création de la Commission nationale des libérations conditionnelles en 1959, qui met l'accent sur la réinsertion sociale, mène à de nouvelles embauches. Mais ce sont tous les secteurs du système correctionnel qui engagent du personnel et la question de la formation de ces travailleurs, insuffisante pour affronter le cadre contraignant de ces milieux, émerge rapidement (Bertrand 1964 : 312 ; Poupart 2004 : 74-76 et 96).

L'importance des sciences sociales est également soutenue par les Nations Unies pour leur rôle dans « la formation des citoyens » et « la contribution aux progrès de la compréhension internationale » (Unesco 1956 : 5). Dans cette optique, l'Unesco avait déjà mené une enquête internationale sur les méthodes d'enseignement des sciences sociales en vue de contribuer au développement de programmes d'enseignement de qualité. Publié en 1956, le rapport spécifique sur l'enseignement de la criminologie, colligé par Denis Carroll et Jean Pinatel, soulève un problème de manque de formation théorique et pratique chez les personnes qui travaillent au sein de l'administration de la justice pénale, ainsi qu'une volonté très partagée dans les différents pays de transformer cette dernière. De plus, la multiplication de nouvelles professions dans le champ pénal (éducateurs, assistants sociaux, etc.) appelle à une formation commune. Les auteurs soulignent donc que l'enseignement de la criminologie est une nécessité. Le développement d'un enseignement de type universitaire est alors justifié par l'utilité impérative de l'alimenter par la recherche, de façon à former un corpus de connaissances intégré et significatif (Unesco 1956 : 9-12). À cet égard, la conception majoritaire de la criminologie qui apparaît dans cette enquête est celle d'une « science synthétique » qui se réclame d'Enrico Ferri et vise à l'étude complète du criminel et du crime « envisagé non comme une abstraction juridique, mais comme une action humaine, comme un fait naturel et social. La méthode utilisée par la criminologie est la méthode d'observation et d'expérimentation, mise en œuvre dans le cadre d'une véritable clinique sociale » (Unesco 1956 : 13). La criminologie dans cette optique doit être unitaire, avoir son cadre institutionnel propre et s'autonomiser au regard des disciplines mères, comme la psychologie et la sociologie (Unesco 1956 : 13-15).

Au Canada, le rapport du comité institué pour faire enquête sur les principes et les méthodes suivis au Service des pardons du ministère de la Justice (rapport Fauteux) est publié cette même année 1956. Il préconise, comme le rapport de l'Unesco, des réformes du système pénal et encourage la mise en place de mesures de réhabilitation et de réinsertion sociale (Lalande 2000 ; Poupart 2004 : 78 ; Landreville 2007 : 24). Afin d'améliorer en ce sens l'efficacité et la qualité des interventions auprès des populations prises en charge par le système pénal, le rapport souligne l'importance de former des professionnels plus spécialisés dans leur champ de compétences. Le développement de programmes d'enseignement et de recherche centrés sur la criminologie au sein des universités canadiennes est recommandé à cette fin. D'un côté, le comité soutient la création de cours spécifiques dans les départements de travail social, de psychologie et de droit et de l'autre, il propose la création d'instituts spécialisés chargés de faire de la recherche et de former des professionnels en criminologie. Les différents paliers de gouvernement devraient, précise le rapport, aider à la subvention de ces instituts (Poupart 2004 : 76).

L'objet d'étude de la criminologie, à l'époque, fait l'unanimité. Comme le précise le rapport de l'Unesco et à l'instar des conceptions de Pinatel et des principes de la défense sociale nouvelle de Marc Ancel, la criminologie est comprise comme l'étude de la conduite criminelle, de ses causes dans la personnalité du délinquant perçu comme différent, dans une visée de traitement et de prophylaxie. Elle s'inscrit dans un paradigme étiologique, dit aussi « du passage à l'acte ». Comme la définira David Matza (1969), sa perspective est alors « correctionnaliste ». La prison est étudiée en tant qu'institution servant cette visée et la question de son amélioration est appréhendée dans cette même optique (Landreville 1986 : 13).

La majorité des scientifiques concernés par la matière criminologique expriment en effet ce souhait, mis en lumière par l'enquête de l'Unesco et le rapport Fauteux, de transformer le système pénal. Au Canada, les professeurs à l'origine des premiers départements de criminologie, Denis Szabo (Montréal), John Edwards (Toronto) et Tadeusz Grygier (Ottawa), évoquent dans leurs discours fondateurs cette nécessité de réformer le système pénal et de rendre les peines plus humaines (Poupart 2004 : 75-76). Pierre Landreville (2007 : 20),

professeur émérite de l'Université de Montréal, se souvient quant à lui d'avoir souhaité, alors qu'il était étudiant en sociologie, se diriger en criminologie « pour contribuer à l'humanisation, la modernisation du système d'administration de la justice qui en avait grandement besoin ».

Alors que jusque-là différentes disciplines des sciences sociales, comme le droit, la psychologie, la psychiatrie, la médecine, l'anthropologie, le travail social et la sociologie, « faisaient de la criminologie », c'est-à-dire travaillaient sur la question criminelle, la pertinence d'opérer la synthèse entre les apports de chacune de ces disciplines réside dans l'objectif de produire des chercheurs, des administrateurs et des praticiens capables d'une approche intégrée (Poupart 2004 : 90).

Apparaissent ainsi les différentes dynamiques qui vont concourir à l'émergence de la criminologie en tant que « discipline » scientifique autonome : l'expansion du discours sur la nécessité de réformer les institutions pénales et favorable à la réinsertion sociale, le développement d'un discours scientifique spécialisé portant sur la délinquance et la criminalité, l'identification à la criminologie d'un ensemble de pratiques d'enseignement, de recherches et d'activités professionnelles, l'extension des champs d'activité dans les domaines de la marginalité et de la délinquance, et la nécessité de leur professionnalisation (Poupart 2004). À cet égard, des divergences apparaissent au Canada quant au nom à donner à cette nouvelle discipline et à sa place par rapport aux disciplines mères. Certains, comme Grygier alors en poste à l'Université de Toronto, défendent le nom *corrections* et soutiennent que les travailleurs correctionnels doivent d'abord recevoir leur formation professionnelle dans un département mère, en l'occurrence la psychologie ou le travail social (Grygier 1962 : 220; Bertrand 1964 : 313). D'autres, dont Szabo et Justin Ciale, considèrent que le terme *criminologie* est plus approprié et que cette discipline doit être considérée comme une science autonome (Bertrand 1964 : 314; Poupart 2004 : 80-81). Ces points de vue divergents s'expriment par exemple dans l'appellation de la *Canadian Corrections Association of the Canadian Welfare Council* née en 1956 et nommée en français Société canadienne de criminologie du Conseil canadien du bien-être, ainsi que dans celle de sa revue fondée en 1958 : *The Canadian Journal of Corrections* ou Revue canadienne de criminologie. Mais la définition elle-même de la criminologie comme discipline ne fait pas l'unanimité. Pour certains auteurs en effet, elle

ne peut avoir ce statut car elle ne possède pas les caractéristiques d'un savoir scientifique autonome. Et ceux qui l'identifient à une discipline seraient ainsi d'abord préoccupés par sa justification en tant qu'unité universitaire autonome (Pires 1995 ; Poupart et Pires 2004 : 5-6).

C'est dans ces dynamiques contextuelles que le Département de criminologie de l'Université d'Ottawa va voir le jour en 1968. À cette époque, deux autres départements existent déjà au Canada, celui de Montréal, fondé en 1960 et dirigé par Szabo, et le centre de criminologie de l'Université de Toronto, fondé en 1963 et dirigé par Edwards.

À Ottawa, c'est d'abord un centre de criminologie qui est créé à l'université en février 1967, à l'initiative de Grygier. Après ses études en Europe, en psychologie, en droit et en sciences politiques, Grygier enseigne dès 1960 à l'Université de Toronto en travail social et en psychologie. Il s'intéresse à la criminologie qui, pour lui, « est une étude des lois, des conditions sociales, de la psychologie et de la culture. Le criminel est à la frontière des comportements normal et anormal⁵ ». Rappelons que, selon Grygier, la criminologie ne peut se développer en tant que discipline autonome et doit rester connectée à une discipline mère, la psychologie ou le travail social. Dans cet esprit, il envisage d'abord de créer un centre de criminologie à Toronto, puis se tourne vers Ottawa avec le projet d'y fonder un institut national de recherche bilingue⁶. Il est également directeur de recherche pour le ministre des Services correctionnels de l'Ontario et cette fonction attise son intérêt à fonder un centre dans la capitale canadienne : à la proximité des institutions fédérales s'ajoute celle de l'administration qui a besoin de professionnels spécialisés en matière de justice et d'affaires correctionnelles⁷. Grygier croise dès lors les démarches nécessaires auprès des autorités académiques de l'Université d'Ottawa et, fidèle à ses conceptions de la criminologie, auprès du doyen de la Faculté de psychologie ainsi que du gouvernement ontarien. S'organise ainsi une consultation entre gestionnaires et professeurs universitaires, responsables et praticiens du monde correctionnel et autorités politiques⁸. Le centre de criminologie est de la sorte issu d'une concertation entre le politique, les professionnels, les scientifiques et l'Université d'Ottawa, ce qui suggère une conception appliquée et correctionnaliste de la criminologie.

La criminologie qui y est pratiquée, ancrée en effet dans le paradigme étiologique de son époque, semble toutefois vouloir se dégager des chemins les plus étroits du correctionnalisme : non seulement y travaille-t-on à classer délits et délinquants selon des caractéristiques individuelles et sociales, mais on étudie aussi l'impact potentiel des interactions de ces derniers avec les instructeurs correctionnels, les processus d'aliénation des institutions socialement établies et même certaines dimensions de la nouvelle culture hippie⁹. Ces thèmes suggèrent effectivement une certaine ouverture aux processus d'interprétation et de construction de l'identité sociale, traités par le courant interactionniste qui s'affirme de plus en plus au cours de la décennie 1960. La question de l'impact des interactions avec les instructeurs correctionnels sur la moralité et la confiance des justiciables évoque toutefois la critique de Philippe Robert à propos de l'interactionnisme : la réaction sociale y est appréhendée comme variable explicative de la délinquance, laissant ce courant dans la criminologie du passage à l'acte (Robert 1974 : 466-468).

Un an après la création du centre, les concertations des autorités fondatrices mènent à la création du Département de criminologie dans la lignée des objectifs recommandés par les rapports des années 1950 cités plus haut. Le premier programme académique précise, en effet, que l'enseignement de deuxième cycle que le département prodigue est axé sur la recherche et la formation d'un personnel-cadre compétent dans les institutions et les services correctionnels : « *The aspiring criminologist would begin with the M.A. and subsequently proceed to the Ph.D. in Criminology; the Correctional Administrator would work towards the M.C.A. (Master of Correctional Administration)* ». Les cours se centrent sur la recherche, l'administration de la justice et le travail psychosocial en milieu correctionnel¹⁰. En outre, un stage professionnel est intégré dans le programme, ce qui est affirmé comme une innovation par rapport aux autres *cursus* canadiens¹¹. Le nouveau département est dirigé par Grygier et est affilié, comme le centre, à l'École de psychologie dans une optique toujours centrée sur la personnalité du criminel et ses caractéristiques sociales.

In the present day context that focuses attention on MAN and his MILIEU, it was proposed that a Faculty of Psychology, with emphasis

on Applied Psychology, should be the most appropriate academic setting in which to train Criminologists, cognizant of human dynamics, as well as of the exigencies of research, and Correctional Administrators, aware of the complexities of MAN in his WORLD¹².

L'histoire va toutefois venir interpellier ces premières orientations.

2. CONTESTATION SOCIALE, CRIMINOLOGIE CRITIQUE ET RÉORIENTATION DU DÉPARTEMENT

Dans le cours de ces mêmes années 1960, différents mouvements de revendications sociopolitiques apparaissent en Occident et tendent à se répandre sur la planète. Ces revendications portent d'abord sur l'égalité en droit et en fait pour les groupes discriminés (origine ethnique, genre, etc.) et vont progressivement se radicaliser (p. ex., Black Panthers, Women's Lib, MLF ou Front de libération des femmes du Québec). La guerre du Vietnam est l'objet de contestations croissantes, le mouvement hippie s'étend. Les universités deviennent des lieux de contestation, notamment à Berkeley, à Paris et à Montréal. Les manifestations, les grèves et les affrontements avec les forces de l'ordre se multiplient. Une contre-culture contestataire de l'ordre social dominant s'étend, les réactions étatiques de répression l'avivent. Dans la foulée, la prise de conscience des relations d'exploitation et de domination met de plus en plus en cause la légitimité des États (Pfohl 1985 : 285-288 et 331-341). Des luttes de libération, politiques ou armées, s'activent sur différents continents et attirent de nombreuses sympathies. À l'aube des années 1970, ce climat est à son comble et dans le contexte canadien, l'exemple de la crise d'Octobre au Québec en témoigne.

Le système pénal n'échappe pas à ce climat. Grèves et révoltes de détenus éclatent partout en Occident. Les détenus réclament un respect minimal de leurs droits, une amélioration de la préparation au reclassement social et de leurs conditions de détention. Les insuffisances du système pénitentiaire sont décriées et les Règles minima pour le traitement des détenus, élaborées par l'ONU en 1955, paraissent dépassées. Ces revendications sont soutenues par différents mouvements civils. Au Canada, par exemple, le *Queen's Law Journal* publie en 1971 un

numéro spécial sur les droits des détenus (Landreville 1986 : 14-16). Il faut souligner que le discours sur la nécessité d'une réforme de la prison a changé : il ne s'agit plus seulement d'améliorer des conditions de détention, mais surtout de prendre pour base les droits des détenus en tant que citoyens (Landreville 2007 : 26).

Dans ce contexte, de nombreux scientifiques discutent leur rôle de *think tanks* du pouvoir. Et la criminologie elle-même ne reste pas indifférente à ces mouvements et à ce climat. En effet, la notion de réaction sociale, introduite par les interactionnistes, va se problématiser en concordance avec les questions d'exploitation et de domination, tout en donnant naissance au paradigme de la réaction sociale.

Pour les théoriciens du conflit, la réaction pénale constitue une démarche imposée par la classe dominante et par conséquent, le crime est la définition politique d'une conduite. Cette définition est créée par ceux qui en ont le pouvoir dans une société politiquement organisée, et la conduite visée est celle qui est en conflit avec leur vision du monde et leurs intérêts (Quinney 1970). Pour les radicaux néomarxistes, ce groupe social dominant est la classe capitaliste et l'enjeu de la criminalisation est de maintenir l'ordre économique et social dans le but de favoriser l'accumulation du capital. À partir d'une telle prise de position, la criminologie devient non gouvernementale. La criminologie radicale abolit en effet la distinction entre l'étude de la déviance et celle du fonctionnement de l'État et de la classe dominante, en les examinant comme un tout. Elle élargit la notion de déviance dans le contexte global de lutte des classes et intègre les critiques de l'État dans un cadre social plus large (Taylor et Walton 1975). La conséquence de cette perspective où la délinquance est comprise comme une forme de lutte contre le système social, c'est qu'il faut changer le système social et bien sûr pénal. Ce sont les abolitionnistes qui développeront et insisteront sur ce dernier point (Hulsman 1981 ; Christie 1993).

La criminologie critique, quant à elle, tendra à complexifier l'approche matérialiste historique du courant radical en se référant à d'autres dimensions de fond, comme l'*épistémé* (Foucault 1969). Pour elle, le crime, le criminel, la criminalité, le contrôle social sont produits et reproduits dans l'histoire conflictuelle de l'organisation sociale. Dans une perspective macrosociologique, ainsi que multidisciplinaire et interdisciplinaire, elle adopte une approche relationnelle dynamique

des phénomènes sociaux, interroge les institutions sociales, les concepts qui les soutiennent et les relations entre ces pouvoirs et ces savoirs. La criminologie s'engage aussi dans le changement social (Pfohl 1985 : 360-361) et comporte pour certains, comme Stephan Quensel, une nette dimension éthique (Mary 1998 : 443-445).

On le voit, entre criminologie correctionnaliste et criminologie critique, la rupture épistémologique est nette. Comme le précisera Stanley Cohen au Congrès de la Société internationale de criminologie à Hambourg en 1988, la criminologie comprend maintenant trois niveaux d'analyse : un niveau descriptif et empirique qui se penche sur le crime, les systèmes de contrôle et les victimes ; un niveau théorique qui propose des interprétations et des modèles d'explication de ces descriptions ; et un niveau critique qui réfléchit aux choix théoriques, méthodologiques et politiques effectués aux deux premiers niveaux. À ce troisième niveau, l'étude est effectivement épistémologique et, par rapport aux deux premiers, elle se situe sur le plan de la méta-analyse (Mary 1998 : 443-445).

Les années 1970 marquent un tournant capital dans l'orientation du Département de criminologie de l'Université d'Ottawa. Deux phénomènes témoignent de cette transformation progressive : l'autonomisation institutionnelle du département et l'affaiblissement de la criminologie correctionnaliste.

En effet, le département quitte rapidement la Faculté de psychologie pour être temporairement joint à la Faculté des études supérieures et finalement, dès l'année académique 1976-1977, à la Faculté des sciences sociales, devenant dès lors un département autonome¹³. Dans le même temps, le centre de criminologie est aboli. Deux séries d'indices soutiennent l'affirmation de l'affaiblissement de la criminologie correctionnaliste au département. D'abord, le quasi-monopole de la formation en psychologie montre une certaine régression dans les embauches. Les nouveaux professeurs sont également issus du travail social, de la criminologie, de la sociologie, du droit et de l'économie. L'évaluation du département en 1979 estime toutefois que celui-ci compte encore trop de psychologues et pas assez de sociologues, mais conclut que le département veut se dégager de son orientation essentiellement professionnelle pour viser une formation plus critique des institutions et développer la recherche¹⁴. Ensuite, paraît en mai 1973 le premier numéro de la revue *Criminologie made in Canada*

dont plusieurs membres du comité de rédaction sont issus du département. Les objectifs de la revue s'annoncent ambitieux.

Il s'agit de promouvoir un nouvel humanisme radical à l'intérieur du domaine de la criminologie et ce, non seulement au niveau des « réfléchisseurs officiels », mais aussi et surtout à celui de chacune de ces personnes qui, de par la position qu'elles occupent, ont à poser des choix quant au futur d'une institution, d'un homme ou de la race humaine¹⁵.

Ce processus de changement se répercute dans le programme des études supérieures de 1975-1985 du département. Tout en évoquant la dimension appliquée de la criminologie et la question du traitement des justiciables, il affirme l'autonomie de la criminologie et son caractère interdisciplinaire, et annonce la problématisation de concepts dans une perspective éthique.

Criminology, for our Department, stands at the crossroads of the sciences, bound to other sciences in a variety of ways and on a number of dimensions, yet as a discipline it has developed and maintains a separate and independent identity. [...] Its sphere of activity encompassing not only the areas of pure theory but also the field of applied knowledge (penology, penal reform and crime prevention). Although it utilizes scientific concepts it is also related to value concepts such as justice and injustice, illness and treatment, maturity and the like. Criminology as a discipline employs both deductive and inductive processes, yet may differ from other sciences due to its objectives which have an ethical value associated with them¹⁶.

En 1982, les cours obligatoires du baccalauréat fraîchement créé conjuguent cours de sociologie (1), de criminologie (3), de formation sur le système de justice (2) et de psychologie (2)¹⁷, illustrant une tendance à l'interdisciplinarité et en 1988, la psychologie n'est plus incluse dans ce tronc obligatoire, ce qui suggère une tendance à se distancier de la criminologie correctionnaliste. Selon ce même programme de baccalauréat de 1988-1992 en effet, la criminologie, qui y est affirmée interdisciplinaire et encadrée par une lecture sociologique,

[...] se consacre à l'analyse scientifique du crime, de la criminalité et du contrôle social. Pour ce faire, elle met l'accent sur trois grandes questions : la compréhension du crime et des personnes qui se livrent à des activités criminelles, la sensibilisation à la situation des victimes, et l'analyse du système de justice criminelle et, plus particulièrement, des agences qui ont le mandat de contrôler et de prévenir le crime ou d'assurer le traitement des contrevenant(e)s¹⁸.

Le programme précise aussi la dimension appliquée de la criminologie, préparant les diplômés

[...] à l'élaboration de lignes de conduite ainsi qu'à la création et la mise en œuvre de programmes, dont le but est de prévenir le crime ou de voir au traitement des victimes ou des coupables [...] [et à] travailler directement avec les contrevenant(e)s en vue de leur réintégration sociale, ou encore avec les victimes, pour les aider à surmonter les effets de leur épreuve [au sein du système de justice criminelle]¹⁹.

Les nouvelles références à la dimension éthique, à l'interdisciplinarité, à la volonté de réforme et d'analyse du fonctionnement du système pénal et, enfin, à l'introduction de la notion de contrôle social constituent les indicateurs d'un penchant progressif des programmes vers le courant critique tel que nous l'avons défini plus haut et ce, même si la criminologie du passage à l'acte y est toujours visible. On remarque aussi l'apparition de la victime dans ce dernier programme, ce qui témoigne des avancées de la victimologie dans le champ académique et pratique depuis les années 1980. Dans la foulée, le corps professoral se dote, lui aussi, d'une plus grande multidisciplinarité en embauchant des professeurs issus de nouveaux champs disciplinaires, comme la science politique et l'histoire.

Dans le programme de 1992-1997, la définition de la criminologie est réprécisée. Elle se consacre « à l'analyse scientifique des processus de criminalisation et des enjeux de contrôle social ». En tant que discipline appliquée, elle étudie les « différentes formes d'intervention pour résoudre diverses situations problèmes ». Les questions sur lesquelles le programme met l'accent sont reformulées en quatre

axes : la construction sociale des normes et de la notion de crime ; la criminalisation des actes, des individus et des groupes au sein de notre société ; l'analyse du fonctionnement et des finalités du système de justice pénale ; et les nouvelles formes d'intervention tant théoriques que pratiques²⁰. La mise en évidence du caractère de construction et de production sociale des questions relatives au crime, au criminel et à la criminalité, l'approche macrosociologique et interrelationnelle du contrôle social et du système de justice pénale, la problématisation des concepts, des théories et des pratiques corroborent l'analyse en termes d'enjeux, c'est-à-dire de relations entre savoir et pouvoir. La criminologie présentée dans ce programme est donc maintenant résolument critique et se situe au niveau de la méta-analyse. On perçoit aussi nettement, avec la notion de situation problème, l'influence des théories abolitionnistes de Louk Hulsman et de Nils Christie. À cet égard, c'est à cette même époque qu'Alvaro Pires tente de surmonter le paradoxe entre les deux paradigmes criminologiques, en proposant le paradigme des interrelations sociales, qui précise que l'objet de la criminologie est l'étude des situations problèmes et de leur définition sociale. Ce paradigme propose une analyse du « crime » sur deux axes. Le premier est constitutif des actes criminels dans le processus d'objectivation pénale et le second, des situations problèmes dans les relations de pouvoir entre les individus et les groupes (Pires 1993).

La définition de la criminologie adoptée dans le programme de 1992 élargit le champ d'intérêt de la recherche et s'est perpétuée jusqu'à nos jours. Le département

[...] vise ainsi à établir les rapports entre ce que l'on dit du crime, entre ce que l'on fait du criminel et les éléments culturels, les lois, les savoirs spécialisés, les pratiques normatives. Il apparaît important de saisir ces rapports avant même d'intervenir auprès des justiciables, avant d'établir la gestion des risques que ces derniers représentent et avant de fixer la gouvernance qu'ils supposent²¹.

C'est dans cette foulée que, ces dernières années, le département a connu une expansion impressionnante, favorisée bien entendu par la politique facultaire et universitaire. Composé de 18 professeurs en 1998, le corps professoral en compte 32 en 2008. Qu'y devient la criminologie devant

cette multiplication de chercheurs et dans un contexte sociohistorique qui, en outre, tend à lui insuffler de nouvelles orientations ?

3. EXPANSION NÉOLIBÉRALE, « NOUVELLES » CRIMINOLOGIES ET CRIMINOLOGIE À OTTAWA

À la suite du choc pétrolier de 1973 et de la chute de la puissance soviétique, l'organisation socioéconomique se globalise de plus en plus sur le mode néolibéral. Dans le mouvement de dérégulation croissante qui l'accompagne, les États sont privés de leur monopole de contrôle de ce champ et, en Occident, leurs logiques d'intervention sociale se replient en se concentrant sur la responsabilité individuelle (Rosanvallon 1981 ; Giddens 1998). En miroir, ils réinvestissent la question de l'ordre et du pénal comme source de relégitimation (Houchon 1996 ; Garland 2001). Un populisme punitif se développe dans une logique exclusive (Young 1999) qui s'éloigne de celle de la resocialisation qui prévalait depuis les années 1960 (Garland 2001). Apparaît ainsi une nouvelle gouvernance du crime, centrée sur le risque et son contrôle préventif et coercitif (Garland 1998 ; Loader et Sparks 2002), et que les attentats de notre décennie n'ont certes pas modérée. Cette gouvernance s'appuie sur une logique de *management* préoccupée par des considérations de qualité, d'efficacité et de satisfaction du client. Produisant une expansion de la pénalité, ces tendances induisent un glissement de l'État social vers un État qualifié de policier (Wacquant 1999), de social-sécuritaire (Mary 2001) ou de pénal (Garland 2001).

Le Canada s'inscrit dans ce mouvement global. La perte de pouvoir de l'État social s'y assortit de même à un accroissement des préoccupations relatives à la sécurité, au risque et au contrôle. Favorisant la primauté de l'économique, une culture politique se déploie en termes d'exclusion et de responsabilité individuelle (Landreville 2007 : 44). La volonté de revenir à des politiques pénales plus coercitives se montre plus insistante. L'exemple d'un projet de loi en 1987 sur la réinstauration de la peine de mort en est un indicateur (Landreville 2007 : 26), comme le sont différentes évocations récentes de projets de loi de type *Three strikes and you're out*. Les politiques et les productions législatives témoignent aussi de une inspiration populiste et « ne reposent plus sur

des analyses objectives de la réalité, font fi des résultats de recherche au sujet de l'efficacité et des effets discriminatoires de ces mesures, ainsi que des principes de justice et de modération en droit pénal » (Landreville 2007 : 28 et 35).

En criminologie, deux tendances principales ont accompagné cette dynamique néolibérale. On observe d'abord un certain « retour du néopositivisme scientifique à prétention objectivante », qui élude la problématisation de la réaction sociale et son ancrage contextuel et social et, de ce fait, réindividualise et réifie de nouveau le « crime » (Cartuyvels 2007 : 446). Cette tendance puise bien ses racines dans la criminologie du passage à l'acte et est qualifiée de criminologie officielle ou administrative au sens où elle s'inscrit dans la logique et les discours gouvernementaux, et qu'elle les nourrit. Constituant un courant spécifique dans cette tendance, les criminologies dites de la vie quotidienne présentent le crime en termes d'opportunités, de banalité et de normalité dans les interactions, et le délinquant, comme un être hédoniste, agissant par choix rationnel de « consommation ». Elles se centrent dès lors sur les questions de prévention et de gestion des risques, en mettant l'accent sur les stratégies des individus et des institutions de la société civile, plus que sur l'ingénierie sociale de l'État, considérée comme un échec. En miroir, une criminologie dite orientaliste s'active, en référence aux discours coloniaux qui réduisaient les peuples conquis à quelques traits raciaux et stéréotypes culturels. Elle se fonde, en effet, sur des stéréotypes en présentant les délinquants, voire des groupes sociaux, sous les traits du monstre, du prédateur, de l'ennemi, effectif ou potentiel, à contrôler ou à neutraliser (Garland 1998 et 2001).

À l'extrême de cette tendance administrative se développe, depuis 1999, une « zémiologie » (Hillyard *et al.* 2004) qui s'intéresse aux processus d'exclusion et de justice sociale, aux méfaits sociaux qui sont reconnus et pris en charge en tout, en partie ou pas du tout par les organes de l'État, voire induits ou produits en tout ou en partie par le pouvoir politique (Bertrand 2008). Ses thèmes d'intérêt, dont on donnera comme exemples la pauvreté, la pollution, la santé en milieu professionnel, les politiques urbaines, la violence politique ou la guerre, sont ceux qui atteignent des groupes sociaux dans leur droit au bien-être fondamental. Bien que les fondateurs de la zémiologie affirment se positionner au-delà de la criminologie, ce mouvement s'enracine pourtant

dans la criminologie radicale des droits humains initiée par Tony Platt (1975) et Herman Schwedinger et Julia Schwedinger (1975), et qui a ouvert la voie aux premières définitions politiques du « crime ». Pour ces derniers auteurs, les droits fondamentaux sont notamment ceux de pouvoir se nourrir, se loger, se soigner, travailler et se sentir en sécurité, en vue d'exercer son droit inné à l'égalité et à la liberté. Il s'agit dès lors d'identifier et d'expliquer les comportements et les institutions qui défendent ces droits, et ceux qui les négligent ou les violent. En ce sens, la zémiologie peut, pour nous, s'arrimer aux activités de connaissance de la criminologie critique.

Au Canada, les discours des criminologues laisseraient en général peu de place à la pensée critique, notamment en raison du poids de la forte orientation professionnalisante de son enseignement. Celle-ci tendrait à orienter la criminologie vers une voie normative et « complice du pouvoir pénal » et ce, malgré des apports comme ceux de la Commission du droit du Canada (2001-2006) sur la notion de crime et les limites du droit pénal (Bertrand 2008).

Qu'en est-il actuellement à Ottawa ? Les éléments de réponse à cette question sont dégagés à partir de quatre perspectives : les récents développements institutionnels au département, le point de vue des professeurs interrogés sur la criminologie, leurs champs d'intérêt et la nature de leur sentiment d'appartenance.

La décennie 2000 a été institutionnellement riche au département. D'abord, la recherche y a été valorisée par l'introduction d'un programme de doctorat (2003) qui porte sur la pénalité au sens large (lois, institutions) et se centre sur la création, la mise en œuvre et la réforme des politiques criminelles au Canada, dans une visée de modération et de respect de la personne humaine. Ensuite, une chaire de recherche du Canada a été octroyée (2001), dont le thème est « traditions juridiques et rationalité pénale ». Elle est consacrée à la compréhension des fondements et des caractéristiques du système pénal dans les sociétés modernes, dans le but de contribuer à la conception d'un nouveau droit pénal valorisant davantage les droits fondamentaux. De plus, le Laboratoire d'études et de recherche sur la justice (2005) a, quant à lui, pour vocation d'étudier les discours et les processus de justice dans une perspective multidisciplinaire, avec un foyer d'intérêt particulier pour l'amélioration de ces processus en tant qu'expérience : émancipation et

droits humains, sécurisation environnementale et distribution équitable de la prospérité à l'échelle de la planète. Enfin, l'Institut pour la prévention de la criminalité (2006) s'est donné pour missions de renforcer et de promouvoir la recherche, les connaissances et l'évaluation en matière de prévention de la criminalité au Canada et, en parallèle, de collaborer avec les instances gouvernementales et civiles pour mettre en œuvre une prévention de la criminalité reconnue efficace²².

Dans un département devenu aussi peuplé, les tendances ne peuvent toutefois être fidèlement reflétées par ces seules institutions. Le nombre de professeurs, selon ceux qui ont été entendus en entretien, constitue certes un désavantage parce qu'ils sont « trop nombreux et trop dispersés », ce qui peut rendre « la solidarité difficile » ; mais il est également considéré comme une richesse rendant le « département diversifié », d'autant plus que les professeurs « viennent de toutes les disciplines » et « *from different countries* ». De même, le bilinguisme est compris comme un enrichissement, présentant un « *advantage to work with people in different languages* », « *a source of research* ». Nombre ou langue peuvent évidemment parfois se révéler sources de tension, mais l'on parle aussi de « tension au niveau de la perspective théorique ». Il est donc intéressant de confronter ces perspectives à celles qui ont été exposées en ce qui concerne la fonction du criminologue et son champ d'études.

À un extrême, on affirme que la criminologie est « une science appliquée. On ne peut pas passer tout son temps dans des théories. [...] Le nombre de policiers augmente. Ce n'est pas les cours théoriques qui vont arrêter cela. Il faut avoir de la pratique avec des propositions. » À l'autre, d'une part, ce souci pratique est appréhendé dans une autre optique que celle du conseil aux autorités : on souligne ainsi qu'il y a des « professeurs activistes au département ». D'autre part, on soutient une métacriminologie qui soulève le « questionnement des autorités » et veut « discuter de tous ces concepts, comment on les utilise, on les applique, [...] certains concepts [étant] organisés selon certains schèmes, selon certains paradigmes. » On dit, à l'égard de cette polarisation, que « les nouvelles embauches aident à calmer les extrêmes » et qu'elles favorisent la « critique par rapport aux questionnements de la démarche intellectuelle » elle-même. On persiste, en concordance avec la seconde version de la criminologie, à « *look at the assumptions behind a system and see how they play out in different contexts* ». Personne ne niera que l'enseignement

au département a notamment une visée professionnalisante ; on estime d'ailleurs à cet égard que les étudiants « veulent les outils pour se rassurer dans le milieu du travail ». Il est toutefois précisé que l'objectif de la formation académique, « plus qu'une fonction technique », est de former « à penser les problèmes pour qu'ils [les étudiants] puissent évaluer les programmes », « à penser sur des questions éthiques en intervention ». Ces étudiants sont certes invités « *to think outside the box* » mais surtout à prendre position, « *to have their opinion and defend it* », ce qui peut revenir à une tendance a-normative de cette seconde version.

Dans cette lignée générale et majoritaire selon les entretiens, « la criminologie est diversifiée », « *needs multiplicity not singularity* ». Son objet est compris comme très large, et le souhait de « plutôt faire exploser [son] cadre » est émis : « La société n'a pas attendu que l'État existe, [...] elle s'organise. » Outre ceux des centres de recherche évoqués plus haut, les champs d'intérêt qui ont été évoqués en entretien concernent notamment les droits humains et ceux des enfants, les problématiques touchant les femmes, la technologie, la mondialisation, les médias, la prison en termes de santé ou d'approche artistique, etc. L'inspiration des écrits de Michel Foucault est dite importante, quoiqu'il soit aussi estimé que le « *department would fail if it tried to produce Foucault thinking*²³ ».

On peut enfin examiner le sentiment d'appartenance des professeurs interrogés ainsi que leurs repères de différenciation au regard d'autres départements de criminologie. Dans ce cas, seule la criminologie critique est évoquée et avec une grande fréquence : « *We share at the department critical thinking and the why's of things* », « *how and why the system works the way it does* ». « On vient nous chercher pour des collaborations pour notre aspect critique », car notre « *critical side is noticed* ». Cette caractéristique identitaire forte ne doit toutefois pas être liée sans nuance ou précaution au courant critique, dans la mesure où l'on rencontre aussi, quoique de façon minoritaire dans nos entretiens, une acception plus restreinte du terme *critique*, compris comme mise en lumière de dysfonctionnements, ce qui implique des propositions de réforme : « Moi, j'adopte une position où si tu es pour critiquer, il faut suggérer quelque chose. » Ces acceptions, inscrites dans des paradigmes différents, peuvent se placer sur un axe où, à un pôle, on trouve la perspective de remettre en question et de changer le système pénal (et social) et, à l'autre, celle de l'améliorer.

Les éléments apportés par ces quatre perspectives profilent d'abord des points communs dans les approches criminologiques pratiquées à Ottawa. Leur conception est dans tous les cas multidisciplinaire. On n'y trouve pas d'ombre orientaliste, ni de trace en faveur de l'expansion de la pénalité, ni même des logiques et des pratiques de celle-ci puisque, pour le moins, il s'agit d'améliorer le système. La tendance vers une criminologie officielle, qui se conçoit comme science appliquée, fait d'un côté écho à certains discours gouvernementaux sur la criminalité et sa prévention, mais de l'autre et dans le même temps, affiche la volonté de les alimenter de connaissances scientifiques, ce qui constitue une forme de *think tank* qui, par principe, veut contrer ces tendances gouvernementales populistes et a-scientifiques évoquées par Landreville (*supra*). Si étudier les pratiques pour avancer des propositions d'amélioration du système entre aussi dans cette tendance globale de conseil au Prince, viser à en concevoir la réforme tend à l'en distancier. Sur cet axe, l'évaluation d'un discours, d'une loi ou de sa mise en œuvre peut évidemment glisser d'une position à l'autre.

La tendance dite officielle côtoie une criminologie qui se qualifie de critique, et dans laquelle nous retrouvons en effet, selon les données examinées et en fonction de notre définition (*supra*), les critères suivants : l'histoire conflictuelle de l'organisation sociale (*cf.* activistes, émancipation, femmes) ; la perspective historique et macrosociologique (*cf.* mondialisation, système pénal dans les sociétés modernes) ; l'approche relationnelle dynamique (*cf.* processus) ; l'interrogation des institutions sociales (*cf.* étudier les discours et les processus de justice, *think outside the box*) ; l'interrogation des concepts qui les soutiennent (*cf.* questionnement des concepts) ; l'interrogation des relations entre ces pouvoirs et ces savoirs (*cf.* questionnement de la démarche intellectuelle, Foucault) ; la présence d'une dimension éthique (*cf.* réforme des politiques criminelles dans une perspective de respect de la personne humaine) et l'intérêt pour le changement pénal (*cf.* nouveau droit pénal) ou social (*cf.* émancipation, distribution équitable de la prospérité). Plutôt que d'être centré sur une approche professionnalisante pratique, l'enseignement, selon les éléments recueillis, tend aussi à s'inscrire dans cette criminologie (*cf.* penser les problèmes, *think outside the box*). Dans cette criminologie-ci se découvrent également des traces des mouvances actuelles. Les thèmes relatifs aux droits humains, à la distribution

équitable de la prospérité et à la justice sociale, ainsi que l'optique de faire exploser le cadre de la criminologie s'apparentent en effet plus spécifiquement à la zémiologie.

EN GUISE DE CONCLUSION, OTTAWA D'HIER ET DE DEMAIN...

Depuis l'émergence du paradigme de la réaction sociale, le département de criminologie d'Ottawa s'y est inscrit avec volonté et persistance. Certes, à ses débuts, ce ne sont que quelques éléments interactionnistes qui ont inspiré sa criminologie dominante du passage à l'acte. Puis, la criminologie critique s'est progressivement installée, devenant même le paradigme de son enseignement alors que les traces du premier paradigme se retiraient sans jamais tout à fait disparaître. Les mouvements sociaux récents n'ont pas affaibli l'orientation critique du département ; au contraire, la voie zémiologique s'y est maintenant implantée. Mais dans le même temps, ils ont aussi mené à l'institutionnalisation d'une tendance administrative inscrite dans le premier paradigme. Ces deux criminologies cohabitent à Ottawa, quoique leur impact épistémologique n'ait apparemment pas le même poids au sein du département. La dimension de réflexivité épistémologique inhérente à la démarche méta-analytique de la criminologie critique peut-elle être la force qui contribue à rendre cette cohabitation théorique possible ?

Plus largement, cette dimension de réflexivité épistémologique nous semble également contribuer au débat sur les objets de la criminologie. Pour certains, comme Robert (1995), les intérêts du criminologue devraient se concentrer sur l'étude du champ pénal et les activités qui s'y insèrent (criminalisation primaire, secondaire, etc.), alors que pour d'autres, comme Pires (1993), les questionnements criminologiques s'inscrivent dans une perspective bien plus large de la question criminelle (*cf.* le paradigme des interrelations sociales). Deux questions émanent de ce débat. D'abord, si l'on élargit trop le champ d'investigation criminologique, quelle en sera la spécificité ? Et ne risque-t-on pas ainsi de provoquer sa dilution (Van Ostrive 1995) ? Ensuite, le risque n'est-il pas grand d'imposer la grille d'interprétation pénale à tout sujet abordé dans cette criminologie élargie (Cartuyvels 2007) ?

Au département, la perspective d'une criminologie large est très présente. Le crime y est envisagé comme un construit social et cette optique constructiviste tend elle-même à dilater le champ criminologique. En ce sens, il semble en effet difficile de questionner le crime sans en faire tout autant avec d'autres situations problèmes qui ne sont pas définies comme tel. Cette perspective rejoint en outre l'intérêt pour la justice sociale qui est une des caractéristiques de la criminologie critique. Par exemple, la criminologie plus traditionnelle va analyser la violence produite par des individus sans interpeller un de ses revers non criminalisés, la violence institutionnelle. Et c'est justement la réflexivité méta-analytique qui va permettre au criminologue critique de trouver ce revers dans une logique dialectique. Ce genre de questionnement appartient donc éminemment à une démarche spécifiquement criminologique. Dès lors, pour nous, les nouveaux thèmes explorés au département dans une tendance zémiologique procèdent bien de la criminologie telle que nous la comprenons, c'est-à-dire une activité de connaissance qui interpelle notamment le concept même de crime. Et en sortant pour ce faire de la lunette pénale, il ne nous semble pas que la grille d'interprétation pénale vienne inéluctablement s'imposer dans ce type d'analyse.

Dans un monde où quand on est « plus critique, c'est plus difficile [de] trouver des sous », cette dimension de réflexivité méta-analytique pourra-t-elle constituer une force qui favorise la résistance à l'appel des alouettes de la sécurité, option actuellement peu valorisée au département? Une force qui permettra au Département de criminologie d'Ottawa de persister dans une criminologie « un peu différente des autres, donc avec [sa] spécificité et en même temps beaucoup plus ouverte que les autres »?

NOTES

1. Professeure adjointe, Université d'Ottawa, Département de criminologie, fvanhamm@uottawa.ca.
2. Professeure agrégée, Université d'Ottawa, Département de criminologie, vstrimel@uottawa.ca.
3. Nous avons procédé à une analyse thématique croisée cumulative. Selon cette méthode qualitative, les thèmes qui ont été dégagés des premiers

entretiens analysés (6) ont été enrichis par l'apport des suivants (convergences, nuances, divergences, nouveaux thèmes), de façon à faire ressortir l'éventail des positions contenues dans le *corpus*. Les thèmes dégagés des premiers entretiens ont ainsi composé l'ossature fondatrice de l'analyse et, partant, les citations extraites de ceux-ci sont les plus fréquentes dans la grille thématique qui a été construite. Puisque les pseudonymes qui y sont associés apparaîtraient de ce fait plus souvent que les dix autres dans notre texte alors que ces citations sont représentatives d'un thème et d'une position, nous n'avons pas associé de pseudonyme aux citations présentées ici.

4. Site Web de l'Université d'Ottawa (www.uottawa.ca), onglet **Services**, « Services administratifs », « Archives de l'Université » et « l'histoire de l'Université d'Ottawa ».
5. Archives de l'Université d'Ottawa (AUO), Fonds 6, Services du marketing et des communications, liste des dossiers onomastiques, boîte NB 9572.17, Susan Becker, « Le centre de criminologie de l'Université d'Ottawa pourrait-il influencer la législation en matière pénale? », *Le Droit*, 17 octobre 1968, p. 9.
6. AUO, Fonds 6, Services du marketing et des communications, liste des dossiers onomastiques, boîte NB 9572.17, DKM, "Criminology's Tad Grygier: When you know what's coming you can face it or duck", *La Gazette*, vol. XV, n° 8, 1980-1981, p. 8-9.
7. *Ibid.*, p. 9.
8. AUO, Fonds 68, Département de criminologie, dossier 6314,1.
9. AUO, Fonds 68, Département de criminologie, boîte 63, doc. 14, Canadian Industrial Management Association, 1970, p. 2.
10. AUO, Fonds 206210, *Faculty of Psychology, Academic Program, 1968*, p. 87-93.
11. AUO, Fonds 68, boîte 6736002.
12. AUO, Fonds 206210, *Faculty of Psychology, Academic Program 1968*, p. 87-93.
13. AUO, Fonds 63, École de psychologie, Michel Prévost, *Historique de l'École de psychologie 1941-1991*, p. 6-7.
14. AUO, Fonds 68, boîte 63, "Report [...] on the Department of Criminology", Université d'Ottawa, février, 1979, p. 3-5.
15. AUO, Fonds 68, boîte 63, Yvon Dandurand, Éditorial, *Criminologie/ Criminology made in Canada*, 1(1), mai 1973, p. 7.

16. AUO, Fonds 68, NB 6736, *Programme des études supérieures en criminologie 1975-1985*, Organization and Objectives of the program of study, p. 2.
17. AUO, Fonds 68, *Annuaire de la Faculté des sciences sociales/Département de criminologie*, Les programmes d'études de premier cycle, p. 628.
18. *Idem.*
19. AUO, Fonds 68, *Programme de baccalauréat 1988-1992*.
20. AUO, Fonds 68, *Annuaire de la Faculté des sciences sociales/Département de criminologie*, 1992-1997, p. 55.
21. Jacques Laplante, « Bref historique de l'unité scolaire et de la discipline à l'Université d'Ottawa », *Département de criminologie. Autoévaluation des programmes de premier cycle 1998-2005*, 2006, vol. 1, p. 9.
22. Site Web de l'Université d'Ottawa, onglet **Recherche**, « Centres de recherche et instituts » et « Chaires de recherche ».
23. Le panorama plus étoffé de ces intérêts de recherche qui se trouve sur le site du département confirme cette variété d'objets tant définis criminels en droit que socialement problématiques.

SOURCES

- Archives de l'Université d'Ottawa (AUO), Fonds 6, Services du marketing et des communications.
- Archives de l'Université d'Ottawa, Fonds 63, École de psychologie.
- Archives de l'Université d'Ottawa, Fonds 68, Département de criminologie.

BIBLIOGRAPHIE

- Bertrand, Marie-Andrée (1964). « Les programmes de formation du personnel dans le domaine criminologique au Canada », *Revue canadienne de criminologie*, 6(3), p. 308-319.
- Bertrand, Marie-Andrée (2008). « Nouveaux courants en criminologie : "études sur la justice" et "zémologie" », *Criminologie*, 41(1), p. 177-200.
- Cartuyvels, Yves (2007). « La criminologie et ses objets paradoxaux : retour sur un débat plus actuel que jamais ? », *Déviance et société*, 31, p. 445-464.
- Christie, Nils (1993). *Crime Control as Industry: Towards Gulags Western Style?*, London, Routledge.
- Foucault, Michel (1969). *L'archéologie du savoir*, Paris, Gallimard.

- Garland, David (1998). « Les contradictions de la “société punitive” : le cas britannique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 124, p. 49-67.
- Garland, David (2001). *The Culture of Control. Crime and Social Order in Contemporary Society*, Oxford, Oxford University Press.
- Giddens, Anthony (1998). *The Third Way. The Renewal of Social Democracy*, Cambridge, Polity Press.
- Grygier, Tadeusz (1962). “Education for Correctional Workers: A Survey of Needs and Resources”, *Revue canadienne de criminologie*, 4(3), p. 137-151.
- Herpin, Nicolas (1973). *Les sociologues américains et le siècle*, Paris, Presses universitaires de France, coll. « Sociologue ; 32 ».
- Hillyard, Paddy, Christina Pantazis, Dave Gordon and Steve Tombs (eds.) (2004). *Beyond Criminology. Taking Harm Seriously*, London (Ann Arbor)/Black Point, Pluto Press/Fernwood Publishing.
- Houchon, Guy (1996). « Propos optimistes d'un abolitionnisme morose », dans Françoise Tulkens et Henri Bosly (dir.), *La justice pénale et l'Europe. Travaux des XV^{es} Journées juridiques Jean Dabin, Département de criminologie et de droit pénal, Université Catholique de Louvain*, Bruxelles, Bruylant, p. 75-101.
- Hulsman, Louk (1981). « Une perspective abolitionniste du système de la justice pénale et un schéma d'approche des situations problématiques », dans Christian Debuyst (dir.), *Dangerosité et justice pénale. Ambiguïté d'une pratique*, Paris/Genève, Masson/Médecine et hygiène, p. 7-16.
- Lalande, Pierre (2000). *Évolution des politiques pénales et du discours à propos de l'emprisonnement au Canada et au Québec : de 1969 à 1999*, Sainte-Foy, Direction générale des services correctionnels, Ministère de la Sécurité publique.
- Landreville, Pierre (1986). « Évolution théorique en criminologie : l'histoire d'un cheminement », *Criminologie*, 19(1), p. 11-31.
- Landreville, Pierre (2007). « Grandeurs et misères de la politique pénale au Canada : du réformisme au populisme », *Criminologie*, 40(2), p. 19-51.
- Laplante, Jacques (2006). « Bref historique de l'unité scolaire et de la discipline à l'Université d'Ottawa », *Département de criminologie. Autoévaluation des programmes de premier cycle 1998-2005*, Université d'Ottawa, 1(9).
- Loader, Ian and Richard Sparks (2002). “Contemporary Landscapes of Crime, Order and Control. Governance, Risk, and Globalization”, in Mike Maguire, Rod Morgan and Robert Reiner (eds.), *The Oxford Handbook of Criminology*, Oxford, Clarendon Press, p. 81-111.

- Mary, Philippe (1998). *Délinquants, délinquance et insécurité. Un demi-siècle de traitement en Belgique (1944-1997)*, Bruxelles, Bruylant.
- Mary, Philippe (2001). « Pénalité et gestion des risques : vers une justice actuarielle en Europe ? », *Déviance et société*, 25(1), p. 33-51.
- Matza, David (1969). *Becoming Deviant*, Englewood Cliffs, N.J., Prentice-Hall Inc.
- Pfohl, Steven (1985). *Images of Deviance & Social Control. A Sociological History*, New York, McGraw-Hill.
- Pires, Alvaro (1993). « La criminologie et ses objets paradoxaux : réflexions épistémologiques sur un nouveau paradigme », *Déviance et société*, 17(2), p. 129-161.
- Pires, Alvaro (1995). « La criminologie d'hier et d'aujourd'hui », dans Christian Debuyst, Françoise Digneffe, Jean-Michel Labadie et Alvaro Pires (dir.), *Histoire des savoirs sur le crime et la peine*, t. 1 *Des savoirs diffus à la notion de criminel-né*, Bruxelles/Ottawa/Montréal, De Boeck-Université/Presses de l'Université d'Ottawa/Presses de l'Université de Montréal, p. 13-76.
- Pires, Alvaro et Jean Poupart (2004). « La criminologie comme discipline scientifique », *Criminologie*, 37(1), p. 3-11.
- Platt, Tony (1975). "Prospects for a Radical Criminology in the USA", in Ian Taylor, Paul Walton and Jock Young (eds.), *Critical Criminology*, London, Routledge and Kegan Paul, p. 95-112.
- Poupart, Jean (2004). « L'institutionnalisation de la criminologie au Québec : une lecture sociohistorique », *Criminologie*, 37(1), p. 71-105.
- Quinney, Richard (1970). *The Social Reality of Crime*, Boston, Little, Brown.
- Robert, Philippe (1974). « Sociologie criminelle : la sociologie entre une criminologie du passage à l'acte et une criminologie de la réaction sociale », *L'Année sociologique 1973*, 24, Paris, Presses universitaires de France, p. 441-504.
- Rosanvallon, Pierre (1981). *La crise de l'État-providence*, Paris, Seuil.
- Schwendinger, Herman and Julia Schwendinger (1975). "Defenders of Order or Guardians of Human Rights?", in Ian Taylor, Paul Walton and Jock Young (eds.), *Critical Criminology*, London, Routledge and Kegan Paul, p. 113-146.
- Taylor, Ian and Paul Walton (1975). "Radical Deviancy Theory and Marxism: A Reply to Paul Q. Hirst's Marx and Engels on Law, Crime and Morality", in Ian Taylor, Paul Walton and Jock Young (eds), *Critical Criminology*, London, Routledge and Kegan Paul, p. 233-237.

UNESCO (1956). *Les sciences sociales dans l'enseignement supérieur*, Paris, Rapports préparés pour le compte de la Société internationale de criminologie.

Wacquant, Loïc (1999). *Les prisons de la misère*, Paris, Raisons d'agir.

Young, Jock (1999). *The Exclusive Society*, London, Sage.

WEBOGRAPHIE

Site Web de l'Université d'Ottawa, onglet **Recherche**, « Centres de recherche et instituts » et « Chaires de recherche », www.recherche.uottawa.ca/centres.html.

Site Web de l'Université d'Ottawa, onglet **Services**, « Services administratifs », « Archives de l'Université » et « l'histoire de l'Université d'Ottawa », www.uottawa.ca/services/archives/fra/histoire.html.

Observing Evolution and Understanding the Path to Cognitive Innovation in the Field of Criminal Law

by

Richard Dubé¹

INTRODUCTION

Recently, in a text entitled *Codification et réformes pénales* (Codification and Penal Reforms), Alvaro Pires has hypothetically suggested the non-evolution of the criminal justice system (Pires 2002, 90–91). At first sight, such a claim might appear to be rather radical, considering that in the past few decades changes have indeed been brought forward to modify some of the system's structures and its modes of operation. For instance, David Garland (2001, 174) has pointed out that:

at the structural level, change has been a matter of *assimilating new elements* (the victim, crime prevention, restorative justice); *altering balances and relations* (between punishment and welfare, state provision and commercial provision, instrumental means and expressive ends, the rights of offenders and the protection of the public); and *changing the field's relation to its environment* (above all, its relation to the political process, to public opinion, and to the crime control activities of civil society).

However, although change can be observed here and there in the structures of the criminal justice system, Garland himself does not hesitate to admit that, generally speaking, “the modern institutions of criminal justice have shown themselves to be quite resilient in the face of change,” and he argues that these institutions “have exerted an inertia of their own, an ability to withstand shocks and to defuse the impact of externally imposed change” (Garland 2001, 174). This tends to give some credibility to Pires’s rather provocative hypothesis, but if it is to be shown to be a truly heuristic claim, a closer analysis will be required.

In the first section of this paper, I argue in favour of the hypothesis and suggest that there are indeed some normative areas within the criminal justice system where specific structures, those related to punishment to be specific, have remained relatively unchanged, and have indeed crystallized since the middle of the 18th century, creating significant obstacles to reform and evolution. According to Pires, within the realm of the criminal law a particular “system of thought,” which has been theoretically defined as the “modern penal rationality” (Pires 1998, 2001a, 2001b), has cognitively dictated the Western approach to conflict resolution, while putting most of its emphasis on attributing blame, distributing pain, and imposing social exclusion.

In the second section, I turn to another related problem, which concerns cognitive innovation, and the conditions under which a “new” system of thought could emerge within the criminal justice system and serve as a support for less hostile and more responsive approaches to crime.

In the third and final section, I introduce some epistemological considerations as to why I have not identified the transformation of the environment as one of the main catalysts for the transformation of the system. Contrary to the dominant sociological perspective and to Garland’s theoretical stance, I suggest that there is no such thing as “externally imposed change” (Garland 2001, 174), for sources of pressure or of information from the environment are conceptualized as being internally monitored by the system itself, through its own structures, and following its own logic. Building on this theoretical proposition, I suggest that social systems or institutions are not “reactive and adaptive” (Garland 2001, 6). Rather, they are *selectively* reactive and adaptive to their environment, thereby playing an active role in defining

what can be changed and what must remain the same within their own structures. This theoretical stance serves better than the traditional one to redirect the main focus of the analysis onto the system itself, rather than its environment.

All three sections relate to one fundamental question that has yet to be further explored in the field of criminology: if the possibility of a new regime in the field of criminal justice were ever to be taken seriously *by the system itself*, what kind of changes would need to be implemented so that a significant evolution could be sociologically observed? The following developments should aim at demonstrating the pertinence of this question, as well as at providing some possible answers.

1. THE HYPOTHESIS OF NON-EVOLUTION AND THE IMPACT OF MODERN PENAL RATIONALITY

To develop his hypothesis of the “non-evolution” of the criminal justice system, Pires conducted an analysis of the fundamental changes that led many observers in the 18th and 19th centuries to describe the historical moment as an “evolution” or as a “*changement de régime*” (regime change) for the criminal justice system. What would be referred to as the *ancien régime* had not only been changed, it had been significantly transformed. Many observers began to refer to the emerging reality as a new system, as modernity for criminal law. Under the influence of “great reformers” such as Beccaria, Servan, Dupaty, Lacretelle, Duport, Pastoret, Target, and Bergasse (Foucault 1979, 75)—and one could add to the list the undeniable influence of Kant’s work with regard to retributive justice (Pires 1998, 147)—innovation and creativity in the realm of cognition (ideas, philosophy, fundamentals) allowed for what appeared at the time to be an “enigmatic leniency” (Foucault 1979, 75), an intriguingly “soft” justice.

Whenever observers put forward the idea of such a regime change, the most important transformations on which they commonly insisted were those pertaining to punishment and those related to legal procedure (Pires 2002, 90). Within the structural architecture of the criminal justice system, those were the normative areas that constituted the main point of focus, whereas little emphasis, if any, was usually placed on

cognitive difficulty in approaching conflict resolution in a creative way. It also raises the question of what is to be held responsible for this standstill.

In that respect, Pires suggests the influence of one particular system of thought, “modern penal rationality” (*rationalité pénale moderne*, Pires 1998, 2001a, 2001b), which all through modernity has dominated westernized ways of approaching conflict resolution in the field of criminal law. Modern penal rationality should be conceived as a self-description institutionalized by the system itself to govern the decision-making process pertaining to punishment and conflict resolution. It resonates within the legislative process, with regard to the creation of criminal law, as much as it does within the legal process, with regard to its application. It legitimizes forms of punishment based on attributing blame, distributing pain, and/or imposing social exclusion. In that sense, Pires qualifies the self-description of modern penal rationality by portraying it as “hostile, abstract, negative, and atomist” (Pires 2001a, 184; see also Pires, Cellard and Pelletier 2001, 198). Pires explains (2001a, 184; my translation):

Hostile, because [in thinking and constructing reality through the rhetoric of the modern penal rationality] we tend to see the deviant as the enemy of the entire group, and aim at establishing a sort of necessary, indeed ontological, equivalence between the value of the offended good and the affliction to be inflicted on the delinquent. Abstract, because the (concrete) pain caused through punishment is recognized yet conceived as such that it *ought to cause* an immaterial moral good (“re-establishing justice through pain,” “reinforcing the morality of the honest crowd,” and so on) or as an invisible, practical and future good (deterrence). Negative, since these theories *exclude all other sanctions* that would aim at reaffirming the law through positive action (compensation, for example), while insisting that *only the concrete and immediate pain inflicted* on the deviant can produce well-being [or comfort] for the group, or can reaffirm the value of the norm. And, finally, atomist, considering that the punishment—under the most optimistic hypothesis—does not have to be concerned with the concrete social bonds between individuals, yet if it is, it is in an utterly secondary and accessory manner.

Over the years since the beginning of modernity, this hostile, abstract, negative and atomist self-description has “wormed its way” into the semantics of punishment, notably into theories of retribution, deterrence, repudiation/denunciation, and rehabilitation. With the exception of the theory of rehabilitation, all these theories have had and still have a strong tendency to reduce justice and conflict resolution to the ideas of attributing blame, distributing pain, and/or imposing social exclusion. As for the theory of rehabilitation, while it is not pain-oriented *per se*, its relationship with pain is more one of indifference than one of concern and dismissal. Rehabilitation tolerates suffering as long as it does not impinge on the conditions of treatment, just as other theories of punishment—namely, repudiation and deterrence—can tolerate the idea of treatment as long as it does not interfere with the necessity of punishment.

In that gap of reciprocal tolerance, the idea of incarceration continues to form a consensus among otherwise distinct and often conflicting theories. In other words, beyond their differences and disagreements, modern theories of punishment meet eye to eye with the idea of social exclusion and, on that specific point of convergence, they all contribute to supporting, maintaining, and promoting—some would say against all odds—the possibility of incarceration. This strict focus on incarceration has come to overshadow less negative legal sanctions, which are otherwise objectively possible, but do not appear as such through the cognitive filters used by the system to distinguish meaningful from non-meaningful information.

The particular “system of thought” that appears to be supported by modern theories of punishment becomes manifest and creates effects in different networks of social communication. It is recursively activated in the legal communication of criminal courts whenever judges and prosecutors are asked to share—in the context of an interview, for instance—the justifications behind their otherwise contingent decisions. This qualitative method was recently used in Margarida Garcia’s doctoral thesis to explore and understand the *rationale* deployed by judges and prosecutors when they are asked to reflect on the legitimacy of punishment in relation to human rights. Her research shows, among other things, that the most influential rationale is encrypted in the logic of modern penal rationality and limits the possibility of

their favouring a more “human-rights-friendly criminal justice system” (Garcia 2009, 21).

The courts, as the main organizations at “the centre of the legal system” (Luhmann 2004, 294), determine, or at least strongly influence, the internal routines of the criminal justice system. They therefore play a decisive role in the system’s relationship to change and evolution. Consequently, from a theoretical perspective, we cannot foresee a revolution in the “legal culture” of criminal law without the contribution of the criminal courts with regard to cognitive innovations. A cultural revolution in that legal sphere calls for a cognitive revolution at the same macro-sociological level of modern penal rationality. This brings to light the need for cognitive innovations and the emergence of a new system of thought, one that can evolve around more positive forms of conflict resolution, and away from the dominant values of attributing blame and distributing pain.

2. COGNITIVE INNOVATIONS WITHIN STRUCTURES PERTAINING TO PUNISHMENT

We can turn to Pires (2001a, 2001b) to conceptualize *modern penal rationality* as the dominant “system of thought” or as the most influential “legal culture” in the self-reproductive process of the criminal justice system. However, Pires himself carefully avoids extending the parameters of this cognitive hegemony to a point where it becomes impossible to recognize the emergence of more marginalized yet competitive “systems of thought.”

At least in the history of criminal law reform in Canada, cognitive innovations have indeed emerged, notably through “organizations of legal reflection” (Dubé 2007, 2008; Dubé and Cauchie, 2007), otherwise referred to as law reform commissions. The existing cognitive innovations might not resonate at the centre of the system, and they might not have brought significant changes to the system’s historicity, but, nonetheless, even confined to the periphery, they have long supported alternatives. If they were to be retroactively reassessed, and as such internally triggered, they could come out of their latent state and start producing new realities in the field of criminal law.

the norms relating to the definition of what does or does not constitute criminal behaviour. This led Pires to believe that transformations within the norms pertaining to definitions of criminal behaviour “are no doubt extremely important in many respects, but, at the same time, they are also largely insignificant in respect to characterizing a regime evolution in the criminal justice system” (Pires 2002, 91; my translation).

As for norms of procedure, their transformation is also considered extremely important in many respects, but one can ask oneself whether or not in the 18th and 19th centuries they would have stood a chance of characterizing a regime change if there had not also been simultaneous major transformations in the norms of punishment. I would argue that, if the gallows and the public executioner had remained central elements in the criminal justice system, many observers would have been reluctant to talk about a regime change based solely on transformations in the realm of procedure. In other words, it is hypothetically suggested that, in order to observe an evolution or a regime change that would be deep enough to significantly affect the way we conceptualize the identity of our criminal justice system, one has to observe deep and significant transformations within the realm of punishment. In fact, this is exactly what has not been carried out in our criminal justice system since the end of the 19th century, and all through modernity: a deep and significant transformation of the norms pertaining to punishment is still missing. Rather, across the Western world, what can be observed in that respect is a form of structural crystallization, of “non-evolution.” As of today, regardless of all the problems that have become associated with incarceration, it can still be considered—at least symbolically—“the essential form of punishment” (Foucault 1979, 115).

From a sociological point of view, this form of stagnation in the realm of punishment calls for an explanation. It is worth mentioning here that, even in the middle of the 18th century, “the idea of penal imprisonment is explicitly criticized by many reformers” (Foucault 1979, 114). It is perhaps even more important to observe that most of the contemporary problems associated with incarceration had already been explicitly identified: it was considered “incapable of corresponding to the specificity of crimes; . . . useless, even harmful, to society; . . . costly; it maintains convicts in idleness, it multiplies their vices” (Foucault 1979, 114). This points to a problem of redundancy in criminal law and to a

In fact, cognitive innovations in the field of criminal law are not bound to simply contradict the ideas at the core of *modern penal rationality*. In that respect, building on Foucault's observations regarding what he calls discursive "points of diffraction" (Foucault 1976, 66), one important point that needs to be made is that, "instead of constituting a mere defect of coherence," beyond the incompatibilities that emerge from their mere existence, cognitive innovations do form alternatives to ideas confined to the currently dominant system of thought. In other words, comparing the innovative ideas to the dominant ones, we can still theoretically recognize that, "even if they do not have the same importance, and if they were not equally represented in the population of effective statements, they [do] appear in the form of 'either . . . or'" (Foucault 1976, 66). As such, in the field of criminal law these cognitive innovations can take on an important role in the system's relationship to change and evolution.

According to Niklas Luhmann (1999), the process leading to evolution consists of three fundamental states: variety, selection, and stabilization. Within this theoretical framework, the system first needs to constitute variety for itself—its own "variety pool" (Ashby 1970)—which simply designates a range of possibilities that can hypothetically be actualized within the pre-established conditions of self-regulation. Actualization takes form when the system operates a positive selection on a specific possibility, temporarily excluding others. Finally, with time, if that same possibility is recursively selected or constantly reiterated, it stabilizes and modifies the system's historicity. As such, through the process of stabilization the structural or cognitive modifications introduced by the selection of a new variety can either be firmly integrated as part of the system's "normal" operations—possibly contributing to establishing a new routine—or else categorically rejected.

As for the role of cognitive innovations in this same process, these come into play when they can internally provide cognitive support to a newly selected and still unstable variety. In other words, innovative ideas can create legitimacy around a daring decision (variety) that could not otherwise be cognitively supported by the dominant "system of thought." Being cognitively supported by innovative ideas—just as incarceration has been faithfully supported by all the main theories of punishment (deterrence, retribution, and repudiation, as well as

rehabilitation, which is no exception here)—the daring decision can better face the contingencies around stabilization and thus improve its chances of being retained and integrated as part of a new systemic order. Without the cognitive support of innovation, or without the cognitive support of an alternative “system of thought,” it is indeed believed that the newly selected variety—depending, of course, on how challenging it is to the traditional order—would have a much shorter life expectancy. Since it has been said that “only variety can destroy variety” (Ashby 1970, 207), if newly selected varieties are ever to overcome the old ones, they need their own cognitive support, their own “legal culture” and theories, and their own “system of thought.”

What is being suggested here, hypothetically, has been empirically observed in the case of rehabilitation, which, for a long period down to the middle of the 20th century, rested “on the proposition that an offender *must be imprisoned* in order to provide an opportunity for his reform” (Ouimet 1969, 187; my emphasis). In the mid-1960s, this assumption started to be deconstructed by contrasting views. Prison was being more and more negatively depicted as an institution that “tears the individual away from such family, community, education and employment responsibilities, and isolates him in an abnormal society where he is exposed to a criminal value system” (Ouimet 1969, 308). The Canadian Committee on Corrections simply could not “conceive a device less suited to preparing people to live in the normal community than the traditional prison” (Ouimet 1969, 308). Reflecting on that specific problem, and drawing on “mounting evidence that treatment in the community may frequently be much more effective” (Ouimet 1969, 187), the Committee went against the established order, and introduced the innovative idea that rehabilitation could be better served when pursued and managed outside rather than inside prison walls.

This paradigmatic change in thinking about rehabilitation increased the complexity of the system, putting it in a better position to face the corresponding and ever-increasing complexity of its environment. It could now refer to two theories of rehabilitation rather than just one: the older one, the “first modernity theory of rehabilitation”; and the newer one, the “second modernity theory of rehabilitation” (see Dubé 2008). More importantly, this increased complexity on the cognitive level of the system allows for more complexity or more variety

on the operational level. By referring to the “first modernity theory of rehabilitation” the system can, of course, keep on trusting to social exclusion as the primary condition for successful treatment; by referring to the “second modernity theory of rehabilitation” the system can choose rather to avoid that old path and start putting its trust in social inclusion as the primary condition for successful treatment.²

These observations on rehabilitation lead to one last point with regard to cognitive innovations: their relationship to the formation of an alternative “system of thought.” If we keep referring to Foucault’s remarks on the notion of “points of diffraction,” we shall be called upon to consider cognitive innovations as “link points of systematization,” since Foucault argues that these “dispersions . . . do not simply constitute gaps, non-identities, discontinuous series, they come to form discursive sub-groups” (Foucault 1976, 66). “Discursive sub-groups” are here referred to as alternative “systems of thought.”

A new “system of thought” that is not determined or controlled by modern penal rationality could eventually institutionalize/generalize its own semantics, in a form perhaps completely different from that described by Pires as hostile, abstract, negative and atomist. The “macro” could then exert its influence on the micro. Like any other “act of language” (as described by Austin 1977), the alternative “system of thought” could start producing its own “performative effects,” notably by influencing at a more micro level the ways in which decisions are made in different organizations, including the central court organizations.

Human beings are, of course, autonomous agents. That being said, one should avoid falling into an idealistic representation of an independent and self-governed agent, free from social constraints, thinking and acting freely in any given circumstance. Michel Crozier and Erhard Friedberg (1977) have shown that, no matter what the structure, its hierarchy or its firmness, human beings as actors in the system always retain a minimum of liberty. Still, these two authors felt the need to lower expectations by subtly adding that “actors are *never totally free*,” and, in some ways, are “recuperated” by the official system (Crozier and Friedberg 1977, 44).

This underlines the crucial role of cognitive innovations in the field of criminal law. It also justifies the time and resources spent on

that same logic, in order to put the criminal justice system on the path of reform we would first need to address its environment, control the demand for more punishment, better educate the public, promote the value of alternatives, change the general perception of the criminalized individual, bring a different political party to power, and so on. This environmental approach tends to represent the criminal justice system as an entity determined from the outside, as if inputs from the environment eventually translate into coherent outputs within the system. It leaves unaddressed the influence of the system's own structures and logics in its response to environmental pressures. It does not recognize the mere fact that often enough the system ignores outside pressures, and tends to follow its own tradition and its own logic. Finally, it makes us unaware of the system's "responsibilities" in deciding what ought to be changed and what must remain unaltered, thereby contributing to delaying the moment of development to the day when all the external conditions in favour of transformation can be gathered.

In support of this assumption, it is worth mentioning here, with regard to the evolution of the criminal justice system in the 18th and 19th centuries, that the reform of the *ancien régime* "was not prepared outside the legal machinery and against all its representatives; it was prepared, for the most part, from within, by a large number of magistrates, and on the basis of shared objectives and the power conflicts that divided them" (Foucault 1979, 79).

Some observers have taken another path in the process of conceptualizing the relationship between the system and its environment. In this alternative perspective, which I shall explore on the basis of Niklas Luhmann's system theory, it is the system itself, as a self-referential entity, rather than the environment, that serves as the primary cause of all the changes that take place, or do not take place, within the system's own structures. Of course, the environment may influence the process of change, but as the process unfolds the environment cannot determine what comes about as change within the system. As such, "systems that procure causality for themselves can no longer be 'causally explained' (except in the reductive schema of an observer)" (Luhmann 1984, 41). One can even say that in such self-referential systems "the structures are being modified as a consequence of the system's functioning"; it is the "internal constraints that determine the evolution of the network"

(Atlan 1983, 117; my translation). In this perspective, then, institutions, organizations, and social systems in general, far from passively adapting to external pressures, are in fact conceptualized as actively and selectively responding to it according to their own structural and cognitive networks, and according to their own routines or patterns of self-regulation.

In order for this perspective to avoid any misunderstanding that could infringe on its development as a valid tool in sociology, some questions need to be addressed. If one were to establish oneself on the basis of this theoretical perspective, and observe sociological phenomena pertaining to change and evolution, would one necessarily end up in a tautological position? Are we facing here a conservative theory of determinism that can only conceptualize an eternal self-reproduction of the same?

Luhmann's concept of self-regulation implies that we conceptualize the evolution of the system "as embedded in the past," although this "does not prevent it from changing" or from turning to its environment to explore new possibilities (Bakken and Hernes 2003, 70). Such systems "observe" their environment, but as Heinrich Ahlemeyer explains, they do so "selectively and system-specifically, [as] information about the environment is always self-produced by the system (see Garcia 2007) *and not simply a fact of the environment that existed independently of the observations and judgment of the system*" (Ahlemeyer 2001, 63; my emphasis). This is in line with the insightful remark made by Gregory Bateson (1972, 315) suggesting that, within the boundaries of these self-regulated systems, information from outside makes a difference if, and only if, information can be treated as such within the system itself, that is, as meaningful information rather than as indistinct "noise." Conservatism is thus avoided, and the perspective of circularity allows for a sociological and more complex analysis of the system's relationship to its environment.

One should probably add, as Gunther Teubner does, that this notion of self-reference is not to be interpreted as defending "a monadological isolation of the law, but [rather as insisting on] the autonomous construction of legal models of reality under the impression of environmental perturbations: legal order from social noise!" (Teubner 1989, 740). This explains why Luhmann opposes the notion

of “trigger causality” (*Auslösekausalität*) to the notion of “effect causality” (*Durchgriffskausalität*) (Seidl 2005, 23). As Luhmann himself points out (1988, 335):

A system can reproduce itself only in an environment. If it were not continually irritated, stimulated, disturbed and faced with changes in the environment, it would after a short time terminate its own operations, cease its autopoiesis. . . . The question remains *how* the environment impinges on the system, and what relevance this has for the system’s self-production, for the continuation of its own operations.

This epistemological shift causes the first perspective to reconfigure in a totally different way our main and focal problem regarding the conditions regulating the relationship of the criminal justice system to change and evolution. Instead of focusing strictly on the environment and the kinds of pressure it places on the system’s structures, the new perspective invites the sociologist to take into account the system’s internal mechanisms, its own routines and patterns of self-regulation. Following that path, we may seek to explore the possibility that the key element for a better understanding of the system’s relationship to change and evolution is not so much the environment’s “culture” as, mainly, the system itself and, perhaps, its long-lasting and all-embracing *culture of attributing blame and distributing pain*. In other words, if a cultural revolution is needed so that fundamental changes can take place in the system’s structures, it does not concern—at least not solely—the environment so much as it concerns the system itself.

The same hypothesis leads on to the following question: how can the criminal justice system actively engage in its own process of “cultural revolution” or self-reform, knowing that ultimately—if we accept the prerequisite of self-regulation—it is the system itself that is to be found at the very source of its own changes? Building on the perspective of self-regulation causally triggered from within, the observer who wishes to address the sociological problem of change and evolution in the field of criminal law can legitimately and relevantly turn to the internal legal structures—or legal cultures—to consider the effects being produced inside by those cognitive elements that, all through modernity, have

trying to sociologically understand their conditions of emergence. That being said, if a better understanding of the criminal justice system's relationship to change and evolution has indeed come from Pires's coherent conceptualization of modern penal rationality, it is still difficult to assess a general sociological understanding of the systemic mechanisms involved in the emergence of innovations. We still need to elucidate the sociological conditions that favour, or infringe on, the formation of new "systems of thought" in the field of criminal law. My own recent analysis (see Dubé 2008) of the report of the Canadian Committee on Corrections (Ouimet 1969) has shown only part of the sociological complexity that lies beneath that process, but the conclusions drawn from that research have yet to be used as a general hypothesis or as a starting point for further analysis.

3. EPISTEMOLOGICAL CONSIDERATIONS WITH REGARD TO THE SYSTEM'S ENVIRONMENT

So far I have argued that if the criminal justice system were ever to liberate itself from its own cognitive reductionism and start integrating more complexity in defining what ought to be its role in advanced modernity, changes in the criminal justice system would have to be carried out from within. But questions remain. What about the environment? What about the inputs from *outside*? Don't they resonate on the frontiers of the system and provoke transformations that can then be observed within it? Sociologically speaking, the answers to these questions vary according to which perspective is selected to conceptualize and interpret the system's relationship to its environment. Two theoretical perspectives can be considered. I shall call the first one the "environmental perspective," and contrast it to the second, which I shall call the "self-referential perspective."

From the point of view of the environmental perspective, which is still the dominant one in contemporary sociology, it is suggested that social institutions tend to react and adapt to their environments. This theoretical perspective implies that, in order to see significant changes being actualized within the system, significant changes first have to take place in the system's environment. Therefore, following

dictated what is to be legally treated as meaningful information and what is to be legally treated as indistinct “noise.” The observer can then ask him or herself what kind of difference these cognitive elements have made, or failed to make, to that self-regulating process.

This particular problem calls for a macro-sociological point of view. I shall insist on the importance of adopting the right perspective in order to observe the realities that will be described below. I consider it an epistemological heresy whenever an observer, not seeing what another observer can see, contests the validity and the existence of what otherwise is being observed. Instead of doubting the existence of a certain reality, one ought to *first* take into consideration whether he or she is adopting the right perspective to see what the perspective was meant to show. A city map provides sufficient information on how to drive from one neighbourhood to another, but it does not tell anyone how to travel the country from coast to coast: in that case, everyone understands right away that it is the instrument being used that does not have the right perspective. No one would suggest, on the basis of a city map, that the country does not exist. I shall here take advantage of the enlightening remarks of Boaventura De Sousa Santos: “every scale reveals a reality while distorting or hiding others, [and as such] the scale is a ‘coherent oversight’ that needs to be applied coherently” (De Sousa Santos 1988, 386; my translation).

Here, indeed, a macro-sociological point of view will allow the observer to describe the set of “legal models of reality” or the variety of “self-descriptions” that have been internally constructed by the criminal justice system as guidelines for its own operations. Adopting that same macro-sociological point of view, the observer can then theoretically polarize these empirically observed self-descriptions according to their relationship to change. Some self-descriptions are more resistant to innovation than others are. They do not see the need to conduct self-correction through the exploration of new possibilities. Some other self-descriptions are more sensitive to reform and grasp the need for a “cultural revolution” from cognitive innovations. In every case, the observation should try to understand better how these self-descriptions of the criminal justice system come to influence—or fail to influence—what Heinz von Foerster (1991) calls the system’s “historicity,” that is, its development and its “individuality,” which, for

Luhmann, is a direct and inevitable consequence of its self-reproduction (Seidl 2003, 131).

CONCLUSION

In this paper I have targeted “modern penal rationality” as constituting, within the criminal justice system, the dominant system of thought that has been delaying a regime change or a new evolution of the system, mostly with regard to what pertains to norms of punishment. On the basis of Foucault’s work, I have also explored the concept of cognitive innovation and developed the hypothesis that, in order to provoke evolution in the field of criminal justice, cognitive innovations have to be systematized in order to form an alternative “system of thought,” less hostile, abstract, negative and atomist than the dominant one. Finally, I have introduced some epistemological information aimed at justifying the system-centred-approach I have used—as opposed to an environment-centred-approach—in order to conceptualize the problem of evolution in the field of criminal law.

NOTES

1. Assistant Professor, Department of Criminology, University of Ottawa (rdube@uottawa.ca).
2. I would like to thank Alvaro Pires for these distinctions with regard to rehabilitation and its associated theories.

REFERENCES

- Ahlemeyer, Heinrich. W. (2001). “Management by Complexity: Redundancy and Variety in Organizations” in *Sociocybernetics: Complexity, Autopoiesis, and Observation of Social Systems*, ed. Felix Geyer and Johannes van der Zouwen. Westport, CT: Greenwood Press, 59–72.
- Ashby, William Ross. (1970). *An Introduction to Cybernetics*. London: Chapman & Hall.

- Atlan, Henri. (1983). "L'émergence du nouveau et du sens," in *L'auto-organisation: de la physique au politique*, ed. Paul Dumouchel and Jean-Pierre Dupuy. Paris: Seuil, 115–30.
- Austin, J. L. (1970). *Quand dire, c'est faire*. Paris: Seuil.
- Bakken, Tore, and Tor Hernes. (2003). "The Macro–Micro Problem in Organization Theory: Luhmann's Autopoiesis as a Way of Handling Recursivity," in *Autopoietic Organization Theory: Drawing on Niklas Luhmann's Social Systems Perspective*, ed. Tore Bakken and Tor Hernes. Copenhagen: Copenhagen Business School Press, 53–74.
- Bateson, Gregory. (1972). *Steps to an Ecology of Mind: Collected Essays in Anthropology, Psychiatry, Evolution, and Epistemology*. Chicago: University of Chicago Press.
- Crozier, Michel, and Erhard Friedberg. (1977). *L'acteur et le système*. Paris: Seuil.
- De Sousa Santos, Boaventura. (1988). "Droit: une carte de la lecture déformée. Pour une conception post-moderne du droit." *Droit et Société* 10, 379–405.
- Dubé, Richard. (2007, May 9). "Éléments de théorie sur les commissions de réforme du droit et l'innovation cognitive en matière de justice pénale. Contributions conceptuelles de M. Foucault et N. Luhmann." *Champ pénal/ Penal Field*. Online at <http://champpenal.revues.org/document694.html> [consulted June 1, 2010].
- Dubé, Richard. (2008). "Système de pensée et réforme du droit criminel : les idées innovatrices du Rapport Ouimet (1969)." Ph.D. dissertation, Université du Québec à Montréal.
- Dubé, Richard, and Jean-François Cauchie. (2007). "Enjeux autour de l'évolution du droit criminel moderne : quand les variations de la périphérie défient l'autorité redondante du centre." *Déviance et Société* 31:4, 465–85.
- Foerster, Heinz von. (1991). "Through the Eyes of the Other," in *Research and Reflexivity*, ed. Frederick Steier. London: Sage, 63–75.
- Foucault, Michel. (1976). *The Archeology of Knowledge*. New York: Harper & Row.
- Foucault, Michel. (1979). *Discipline and Punish: The Birth of the Prison*. New York: Vintage.
- Garcia, Margarida. (2007, September 29). "Innovation et obstacles à l'innovation : la réception des droits de la personne par le droit criminel." *Champ pénal/ Penal Field*. Online at <http://champpenal.revues.org/document1192.html> [consulted June 1, 2010].

- Garcia, Margarida. (2009). "Le rapport paradoxal entre les droits de la personne et le droit criminel : les théories de la peine comme obstacles cognitifs à l'innovation." Ph.D. dissertation, Université du Québec à Montréal.
- Garland, David. (2001). *The Culture of Control: Crime and Social Order in Contemporary Society*. Chicago: University of Chicago Press.
- Luhmann, Niklas. (1984/1995). *Social Systems*. Stanford, CA: Stanford University Press.
- Luhmann, Niklas. (1988). "Closure and Openness: On the Reality in the World of Law," in *Autopoietic Law: A New Approach to Law and Society*, ed. Gunther Teubner. New York: De Gruyter, 335–48.
- Luhmann, Niklas. (1999). *Politique et complexité*. Paris: Éditions du Cerf.
- Luhmann, Niklas. (2004). *Law as a Social System*. Oxford: Oxford University Press.
- Ouimet, Roger, et al. (1969). *Report of the Canadian Committee on Corrections: Toward Unity: Criminal Justice and Corrections*. Ottawa: Information Canada.
- Pires, Alvaro Penna. (1998). "Aspects, traces et parcours de la rationalité pénale moderne," in *Histoire des savoirs sur le crime & la peine 2. La rationalité pénale et la naissance de la criminologie*, ed. Christian Debuyst, Françoise Digneffe, and Alvaro Penna Pires. Brussels: De Boeck & Larcier, 1–52.
- Pires, Alvaro Penna. (2001a). "La rationalité pénale moderne, la société du risque et la juridicisation de l'opinion publique." *Sociologie et Sociétés* 33:1, 179–204.
- Pires, Alvaro Penna. (2001b). "La 'ligne Maginot' en droit criminel: la protection contre le crime versus la protection contre le prince." *Revue de droit pénal et de criminologie* 81:2, 145–70.
- Pires, Alvaro Penna, André Cellard, and Gérald Pelletier. (2001). "L'énigme des demandes de modifications législatives au Code criminel canadien," in *Régulation et gouvernance. Le contrôle des populations et du territoire en Europe et au Canada. Une perspective historique*, ed. Pedro Fraile. Barcelona: Publicacions Universitat de Barcelona, 195–217.
- Seidl, David. (2003). "Organisational Identity in Luhmann's Theory of Social Systems," in *Autopoietic Organization Theory: Drawing on Niklas Luhmann's Social Systems Perspective*, ed. Tore Bakken and Tor Hernes. Copenhagen: Copenhagen Business School Press, 123–49.
- Seidl, David. (2005). "The Basic Concepts of Luhmann's Theory of Social Systems," in *Niklas Luhmann and Organization Studies*, ed. David Seidl and Kai Heldge Becker. Copenhagen: Copenhagen Business School Press, 21–53.

Teubner, Gunther. (1989). "How the Law Thinks: Toward a Constructivist Epistemology of Law." *Law and Society Review* 23:5, 727–57.

III

Souveraineté et légitimité de l'État. Les enjeux du droit international dans le traitement des personnes privées de liberté

par

Sandra Lehalle¹

INTRODUCTION

Directement ou indirectement, le contexte international est de plus en plus prégnant dans la gestion des affaires publiques. Les États peuvent difficilement en faire abstraction et s'exclure de la communauté internationale avec ses règles plus ou moins formelles et ses pressions plus ou moins contraignantes. Le domaine du traitement des personnes détenues ne fait pas exception à cette évolution puisqu'il existe, de nos jours, de nombreuses normes internationales qui proposent et tentent d'imposer des standards applicables aux États.

Dans ce vaste domaine du droit international applicable au traitement des personnes détenues, il est cependant possible d'opérer certaines distinctions. Tout d'abord en termes d'objet, certaines conventions internationales concernent les droits humains en général², d'autres sont spécifiques aux conditions de détention³ ou aux prisonniers de guerre⁴, tandis que quelques-unes se concentrent sur les traitements inhumains ou dégradants et la torture⁵. Sur le plan de leurs objectifs, on peut également distinguer les composantes du droit international

qui ont une visée déclaratoire⁶, répressive⁷ ou préventive⁸. Pour atteindre ses objectifs diversifiés et multiples (affirmer, encadrer, influencer, prévenir, réprimer), le droit international ne se contente pas d'établir des normes au moyen de conventions, mais entreprend parfois de mettre en place des instances⁹ chargées de donner corps aux principes énoncés. Dans le domaine du traitement des personnes détenues, le Protocole additionnel à la convention contre la torture, entré en vigueur en 2006, illustre l'action du droit international comme promoteur et entrepreneur de création institutionnelle à la fois au niveau international et national¹⁰. S'il est trop tôt pour proposer d'étudier l'impact de ce protocole et des instances qu'il a permis ou permettra de créer, il est cependant possible d'entreprendre une réflexion sur la base de l'analyse des institutions et des instruments internationaux existants.

Le présent chapitre¹¹ propose, dans un premier temps, d'exposer le cadre analytique choisi; nous y abordons donc le concept de souveraineté ainsi que la théorie de l'État développée par Bergeron. Dans un deuxième temps, nous traitons de façon chronologique les diverses étapes du développement du droit international des personnes détenues, étapes illustrées notamment par l'examen des cas du Canada, des États-Unis et de la France. Enfin, nous analysons ces données empiriques à la lumière du concept de souveraineté et de la théorie de Bergeron afin de contribuer à une meilleure compréhension des enjeux que le droit international représente pour les États dans le traitement des personnes détenues.

1. LE CONCEPT DE SOUVERAINETÉ ET LA THÉORIE ÉTATIQUE DE BERGERON COMME CADRE D'ANALYSE DU DROIT INTERNATIONAL DES PERSONNES DÉTENUES

1.1. Le droit international et sa confrontation avec la souveraineté étatique

Dans le domaine des droits des personnes détenues, comme dans de nombreux domaines, le droit international a bien pour cible et objet l'État souverain. De son propre gré, l'État accepte d'appartenir à des

organisations internationales qui juridiquement limitent sa souveraineté. Qu'il s'agisse de normes, de mesures ou de contrôles, le droit international vient bien imposer des obligations diverses et nombreuses qui restreignent le pouvoir souverain de l'État. Ainsi, comme le rappellent Chaltiel et Oberdorff (2000), la souveraineté étatique est traditionnellement conçue comme un obstacle au droit international. Au-delà des difficultés pratiques, financières ou politiques que peuvent présenter le droit international et son application, le premier enjeu semble avant tout consister à percer cette muraille qui symbolise la souveraineté des États.

Le droit international est pourtant une réalité que les États souverains ne peuvent ignorer, notamment dans le domaine des droits humains. La communauté internationale a clairement établi que le respect des droits humains s'impose à tous les États qui ne peuvent invoquer leurs législations pour se soustraire à leurs obligations internationales (Hans-Kellens 1944 ; Hart 1961 ; Cassese 2004). La souveraineté en tant qu'absolutisme étatique n'est plus un précepte tenable en droit international et, par conséquent, les sphères académiques et politiques admettent qu'un État peut abuser de sa souveraineté (Nagan et Hammer 2004). Pour Badie (2002), il s'agit d'une nouveauté forte puisque les droits de la personne s'attaquent aujourd'hui à la souveraineté des États, alors qu'hier ils tendaient, au contraire, à l'exalter.

Or, assez souvent, l'État résiste plus ou moins activement aux tentatives du droit international de s'immiscer notamment dans l'exercice de l'une de ses fonctions régaliennes : le pouvoir de punir. Le droit de punir émane directement de la souveraineté étatique (Rico 1986) et en constitue même pour certains l'emblème (Delmas-Marty *et al.* 2008), et le dernier bastion (Cassese 2004). Les liens étroits entre pouvoir de punir et souveraineté représentent donc un défi majeur pour le droit international des détenus. Par leur nature et leurs objectifs, les normes internationales concernant les droits des détenus sont, par essence, des ingérences à la souveraineté étatique. Pour cette raison, comme nous le verrons plus loin, la conception, l'adoption et la soumission au droit international et ses institutions concernées par la situation des personnes détenues sont autant d'enjeux accentués par le fait que l'État est l'instigateur et l'interlocuteur direct de ce droit international dont les normes et les institutions s'imposent à lui.

1.2. La théorie de l'État de Bergeron

Dans cette analyse des rapports entre l'État et le droit international des personnes privées de liberté, le cadre théorique développé par Bergeron (1993) nous est apparu particulièrement pertinent et propice à la mise à jour des enjeux en présence. Bergeron est un théoricien de l'État moderne qui propose un des rares modèles explicatifs de l'ensemble du politique, un modèle universel (Gagné 1985 ; Bernier 1994). Sa théorie de l'État conçoit ce dernier comme « le plus gigantesque dispositif de contrôle social », dispositif au cœur duquel la notion de base est celle de fonction. Bergeron définit une fonction comme « le lien qui rattache, entre elles, les relations de contrôle et, par cela, les intègre dynamiquement en processus plus ou moins vastes, mais eux aussi, reliés à leur tour dans la vie des ensembles politiques dont ils constituent la trame ». Sur cette notion, il construit un modèle composé de trois niveaux de fonctionnalité de l'État : la « gouverne » (l'État contrôlant), la « polittie » (l'État contrôlé) et le « régime » (l'État contrôleur). Le régime est, en fait, le niveau super fonctionnel de l'État, situé au-dessus de la gouverne (niveau fonctionnel) et, par conséquent, de la polittie (niveau infrafonctionnel). Cette structure permet donc d'identifier le niveau fonctionnel, celui de la gouverne, qui constitue l'appareil dynamique de l'État, le niveau où les agents spécifiques de l'État exercent quatre fonctions centrales : gouvernement, législation, administration et juridiction. Si le niveau de la gouverne est celui du « faire » (par l'État), le niveau de la polittie est celui de l'« agir » (par les citoyens), c'est-à-dire le niveau infra fonctionnel où s'actualisent les valeurs et les conduites politiques des citoyens envers la gouverne.

Dans ce modèle élaboré par Bergeron, le niveau super fonctionnel, le régime, est celui qui retient notre attention. Selon cet auteur, le niveau du régime est celui qui donne et perpétue l'« être » de l'État. Il constitue le degré de l'affirmation identitaire de l'État auquel Bergeron accorde beaucoup d'importance, car il permet d'analyser les relations internationales. Le régime représente l'État « grand contrôleur de la vie sociale », dont la mission est d'« affirmer et [de] pouvoir faire respecter sa propre justification par l'idée directrice d'un ordre social fondamental, présenté comme indispensable et imposé comme obligatoire » (Bergeron 1993 : 158). Par l'usage de ce vocabulaire qui lui est

spécifique, Bergeron qualifie les opérations de l'État qui se déroulent à ce niveau de superfonctions : la « sécuration » et la « légitimation ». La superfonction de légitimation, tournée vers l'intérieur, est définie comme l'ensemble des processus intégrateurs par lesquels l'État manifeste en son sein un comportement directeur qui, auprès de ses membres, le justifie dans la totalité de son être et lui permet de durer dans son milieu social. La superfonction de « sécuration », tournée vers l'extérieur, est définie comme l'ensemble des processus autoprotecteurs par lesquels l'État vise à affirmer et à assurer son existence individuée dans son environnement politique. Ces fonctions sont donc des processus rattachés à ce qui détermine la globalité de l'État comme unité d'organisation spécifique (Bernier 1994). Dans la théorie de Bergeron, il ne s'agit pas de déterminer si la légitimité est juste ou si la sécurité est réelle, mais d'identifier des processus bien réels et observables au même titre que les quatre fonctions de la gouverne. Ces superfonctions sont complémentaires pour déterminer l'unicité de l'État, elles assurent donc une certaine cohérence au sommet de l'État dans la gestion des questions politiques. Comme nous le verrons plus loin, ces deux fonctions nous permettent, en effet, de faire ressortir les enjeux du droit international à la fois en ce qui concerne l'extérieur (la communauté internationale des États) et l'intérieur (la communauté nationale des sujets de l'État).

2. UNE ANALYSE DE CAS DU DÉVELOPPEMENT DU DROIT INTERNATIONAL DES PERSONNES DÉTENUES

Qu'il s'agisse des droits des détenus ou d'autres groupes vulnérables, le droit international, malgré son développement quantitatif et qualitatif notable, ne cesse de faire l'objet de critiques (Faugeron 1996 ; Herzog-Evans 1996). C'est principalement la constatation de l'écart existant entre les intentions louables du droit international et leur application concrète qui soulève le plus d'incompréhension et de remise en cause de l'existence même des institutions internationales (Izemberg 2004). Les sceptiques n'exigent pas du droit international et de ses instruments la mise en place de moyens mais bien des résultats. Cependant, l'étude des étapes du développement et de la mise en pratique du droit international concernant les personnes détenues nous permet de faire ressortir que

celui-ci doit affronter une véritable course d'obstacles entre l'idée qu'il promeut et son application pleine et entière. L'analyse de la situation canadienne, française et états-unienne nous permet justement d'illustrer et d'analyser diverses réactions étatiques relativement au développement et à la mise en œuvre du droit international dans ce domaine.

2.1. Conception des normes internationales applicables aux détenus

La première étape consiste à conceptualiser les normes et les instruments du droit international. Le plus souvent, cette étape s'inscrit dans le cadre d'une organisation internationale existante, et les États membres peuvent jouer un rôle d'initiateur, de participant ou de consultant. Sous des formes diverses, les États peuvent adopter une attitude proactive ou passive et alors exprimer leur position sur la nécessité, la pertinence et le contenu de l'entreprise normative ou institutionnelle en discussion. Certains États, comme le Nicaragua, le Panama et surtout le Costa Rica (IIHR et APT 2004), ont joué un rôle clé quant à la conception et à la mise à l'agenda du Protocole additionnel à la convention contre la torture des Nations unies (OPCAT). De même, la Suisse a joué un rôle important dans la création de la Convention européenne de prévention de la torture et de son comité. L'enjeu de contribuer et d'influencer la création des normes internationales est particulièrement prégnant, puisque l'État en question puisera alors dans son répertoire historique, culturel et politique pour influencer le droit international et sera très certainement plus à même de pouvoir le respecter en se positionnant en modèle à suivre (Badie 2002).

Cette étape de conception ne prenant véritablement fin qu'après le vote final d'adoption, les occasions sont donc multiples pour un État de participer ou de nuire au développement de l'initiative en question. Ainsi, dans le cas de l'OPCAT, des pays tels que le Canada et la France ont eu l'occasion de voter favorablement à trois reprises : devant la Commission des droits de l'homme, le Conseil économique et social, et l'Assemblée générale¹² des Nations unies. Un État réfractaire peut notamment adopter, dans un premier temps, une attitude passive envers l'initiative, puis une attitude d'opposition ou d'entrave lors des étapes préliminaires au vote. L'exemple des États-Unis à l'égard du même

protocole illustre cette stratégie : ne pas prendre part au premier vote devant la Commission des droits de l'homme, proposer un amendement et s'abstenir lors du second vote devant le Conseil économique et social, et finalement voter contre devant l'Assemblée générale. Nonobstant, nous relevons que, le plus souvent, les États membres utilisent les votes d'opposition avec prudence et préfèrent s'abstenir plutôt qu'exprimer une objection forte¹³. Dans certains cas, la pression exercée par la majorité des membres est telle qu'un État peut difficilement se démarquer de certaines initiatives internationales. Rappelons cependant qu'un tel vote donne forme à la convention internationale, mais n'entraîne pas forcément son entrée en vigueur, sa signature, sa ratification et son application.

2.2. Signature et ratification des instruments internationaux

Une fois la convention ou le protocole voté par l'organisation internationale, chaque État sera libre de l'adopter. La signature est bien sûr un premier engagement pour l'État qui signifie ainsi son approbation et son intention de mettre en œuvre les normes internationales sur son territoire. La ratification, qui peut être simultanée ou postérieure à la signature, entraîne l'application de ces normes et éventuellement la soumission de l'État aux mécanismes de prévention, de contrôle ou de répression prévues par celles-ci.

Le cas de la torture et de ses outils de prévention prévus par l'ONU illustre bien le libre arbitre des États dans leur engagement envers les normes internationales. Si la Convention contre la torture de 1984 réunit aujourd'hui plus de 130 membres, on observe cependant différents cas de figure. Certains pays, comme la France et le Canada, ont signé la convention en 1985 et l'ont ratifiée respectivement en 1986 et en 1987. D'autres États, comme les États-Unis, ont attendu dix ans après l'entrée en vigueur de la Convention pour la ratifier en 1994. De tels délais sont généralement constatés dans le cas de jeunes États ou de ceux ayant connu des conflits importants¹⁴.

Il convient, de plus, de relever que cette convention prévoit elle-même que certaines de ses dispositions peuvent être facultatives et que les États sont libres de s'y soumettre ou non lors de leur ratification.

C'est notamment le cas des articles 21 et 22 de la Convention contre la torture qui permettent qu'un autre État ou des individus puissent soumettre des plaintes contre l'État en question auprès du Comité contre la torture. Seulement 30 % des États qui ont adopté la convention ont accepté ces procédures et donc reconnu cette compétence du Comité ; tel est le cas de la France et du Canada. Les États-Unis ont seulement reconnu la compétence prévue dans l'article 21, soit la possibilité pour un autre État de soumettre au Comité des allégations de violations de la convention.

Indépendamment des options facultatives prévues par la convention, les États peuvent toujours décider de la ratifier en émettant des réserves. En effet, les États-Unis ont ajouté une condition de réciprocité à la compétence de l'article 21 exigeant que l'État porteur de la plainte ait lui-même accepté cette compétence. De plus, le gouvernement américain a précisé, au moment de la ratification, qu'il se considère lié à la convention uniquement dans la mesure où la torture et les traitements cruels, inhumains et dégradants sont définis selon sa propre législation nationale. En règle générale, nous observons que les réserves émises viennent constituer des limites à la portée de la convention, soit en réduisant les cas applicables, soit en élargissant les conditions nécessaires pour que celle-ci s'applique. Les États-Unis ont, par exemple, indiqué que, concernant les cas de transferts vers des pays pratiquant la torture, leur engagement consistait uniquement à voir qu'il y ait plus de probabilités de ne pas être torturé que de l'être. De la même façon, ils ont indiqué que, dans leur cas, la convention n'influe pas sur l'usage de la peine de mort ou les conditions de détention des condamnés.

Outre les réserves possibles, il existe des ajouts postérieurs aux conventions internationales qui ne s'appliquent donc qu'aux États qui l'acceptent expressément. C'est le cas de l'OPCAT¹⁵ qui est par essence facultatif : rien n'oblige donc les États à le signer et à le ratifier. Si l'attitude des États-Unis semble n'indiquer aucune intention d'adopter ce protocole, les votes favorables du Canada et de la France démontrent de bonnes dispositions envers lui. La France l'a signé en 2005 et, après plusieurs négociations sur le mécanisme national à implanter, a voté en juillet 2008 en faveur de la ratification. Par contre, le Canada n'a pas encore entrepris de signer le protocole. Malgré les attentes de certains observateurs de voir le Canada s'imposer comme modèle pour les États

fédérés, la structure fédérale semble complexifier la nomination du mécanisme national et entraîner par conséquent un retard notable de la signature et de la ratification du protocole (Canada 2007).

2.3. Application et sanction

Une fois passées les étapes de conception, de signature et de ratification, l'enjeu principal reste celui de la mise en œuvre du droit international applicable aux personnes privées de liberté. Sur ce point, nous constatons que ratification ne signifie pas automatiquement application ; les États qui adoptent le plus rapidement les conventions ne sont pas toujours ceux qui les respectent le plus. En ce sens, Hathaway (2004) constate que les États qui pratiquent le plus la torture sont plus susceptibles de ratifier la convention contre la torture même s'ils excluent les articles 21 et 22¹⁶. Selon lui, les États démocratiques sont davantage susceptibles de ratifier la convention que les États non démocratiques. Cependant, parmi les États qui pratiquent la torture, les États non démocratiques ratifient la convention plus facilement que les États démocratiques.

À cette étape, les États signataires se doivent de respecter les normes et les recommandations des institutions internationales, qu'il s'agisse de ne pas torturer, d'assurer aux détenus des conditions sanitaires adéquates ou de soumettre un rapport périodique. Nous constatons cependant que l'exécution du droit international dans ce domaine repose exclusivement sur la bonne volonté des États. Si, malgré les insistances des institutions internationales, un État ne désire pas mettre en œuvre les recommandations qui lui sont faites, le droit international ne dispose pas de véritable mécanisme de contrainte sur les législations ou les pratiques de l'État concerné. Notre analyse des relations entre l'État français et le Comité européen de prévention de la torture démontre à quel point ce dernier peut se retrouver impuissant devant l'opposition tantôt voilée, tantôt affranchie du gouvernement devant les recommandations faites en matière de surpopulation carcérale, d'accès aux soins de santé ou de maintien des liens familiaux (Lehalle, Landreville et Céré 2006). Dans de tels cas, les institutions internationales sont donc confrontées aux limites de leur pouvoir, puisque leur efficacité repose principalement sur leur capacité de négociation et d'influence. Le pouvoir des instances

internationales s'exerce et réside alors principalement dans leurs interactions, tel que le suggèrent Crozier et Friedberg (1977) dans leur analyse des organisations.

Dans le cas des personnes détenues, les instruments du droit international octroient aux États une grande part de pouvoir discrétionnaire en termes d'application et de fonctionnement. Ainsi, à l'instar de la Croix-Rouge internationale qui visite les lieux de détention en échange d'un engagement à ne pas rendre public leurs constatations, certains mécanismes de droit international garantissent aux États une certaine confidentialité afin d'obtenir leur coopération. C'est notamment le cas du Comité européen de prévention de la torture qui conditionne la confidentialité de ses rapports de visite au consentement de l'État concerné. Notons cependant que ce devoir de confidentialité est justement une contrepartie de la coopération de l'État. Dans certains cas exceptionnels de manque de coopération, le Comité peut cependant faire usage de sa principale sanction et faire une déclaration publique de ses motifs de préoccupation. Cette décision, qui s'apparente à un blâme, a jusque là été utilisée avec parcimonie par le Comité¹⁷.

Cet exemple illustre et introduit la complexité de la notion de sanction en droit international. La force de la contrainte exercée sur les États est très variable. La Cour pénale internationale et la Cour européenne des droits de l'homme exercent notamment un contrôle procédural répressif dont les sanctions ont force obligatoire, tandis que les comités de prévention de la torture du Conseil de l'Europe et des Nations unies ont un mandat préventif basé sur des rapports et des visites sans aucun réel moyen de sanctions et de contrainte sur les États. La Convention contre la torture des Nations unies est remarquablement faible à cet égard, puisque sa seule exigence envers les pays membres est la soumission périodique d'un rapport. Néanmoins, le défaut de remplir cette exigence minimale est souvent ignoré, puisque les pays remettent souvent leur rapport deux à quatre ans après la date prévue, sans conséquence¹⁸.

Il faut cependant relever que l'absence de sanctions et de moyens contraignants ne signifie pas forcément absence d'impact. Comme le mentionne Hathaway (2004), si la seule raison pour les États de respecter le droit international était la crainte de sanctions, le monde serait dans une situation très problématique, voire anarchique. Tout comme

les individus ont de nombreuses raisons de respecter les lois, et ce, même s'ils n'étaient pas punis, le même raisonnement s'applique aux États. Il suffit pour s'en convaincre de prendre en compte les nombreux cas où les États investissent beaucoup d'énergie pour, plus ou moins adroitement, échapper à leurs obligations de droit international en dépit du fait qu'il n'existe pas de réelles sanctions. Le cas des Nations unies et des fameux « mémos de torture » rédigés à la demande de la Maison-Blanche entre 2001 et 2004 illustre l'enjeu réel – bien que peu contraignant officiellement – de pouvoir, au moins sur le plan rhétorique et au mieux sur le plan légal, écarter l'application du droit international contre la torture à certaines pratiques d'interrogatoire utilisées dans la lutte contre le terrorisme (Lehalle 2008).

3. LE DROIT INTERNATIONAL COMME OUTIL DE LÉGITIMATION ÉTATIQUE

3.1. Le droit international est-il réellement une attaque à la souveraineté étatique ?

L'analyse réalisée semble venir relativiser l'idée que le droit international représente une attaque substantielle à la souveraineté étatique¹⁹. Tout au moins en matière de droits des personnes détenues, l'érosion de la souveraineté s'avère davantage apparente que réelle. Le droit international s'avère plutôt « subordonné » à un État souverain vigoureux qui ne compte pas facilement rendre ses armes aux institutions internationales. Nous avons relevé que l'État est celui dont dépend entièrement la création et, surtout, la soumission aux ingérences normatives et institutionnelles du droit international. C'est bien l'État qui décide (ou non) de voter, de signer et de ratifier les instruments internationaux. Notre analyse montre également que l'État est aussi celui dont dépend la réalisation des rapports soumis aux instances internationales, la mise en œuvre des recommandations faites par les institutions et souvent la publication des rapports de travail de ces dernières. Si l'État est donc clairement l'objet de l'encadrement et du contrôle exercé par les normes et les institutions internationales, il reste malgré tout le décideur et le maître d'œuvre de la réalisation, et donc de l'effectivité de ce droit

international des personnes détenues. Comme Chaltiel et Oberdorff (2000), nous constatons que la souveraineté est finalement la condition nécessaire aux organisations internationales qu'elle autorise et limite à la fois. Une organisation internationale telle que l'ONU, permise par la souveraineté individuelle des États, donne finalement naissance à une souveraineté internationale qui n'efface pas pour autant la souveraineté de l'État membre. Bien au contraire, l'existence de cette souveraineté collective internationale met en évidence l'existence et la persistance d'un « noyau irréductible de la souveraineté » (Chaltiel et Oberdorff 2000) sans lequel l'État membre en serait réduit à devenir une entité fédérée.

Cette analyse du droit international comme vecteur de souveraineté internationale nous permet de mieux appréhender les intérêts de l'État à jouer ce « jeu international » dont les règles subtiles impliquent à la fois d'accepter et de limiter les ingérences à sa souveraineté individuelle. Dans cette continuité, la théorie de l'État développée par Bergeron contribue à affiner notre réflexion sur les enjeux de légitimation que le droit international peut procurer aux États et à leurs institutions de détention.

3.2. Les enseignements de la théorie de Bergeron : le droit international comme source de « légitimation » et de « sécurisation » pour l'État

En acceptant l'ingérence du droit international, l'État accomplit, tout d'abord, un acte de « sécurisation » tourné vers l'extérieur. Bergeron (1993) emploie le terme *sécurisation* pour mettre en évidence le principe de « sécurité en situation » et désigner ainsi l'ensemble des processus autoprotecteurs par lesquels l'État, en tant qu'unité politique, vise à se sécuriser devant les autres unités politiques. Dans ce sens, signer les conventions, les protocoles et accepter les contrôles internationaux est bien, pour l'État, un processus autoprotecteur par lequel il vise à affirmer et à assurer son existence dans son environnement politique international constitué d'autres États. De plus, à l'interne, ces mêmes actes d'acceptation de l'ingérence du droit international viennent accomplir une fonction de légitimation de l'État orientée cette fois vers l'intérieur. Il s'agit donc bien d'un processus de « légitimation » par lequel l'unité

politique qu'est l'État manifeste, à l'intérieur d'elle-même, un comportement qui la justifie dans la totalité de son être juridique (Bergeron 1993). En se positionnant comme intégré aux instances internationales et soumis à leurs exigences, l'État manifeste, en effet, une attitude qui le justifie dans son milieu social auprès de ses citoyens et de ses institutions. Sécurisation et légitimation assurent ainsi l'unicité de l'État de façon complémentaire à l'externe et à l'interne, et de façon à octroyer à l'État la maîtrise politique du milieu social et son adaptation sociale à l'environnement politique international. Pour la plupart des États, notamment le Canada, la France et les États-Unis, adopter les instruments internationaux de droits des personnes détenues permet de mieux se positionner à la fois à l'interne à l'égard de leurs citoyens et à l'externe vis-à-vis des autres États. L'enjeu est véritablement politique, et les États s'engagent donc à la création et au respect des normes et des institutions internationales afin de maintenir la confiance de leurs citoyens et des autres États envers l'entité politique qu'ils sont et implicitement envers leurs institutions de détention.

L'exemple du Canada et du protocole additionnel à la Convention contre la torture des Nations unies illustre l'importance de ces enjeux. Même si le Canada a voté sans réserve en faveur du protocole, il ne l'a toujours pas signé et ratifié six ans plus tard. Des débats et des négociations sont toujours en cours afin de déterminer, entre le gouvernement fédéral et les diverses provinces et territoires, la répartition des responsabilités et des coûts du mécanisme exigé par le protocole. À défaut d'obligation formelle de signer ce protocole, les réactions internationales devant l'attitude passive du Canada sont en soi des indicateurs de la pression qu'il subit. D'une part, sur le plan de la sécurisation, ce sont les institutions internationales qui l'encouragent périodiquement à adopter ce protocole, que ce soit à l'occasion des audiences du Canada devant le Comité de prévention de la torture (CAT 2005) ou lors du dépôt de candidature du Canada au Conseil des droits de l'homme (CDH 2006). D'autre part, sur le plan de la légitimation, ce sont les organisations non gouvernementales de citoyens telles qu'Amnistie Internationale (2005) et l'Association de prévention de la torture qui font pression sur le Canada en soulignant leur déception quant à l'attitude de ce pays réputé leader en matière de droits humains. Les débats du sous-comité de la Chambre des communes illustrent à quel point la réputation internationale

du Canada est mise à mal par l'absence de signature du protocole (Canada 2007).

Il convient cependant de relever que, dans le cas d'une fédération comme le Canada, l'équilibre légitimation-sécurité est en effet plus complexe. La superfonctionnalité de l'État fédéral, comme celle de tout État, s'exprime par le caractère unique des fins de légitimité et de sécurité, et donc des superfonctions de légitimation et de sécurité. L'État fédéral (compris ici comme État central et États fédérés) est finalement créé et désigné pour assumer ces deux superfonctions, mais il n'assume pas à lui seul toute la réalité de l'État. Certes, il est établi que l'État central détient l'exercice de la superfonction de sécurité dans l'environnement international avec tous les privilèges s'y rapportant. Le fait même de l'établissement de l'État fédéral montre que c'est dans le cadre de cette structure collective que les États fédérés comptent mieux assurer leur propre sécurité. Le plus souvent, les États fédérés abandonnent toute part de sécurité externe et acceptent d'être démunis de souveraineté internationale. L'État central, créé par leur décision commune, va donc assumer, en quasi-exclusivité, la superfonction de sécurité dans l'environnement international par ses services extérieurs : diplomatie, défense, direction du commerce international (Bergeron 1984). Dans ses relations avec l'extérieur, l'État fédéral se présente devant le droit international, les autres États et la communauté internationale comme une personnalité étatique unique.

La situation est plus complexe lorsqu'on se tourne vers l'intérieur et la superfonction de légitimation²⁰. Celle-ci relève de l'État fédéral puisque, comme le mentionne Bergeron (1984 : 182), « ni l'État central ni les États fédérés ne peuvent la revendiquer en exclusivité, y contribuant plutôt de façon articulée et complémentaire à chaque palier ». La légitimation est déclenchée par une autorité politique superfonctionnelle unique, l'État fédéral, mais elle est, dans son déroulement technique et opérationnel, partagée avec les États fédérés. Il s'agit donc d'une légitimation par degrés, ou à double palier étatique. Ce partage implique donc que, pour chaque élément de droit international concernant les personnes détenues, le gouvernement fédéral canadien doit au minimum s'assurer de la coopération des provinces et des territoires, et parfois même obtenir d'eux l'investissement de ressources institutionnelles, humaines et monétaires. Pour le mécanisme exigé par l'OPCAT,

les provinces et les territoires devront permettre l'accès à leurs lieux de détention et, peut-être, selon l'option qui sera retenue, assumer eux-mêmes la responsabilité opérationnelle de ce mécanisme

CONCLUSION

De nos jours, la souveraineté étatique ne peut plus être comprise en termes de pouvoir absolu (Held et McGrew 2003). Pour les États, la souveraineté implique de plus en plus une responsabilité rattachée moralement et légalement aux droits humains et à leurs instruments de protection auxquels ils adhèrent au sein d'organisations internationales. Certes, l'analyse de la situation canadienne, française et états-unienne nous permet de démontrer l'existence de résistances à l'ingérence du droit international au cours des différentes étapes nécessaires à son accomplissement. Cependant, l'ingérence du droit international sur la souveraineté est ainsi conceptualisée, acceptée, limitée et finalement contrôlée par les États qui acceptent de soumettre leur territoire au droit international, mais également de s'impliquer dans la vigilance et la protection de ce droit sur les territoires des autres États²¹. Le droit international devient alors un vecteur pour réaffirmer et légitimer la souveraineté étatique qui demeure « la pierre angulaire de l'ordre juridique international ».

En puisant dans la théorie de Bergeron pour analyser le cas des instruments de protection des droits des personnes détenues, nous localisons les enjeux au cœur du régime et donc de l'affirmation identitaire de l'État. L'adoption et la soumission au droit international de protection des détenus permettent doublement aux États de « sécuriser » et de « légitimer » leurs traitements des personnes détenues à la fois aux yeux de la communauté internationale et aux yeux de leurs propres citoyens. En effet, en raison du poids grandissant du contexte international, le devoir des États de rapporter, d'expliquer et de justifier leurs actions et leurs décisions à leurs citoyens s'étend également aux instances internationales. C'est justement par l'intermédiaire de ces relations d'interdépendance stratégique²² que les États visent à assurer leurs fonctions à peine voilées de sécurisation et de légitimation de leurs conditions de détention, mais aussi, de façon plus large, de leur

pouvoir de punir et, finalement, de l'institution prison en tant que telle.

NOTES

1. Professeure remplaçante, Université d'Ottawa, Département de criminologie, slehalle@uottawa.ca.
2. Déclaration universelle des droits de l'homme.
3. Ensemble des règles minima pour le traitement des détenus.
4. Conventions de Genève.
5. Convention des Nations unies contre la torture et les traitements inhumains ou dégradants et Convention européenne de prévention de la torture et des traitements inhumains ou dégradants.
6. Voir notes de bas de page 2 et 3.
7. Cour européenne des droits de l'homme et Cour pénale internationale.
8. Comité de prévention de la torture et des traitements inhumains ou dégradants des Nations unies.
9. C'est notamment le cas des Comités de prévention de la torture des Nations unies et du Conseil de l'Europe.
10. Ce protocole à visée préventive vient, en effet, établir un système dual de visites régulières des lieux de détention menées de façon complémentaire entre des organes nationaux (qui doivent être créés à cet effet) et un comité international d'experts indépendants (sous la responsabilité des Nations unies).
11. Ce chapitre se base sur des données empiriques recueillies et analysées dans le cadre de deux recherches réalisées entre 2004 et 2009. La première recherche consistait en une étude approfondie des mécanismes de contrôle du respect des droits des détenus en France et au Canada, dont les mécanismes onusiens et européens, analysés au moyen d'entrevues et de recherche documentaire. La seconde recherche était centrée sur la torture des personnes détenues et notamment sur la confrontation des mécanismes internationaux de prévention et d'interdiction normative par le gouvernement américain dans le cadre de la lutte contre le terrorisme. Ces deux recherches s'inscrivent dans un projet plus large qui consiste à analyser le rôle, l'influence et les limites du droit international sur le traitement des personnes privées de liberté.

12. Ces votes ont eu lieu respectivement le 22 avril 2001, le 24 juillet 2002 et, pour l'Assemblée générale, le 7 novembre 2002 devant le 3^e comité et le 18 décembre 2002 en séance plénière.
13. On dénote que si seulement 4 États sur 191 ont voté contre le protocole lors du vote final, 42 ont choisi de s'abstenir.
14. République démocratique du Congo et Koweït en 1996, Afrique du sud en 1998, Liban en 2000, Serbie en 2001.
15. Ce protocole a été, à ce jour, ratifié par 50 États et signé par 24 autres.
16. En ce sens, nous avons relevé, parmi les premiers États à ratifier la Convention contre la torture, la présence de l'Égypte, du Mexique, du Cameroun et de l'Afghanistan, pays qui ont continué à pratiquer la torture jusque dans les années 1990. (Sur ce point, voir les rapports annuels d'Amnesty International, <http://thereport.amnesty.org/fr>.)
17. Depuis la création du CPT, la déclaration publique a été utilisée deux fois pour la Turquie en 1992 et en 1996, et trois fois pour la République tchèque de la fédération de Russie en 2001, en 2003 et en 2007.
18. Le 3^e rapport du Canada fut déposé en 1999 avec trois ans de retard et le 4^e rapport en 2002 avec deux ans de retard.
19. Pour une discussion sur la signification du concept de souveraineté, nous renvoyons le lecteur aux 13 sens du concept analysés par Nagan et Hammer (2004).
20. Bergeron prête attention au processus de légitimation et non au principe ou aux bases de la légitimité.
21. Il suffit de penser aux cas de torture et de mauvais traitements de ressortissants d'un État, détenus sur le territoire d'un autre État.
22. Sur ce point, voir Crozier et Friedberg (1977) et Mucchielli (1994).

BIBLIOGRAPHIE

- Amnesty International Canada (2005). *Open Letter to the Prime Minister*, Ottawa, Amnesty International.
- Badie, Bertrand (2002). *La diplomatie des droits de l'homme*, Paris, Fayard.
- Bergeron, Gérard (1984). *Pratique de l'État au Québec*, Montréal, Québec Amérique.
- Bergeron, Gérard (1993). *L'État en fonctionnement*, Paris, L'Harmattan.
- Bernier, Luc (1994). « Compte rendu du livre : *L'État en fonctionnement* », *Revue québécoise de science politique*, 26, p. 206-210.

- Canada (2007). *Auditions devant le Sous-comité des droits internationaux de la personne du Comité permanent des affaires étrangères et du développement international*, Ottawa, Chambre des communes.
- Cassese, Antonio (2004). « ¿Hay un conflicto insuperable entre soberanía de los Estados y justicia internacional? », dans Antonio Cassese et Mireille Delmas-Marty (dir.), *Crímenes internacionales y jurisdicciones internacionales*, Bogotá, Grupo Editorial Norma, p. 19-42.
- CAT (2005). *Conclusions et recommandations du Comité contre la torture : Canada*, Genève, Bureau du Haut-Commissaire aux Droits de l'Homme.
- Chaltiel, Florence et Henri Oberdorff (2000). *La souveraineté de l'État et l'Union européenne : Recherche sur la souveraineté de l'État membre*, Paris, LGDJ.
- Conseil des droits de l'homme (2006). *Canada's Commitments and Pledges*, New York, Nations unies.
- Crozier, Michel et Erhard Friedberg (1977). *L'acteur et le système*, Paris, Seuil.
- Gagné, Gilles (1985). « Gérard Bergeron et la théorie de l'État », *Recherches sociographiques*, 26(1-2), p. 233-263.
- Delmas-Marty, Mireille, Mark Pieth et Ulrich Sieber (2008). *Les chemins de l'harmonisation pénale*, Paris, Société de législation comparée.
- Faugeron, Claude (1996). « Introduction : Une théorie de la prison est-elle possible? », dans Claude Faugeron, Antoinette Chauvenet et Phillippe Combessie (dir.), *Approches de la prison*, 15(42), Montréal, Presses de l'Université de Montréal.
- Hart, Herbert Lionel Adolphus (1961). *The Concept of Law*, New York, Oxford University Press.
- Hathaway, Oona (2004). "The Promise and Limits of the International Law of Torture", in Sanford Levinson (ed.), *Torture: A Collection*, New York, Oxford University Press, p. 199-212.
- Held, David and Anthony McGrew (2003). *The Changing Structure of International Law: Sovereignty Transformed?*, Cambridge, Polity Press.
- Herzog-Evans, Martine (1996). « Le droit pénitentiaire : un droit faible au service du contrôle des détenus », dans Claude Faugeron, Antoinette Chauvenet et Phillippe Combessie (dir.), *Approches de la prison*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, p. 273-296.
- IIHR et APT (2004). *Le protocole facultatif à la Convention des Nations unies contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants : un manuel pour la prévention*, Lyon, IIHR/APT publications.
- Izambert, Jean-Loup (2004). *Faut-il brûler l'ONU?*, Paris, Éditions du Rocher.
- Lehalle, Sandra (2008). « La malléabilité du droit : torture et discours juridique », *Actes du colloque Le pénal aujourd'hui : pérennité ou mutation*

[En ligne], <http://www.erudit.org/livre/penal/2008/000245co.pdf> (consulté le).

Lehalle, Sandra, Pierre Landreville et Jean-Paul Céré (2006). « Le Comité européen de prévention de la torture : Mécanisme de contrôle des établissements de détention », *Canadian Journal of Criminology and Criminal Justice*, 48(2), p. 197-222.

Mucchielli, Alex (1998). *Approche systémique et communicationnelle des organisations*, Paris, Armand Colin.

Nagan, Winston P. and Craig Hammer (2004). "The Changing Character of Sovereignty in International Law and International Relations", *Columbia Journal of Transnational Law*, 43(1), p. 141-187.

Rico, José (1986). « Le droit de punir », *Criminologie*, 19(1), p. 113-140.

IV

Prevention, Criminology and Governmentality Reconsidered

by

Christine Gervais¹

INTRODUCTION

In recognition of alleged crises, fragmentations and failures in criminology, some criminologists have reflected retrospectively and introspectively on the state and potential of our discipline (see, for example, among others, Braithwaite 1989 and 2000; Chan 2000; Cohen 1988; Ericson and Carriere 1994; Foucault 1980; Garland 1992; Garland and Sparks 2000; Martel *et al.* 2006; Nelken 1994; O'Malley 2000; Pasquino 1991; Pavarini 1994; Pavlich 2000; and South 1997). Such critical and reflexive endeavours often raise concerns about the theoretical direction and practical worth of criminology. In many of these cogitations, some colleagues have both exposed and opposed criminology's institutional, managerial, applied and administrative orientations as problematically complicit, insular, hegemonic, controversial and partisan (see, for example, Chunn and Menzies 2006; Hogeveen and Woolford 2006; and Williams and Lippert 2006). While such musings have tended towards purging and pessimism, they have also drawn our

collective attention, rather optimistically, towards worthwhile alternatives to which we may aspire, and in which we may engage.

In this spirit of critical reflexivity, this paper offers a disruptive, yet humble and collegial, reflection on the unique place of prevention within criminology (see Gilling 1997). By undertaking an “internal inspection and criticism of its orientations” (Martel *et al.* 2006, 640), and thus illustrating the major characteristics of the prevention-oriented literature, this paper briefly presents some important challenges that should be brought to bear against criminological reasoning in the area of crime prevention. In an effort to set the study of prevention in Canada within a broader context of inquiry, it proposes a dialogue with the governmentality literature. However, while it thus engages with governmentality studies, it also challenges and extends them with critical criminological and sociological considerations. Finally, aiming for analytical comprehensiveness and disciplinary concord, it explores the desirability and viability of such a synergy.

1. CRIMINOLOGICAL KNOWLEDGE AND PREVENTION

As an alleged principle and objective, albeit an untameable concept, crime prevention is often thought to hold a special, almost untouchable place within criminology (see Gilling 1997). Since crime prevention was, and to a certain extent remains, an alternative to reactive criminal justice practices², the overwhelming majority of the literature dedicated to advocating its potential, especially in the late 20th century, has sought to ascertain its effectiveness. A review of criminological journals in North America, Europe, and Australia reveals that very few articles on prevention have been published in the early 21st century compared to the copious number published in the late 20th century. The majority of publications since 2000 have focused on evaluating implementation at the micro level.

This paper should not be interpreted as dismissing the positive and significant contributions made by prevention-oriented criminologists. I unequivocally support proactive pursuits as long as human rights are respected. However, I also contend that other analytical angles and

levels should be explored. Accordingly, this paper does not take the conventional criminological literature on crime prevention as a basis upon which to generate further evaluative and effectiveness-oriented research. Rather, such prevailing scholarship is treated as a phenomenon to be addressed. In so doing, this paper briefly scrutinizes the characteristics and constraints of prevention-oriented criminology. For a more thorough substantiation of the late 20th-century crime prevention literature, see Gervais 2002.

In pursuit of alternative aspirations, the crime prevention literature is characterized by a tenaciously optimistic and promotional rhetoric, replete with sundry rationales and a disparate set of strategic options that coalesce around appeals to prevention (see Gervais 2002). Written as an advocacy-oriented narrative of reform, it expresses mainly the desirability of prevention-oriented intervention by the State and communities. The grounds for caution include, among others, unchallenged conceptions of both crime and prevention; an uncontested promotional literature; an unquestioned state responsibility for prevention; a proneness to conceptual ambiguity; and theoretical myopia.

Further, prevention-oriented criminology, in Canada and elsewhere, is captured by a restrictive and narrow discourse of micro-level theorizing and managerial pragmatism. It has tended to be organizationally or technically based in its orientations, locally based in its foci, and evaluative in its analyses. Through its evaluation research, almost every prevention programme is read in a positive light whereby “everything works” to a greater or lesser extent (see Crawford 1997). While this promotional stance has advanced the literature, it has also rendered it an inward-looking, self-exemplifying and self-sustaining endeavour (see Gilling 1997).

This insularity is especially evident in the literature’s expressions of the desirability of state responsibility in the area of crime prevention. As such, in its quest to produce a knowledge that continually enhances its own capacity for action the prevention literature has become part of the “useful” criminological enterprise whose applied relevance has enabled it to provide advice on expedient state policy approaches to crime and victimization (Cohen 1985, 18; Stehr 1994, 95; Garland and Sparks 2000, 193; Chunn and Menzies 2006, 666; Williams and Lippert 2006, 705). Such a claim seemingly embeds the prevention literature within

what some refer to as the “criminological–criminal justice beast” and others call the “symbiosis” (Chunn and Menzies 2006, 676; and see Hogeveen and Woolford 2006). However, a distinction must be noted.

In the 1960s and 1970s, the early crime prevention literature explicitly sought to develop situational and community-based alternatives outside and, in some ways, against the traditional reactive criminal justice responses. Early prevention advocates no longer took the state and its agencies to be the primary actors in the business of crime control, as non-governmental, community and private services became engaged in preventative activities (see Gilling 1997). Herein lies this literature’s apparent mark of innovative discontinuance with criminology and criminal justice. Eventually, and predominantly in the late 1980s and early 1990s, prevention-oriented scholars, including some in Canada, took considerable strides in attempting to entrench proactive approaches into the political mainstream and thus into state-based initiatives, albeit not necessarily into punitive “criminal justice” ones. In fact, punitive legal responses are strongly discouraged by leading Canadian prevention proponents (see Waller 2006).

Nevertheless, as a result of having seemingly raised pragmatism as an ideology (Nuttall 1989, 470), prevention-oriented criminology has had scant regard for the wider contexts in which the appeal to prevention is shaped, negotiated, rationalized, advanced and manifested. Similarly, the academically based patronage and prescription of state intervention in the name of crime prevention has also been seemingly taken for granted and, therefore, not subjected to much reflexive scrutiny. Efforts to answer the contingent question of “what works” have seemingly obscured the questions of why and how certain strategies are advanced in particular political contexts, and at specific historical moments. In other words, the rationales underlying the changing visions of prevention have not been adequately explored in terms of their significance to broader relations between state regulation and civil society. In this sense, prevention-oriented criminologists have been doing what Hogeveen and Woolford (2006, 685) describe as answering questions asked *by* neoliberalism, without posing significant questions *about* neoliberalism.

If prevention-oriented criminology is to remain analytically innovative and relevant, its relative silence on the contexts of emerging forms

of governance and regulation must be overcome. To this end, I propose that technical questions be cast aside in order to foster a reflexive exploration that is broader in its scope and more expansive in its analytical depth than those previously undertaken within the conventional literature on crime prevention. In this light, this reflection draws inspiration simultaneously from the insistence of Adam Sutton (1994) that prevention programmes be located within the context of critical social theory; from the invitation issued by Janet Chan (1994) to explore “the history and manifestations of the crime prevention concept”; from the quest undertaken by Daniel Gilling (1997) to “frame crime prevention upon a much broader canvas”; and from the caution against obscuring wider arguments issued by Adam Crawford (1997). I further acknowledge others’ advocacy of situating crime prevention within the contexts of emerging technologies (see O’Malley 1992, 1996), broader political trends (see Pavlich 1999) and governmental predicaments (see Garland 1996, 1999, 2000).

2. GOVERNMENTALITY ENGAGED AND RECONSIDERED

In order to transcend the non-reflexive and uncritical focus of the aforementioned literature, I propose that academic attention bring the study of crime prevention into more analytically comprehensive accounts of discourses and practices of regulation. Part of the impetus for such a proposal is to render prevention both a subject and an object of criminology. The intention is to move prevention beyond its seemingly unchallenged projection as an object, and therefore as an objective, of criminology, and to render it a subject, open to wider and more profound scrutiny, on the understanding that the term “object” here refers to the unique place of prevention as an unquestioned objective or goal of criminology (see Gilling 1997), whereas the term “subject” refers simply to an area under discussion. Treating prevention as a subject of criminology is imperative for fostering reflexive and critical analyses that would, at the very least, help to situate and challenge prevention’s unique place as an objective of the discipline (see Gilling 1997).

To this end, academics may draw upon a synthesis of governmentality and critical criminology that confronts the wider contexts and

concerns of governing crime, but from which criminological scholarship on prevention has remained disconnected. This analytical fusion not only enables the exploration of shifting government interventions in the area of crime prevention, but it also facilitates a more comprehensive examination of the reasons for such emerging patterns of continuity and change. More trenchant insights can be drawn from analyses that situate prevention among broader trends of governance, risk and at-a-distance orientations (see, for example, Garland 1999 and 2000; O'Malley 1992, 1996, 2000, and 2001; Parnaby 2006; and Rose 1993, 1996, and 2000).

The governmentality approach is pertinent to the study of crime prevention on several levels. First, by emphasizing decentred governance, it sheds light on both state and non-state forms of governance, and the relations between them. This consideration is especially relevant to the complexity of articulations and manifestations of prevention at the level of the Canadian federal government, whereby decentred and at-a-distance governance has become a predominant feature in the late 20th and early 21st centuries (see Gervais 2002). Second, the governmentality approach has drawn our attention to changes in governance that are associated with shifts from social welfarism to neoliberalism. These are recognizable, albeit not absolute, in Canadian federal prevention initiatives.

The third analytical strength of the governmentality approach lies in its scope, which encompasses the range of both governmental rationalities and technologies of government, and the intricate link between them, the former being embedded in the latter. In the context of crime prevention in Canada, analysis has certainly been carried out on the processes and outcomes of programmes, but very little corresponding emphasis has been placed on their relationship to shifts in broader rationalities. This lacuna can be overcome by an engagement with the governmentality literature, through which one can locate prevention as a programme of government in relation to the rationalities that generate and shape it.

While I invoke the governmentality approach as a relevant and discerning lens through which to observe the shifting trajectory of crime prevention in Canada and elsewhere, I do so cautiously, in recognition of its well-known limitations, some of which I highlight below. First, while the strength of the governmentality approach lies in its focus on

the “nexus” of mundane practices and broader political rationalities (O’Malley, Weir and Shearing 1997, 503), it has tended to explicate this link through abstract narratives of change, without adequate substantiation of such claims in any concrete form (see, for example, Garland 1999; Rose 1993, 1996, and 2000; and Rose and Miller 1992). In this sense, rationalities have tended to remain “free floating” and not grounded in material conditions (see Rose and Miller 1992; and Curtis 1995, 586). As a result, the governmentality approach has overemphasized tendencies of rupture and discontinuity in its forecasts of the death of the social and the rise of neoliberalism in government programmes (see O’Malley *et al.* 1997; Stenson and Watt 1999; O’Malley 2000; and Rigakos and Hadden 2001).

Further, governmentality writings have also tended to emphasize knowledge-based rationalities that are manifested in textual discourses, thereby overlooking the oral discourses and social practices through which rationalities are also revealed (see Garland 1999; Stenson 1999; and Williams and Lippert 2006). As such, knowledge-based rationalities conceal “non-instrumental rationalities” that entail “the expressive, emotionally driven and morally toned currents” (Garland 1999, 34–35), and the “messy actualities” of implementation (see Barry *et al.* 1993) that affect policies and programmes. They further obscure the contingent actualities—integrating the notion of contingencies that refer to accidental forces (see Curtis 1993) with the concepts of “messy actualities” (see Barry *et al.* 1993) and of non-instrumental rationalities (see Garland 1999)—that encompass the aleatory and circumstantial realities that condition governmental programmes, and are discoverable through oral and textual discourses (see Gervais 2002). They further entail the expressive currents manifested through the visual imagery intentionally used to propel decentred governance, including the photographs, logos, and other images used in marketing material to promote governmental programmes, but also to express priorities, goals, and outcomes related to various rationalities (Gervais 2002). In this light, non-instrumental rationalities, as well as messy and contingent actualities, can lend greater empirical credence to governmentality forecasts, by more adequately illustrating the nuances of the interconnection between rationalities and technologies (see Garland 1996; Pavlich 1999; Stenson and Watt 1999; Braithwaite 2000; and Williams and Lippert 2006). The term

“technologies” here refer both to “specific ways of acting” (see Garland 1999), and to the programmes, techniques, apparatuses, and procedures that give effect to governmental ambitions (see Rose and Miller 1992).

What, then, can be discovered about crime prevention initiatives at the federal level in Canada in the late 20th and early 21st centuries when governmentality analyses are substantiated empirically by the integration of contingent and messy actualities? Data sources for such contingent actualities include content analyses of ministerial speeches, promotional materials, government publications, and interviews with policy-makers related to Canada’s federal-level prevention initiatives and the National Crime Prevention Strategy between 1974 and 2002. Regarding the alleged ascendance of neoliberal configurations of risk and the decline of welfarist modes of social governance, one recognizes that the shift was not as neatly sequential, nor as completely displacing, nor as unidirectional, as was previously forecast (see Stenson and Watt 1999; Gervais 2002; and O’Malley 2000, 2004).

Consider, for example, the case of Canada’s National Crime Prevention Strategy (NCPS) established in 1994. It is currently administered by the National Crime Prevention Centre (NCPC) within the Community Safety and Partnerships Branch of Public Safety Canada. It supports community mobilization initiatives, shared-knowledge networks, private sector partnerships, and research-based demonstration projects. The predominant focus is on “at risk” children, youth, women and Aboriginal populations through selected social development measures. One can observe an intersection between neoliberal and social welfare rationalities and technologies. Rather than neoliberalism wholly displacing social welfarism, the “balanced” approach of the NCPS demonstrates that they have become interpenetrating and mutually reinforcing. Within the NCPS, as evidenced in a cursory review of projects funded through it from 1998 to 2008, neoliberal features of responsibilization, cost-effectiveness, prudence and at-a-distance forms of governance are coupled with support for welfare-oriented concerns that partially address socioeconomic, cultural and gendered inequalities, child care, and housing. This hybridized coexistence of neoliberal risk-based practices with welfare-oriented practices, against the seemingly residual and permanent backdrop of neoconservatism in the form of policing and correctional responses as part of a balanced approach, is a testament

to the compromised, corrupted and partial ways in which rationalities settle in their practical form (Garland 1999, 31; see also O'Malley 2000).

One must nevertheless acknowledge that at these points of convergence "the social" is inevitably thwarted and reformulated. In the "balanced" approach advanced through the NCPS, social welfare conditions are now interpreted only as risk factors (O'Malley 1999, 96–97). For example, in many of the community-based projects funded under the NCPS between 1998 and 2008, early intervention initiatives have been targeted towards children, youth, and families deemed to be at risk of potential victimization or later offending. However, while referrals to existing social services are part of many of the programmes' supportive efforts, most of the project interventions are aimed mainly at helping individuals and families to overcome the risk factors through developmental responsabilization strategies such as education in parenting skills, recreational and skills training projects for youth, and behavioural adjustment for children, rather than addressing the broader structural sources of the inequalities of which the risk factors are only symptoms. It is understood that broader structural inequalities are not relevant to Foucauldian analyses, but they are raised here as being reflective of social welfare concerns. Given the purposive and selective consideration of both risk factors and social welfare provisions, these preventative initiatives more accurately reflect "submerged social" or "neosocial" tendencies (see Stenson and Watt 1999; and Gervais 2002). "Post-social" is less relevant here because, while neoliberal tendencies have dominated Canadian federal-level crime prevention initiatives, social orientations have not been displaced in their entirety. "Neosocial" better reflects the revised and constrained conditions of socially based programmes (see Gervais 2002).

Based on the very brief foregoing discussion, it appears that Canadian federal crime prevention in the late 20th and early 21st centuries has been a site at which governmentality's forecasts of the death of the social and the ascendance of neoliberal emphases must be reconsidered. While shifts are discernible, we can also observe patterns of continuity and instances of reinforcing intersections. As such, a governmentality framework that is grounded in contingent actualities remains a distinct and valuable analytical resource that can bring the intricacies of evolving rationalities and technologies that coalesce around crime prevention to the fore.

3. TOWARD A GOVERNMENTALITY-CRITICAL CRIMINOLOGY SYMBIOSIS

The penetrative potential of governmentality analyses of crime prevention and other forms of contemporary regulation can be even further enhanced by a closer dialogue between governmentality and critical criminology. Williams and Lippert (2006) propose such a dialogue to demonstrate how governmentality studies can help to overcome limitations of critical criminology, but there is merit in exploring the potential benefits of the reverse relation whereby critical criminological approaches can help to ground governmentality forecasts. While elements of such a dialogue have already been engaged in this paper in the proposed grounding of rationalities, other relevant aspects must be taken into consideration. As O'Malley, Weir and Shearing (1997) have claimed, the governmentality framework avoids a critical agenda and prescriptive political engagement. Gillian Balfour (2006, 742) has similarly contested the idea that "governmentality's analytical tools enable us . . . to ask questions of 'how?' without balanced attention to 'why?' and 'what now?'" The socialist feminist project that Balfour advocates is perceived by some critics to be supportive of the criminalization and incarceration of abusive men, and thus as a tactic that results in the amplification of the coercive apparatus of the state. Given that I raise questions about the prevention literature's expression of the desirability for state responsibility in the area of crime prevention, it must be understood that I am not seeking to reinforce enhanced state control. Nevertheless, I contend that in the context of crime prevention, all three questions of 'how, why and what now' are valuable, viable and, indeed, answerable by using the combined tools of governmentality and critical criminology.

One area where such questions and the proposed analytical dialogue may be especially relevant pertains to governing crime preventatively "at a distance." The "at a distance" nature of the NCPS is evident in the way in which the strategy is steered through federally directed project, research and funding priorities, and then implemented locally, and thus in a decentralized way, through community programmes coordinated by dispersed practitioners and used by diverse clients. Exploring how such at-a-distance governance is experienced by practitioners and lived by clients (both potential perpetrators and victims)

could potentially yield more comprehensive answers to the questions of “how,” “why,” and “what now” related to the crime prevention trajectory in Canada. Being attentive to the voices, narratives, and lived realities of the people affected by, and participating in, governmental practices may be one of the most pivotal benefits of a synergy between critical criminological inquiry and governmentality analyses (see Williams and Lippert 2006).

Listening to the voices and hearing the experiential accounts of prevention advocates, policy-makers, practitioners, and beneficiaries, including victims, across Canada would inevitably reveal the nuances and complexities of federally directed prevention initiatives.³ Such penetrating inquiries may reveal instances of resistance and moments of contestation among policy-makers, fund managers, practitioners, and clients (both perpetrators and victims) in the shaping and experiencing of crime prevention. Such explorations may thus demonstrate empirically how government programmes are neither univocal nor coherent (see O’Malley *et al.* 1997). A previous study of mine (Gervais 2002) integrates contingent actualities, including the voices of policy-makers involved with the NCPS, and demonstrates instances of contestation, resistance, and confusion around the meanings and priorities of “at risk” and “social development,” as well as around such issues as the role of policing and the extent of social welfare provisions required to advance a “balanced” approach to preventing crime. The voices of practitioners and beneficiaries, including both perpetrators and victims, will undoubtedly bring to the fore other relevant examples of contestation and resistance that directly affect their daily lives.

They may also uncover the ways in which prevention, at the intersection of neoliberal, neosocial and neoconservative rationalities and technologies, is variously understood, embraced, resisted, contested, and renegotiated by clients and practitioners in a myriad of communities across the country. Exploring how neoliberal, neosocial and neoconservative orientations are advocated, resisted and contested by promoters, beneficiaries, and critics, either simultaneously or separately, will shed greater light on the desirability, variability, and viability of intersecting rationalities and technologies (see O’Malley *et al.* 1997).

Documenting instances of contest and resistance is further relevant to the caution that must be raised against state-based conceptions and

dominant discourses of both crime and crime prevention. As emphasized at the outset, this paper does not take the conventional criminological literature on prevention at face value. That scholarship's uncontested conceptions of crime and prevention must be scrutinized. Since the prevention literature does not deconstruct the state-based and legal definitions of crime upon which its proposed programmes are intended to intervene, it tends to reproduce dominant crime discourses and reinforce state regulation. By extension, among other corresponding constraints, state crimes and state harms remain problematically unchallenged within that framework (see Matthews and Kauzlarich 2007), and attempts at their prevention are therefore not undertaken. Given the grave human costs associated with state crimes and harms, critically reflexive analyses of definitions of crime and state-based harms must thus be engaged so as to avoid fortifying repressive state control.

Undoubtedly, significant complexities can be brought to light by a synergy between governmentality and critical criminological analyses. Moving scholarly attention to prevention forward through such a dialogue is both desirable and viable. While Foucauldian emphases on governmentality help to situate the emergence and evolution of crime prevention amid broader rationalities and technologies, they can be supplemented by critical criminology, and particularly its left realist variant, which helps to ground the flows and alignments of prevention in lived realities and material conditions. This proposal is not novel, since grounded insights have been advocated by left realists since the 1970s.

Critics may view governmentality's tendency towards description and critical criminology's tendency towards prescription as incompatible trajectories. However, I am not attempting to render one approach more or less prescriptive or descriptive than the other. I am merely contending, as others already have, that proper Foucauldian analysis can be achieved when governmentality forecasts are substantiated by the empirical and reflexive insights of critical criminologists (see, for example, O'Malley *et al.* 1997; and Williams and Lippert 2006). Thus, in the few lines of this short paper, I make no claims of reconciling the entrenched tensions between the two approaches, but I do offer a preliminary proposal that points to the potential of the broader avenues of analysis that can become available when the strengths of the two are combined.

CONCLUSION

In raising questions about scholarship, this paper has sought to move beyond the myopic lens of the conventional criminological literature on prevention, and to consider the more penetrative and integrated analytical angles of governmentality and critical criminology. If criminologists are to offer clearer insight into the complex manifestations of crime prevention, then we must be open to, and active in, retrospective and scrutinizing reflections of our discipline so as to reconsider its depth and scope. We should nevertheless avoid further polarizing criminology into divisions that are either, on the one hand, too internalized—and thus reinforcing of administrative complicity with the state and criminal justice—or, on the other hand, too externalized—and therefore irrelevant to, and limiting of, transformative potential (see Chunn and Menzies 2006; and Hogeveen and Woolford 2006). We must be careful not to lose touch with the people affected by crime and victimization.

While there is definitely space for both levels and directions, their proponents—in this case, prevention-oriented scholars, governmentality writers, and critical criminologists—should begin to engage in dialogue so that their analyses become mutually integrative in complementary and supplementary ways. While such a dialogical approach may initially seem unsettling, it is one that is worth pursuing if more penetrating and relevant analyses are to be developed, particularly regarding both state and non-state sources and locations of injustices and abuses. Interweaving connections concordantly between prevention-oriented criminology, governmentality writings, and critical criminology should not be inhibited by rigid disciplinary boundaries. Concerns about integrative compatibility and disciplinary integrity (see Garland 1999; and de Lint 2006) are inevitably resolvable with appropriate and careful consideration. As Zedner (2007, 275) optimistically claims in her challenge to existing modes of our scholarship, criminology is adaptable to change and can readily meet new challenges because it is allegedly “voracious in its capacity to absorb new ideas” and to integrate intellectual resources, especially from other social science disciplines. Enhancing its capacious directions can undoubtedly go some way towards renewing criminology’s intellectual vitality (Chancer and McLaughlin 2007, 170).

The desirability of a symbiosis between governmentality and critical criminology that examines crime prevention is further propelled by the optimism associated with what George Pavlich (2001) refers to as a criminology of *possibility*, “which involves thinking and pushing the limits of the *possible*, which simultaneously includes thinking the *impossible*” (Hogeveen and Woolford 2006, 691). Such a symbiosis or dialogue need not be restricted to governmentality and critical criminology. Consider the possibilities for prevention opened up by other integration proposals that seek to inform criminology and/or governmentality by sociology (see Garland 1999), globalization studies (see Franko Aas 2007), “public” criminology (see Chancer and McLaughlin 2007), economic analyses, international relations, moral philosophy, and political theory (see Zedner 2007), and peacemaking (see Pepinsky and Quinney 1991).

In the context of crime prevention, the task requires extending the parameters of what already exists in terms of analytical levels so as to be open to revealing other possible and imperative analyses. Rethinking crime prevention beyond what it has been and what it is can be an engaging and productive task. Herein lies the challenge for criminologists exploring crime prevention. This task is also contingent upon the ability of prevention-oriented academics to “resist the encroaching forces of neoconservatism and neoliberalism” (Chunn and Menzies 2006, 676), and to actually scrutinize these trends (Hogeveen and Woolford 2006, 685). A parallel challenge for governmentality writers is to ensure that their analyses are adequately grounded with contingent actualities and non-instrumental rationalities, so that the shifting trajectory of prevention amid broader governmental trends, in Canada and elsewhere, is more accurately and comprehensively understood.

In pursuit of heightened and expanded analyses, another area that the foregoing integration may address pertains to the often unexplored and unanswered “why” of state-directed preventative quests. Presuming that rationales are indicative of why certain courses of action are taken, then rationales are worth investigating more profoundly. Rather than taking promotional rationales that propel prevention agendas at face value, the discourse of such rationales must be assessed. This recommendation is based on the premise that the rationales underlying rationalities and technologies must also be scrutinized, as they too shed light, and likely to a greater extent, on the shifting trajectory of prevention, and by

extension on potentially problematic and narrow conceptions of crime and state intervention.

This proposed emphasis on rationales through a dialogue between governmentality and critical criminology may be especially pertinent to studies that conceive of prevention within the context of social justice, and thus seek to uncover injustice, oppression, and inequality within preventative pursuits (see Gervais 2002; Chunn and Menzies 2006; Hogeveen and Woolford 2006; and Williams and Lippert 2006). More trenchant investigations must unflinchingly explore the insidious potential of prevention. They may do so, for example, with a reimagining of the concept of “at risk” and under the notion of the “power to prevent,” a concept coined by this author out of concern for how the notion of prevention has been variously used and misused to justify such interventions as eugenics, genocide, and torture, which are in such stark contrast to the positive support associated with social development variants of prevention. The stakes are indeed high.

The main concern is how prevention is sometimes expressed as a rationale to promote and justify extremely intrusive and destructive interventions, often through excessively repressive state control. Such state-directed prevention practices tend to place individuals at greater risk of human rights violations and crimes against humanity, including, among others, forced sterilization, forced abortion, torture, rape, mass executions, and genocide. Given the human costs of such corrupted versions of prevention, it behoves us to ensure that these crimes by powerful states no longer remain “criminological blind spots” (Franko Aas 2007, 297; see also Jorgensen 2009; and Tombs and Whyte 2003). In addition to state crimes, crimes and harms inflicted by corporations and other non-state actors, as well as their associated human, social and environmental costs, are equally relevant here. For the reasons explicated above, a symbiosis between governmentality and critical criminology is especially pertinent to investigating both the state and non-state spaces where injustices and abuses of power occur (see Williams and Lippert 2006). More penetrating explorations must cautiously reconsider and reflexively restore what has often been constructed as the ultimate criminological priority and objective known as prevention. I recommend, then, that criminologists pursue prevention, which remains worthy both as a means and an end, in ways that not only are genuinely

proactive, but also respect and enhance human rights, human dignity, and human potential.

NOTES

1. Assistant Professor, Department of Criminology, University of Ottawa (Christine.Gervais@uottawa.ca). I am grateful to Michael Kempa, Bruce Curtis, and the anonymous reviewer for their helpful comments on an earlier draft of this paper. I dedicate this paper to all those individuals whose lives have been adversely affected by a corrupted version of prevention. May their losses and struggles serve as reminders of the importance of drawing limits of acceptability.
2. Albeit proactive and reactive measures are often projected as complementary
3. Victims are included here as they are recognized as vulnerable populations whose voices and experiences must be taken into account. Victims are widely understood as encompassing individuals harmed not only by street or domestic violence, but also by corporate, political and state crimes.

REFERENCES

- Balfour, Gillian. (2006). "Reimagining a Feminist Criminology." *Canadian Journal of Criminology and Criminal Justice* 48:5, 735–52.
- Barry, Andrew, Thomas Osborne, and Nikolas Rose. (1993). "Liberalism, Neoliberalism, and Governmentality: an Introduction." *Economy and Society* 22, 265–66.
- Braithwaite, John. (1989). "The State of Criminology: Theoretical Decay or Renaissance?" *Australian and New Zealand Journal of Criminology* 22, 129–35.
- Braithwaite, John. (2000). "The New Regulatory State and the Transformation of Criminology." *British Journal of Criminology* 40, 222–38.
- Chan, Janet. (1994). "Crime Prevention and the Lure of Relevance: A Response to Adam Sutton." *Australian and New Zealand Journal of Criminology* 27, 25–29.
- Chan, Janet. (2000). "Globalisation, Reflexivity, and the Practice of Criminology." *Australian and New Zealand Journal of Criminology* 33, 118–35.

- Chancer, Lynn, and Eugene McLaughlin. (2007). "Public Criminologies: Diverse Perspectives on Academia and Policy." *Theoretical Criminology* 11:2, 155–73.
- Chunn, Dorothy E., and Robert Menzies. (2006). "So What Does All of This Have to Do with Criminology?: Surviving the Restructuring of the Discipline in the 21st Century." *Canadian Journal of Criminology and Criminal Justice* 48, 663–80.
- Cohen, Stanley. (1985). *Visions of Social Control*. Cambridge: Polity.
- Cohen, Stanley. (1988). *Against Criminology*. Edison, NJ: Transaction Publishers.
- Crawford, Adam. (1995). "Appeals to Community and Crime Prevention." *Crime, Law, and Social Change* 22:2, 97–126.
- Crawford, Adam. (1997). *The Local Governance of Crime: Appeals to Community and Partnership*. Oxford: Clarendon Press.
- Curtis, Bruce. (1993). "Working Past the Mythical Abstraction: Abrams and Foucault on State and Government." *Cahiers d'histoire* 18:1–2, 9–19.
- Ericson, Richard V., and Kevin Carriere. (1994). "The Fragmentation of Criminology," in *The Futures of Criminology*, ed. David Nelken. London: Sage, 89–109.
- Foucault, Michel. (1980). "Prison Talk" and "Two Lectures," in *Power/Knowledge: Selected Interviews and Other Writings 1972–1977*, ed. Colin Gordon. Brighton: Harvester, 37–54 and 78–108.
- Franko Aas, Katja. (2007). "Analyzing a World in Motion: Global Flows meet Criminology of the Other." *Theoretical Criminology* 11:2, 283–303.
- Garland, David. (1992). "Criminological Knowledge and Its Relation to Power: Foucault's Genealogy and Criminology Today." *British Journal of Criminology* 32:4, 403–22.
- Garland, David. (1994). "The Development of British Criminology," in *The Oxford Handbook of Criminology*, ed. Mike Maguire, Rod Morgan, and Robert Reiner. Oxford: Clarendon Press, 17–68.
- Garland, David. (1996). "The Limits of the Sovereign State: Strategies of Control in Contemporary Society." *British Journal of Criminology* 36:4, 445–71.
- Garland, David. (1999). "'Governmentality' and the Problem of Crime," in *Governable Places: Readings on Governmentality and Crime Control*, ed. Russell Smandych. Brookfield, VT: Ashgate, 15–43.
- Garland, David. (2000). "The Culture of High Crime Societies: Some Preconditions of Recent 'Law and Order' Policies." *British Journal of Criminology* 40, 347–75.

- Garland, David, and Richard Sparks. (2000). "Criminology, Social Theory, and the Challenge of Our Times." *British Journal of Criminology* 40, 189–204.
- Gervais, Christine. (2002). "Governing Crime through Prevention in Late-20th-Century Canada." Ph.D. dissertation, Carleton University.
- Gilling, Daniel. (1997). *Crime Prevention: Theory, Policy and Politics*. London: UCL Press.
- Hogeveen, Bryan, and Andrew Woolford. (2006). "Critical Criminology and Possibility in the Neoliberal Ethos." *Canadian Journal of Criminology and Criminal Justice* 48:5, 681–701.
- Jorgensen, Nick. (2009). "Impunity and Oversight: When Do Governments Police Themselves?" *Journal of Human Rights* 8:4, 385–404.
- de Lint, Willem. (2006). "Governmentality, Critical Criminology, and the Absent Norm." *Canadian Journal of Criminology and Criminal Justice* 48:5, 721–34.
- Martel, Joane, Bryan Hogeveen, and Andrew Woolford. (2006). "The State of Critical Scholarship in Criminology and Sociolegal Studies in Canada." *Canadian Journal of Criminology and Criminal Justice* 48:5, 633–46.
- Mathews, Rick A., and David Kauzlarich. (2007). "State Crimes and State Harms: A Tale of Two Definitional Frameworks." *Crime, Law, and Social Change* 48:1–2, 43–55.
- Nelken, David. (1994). *The Futures of Criminology*. London: Sage.
- O'Malley, Pat. (1992). "Risk, Power, and Crime Prevention." *Economy and Society* 21:3, 252–75.
- O'Malley, Pat. (1996). "Risk and Responsibility," in *Foucault and Political Reason*, ed. Andrew Barry, Thomas Osborne, and Nikolas Rose. Chicago: University of Chicago Press, 189–208.
- O'Malley, Pat. (1999). "Social Justice After the 'Death of the Social'." *Social Justice* 26;2, 92–100.
- O'Malley, Pat. (2000). "Criminologies of Catastrophe? Understanding Criminal Justice on the Edge of the New Millennium." *Australian and New Zealand Journal of Criminology* 33:2, 153–67.
- O'Malley, Pat. (2001). "Discontinuity, Government, and Risk: A Response to Rigakos and Hadden." *Theoretical Criminology* 5:1, 85–92.
- O'Malley, Pat. (2004). "The Uncertain Promise of Risk." *Australian and New Zealand Journal of Criminology* 37, 323–43.
- O'Malley, Pat, Lorna Weir, and Clifford Shearing. (1997). "Governmentality, Criticism, Politics." *Economy and Society* 26:4, 501–17.

- Parnaby, Patrick. (2006). "Crime Prevention through Environmental Design: Discourses of Risk, Social Control, and a Neoliberal Context." *Canadian Journal of Criminology and Criminal Justice* 48:1, 1–29.
- Pasquino, Pasquale. (1991). "Criminology: The Birth of a Special Knowledge," in *The Foucault Effect: Studies in Governmentality*, ed. Graham Burchell, Colin Gordon, and Peter Miller. Toronto: Harvester Wheatsheaf, 235–50.
- Pavarini, Massimo. (1994). "Is Criminology Worth Saving?" in *The Futures of Criminology*, ed. David Nelken. London: Sage, 43–62.
- Pavlich, George. (1999). "Criticism and Criminology: In Search of Legitimacy." *Theoretical Criminology* 3:1, 29–51.
- Pavlich, George. (1999). "Preventing Crime: 'Social' versus 'Community' Governance in Aotearoa/New Zealand," in *Governable Places: Readings on Governmentality and Crime Control*, ed. Russell Smandych. Aldershot: Ashgate, 103–31.
- Pavlich, George. (2000). "Forget Crime: Accusation, Governance, and Criminology." *Australian and New Zealand Journal of Criminology* 33, 136–52.
- Pepinsky, Harold, and Richard Quinney, ed. (1991). *Criminology as Peacemaking*. Bloomington: Indiana University Press.
- Rigakos, George, and Richard Hadden. (2001). "Crime, Capitalism, and the 'Risk Society': Towards the Same Olde Modernity?" *Theoretical Criminology* 5:1, 61–84.
- Rose, Nikolas. (1993). "Government, Authority, and Expertise in Advanced Liberalism." *Economy and Society* 22:3, 283–99.
- Rose, Nikolas. (1996). "The Death of the Social?: Refiguring the Territory of Government." *Economy and Society* 25:3, 327–56.
- Rose, Nikolas. (2000). "Government and Control." *British Journal of Criminology* 40, 321–39.
- Rose, Nikolas, and Peter Miller. (1992). "Political Power Beyond the State: Problematics of Government." *British Journal of Sociology* 43:2, 173–205.
- Stehr, Nico. (1994). *Knowledge Societies*. London: Sage.
- Stenson, Kevin. (1999). "Crime Control, Governmentality, and Sovereignty," in *Governable Places: Readings on Governmentality and Crime*, ed. Russell Smandych. Aldershot: Ashgate, 45–73.
- Stenson, Kevin, and Paul Watt. (1999). "Governmentality and 'The Death of the Social?': A Discourse Analysis of Local Government Texts in Southeast England." *Urban Studies* 36:1, 189–201.

- South, Nigel. (1997). "Late Modern Criminology: 'Late' as in 'Dead' or 'Modern' as in 'New'?" in *Sociology After Postmodernism*, ed. David Owen. London: Sage, 81–102.
- Sutton, Adam. (1994). "Crime Prevention: Promise or Threat?" *Australian and New Zealand Journal of Criminology* 27, 5–20.
- Tombs, Steve, and Dave Whyte. (2003). "Unmasking the Crimes of the Powerful." *Critical Criminology* 11, 217–36.
- Waller, Irwin. (2006). *Less Law, More Order: The Truth about Reducing Crime*. Westport, CT: Praeger.
- Waller, Irwin. (1990). "With National Leadership Canada Could Turn the Tide on Crime." *Canadian Journal of Criminology* 32:1, 185–90.
- Williams, James, and Randy Lippert. (2006). "Governing on the Margins: Exploring the Contributions of Governmentality Studies to Critical Criminology in Canada." *Canadian Journal of Criminology and Criminal Justice* 48:5, 703–19.
- Zedner, Lucia. (2007). "Pre-Crime and Post-Criminology?" *Theoretical Criminology* 11:2, 261–81.

The Political Economy of Human Security: A Conceptual Approach to Policing Studies and Reform

by

Michael Kempa¹

INTRODUCTION

What is policing, and how should we study it? Further, should academics attempt to reform policing and, if so, how should they do so? In this paper, I outline the utility, and justify the normative desirability, of a particular approach to answering these broad problems. To do so, I first trace an idiosyncratic story of empirical discovery over the course of conducting my own studies of policing and its reform, from the perspective of a criminologist with a particular focus on Northern Ireland. In essence, my studies in Northern Ireland led me to the well-established notion that policing is a deeply political-economic process. Moving on from that point, I uncovered—and now present to the reader—competing instrumental, structural and conceptual approaches to linking policing with politics and economy. The purposes of this rather personal story are therefore twofold. First, I seek to illustrate to graduate students and others the iterative process through which empirical discovery leads on to still further reading (most often of scholars who have already outlined arguments that the initiate scholar

may naïvely identify as “new”), and so the advancement of one’s own conceptual problems and approaches for further research. Second, I seek to advance the more specific argument that conceptual approaches to linking developments in policing to shifts in dominant ways of thinking about political economy are particularly helpful, both in terms of yielding rich explanations of how we have moved from one system of policing to another, and in terms of pushing normative debates about where policing should go to address contemporary threats to human well-being in fruitful directions.

1. EVOLUTIONS IN POLICING STUDIES

The study of police, policing, and the governance of human security broadly conceived has undergone massive conceptual change over the past fifteen years. Over the course of the rise of state governance and the focusing of “expertise” that both characterize “modernity” (see Weber 1905/1930), the study of the “governance of human security” had been divided into constituent parts reflecting the established disciplinary boundaries of the social sciences (see Foucault 2007, Chapter 12; Dubber and Valverde 2008; and Kempa 2010). Thus, sub-state security and law enforcement were understood as principally public policing activities, and more recently, also private security activities, to be examined by criminologists. National and international security was understood as principally military and diplomatic activity, to be studied by political scientists and international relations scholars. Human well-being, health, wealth, and development were understood as principally civil-society matters that functioned with state support, to be investigated by economists and development studies scholars.

In the context of globalization and the rise of the “network society” these pieces of human security have widely come to be seen as interconnected issues that are best studied and responded to as integrated problems, drawing upon the insights of multiple disciplines (see Castells 2000; Krasner 2001; and Burris, Kempa, and Shearing 2008). Within universities, among governmental practitioners, and across the population at large, it is widely considered that climate change, resource

scarcity, competition between groups, the rise of violent politico-religious zealotry, economic instability, and organized crime are all interrelated phenomena that support one another in an endless feedback loop (see, for example, Kaplan 1994; and Homer-Dixon 1999). Thus, the governance of human security or well-being—consisting of policing, military action, corporate security, national security, foreign trade, and development assistance—has come to be regarded as an integrated problem requiring integrated study and cohesive practical responses.

While this integrated perspective may appear at first blush to be something “new,” in fact conceiving of, institutionalizing and carrying out “policing” in the very broad terms of “the right management of society and economy so as to pursue (what is considered to be) the well-being of people” is the historical norm in the Western experience (see especially Foucault 2007, Chapters 12 and 13). Before elaborating upon this approach, which I shall dub “conceptual,” I shall trace the empirical path I followed that led me to international relations scholars, political scientists, sociologists, and, most especially, political economists who were wrestling with policing issues in precisely these terms.

2. CRIMINOLOGICAL POLICING STUDIES: EXAMINING PUBLIC POLICING REFORM IN NORTHERN IRELAND

Like many students of criminology, my earliest policing focus centred upon public and private agencies that are engaged, explicitly, in the governance of security at the sub-state level. This began with an analysis of the major policing reforms implemented as part of the peace process in Northern Ireland, which culminated in the historic Belfast Agreement in 1998. Northern Ireland has long been a contested statelet, with Irish Republicans and Nationalists (currently a strong minority at over 40 percent of its population) seeking union with the Republic of Ireland to the South, while British Unionists and Loyalists want it to remain a full part of the United Kingdom. The question of policing reform had long been at the centre of efforts to resolve this conflict: the police had for decades served as both symbols and stalwarts of British sovereignty in Northern Ireland, and thus had for decades been strongly supported by many Unionists, while being loathed by many Irish Nationalists

and Republicans (see Hillyard 1993; Weitzer 1995; Williams 2003; and Kempa 2007).

In examining the nature and public reception of the reforms put forward by the internationally composed Independent Commission on Policing for Northern Ireland (also known as the Patten Commission after its Chair, Chris Patten), it was obvious that the ideas for democratic policing reform in Northern Ireland that came up in 1999 were remarkably similar to those that had been mooted yet never fully implemented for nearly thirty years. They, in turn, were nearly identical to those that had already been implemented in Great Britain (see Jones and Newburn 2001; and Kempa and Johnston 2005). Further, an international comparison revealed that initiatives in these two parts of the United Kingdom (Great Britain and Northern Ireland) paralleled those in Canada, Australia, the United States, South Africa, and elsewhere (see Kempa 2007). This led on to the straightforward empirical point that policing reform practitioners within government and public policing organizations across (principally) Anglophone Western liberal democracies conceived of the policing problem in very similar terms, which proved to be largely technical/scientific rather than political. As such, these practitioners had developed very similar models for policing reform. The consensus was for the need to develop community policing and civilian oversight, where the public could both shape policing policy and hold the police to the objectives and standards of that policy, as a means to inspire public trust in the police and the broader political dispensation (see Goldsmith and Lewis 2000; and Goldsmith 2005).

This approach to thinking about and setting up policing reform resonates with the classical criminological “police science” tradition, which focuses upon what the public police, as agencies of the state, contribute to the good or ill of society, and, thus, how best this public institution might be formed, trained, and rendered accountable so as to be constantly improved. Police scientists have promoted largely similar community policing and public accountability models at home for decades, and hundreds of millions of dollars have been spent supporting similar initiatives throughout the developing world, both for philanthropic reasons, and because it serves security and economic needs (for critiques, see Brogden and Nijhar 2005; Kempa and Johnston 2005; Bayley 2006; Kempa 2007; and Neocleous 2008; Chapter 3).

That so very many resources have been expended on researching and implementing very similar public institutional models is hardly surprising. There are only so many ways that one could set up a public policing organization and render it publicly responsible. The Devil will always be in how policing practitioners and society interpret, apply, and so carry out the business of these organizations on the ground, where social life is never neatly consensual. This sentiment is wonderfully captured in a quotation from Denis Bradley, the former Vice-Chair of the Northern Ireland Policing Board and a long-time political activist, speaking in 2002:

We don't have to reinvent the wheel. . . . Ultimately policing is about making people feel safe in the houses they live in, in the streets which they walk, and the neighbourhoods where they shop. And it is not a greater science than that; but in many ways it is the science that most civilizations in the third millennium face and have the greatest difficulty with.

Given that social, political, and economic life is so chaotic and contested in this third millennium, it is not surprising that there is an ongoing lack of consensus and support for an organization that is essentially charged with upholding the status quo.

Indeed, critical criminologists have long challenged the supposed "neutrality" of democratic "police science." On the one hand, those critics who can be labelled "instrumental" in their focus have charged that the neutral enforcement of the law in practice on the part of the police has always been a fallacy, owing to such individualistic reasons as abuse of public authority for personal and in-group financial, cultural and political gain (see especially Pue 2000), and abuse of discretion for smaller-scale institutional and cultural reasons (see especially the debates between Melchers 2003; Waddington *et al.* 2004; and Wortley and Tanner 2005). On the other hand, those critics who can be labelled "structural" have charged that the foundational orders of society, such as "the law," "the public sphere," and "the market," are inherently capitalist, classist, racist, and/or gender-biased, and thereby unstable in the long term. For these scholars, the structural inconsistencies and long-term instability of the dominant order, defined variously in terms

of capitalism, patriarchy, or white/Christian privilege, force policing agencies to “get nasty” whenever the dominant system is threatened, whatever may be the good intentions of individual policing agents (for an emblematic text, see Hall *et al.* 1978; see also Barlow and Barlow 1999; Crowther 2000; and Daleiden 2004).

Policing can therefore be considered to be a “political” issue in either instrumental or structural terms, where the police are either considered to be, respectively, directly in the pocket of the capitalist, male or white/Christian power-holders, or caught between a rock and a hard place because of liberalism’s general attempt to govern through freedom and consensus, while upholding the foundational orders upon which such consensus is considered to be possible. Given that policing serves power one way or the other, it has always been experienced and contested as such by stakeholders in reformatory processes (see Reiner 2000).

The wide variance in responses to essentially globally generic policing reform proposals across the different segments of society in Northern Ireland made sense in the terms established by instrumental and structural critical criminology. For nearly two years after the Patten Report was published, in 1999, the public remained wholly fixated upon the personal politics of identity—the “Irishness” versus the “Britishness” of the police—and argued loudly and protractedly over the partisan political and symbolic meanings of Patten’s proposed reforms of policing. Over the summer of 2001, however, such a focus rather suddenly gave way to a pitched *ideological* battle within Patten’s new bipartisan accountability structure, the centralized Policing Board charged with developing policing policy and holding the Chief Constable to those plans. The biggest fight turned out to be over whether local representative bodies or the British central government would control policing budgets, and over when any changes in this regard ought to be made. All parties to the argument were concerned about controlling the flow of money so as to support different plans for local economic and social development as a means to undermine terrorism (see Kempa and Johnston 2005; and Kempa 2007). These particular findings led to the idea that policing was a deeply political-economic problem, not only in the established terms of instrumental and structural critical criminology regarding the ways in which power is sought and abused to variously serve the interests of powerful groups and/or the imperatives of the

imperfect capitalist system, but also in the *conceptual* terms that the ways in which we *think about* and so institutionalize and contest policing are reflective of our *broader political economic beliefs about how states best ought to relate to markets and to civil society so as to realize humanist aims.*

At the conclusion of the doctoral process, my own meagre empirical observations in Northern Ireland led me to uncover a burgeoning literature that addresses the history of the political economy of policing in precisely these conceptual terms. Much of this discussion falls within the aforementioned subject domain of multidisciplinary (sometimes referred to as pre-disciplinary) policing studies, to which I now turn.

3. MULTIDISCIPLINARY AND PRE-DISCIPLINARY POLICING STUDIES

Within this approach to policing studies, the subject of analysis has turned to all state and corporate efforts to govern the full range of state and non-state bodies that make either a positive or negative contribution to what is understood and defined as “human security” at particular points of history. To study the logics and the actions of so many state and non-state institutions, which range from very local to global in scope, it is widely deemed that a “multidisciplinary” approach is necessary (see, for example, Wood and Shearing 2007; Burriss, Kempa, and Shearing 2008; and Dubber and Valverde 2008). Mark Neocleous, however, contends that the alternative conceptualization of “pre-disciplinary” policing studies is most conceptually apt because the term “multidisciplinary” seems to reaffirm the utility of the distinctions drawn between disciplines to begin with, and, further, for the deeper reason that holistic ways of thinking about and examining human safety and well-being pre-date the rise of the social science disciplines (Neocleous 2007, 19).

In shorthand, one can refer to pre-disciplinary studies of the exercise of police power as the *genealogy* of police power, thus immediately signalling the centrality of the bedrock genealogical approach of Michel Foucault to this enterprise. “Genealogy” in this sense can be simply defined as tracing the history of dominant ideas about various social phenomena through the window of emblematic programme texts from particular periods of history. Contrasting the ways in which influential

practitioners—those who provide “serious statements” from history—conceived of and set out to institutionalize practices of governance, education, and social relationships is very revealing of shifts in dominant “rationalities” in society over time. Further, focusing upon the key “conditions of possibility” that enabled certain competing rationalities to cover over alternatives enables us to tell a detailed practical story about the development of the “history of our present”: *how* things got to what seems natural today, what options were cast aside, and how that casting aside occurred at particular points in time (see Foucault 1969/1997).

To trace the genealogy of notions and practices of policing, Foucault and his interlocutors have revealed that throughout much of Europe “police” historically translated literally as “policy”: the entire domain of what the government does to ensure what it considers to be the integrity of the polity and the well-being of the people (see Foucault 1979/1991; and Foucault 2007, Chapter 12). With shifts in ways of thinking about society, the economy, and the polity, definitions of “good policy” have changed, and so has understanding of what “police” is. Critical for Foucault for the evolution of the policing concept is the rise of “the population” and “the economy” as measurable objects. As soon as populations and economies could be thought of as observable things to be governed in the details of their measurable processes, strategies for police/policy became much more complicated. Coupled with the subsequent birth and rise of liberalism, which holds as its heart the foundational value of private property as the space for individual liberty and an overarching desire not to interfere in market space beyond the bare minimum, *police* as a concept came to reflect the limited meaning of “enforcing the law and upholding rights in public space,” at least in the ideal case. During the late 18th century and the whole of the 19th century, all other *policy* that was directed towards controlling the private realm came to be known as *regulation* (see Gill 2002).

Two major conclusions follow from the genealogy of police power. First, it is clear that contests around the planet over policing forms will be reflective of competing aspirations for political economy: different ideas held by practitioners and ordinary citizens on how best to build society, and relate it to markets and the state, so as to produce benefits to “human well-being” as conceived by practitioners and other agents for change themselves. Key to this would be different understandings of

what markets are, how they tend to behave, and what they are capable of doing in terms of achieving humanist aims (see Mavroudeas 2006). Second, given that so many threats to well-being are the often unintended results of the dominant neoliberal political economy, characterized by massive corporate power and ever-expanding markets in a world of finite resources, the legal frameworks and institutions designed during the heyday of that political economy would always already be inadequate, despite anyone's good intentions.

Following these theoretical leads, I set out to look for governmental policing programmes on the edges of the dominant political economy, with a view to identifying new ways in which stakeholders are thinking about exercising "police power" beyond the public-private divide in the interests of human well-being. One project examines the regulatory structures designed by the Canadian and South African governments to reach into the market sphere to ensure that the private security industry does not undermine the public interest. The other project is an examination of recent governmental efforts in Canada to link policing agencies with market regulators to prevent and punish the kinds of rogue trading, unethical lending and other banking practices that undermine the stability of markets and thereby the whole foundation of civilization. It is hoped that these projects will yield insight into how people in different areas of the world are thinking about the problem of policing, as it relates to their visions for the future of political economy. Increasing awareness of the number of points of view regarding the future of political economy as it relates to how best to institutionalize policing programmes can only be valuable in a world desperately in search of security, and deeply ambivalent about the prospects of neoliberalism specifically, and capitalism more broadly, ever delivering it.

4. ENGAGING THE WORLD: APPLYING CONCEPTUAL POLICING GENEALOGIES TO PRACTICE

Publishing material illuminating a diversity of existing ideas is one thing, but what else can or should academics do to engage policing reform as an agent for change? This is perhaps the most difficult question for all critical scholars, who walk a fine line between seeking the betterment of

society and seeking to avoid overcontributing their own “expert” voices to supporting current “regimes of truth” and dominant power relations (see Kempa 2010).

Adherents to classical “police science” would say that, despite an imperfect political economic order, controlling the worst excesses and promoting the best practices of our contemporary policing agencies *vis-à-vis* other agencies that are involved in promoting order and human well-being is the most realistic goal that critical scholars can hope to achieve, and does actually serve the interests of marginalized groups today and tomorrow in the “real world” of daily policing and governance (for some very distinct leading programmes, see Lea and Young 1993; and Waller 2006). At the other extreme, there are those who would prefer no practical policy engagement, for fear of being trapped within the limited terms of modernist institutions’ debates and actions. Although he was not an extreme postmodernist, Michel Foucault was very wary of engaging existing institutions for these reasons (see Foucault 1969/1997). He himself reported that he intended his genealogies of various concepts, institutions, and practices to simply furnish a conceptual history that would enable other practical participants to ask themselves “What does it cost existence to affirm its reality in this way?” (O’Malley, Weir and Shearing 1997, 508). As Foucault stated (1980/1997, 323):

I can’t help but dream about a kind of criticism that would try not to judge but to bring an *oeuvre*, a book, a sentence, an idea to life. . . . It would multiply, not judgements, but signs of existence; it would summon them, drag them from their sleep. Perhaps it would invent them sometimes—all the better. . . . I’d like a criticism of scintillating leaps of the imagination.

Elsewhere (Rabinow 1997, xxxix), Foucault has been quoted as saying:

What can the ethics of an intellectual be . . . if not . . . to render oneself permanently capable of self-detaching [*se déprendre de soi même*] (which is the opposite of the attitude of conversion)? . . . To be at the same time an academic and an intellectual is to engage a type of analysis that is taught and received in the university in

a way so as to modify, not only the thought of others, but one's own as well. This work of modifying one's own thought and that of others seems to me to be the intellectual's reason for being.

Thus, Foucault presented alternatives for thinking and action that had been covered over in the course of history for the illustrative purposes of confronting his readers with the fact that there are other ways to do things that might be considered, in the hope that they might at once be more modest in their faith in modernist pursuits and more courageous in their willingness to recognize and experiment with different ideas, while not necessarily abandoning all that has been successfully invented to date (see Foucault 1984; Rose 1999; and Kempa 2010).

Such a conceptual critique of the history of the present is clearly of value to those who must plan policy futures. Should academics simply supply practitioners with their published works, or should they become embroiled in the "messy actualities" of policy design? An interesting sub-question here is whether or not academics should focus on engaging predominately or exclusively state agencies (the government and the police), exclusively non-state agencies (civil associations and non-governmental organizations such as victims' and other marginalized group advocacy bodies), or both state and non-state agencies.

The scholar who has perhaps been most clearly recently identified with non-state engagement is Mark Neocleous, who uses a Foucauldian and partly Marxist approach to develop the argument that the very term "security" has been hijacked by the state/capital framework (see Neocleous 2008). This has happened, he argues, for both instrumental and conceptual reasons. On the one hand, powerful people promote a conception of security that corresponds with safety for private property because they profit from doing so. As part of this, powerful government actors have deliberately taken control over the security studies agenda throughout the Anglophone Western academy through controlling funding, and, where necessary, applying naked pressure upon academics to produce knowledge that is useful for the "police science" of security for private property and capital (Neocleous 2008, 160–86). On the other hand, and more subtly, the *conceptual* sanctity of private property and capital trumps, in the last instance, the rights of individuals and their practical well-being from the perspective of any liberal "security"

agency (see Neocleous 2008, Chapters 1 and 2). This is to say that any programme for liberal security begins with the *belief* that protecting private property and the infinite growth of capital is the accepted means through which to achieve human well-being. Thus, for Neocleous, to do any kind of project that seeks to engage state agencies to promote “human security” or even “critical security” tends to result in getting locked into the state/capital framework that, in his view, currently produces so many of the threats to human well-being and even species survival in the present.

If for the moment we accept Neocleous’s view, it follows that there is nothing to preclude attempting to identify and support completely alternative dispute resolution and non-state local peace structures that reflect alternative political economies. A key example here, and the one I am most familiar with, is the work of Clifford Shearing on developing and rolling out the Zwelethemba dispute resolution and peace committee model, which promotes security in poor shantytowns in South Africa through training, hiring and paying members of the local community to resolve disputes and support safety within the limits of the Constitution. One of the things the Zwelethemba model is doing is working totally outside the established “security” paradigm, to speak in terms of organizing governance programmes that promote human well-being and safety, using a set of concepts that has no lineage connection to liberal-democratic security notions of enfolding and solidifying private peace to make safe spaces for capital growth (on this model, see Kempa and Shearing 2002).

But what about working with the state? While I definitely share with Neocleous a healthy degree of scepticism about the ability or desire of state bureaucrats to think in alternative political-economic terms, I am not as pessimistic about engaging these actors as he is. In saying this, I am indicating an important point of connection with state optimists, notably Ian Loader and Neil Walker (2007), and Lucia Zedner (2006), for whom there is a default role for the state in leading its citizens in “civilized” debates about security in order to check the worst excesses of marketized security services that actively promote public fear and intolerance, on the basis that these negative emotions are a source of profit. These scholars thereby consider that efforts to “decapitalize” security *must* begin with the state.

What can be said from my perspective is that the questions of whether or not, and whom, to engage towards institutionalizing programmes for human well-being and safety boils down to a pragmatic question of aligning available opportunities and personal strengths at any given moment. Is there any realistic opportunity for working beyond the known conceptual limits of capital and private property, through engaging a particular organization at a particular moment? What opportunities do we actually have?

These themes form the basis of my developing collaboration with the Royal Canadian Mounted Police (RCMP) to review evolutions in Canadian international policing assistance, with a view to illuminating the connection between the aims and understandings of the political economy underpinning these efforts. This will permit the International Branch of the RCMP to ask itself if it wishes to persist with its current course, ask how best to organize to pursue these or alternate aims as effectively as possible, and promote a level of self-awareness that will enable the RCMP to hear alternative proposals emanating from the international communities they work with, in the terms of the political-economic aspirations they represent. A vital part of this enterprise is to develop the measurement tools required to evaluate the efficacy of their programmes in terms of the values they are explicitly and consciously seeking to promote. There is no use promoting interesting alternative aims if we cannot demonstrate the benefits of such programmes to governments in a language they can understand (see Kempa 2010).

CONCLUDING COMMENTS

In this paper I have told the story of how my own pathway of empirical discovery led me to situate my scholarship within conceptual, pre-disciplinary studies of policing power. I have argued that a conceptual approach to linking policing to political economy yields valuable insights at the level of description and practical policy engagement. The fact that I am seeking to work with state policing agencies in largely conceptual analytic terms does not necessarily mean, however, that I am either for or against exclusively state or non-state research/intervention, or that I do not recognize the value of highly critical instrumental and

structural analyses. To the contrary, I am confident that colleagues with different skills and liabilities from my own will undertake a broad spectrum of such critical research into all the ways in which policing is connected to power and economy, for good and for ill, which will, collaboratively and over time, lead to interesting models for governing human safety and well-being that are non-describable using our current political-economic vocabulary.

NOTE

1. Associate Professor, Department of Criminology, University of Ottawa (mkempa@uottawa.ca).

REFERENCES

- Barlow, David E., and Melissa H. Barlow. (1999). "A Political Economy of Community Policing." *Policing: An International Journal of Police Strategies and Management* 22:4, 646–74.
- Bayley, David. (2006). *Changing the Guard: Developing Democratic Police Abroad*. Oxford: Oxford University Press.
- Brogden, Mike, and Preeti Nijhar. (2005). *Community Policing: National and International Models and Approaches*. Collumpton and Portland, OR: Willan.
- Burris, Scott, Michael Kempa, and Clifford Shearing. (2008). "Changes in Governance: A Cross-Disciplinary Review of Current Scholarship." *Akron Law Review* 41:1, 1–66.
- Castells, Manuel. (2000). *The Rise of the Network Society: The Information Age, Economy, Society and Culture*. 2nd edition. Oxford and Malden, MA: Blackwell.
- Crowther, Chris. (2000). "Thinking About the 'Underclass': Towards a Political Economy of Policing." *Theoretical Criminology* 4:2, 149–67.
- Daleiden, J. Robert. (2004). "A Clumsy Dance: The Political Economy of American Police and Policing." *Policing: An International Journal of Police Strategies and Management* 29:4, 602–24.

- Dubber, Markus D., and Mariana Valverde, ed. (2006). *The New Police Science: The Police Power in Domestic and International Governance*. Stanford, CA: Stanford University Press.
- Foucault, Michel (1969/1997). "Candidacy Presentation: Collège de France, 1969," in *Ethics, Subjectivity and Truth: Essential Works of Foucault, 1954–1984*, ed. Paul Rabinow, Vol. 1. New York: New York Press, 5–10.
- Foucault, Michel (1980/1997). "The Masked Philosopher," in *Ethics, Subjectivity and Truth: Essential Works of Foucault, 1954–1984*, ed. Paul Rabinow, Vol. 1. New York: New York Press, 321–28.
- Foucault, Michel. (1979/1991). "On Governmentality," in *The Foucault Effect: Studies in Governmentality*, ed. Graham Burchell, Colin Gordon, and Peter Miller. Chicago: University of Chicago Press, 87–104.
- Foucault, Michel. (1984). "What is Enlightenment: *Was ist Aufklärung?*" Unpublished MS, tr. Catherine Porter, in *The Foucault Reader*, ed. Paul Rabinow. New York: Pantheon, 32–50.
- Foucault, Michel. (2007). *Security, Territory, Population*. New York: Palgrave Macmillan.
- Gill, Peter. (2002). "Policing and Regulation: What is the Difference?" *Social and Legal Studies* 11:4, 523–46.
- Goldsmith, Andrew. (2005). "Police Reform and the Problem of Trust." *Theoretical Criminology* 9:4, 443–70.
- Goldsmith, Andrew, and Coleen Lewis, ed. (2000). *Civilian Oversight of Policing: Governance, Democracy and Human Rights*. Oxford: Hart.
- Hillyard, Paddy. (1993). "Paramilitary Policing and Popular Justice in Northern Ireland," in *Alternative Policing Styles: Cross-Cultural Perspectives*, ed. Mark Findlay and Uglješa Zvekić. Deventer and Boston, MA: Kluwer, 139–56.
- Homer-Dixon, Thomas. (1999). *Environment, Scarcity, and Violence*. Princeton, NJ: Princeton University Press.
- Hall, Stuart, et al. (1978). *Policing the Crisis: Mugging, the State, and Law and Order*. Basingstoke: Macmillan and New York: Holmes & Meier.
- Jones, Trevor, and Tim Newburn. (2001). *Widening Access: Improving Police Relations with Hard-to-Reach Groups*. Police Research Series Paper 138. London: Home Office.
- Kaplan, Robert. (1994, February). "The Coming Anarchy: How Scarcity, Crime, Overpopulation, Tribalism, and Disease are Rapidly Destroying the Social Fabric of Our Planet." *Atlantic Monthly*, 44–76.
- Kempa, Michael. (2007). "Tracing the Diffusion of Policing Governance Models from the British Isles and Back Again: Some Directions for

- Democratic Reform in Troubled Times.” *Police Practice and Research: An International Journal* 8:2, 107–23.
- Kempa, Michael. (2008). “Conceptualisation et réforme des processus policiers à l’ère de la mondialisation : l’économie politique de la sécurité humaine.” *Criminologie* 41:1, 153–75.
- Kempa, Michael. (2010). “Academic Engagement of International Policing Reform Assistance: Putting Foucauldian Genealogy to Practical Use.” *Canadian Journal of Criminology and Criminal Justice* 52:3 (in press).
- Kempa, Michael, and Les Johnston. (2005). “Challenges and Prospects for the Development of Inclusive Plural Policing in Britain: Overcoming Political and Conceptual Obstacles.” *Australian and New Zealand Journal of Criminology* 38:2, 181–91.
- Kempa, Michael, and Clifford Shearing. (2002). “Microscopic and Macroscopic Responses to Inequalities in the Governance of Security: Respective Experiments in South Africa and Northern Ireland.” *Transformation: Critical Perspectives on Southern Africa* 29: Special Issue on Crime and Policing in Transition, 25–54.
- Krasner, Stephen D., ed. (2001). *Problematic Sovereignty: Contested Rules and Political Possibilities*. New York: Columbia University Press.
- Lea, John, and Jock Young. (1993). *What Is to Be Done about Law and Order? Crisis in the Nineties*. 2nd edition. London: Pluto Press.
- Loader, Ian, and Neil Walker. (2007). *Civilizing Security*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Melchers, Ron. (2003). “Do Toronto Police Engage in Racial Profiling?” *Canadian Journal of Criminology and Criminal Justice* 45:3, 347–66.
- Mavroudeas, Stavros D. (2006). “A History of Contemporary Political Economy and Postmodernism.” *Review of Radical Political Economics* 38:4, 499–518.
- Neocleous, Mark. (2008). *Critique of Security*. Montreal and Kingston, ON: McGill–Queen’s University Press.
- Neocleous, Mark. (2006). “Theoretical Foundations of the ‘New Police Science,’” in *The New Police Science: The Police Power in Domestic and International Governance*, ed. Markus D. Dubber and Mariana Valverde. Stanford, CA: Stanford University Press, 17–41.
- O’Malley, Pat, Lorna Weir, and Clifford Shearing. (1997). “Governmentality, Criticism, Politics.” *Economy and Society* 26:4, 501–17.
- Pue, Wesley, ed. (2000). *Pepper in Our Eyes: The APEC Affair*. Vancouver: UBC Press.

- Rabinow, Paul, ed. (1997). *Ethics, Subjectivity and Truth: The Essential Works of Foucault 1954–1984*, Vol. 1. New York: The New Press.
- Reiner, Robert. (2000). *The Politics of the Police*. 3rd edition. Oxford: Oxford University Press.
- Waddington, P. A. J., Kevin Stenson, and David Don. (2004). “In Proportion: Race, and Police Stop and Search.” *British Journal of Criminology* 44, 889–914.
- Waller, Irwin. (2006). *Less Law, More Order: The Truth About Reducing Crime*. Westport, CT: Praeger.
- Weber, Max. (1905/1930). *The Protestant Ethic and the Spirit of Capitalism*, tr. Talcott Parsons. London: Allen & Unwin.
- Weitzer, Ron. (2005). *Policing Under Fire: Ethnic Conflict and Police–Community Relations in Northern Ireland*. New York: State University of New York Press.
- Williams, Randall. (2003). “A State of Permanent Exception: The Birth of Modern Policing in Colonial Capitalism.” *Interventions* 5:3, 322–44.
- Wood, Jennifer, and Clifford Shearing. (2007). *Imagining Security*. Cullompton and Portland, OR: Willan.
- Wortley, Scott, and Julian Tanner. (2005). “Inflammatory Rhetoric? Baseless Accusations? A Response to Gabor’s Critique of Racial Profiling Research in Canada.” *Canadian Journal of Criminology and Criminal Justice* 47:3, 581–609.
- Zedner, Lucia. (2006). “Liquid Security: Managing the Market for Crime Control.” *Criminology and Criminal Justice* 6:3, 267–88.

Du déterminisme technologique à l'acteur réseau. Un parcours théorique sur l'adoption de la technologie d'identification génétique au Canada

par

Martin Dufresne¹, Dominique Robert²,
Alain Lachapelle³ et Marie-Lyne Vachon⁴

INTRODUCTION

À l'instar d'autres nations occidentales, et sans trop de remous public et médiatique, le Canada s'est doté en l'an 2000 d'un dispositif permanent de mise en banque d'échantillons biologiques sur lesquels sont effectuées des analyses génétiques. La Banque nationale de données génétiques (BNDG) procède au pairage entre deux fichiers. Le premier est un fichier contenant des profils d'identification génétique développés à partir de substances corporelles prélevées sur les lieux de crimes. Le second est un fichier contenant les profils d'identification génétique de personnes condamnées en vertu de deux listes d'infractions⁵. Depuis l'entrée en vigueur de la BNDG, deux projets de loi ont étendu les pouvoirs en matière de prélèvement et d'utilisation des empreintes génétiques aux fins d'identification (C-13 et C-18). Non seulement des infractions ont-elles été ajoutées aux deux listes prévues, mais les personnes qui ont fait l'objet d'un verdict de non-responsabilité criminelle pour cause de troubles mentaux se trouvent dorénavant soumises à ce régime. On attend, depuis juin 2005, l'examen parlementaire de

la *Loi sur les empreintes génétiques* (Elizabeth II 1998 : c. 37) qui doit juger du bien-fondé d'un tel régime. En somme, non seulement le Canada a-t-il joint le rang des pays ayant introduit l'ADN en tant que mécanisme d'identification systématique, mais il le fait avec ardeur et empressement.

Dans l'arène législative canadienne⁶, la plupart des débats furent favorables à l'introduction de la technologie d'identification génétique (TIG) et les quelques réserves portèrent sur la délimitation du territoire d'action de la TIG eu égard à la notion de vie privée (Gerlach 2004 ; Robert *et al.* 2006). Essentiellement, c'est en tant qu'instrument d'enquête dont on loue les potentiels « révolutionnaires » que la technologie d'identification génétique a fait son entrée dans le champ pénal. Mais la promotion de l'ADN d'enquête a dépassé largement les seuls potentiels de l'identification. Non seulement la technologie d'identification génétique s'est-elle vue assigner des pouvoirs exceptionnels, mais son couplage avec le système pénal a permis d'associer l'appariement de profils génétiques à la culpabilité juridique ou encore a un effet dissuasif attribuable à la seule existence de la banque. Cette façon de promouvoir la technologie d'identification génétique a produit, et produit encore, de grandes attentes quant à la solution des enquêtes criminelles. Or, en Grande-Bretagne, là où la mise sur pied d'une telle banque a eu lieu depuis longtemps et n'a rencontré que très peu d'obstacles juridiques, on ne pourrait certainement pas conclure à un « effet révolutionnaire » sans apporter à un tel jugement de nombreuses nuances (GeneWatch UK 2006).

Cette contribution procède d'une double intention. Tout d'abord, il s'agit de présenter les positions existantes concernant l'introduction et l'expansion de cette technologie au Canada, et les savoirs mobilisés par ces positions. Ce travail empirique s'inscrit dans une série de recherches menées antérieurement (Robert *et al.* 2006 ; Dufresne *et al.* 2007 ; Dufresne et Robert 2008 ; Robert et Dufresne 2008). Ensuite, il s'agit de faire un travail analytique en montrant les prémisses théoriques sur lesquelles s'appuient ces positions et d'en proposer une alternative. Ce second objectif nous amène à faire un bref tour de piste des positions théoriques en matière de sociologie des technologies.

Concrètement, notre présentation procède en trois temps. D'abord, nous décrivons la facette de l'ADN sur laquelle insistent les

promoteurs de la TIG, l'ADN d'enquête, et ses limites. Nous soutenons que cette vision mobilise une perspective objectiviste et empreinte d'un déterminisme technologique. Puis, dans un élan critique, nous tenterons de nous distancier de l'ADN d'enquête en examinant les autres facettes de l'ADN : le laboratoire, la preuve et la biosurveillance. Ce faisant, nous identifierons les obstacles qui se posent à l'utilisation de cette technologie. Nous verrons que ce regard, bien qu'utile, peut facilement être accusé de faux constructivisme et nous amène à basculer dans une forme de déterminisme culturel. Enfin, pour dépasser l'antinomie entre déterminisme technologique et déterminisme culturel, et aussi pour appréhender la complexité de notre objet de recherche, nous nous inspirerons de la sociologie de Bruno Latour (1997 et 2001) et de Michel Callon (1986). Nous esquisserons une approche sociotechnique du réseau hétérogène des actants qui rend solide et pérenne cette articulation spécifique entre les différentes facettes de l'ADN, articulation que nous nommerons l'ADN pénal.

1. LE DISCOURS PROMOTIONNEL : L'ADN D'ENQUÊTE

Lors de l'adoption des deux projets de loi C-3 et C-13⁷, même si peu d'intervenants dans le débat législatif sont intéressés de savoir ce qu'est l'ADN, ils sont nombreux à s'étendre longuement sur ses pouvoirs et, pour quelques-uns d'entre eux, sur les dangers de son utilisation. C'est pourquoi le Collège canadien des généticiens médicaux prend le temps de corriger ce qu'il qualifie de « nombreuses erreurs scientifiques » (CCGM 1996). Ses mises en garde ne suffisent pas à atténuer les emportements de ceux qui préfèrent insister fortement sur les potentialités de l'ADN. Les groupes d'intérêt sont nombreux à assimiler la disponibilité de la technologie à son efficacité et à son efficience. D'autres associent la possibilité de prélever l'ADN d'un échantillon (provenant d'un suspect, d'un condamné ou des lieux d'un crime) à la certitude de l'identification. Il est fréquent que la correspondance entre un échantillon de criminalistique et de condamné soit assimilée à une preuve irréfutable de culpabilité. De même, les débats opèrent souvent un glissement entre la culpabilité soutenue par une preuve d'ADN et la neutralisation à long terme des infracteurs. Par ces multiples affirmations, les débats législatifs

contribuent à produire un ADN surpuissant et, surtout, complètement extirpé du contexte social dans lequel il opère.

En parallèle de cette survalorisation politique, les pratiques de l'ADN d'enquête suscitent, chez les divers intervenants dans le débat législatif et les scientifiques partageant cette vision, une pensée gestionnaire qui se concrétise sous la forme d'une chaîne de commande et de traitement. Sa prémisse est que l'ADN est un outil efficace d'identification criminelle et de lutte au crime à condition que le maximum de profils d'infracteurs soit inclus dans la banque, que les échantillons de criminalistique soient traités dans les plus brefs délais et que les résultats d'analyse soient acheminés rapidement aux corps policiers. L'ampleur des banques de données peut alors être conçue en tant que mesure d'efficacité puisque, dit-on, elle favorise l'accélération des démarches de ciblage et d'élimination de suspects, puis l'épargne de temps et d'argent (NIJ 2003). C'est aussi en ce sens que certains promoteurs de l'expansion tous azimuts des banques de données prétendent que l'établissement d'un profil génétique pour des crimes moins graves, mais dont la fréquence est élevée (crimes précurseurs), permettrait d'empêcher la commission de crimes plus graves (NIJ 2004b ; House *et al.* 2006).

Cet ADN d'enquête mis de l'avant dans les débats législatifs au Canada et dans plusieurs travaux de recherche prend appui sur une conception déterministe de la technologie (Slack et Wise 2005). Ses promoteurs réifient la technologie, s'y intéressent en tant que « chose » porteuse d'un pouvoir inhérent. Il est postulé que la technologie existe en vase clos, dans une sphère qui lui est propre, et qu'elle est simplement implantée dans le système pénal, transportant avec elle ses propriétés.

Un tel déterminisme technologique misant sur la performativité est, sinon naïf, du moins limitatif. Si, comme le font les promoteurs de la TIG, on ne s'attarde qu'à essayer de mesurer un effet des technologies en tant qu'instrument de « lutte contre le crime », nous allons non seulement manquer d'observer les multiples ramifications de la TIG et sa diffusion accélérée, mais nous risquons aussi de tomber dans le piège de n'y trouver au bout du compte que des effets circonstanciels. En effet, trop peu d'études permettent de documenter des effets réels de l'adoption de la technologie. Les quelques rares études qui abordent la question indiquent que les avancées technologiques, dont les banques de données génétiques, bien qu'elles puissent avoir certaines utilités,

restent marginales dans le processus d'élucidation des crimes (Brodeur 2005 ; Mucchielli 2006 ; McCartney 2006 ; Ingemann-Hansen 2008). En définitive, moins de 1 % des infracteurs sont détectés par l'ADN (GeneWatch UK 2006 : 5-6). Le critère d'évaluation utilisé par la BNDG pour mesurer l'effet de la TIG n'est pas la résolution d'une affaire par le seul usage de la TIG, mais plutôt le fait que l'ADN a participé, aux côtés d'autres preuves, comme la reconnaissance par un témoin, à la résolution d'une affaire, c'est-à-dire qu'il y a des correspondances (appariements) entre condamnés et lieux de crimes. Dire que l'ADN a « aidé » à résoudre une affaire ne nous en dit pas très long sur l'importance réelle de l'identification génétique, ni sur la façon dont elle diffère de l'identification par empreinte digitale, ni sur sa place relativement aux dénonciations, aux témoignages et aux autres modes de preuve usuels. Devant un tel constat, un regard objectiviste et pétri de déterminisme technologique est impuissant à expliquer non seulement le maintien mais le développement de la TIG au Canada.

Plus encore, même si la tentation d'évaluer l'efficacité de l'identification génétique en mesurant son importance dans un certain nombre d'enquêtes est grande, une telle appréciation ne pourrait se faire en s'en tenant au moment de l'enquête et à la perspective des opérations policières. L'identification génétique se veut aussi une opération scientifique de laboratoire et s'exprime dans le langage de la théorie mathématique de la probabilité. Ensuite, un élément de preuve ne signifie pas un verdict de culpabilité, il faut encore compter la médiation du tribunal. Bref, la place de l'ADN d'enquête dans le système pénal ne peut être comprise sans que les autres facettes de l'ADN soient prises en compte.

2. UN REGARD CRITIQUE : LES AUTRES FACETTES DE L'ADN

Certes, les différentes configurations de l'ADN dans les multiples univers qui composent le système pénal renvoient les unes aux autres. Par exemple, pour la police, l'identification génétique se produit en ayant les exigences de la preuve juridique pour objectif. Mais, à bien des égards, l'ADN qui se trouve au laboratoire diffère de celui dont il est question au moment du procès. C'est pourquoi nous allons nous pencher sur trois autres facettes de l'ADN dans le système pénal. Ce faisant, nous serons

aussi amenés à tempérer l'ADN d'enquête promu dans les débats législatifs et dans une part importante des écrits scientifiques sur la question.

2.1. L'ADN de laboratoire

La part scientifique de l'ADN pénal prend appui sur le socle du laboratoire où des techniques visant à manipuler des échantillons biologiques et à en tirer un profil génétique sont mises en œuvre. L'analyse génétique consiste à comparer la configuration des protéines de l'ADN sur 13 sites distincts. Ces sites réunissent deux allèles hérités de chacun des parents. L'analyse est effectuée sur des fragments de l'ADN longtemps dit insignifiants, c'est-à-dire ne comportant aucune propriété génétique connue. Du point de vue du laboratoire, le profil se compose d'une série de chiffres désignant chacun des allèles. Il n'est en fait qu'un repère à comparer à d'autres profils ; il n'est qu'un code barre.

Comme c'est le cas lors de l'enquête policière, toutes les manipulations qui ponctuent la démarche d'identification génétique craignent la contamination, soit par les outils de prélèvement et par les techniciens judiciaires eux-mêmes, soit par le transfert secondaire d'un individu à un autre (Raymond *et al.* 2004a ; Phipps et Petricevic 2007 ; Farmen *et al.* 2008). Cela est d'autant plus problématique que la méthode d'analyse la plus courante, le PCR (*polymerase chain reaction*) combinée à l'analyse des marqueurs STR (*short tandem repeat*), permet de faire reposer l'analyse sur des échantillons minuscules de substances corporelles hautement sensibles. Ironiquement, cette sensibilité des techniques fait en sorte que les doutes scientifiques sur l'identification génétique ne proviennent pas tant des risques de défaillance que de la performativité de ces mêmes techniques (Raymond *et al.* 2004b). En effet, la technologie permet maintenant de lire des transferts d'échantillon biologique d'une personne à l'autre à la suite, par exemple, d'une simple poignée de main (Wise et Li 2003).

Aux États-Unis, de nombreux scandales ont ponctué la production des profils génétiques et ont ébranlé la validité de leurs analyses (Thompson 2006). Cette situation s'explique en partie par la concurrence entre les laboratoires qui sont essentiellement au service de la poursuite et qui tendraient à privilégier sa thèse (Giannelli 2005). Il s'est ainsi développé un débat sur les standards de traitement de l'ADN

que doivent exiger les tribunaux. Finalement, cette volonté d'efficience et d'efficacité associée à la TIG n'est pas sans exercer une pression sur des laboratoires afin de traiter un nombre croissant d'échantillons en un minimum de temps (Strandberg 2000 ; NIJ 2004a ; McCartney 2006)⁸.

Bref, l'ADN de laboratoire renvoie à l'univers des protocoles de manipulation, à la préservation de l'intégrité des échantillons et aux standards de qualité et de rapidité d'extraction des « codes barres ». Cet univers est gouverné par ses propres normes, contraintes et défis mettant à mal le pouvoir surpuissant qui est associé à l'ADN dans l'univers de l'enquête. Plus encore, l'ADN d'enquête laisse croire à la certitude de l'identification, négligeant de ce fait la difficulté de produire un profil issu d'échantillon mixte ou entaché de vices de prélèvement.

2.2. L'ADN preuve

Dans l'univers des tribunaux, l'ADN renvoie plus spécifiquement à l'interprétation des résultats produits par le laboratoire et la place de l'élément génétique dans la constitution de la culpabilité juridique. L'admission de la preuve d'ADN interpelle toutefois la capacité des acteurs judiciaires (juges, jurés, témoins, experts) non seulement à saisir, mais aussi à expliquer convenablement des informations produites dans le langage de la théorie de la probabilité, soit des probabilités qu'un appariement signifie la culpabilité (Schklar et Diamond 1999 ; Nance et Morris 2005). En effet, l'appariement de deux spécimens de matériel génétique est toujours probabiliste et procède par comparaison avec une banque de données d'ADN de la population générale. Un résultat positif signifie que l'individu dont provient l'échantillon est considéré comme source potentielle de cet échantillon, mais non qu'il est coupable. Ainsi, un profil d'ADN peut être moins utile s'il est établi que le suspect a un accès régulier aux lieux de l'infraction. C'est là un élément souvent mal compris par les jurés, les juges, les procureurs et, parfois même, les experts qui témoignent en cour.

L'ADN preuve questionne l'établissement de la culpabilité dans son ensemble et exacerbe les enjeux judiciaires déjà connus (rapports de force entre parties, accès à la technologie, erreurs judiciaires) tout en en produisant de nouveaux (représentations des jurés fortement teintées des téléseries judiciaires et policières ; preuve scientifique contre

témoignage visuel, etc.). Potentiellement, c'est toute la justice qui s'en trouve secouée (Berger 2002).

L'ADN fait son apparition devant les tribunaux canadiens alors que la vérité scientifique (plutôt que la certitude juridique) est de plus en plus affirmée en tant qu'objectif du procès (Kilback et Tochor 2002). De plus cette « aura scientifique » de l'ADN semble avoir des effets sur la production des plaidoyers de culpabilité, des verdicts de culpabilité et la longueur des peines (Purcell, Winfree et Mays 1994; Briody 2004 et 2006; Kaye *et al.* 2007). Inversement, bien que l'accès à des données d'identification génétique soit difficile, celles-ci servent aussi à rouvrir des procès dans des cas de condamnations erronées, questionnant du coup les autres modes de preuve (Connors *et al.* 1996; Scheck *et al.* 2000; Giannelli 2005; Thompson *et al.* 2003; Thompson 2006).

Ainsi, la portion juridique de l'ADN peut entraîner, mais pas nécessairement, une accélération des procédures puisque la correspondance entre le profil d'un suspect et le profil issu d'une substance corporelle prélevée sur le lieu d'un crime ne révèle que la possibilité de la présence d'une personne en un lieu donné, et non sa culpabilité. De même, les promoteurs de la technologie d'identification génétique opèrent souvent un glissement entre la culpabilité soutenue par une preuve d'ADN et la neutralisation à long terme des infracteurs, négligeant de ce fait le délicat processus de détermination de la peine.

2.3. L'ADN biosurveillance

Finalement, dans sa facette politique, l'ADN renvoie aux frontières de la société civile et aux droits qui la régissent, mais aussi plus largement à l'émergence d'une nouvelle socialité biologique. Sur un plan très local, dans les débats législatifs notamment, l'exploitation de la technologie d'identification génétique aux fins de la police et la mise en banque de données génétiques remettent en question les rapports entre l'État et le citoyen. La technologie ébranle le lien de confiance État/citoyen (Peterson 2000) et altère la notion de présomption d'innocence (Gans 2001; Vachon 2008). Au Canada, ces mises en garde ont surtout été entendues par le Commissariat à la vie privée et par des acteurs juridiques qui ont tenté de limiter la portée et l'étendue des projets de loi proposés sur l'établissement et l'expansion de la BNDG.

À une plus grande échelle par contre, il faut plutôt situer cette technologie dans la biologisation de la surveillance propre à une société du risque dans laquelle le contrôle social de la population s'effectue dorénavant au moyen des technologies de surveillance biométrique comme l'ADN : « *Biological expertise could thus be the basis of risk prevention strategies by a variety of agencies of social control* » (Rose 2000 : 20). Gerlach (2004) parle même de biogouvernance, soit l'organisation de la civilisation du gène, laquelle implique éventuellement la redéfinition du système pénal par la technologie d'identification génétique.

Sur le plan empirique, le panorama que nous traçons des différentes facettes de l'ADN illustre qu'au-delà de la simple instrumentalisation, l'ADN dépend de plusieurs sphères qui ont leurs règles et leurs défis propres, et qui battent en brèche les interprétations simplistes la présentant comme une recette pour accroître l'efficacité et la célérité du système pénal. En fait, le regard critique qui nous a animé dans cette deuxième partie a montré l'effet des opérations du système pénal sur la technologie, les façons dont la technologie prend une signification propre au milieu qui l'accueille : les problèmes de contamination et la sensibilité des manipulations en laboratoire, les pressions et les retards de traitement des échantillons, l'incompréhension des tribunaux à l'égard du langage probabiliste et leur « foi » en ce type de preuve, les usages secondaires de l'ADN dans un monde de biosurveillance, etc.

Sur le plan théorique, à l'inverse du déterminisme technologique qui habite les promoteurs de l'ADN, c'est le déterminisme culturel qui prévaut ici. La technologie est un objet sans autonomie, sans substance, qui se moule au milieu dans lequel elle s'insère. C'est le contexte culturel qui domine. Plus encore, malgré la perspective critique qui anime cette deuxième section, c'est un « faux constructivisme » qui est ici à l'œuvre puisque le regard objectiviste demeure ; seul l'angle change. Les différentes facettes de l'ADN « corrigent » les prétentions de l'ADN d'enquête en y substituant d'autres revendications, d'autres assertions prétendant, ce faisant, mettre de l'avant une « meilleure construction » de la technologie d'identification génétique (Best 1995 ; Woolgar et Pawluch 2004).

En somme, les regards promotionnel et critique nous enferment dans un rapport maître/esclave à la technologie (domination/peur) qui nous empêche de voir et de saisir comment elle mobilise, interpelle,

puis remet en valeur des pratiques et des discours déjà présents, et qui prennent dorénavant un nouveau sens. Ainsi, la technologie d'identification génétique est réfléchie dans un cadre typiquement moderne; elle reproduit ce que Latour (1997 : 20-21) appelle les pratiques de purification, soit une séparation en deux ensembles entièrement étanches entre humain/non-humain ou entre culture/nature. Appliquée à notre recherche, la purification s'opère entre, d'une part, des mesures juridiques, sociales, la politique de lutte contre le crime et, d'autre part, la technologie d'identification génétique et le substrat biologique sur lequel elle repose. Saisir la technologie d'identification génétique comme un réseau sociotechnique nous permet de remédier, en partie, au piège étroit des effets, c'est-à-dire à la tentation de limiter l'analyse à la documentation des impacts de la technologie sur le système pénal, ou l'inverse.

3. PENSER LA COMPLEXITÉ : L'ACTEUR RÉSEAU QU'EST L'ADN PÉNAL

La sociologie de la technologie de Bruno Latour et de Michel Callon nous invite à prendre au sérieux le travail de médiation qui est le propre de la technologie et à penser l'inévitable enchevêtrement qu'elle accomplit entre la nature et la culture (Latour 1997 : 112). Dans cette perspective, la technologie d'identification génétique n'est pas limitée à une chose, à un instrument. Loin s'en faut. Elle renvoie à un ensemble hétérogène d'actants, c'est-à-dire des humains et des non-humains, tous deux dotés d'un pouvoir d'action (*agency*). Cet ensemble forme un réseau au sein duquel chacune des composantes possède une intentionnalité; c'est le cas des promoteurs d'une technologie, des laboratoires qui demandent des subventions, des techniciens parmi les corps de police, et c'est aussi le cas des allèles et de la technique « *short tandem repeat* ». Une telle approche nous amène à mettre l'accent sur la flexibilité et les appropriations des objets technologiques sans départir ces derniers de leur capacité d'agir. En effet, nous sommes tenus d'appliquer le principe de symétrie, soit de traiter de la même manière tous les actants afin de parvenir à tracer l'acteur réseau qui nous intéresse. Plus encore, la technologie d'identification génétique est un réseau local et particulier à un

contexte, c'est pourquoi nous parlons de l'ADN pénal, par opposition à un ADN médical par exemple qui, bien que partageant des actants communs, forme un tout autre réseau.

Ce qui donne son unité et sa stabilité au réseau est la *traduction* des intérêts des actants. La traduction est un processus de négociation et d'arrimage entre plusieurs éléments qui génèrent le réseau. Selon Callon (1986), cette traduction débute par la *problématisation*, laquelle consiste en la définition, par un actant clé, des intérêts d'autres actants. Cette problématisation mène à l'*intéressement*, soit une expérience qui suscite l'intérêt des autres actants, lesquels sont alors *enrôlés* dans le réseau. S'effectue finalement la *mobilisation* des alliés qui soutiennent le réseau.

Dans le cas qui nous concerne, nous pourrions dire que l'idée d'une lutte scientifique contre le crime interpelle des actants pertinents : les techniques STR, l'atmosphère froide et aseptisée de la télésérie *CSI*, la génétique, le Commissariat à la protection de la vie privée du Canada, la théorie de la probabilité, les techniciens judiciaires, le profil génétique, la double hélice de la molécule d'ADN sur la couverture d'un manuel de criminologie, l'idéal d'une société sans crime, l'échantillon biologique, la BNDG, la loi, etc. Ces derniers actants, stimulés par l'ADN d'enquête, se trouvent à faire exister, à produire la technologie d'identification génétique, technologie qui mobilise alors des alliés. Sans nécessairement la défendre ouvertement, les alliés partagent temporairement des visions du monde et des idéaux, sinon exactement communs, du moins compatibles, tels qu'une certaine conception du crime, du corps et de la vie privée (Dufresne *et al.* 2007). Tracer les contours de l'acteur réseau de l'ADN pénal nécessite donc d'identifier les actants mobilisés et de reconstituer les alliances qui les réunissent.

Latour (2001) suggère de documenter la façon de faire la science en utilisant le modèle d'un réseau hétérogène. En nous inspirant de cette approche, nous pourrions tracer l'acteur réseau ADN pénal selon cinq zones entrelacées qui représentent les activités et les processus constitutifs de la technologie. 1) La première est la *mobilisation du monde* opérée par la technologie. Il s'agit ici de la création, du financement et de l'appareillage qui rend le réel lisible, c'est-à-dire produit des faits scientifiques, des « vérités stabilisées temporairement » (Latour 2001). Cette zone fait appel notamment aux techniques utilisées pour amplifier un échantillon de substance corporelle et en extraire

des profils génétiques (*polymerase chain reaction, low copy number, restriction fragment length polymorphism* et *short tandem repeat*), à la robotisation des procédures, au système CODIS qui est au cœur de la Banque nationale de données génétiques (BNDG) ainsi qu'aux opérations qui sont requises pour financer les laboratoires et leurs outils de travail (Dufresne *et al.* 2007). 2) La deuxième zone constitutive de la technologie est l'*autonomisation de la recherche*. Il s'agit ici des opérations par lesquelles le savoir technologique se constitue en un savoir reconnu et institutionnalisé, un savoir qui génère des interlocuteurs, qui crée des collègues, des « chers collègues », nous dit Latour. L'identification génétique a vu naître ses foyers d'expertise en divers lieux, dont le Collège des généticiens médicaux du Canada, l'International Association for Identification, la Canadian Society of Forensic Sciences ainsi que l'Institut national de la magistrature et maintes universités dont l'offre de cours sur la criminalistique (*forensic*), notamment en criminologie, s'est décuplée (Ribaux et Margot 2007). 3) La troisième zone renvoie aux *alliances*. Le modèle correspond ici à l'intelligence stratégique (pas intentionnelle pour autant) qui unit des gens, des espoirs, des désirs et des possibilités autour d'une technologie. Dans le cas de l'identification génétique, des politiciens et des bureaucrates, des associations de policiers et de victimes, le Commissariat à la vie privée du Canada, les regroupements d'avocats de la défense et les procureurs convergent tous pour faire exister (en promouvant ou en scrutant attentivement) l'identification génétique dans le système pénal (Robert *et al.* 2006). 4) Quatrièmement, la technologie est aussi constituée d'une forme de *mise en scène*, une forme de présentation de soi au public. Il s'agit ici de l'aspect « relations publiques » de la technologie qui va permettre son maintien et sa reproduction, la résolution des conflits l'entourant, sinon son succès relatif. Les médias d'information et de fiction, les sites internet (BNDG, GeneWatch UK, etc.) ainsi que les périodiques scientifiques et professionnels à large diffusion contribuent à cette mise en scène. 5) Finalement, à l'intersection de ces quatre zones se trouvent les contenus, les concepts et les idées coproductrices de la technologie, telles la génétique, la théorie de la probabilité, l'éradication de la criminalité.

En s'inspirant de ce modèle, on comprend qu'il ne suffit pas de dire que la technologie d'identification génétique prend racine et solidifie ses assises dans la politique criminelle canadienne grâce à des

intrigues politico-scientifiques. Plutôt, la technologie est l'ensemble de ce réseau, aussi temporaire soit-il, qui tient à des affinités entre tous les actants (humains et non-humains) qui le composent plutôt qu'à une quelconque efficacité de la technologie s'appuyant sur des indicateurs observables, tel le taux de résolution des crimes.

CONCLUSION

Comment comprendre l'introduction et l'expansion de la technologie d'identification génétique dans le système pénal canadien ? Une vision marquée par le déterminisme technologique, comme celle des promoteurs, explique cet état de fait par les succès et le potentiel de l'outil lui-même. Comme un pavé dans la marre, une vision critique a tôt fait de relativiser ces succès et de soulever les obstacles qui se dessinent à tous les stades de la mobilisation de la technologie, du laboratoire au tribunal en passant par l'enquête. On cherche là à briser le « mythe » de la technologie d'identification génétique. Cette vision critique, tout aussi objectiviste que la première, nous fait basculer dans le piège du déterminisme culturel en ne voyant, dans la technologie, que le social qui se reproduit : mêmes rapports de force (le capital symbolique et financier contre la mesure et la raison), mêmes ennemis (sécurité contre droits), mêmes alliés (les victimes pour la police, les groupes communautaires pour la défense). Ces deux visions forment un vieux couple opposant science et politique. Il faut sortir de ces polarités qui nous forcent à caricaturer les objets et les acteurs du social.

L'approche de l'acteur réseau incite à dé-chosifier la technologie en mettant sur un pied d'égalité humains et non-humains pour reconnaître aux derniers un dynamisme que l'analyse leur dérobe souvent. Cette même approche vise à restituer la complexité qui constitue la technologie. Ainsi, il est beaucoup plus difficile, mais aussi beaucoup plus révélateur, de tracer l'acteur réseau, c'est-à-dire les connexions diverses entre actants inattendus : les espoirs de divers groupes d'intérêts, les images des téléséries policières, l'utilité de l'ADN pour résoudre une enquête, la BNDG, le projet de loi, les revues de police technique, les cours universitaires sur la criminologie forensique. Tous concourent à la stabilisation de l'acteur réseau ADN pénal, et c'est sans doute là que

réside la clé pour comprendre la prolifération de la technologie d'identification génétique qui se produit malgré l'absence de preuves empiriques de son efficacité à faire diminuer la criminalité.

NOTES

1. Professeur agrégé, Université d'Ottawa, Département de criminologie, martin.dufresne@uottawa.ca.
2. Professeure agrégée, Université d'Ottawa, Département de criminologie, Dominique.Robert@uottawa.ca.
3. Diplômé de maîtrise, Université d'Ottawa, Département de criminologie, alach087@uottawa.ca.
4. Diplômée de maîtrise, Université d'Ottawa, Département de criminologie, mvach076@uottawa.ca.
5. Les infractions primaires sont celles pour lesquelles un juge est tenu d'ordonner un prélèvement à moins de circonstances exceptionnelles. Les infractions secondaires sont des infractions en vertu desquelles un juge peut rendre, sans être tenu de le faire, une ordonnance de prélèvement de substances corporelles en vue d'une analyse génétique.
6. Nous faisons référence aux débats à la Chambre des communes, plus spécifiquement à ceux ayant eu lieu au Comité permanent où s'est faite l'étude détaillée des projets de loi et où de multiples groupes professionnels et communautaires ainsi que des citoyens se sont exprimés sur ces projets (Robert *et al.* 2006).
7. Pour une analyse complète, voir Robert *et al.* (2006) et Robert et Dufresne (2008).
8. Aux États-Unis, la privatisation (Strandberg 2000) ou l'injection massive de fonds ont été les solutions privilégiées à ces difficultés de traitement des échantillons biologiques (McCartney 2006b). La privatisation a entraîné de nouvelles difficultés dont il sera question plus bas. Au Canada par contre, les laboratoires sont publics.

BIBLIOGRAPHIE

- Berger, Margaret A (2002). "Raising the Bar: The Impact of DNA Testing on the Field of Forensics", *Perspectives on Crime and Justice: 2000–2001. Lecture Series*, National Institute of Justice.
- Best, Joel (1995). "Constructionism in Context", in Joel Best (ed.), *Images of Issues. Typifying Contemporary Social Problems*, 2nd ed., New York, Aldine de Gruyter, p. 337-354.
- Briody, Michael (2002-2003). "The Effects of DNA Evidence on Sexual Offence Cases in Court", *Current Issues in Criminal Justice*, 14(2), p. 159-81.
- Briody, Michael (2004). "The Effects of DNA Evidence on Homicide Cases in Court", *The Australian and New Zealand Journal of Criminology*, 37(2), p. 231-252.
- Briody, Michael (2006). "The Effects of DNA Evidence on Property Offences in Court", *Current Issues in Criminal Justice*, 17(3), p. 380-396.
- Brodeur, Jean-Paul (2005). « L'Enquête criminelle », *Criminologie*, 38(2), p. 39-64.
- Callon, Michel (1986). "Some Elements of a Sociology of Translation: Domestication of Scallops and Fishermen of St Brieuc Bay", in John Law (ed.), *Power, Action and Belief: A New Sociology of Knowledge?*, London, Routledge, p. 196-223.
- Collège canadien de généticiens médicaux (CCGM) (1996). *Observations sur la création d'une banque nationale de données génétiques*.
- Connors, Edward, Thomas Lundregan, Neal Miller and Tom McEwen (1996). "Convicted by Juries, Exonerated by Science: Case Studies in the Use of DNA Evidence to Establish Innocence After Trial", NCJ 161258, Washington D.C.e US Department of Justice, Office of Justice Programs, National Institute of Justice.
- Dufresne, Martin et Dominique Robert (2008). « Les effets de vérité du discours de l'ADN pénal au Canada », *Criminologie*, 41(1).
- Dufresne, Martin, Dominique Robert, Alain Lachapelle et Marie-Lyne Vachon (2007). « Le parcours de la "vie privée" dans des organisations de justice pénale. L'ADN d'enquête », Commissariat à la protection de la vie privée du Canada, Ottawa.
- Gans, Jeremy(2001). "Something to Hide: DNA, Surveillance and Self-Incrimination", *Current Issues in Criminal Justice*, 13(2), p. 168-184.
- GeneWatch UK (2006). "The DNA Expansion Program: Reporting Real Achievement?", Tideswell, GeneWatch UK.

- Gerlach, Neil (2004). *The Genetic Imaginary. DNA in the Canadian Criminal Justice System*, Toronto, University of Toronto Press.
- Giannelli, Paul. C. (2005). "Forensic Science", *The Journal of Law, Medicine & Ethics*, 33(3), p. 535-544.
- Giannelli, Paul C. (2006). "Forensic Science" *The Journal of Law, Medicine & Ethics*, 34(2), p. 310-319.
- House, John C., Richard M. Cullen, Brent Snook and Paul Noble (2006). "Improving the Effectiveness of the National DNA Data Bank: A Consideration of the Criminal Antecedents of Predatory Sexual Offenders", *Canadian Journal of Criminology and Criminal Justice*, 48(1), p. 61-75.
- Ingemann-Hansen, Ole, Ole Brink, Svend Sabroe, Villy Sørensen and Charles Vesterbye (2008). "Legal Aspects of Sexual Violence – Does Forensic Evidence Make a Difference?", *Forensic Science International*, 180, p. 98-104.
- Jamieson, Allan (2007). "LCN DNA. Devil in the Detail", *The Journal Online. The Online Members' Magazine of the Law Society of Scotland*, 22, February.
- Kaye, David H., Valerie P. Hans, Michael B. Dann, Erin Farley and Stephanie Albertson (2007). "Statistics in the Jury Box: How Jurors Respond to Mitochondrial DNA Match Probabilities", *Journal of Empirical Legal Studies*, 4(4), p. 797-834.
- Kilback, Keith D. and Michael D. Tochor (2002). "Searching for Truth but Missing the Point", *Alberta Law Review*, 40(2), p. 333-346.
- Latour, Bruno (1997). *Nous n'avons jamais été modernes. Essai d'anthropologie symétrique*, Paris, La découverte.
- Latour, Bruno (2001). *Le métier d'un chercheur regard d'un anthropologue*, 2^e éd., Paris, INRA.
- McCartney, Carole (2006). "The DNA Expansion Programme and Criminal Investigation", *British Journal of Criminology*, 46(2), p. 175-912.
- Mucchielli, Laurent(2006). « L'élucidation des homicides : de l'enchantement technologique à l'analyse du travail des enquêteurs de police judiciaire », *Déviance et société*, 30(1), p. 91-120.
- Nance, Dale A. and Morris, Scott B. (2005). "Juror Understanding of DNA Evidence: An Empirical Assessment of Presentation Formats for Trace Evidence with a Relatively Small Random-Match Probability", *Journal of Legal Studies*, 34(2), p. 395-444.
- National Institute of Justice (2003). "DNA Evidence: What Law Enforcement Officers Should Know", *NIJ Journal*, 249, p. 10-15.

- National Institute of Justice (2004a). "DNA's Link to Corrections", *Corrections Today*, 66(6), p. 150-152.
- National Institute of Justice (2004b). *DNA in "Minor" Crimes Yields Major Benefits in Public Safety*, US Department of Justice.
- Peterson, Mark A. (2000). "The Fate of "Big Government" in the United States: Not Over But Undermined?", *Governance. An International Journal of Policy and Administration*, 13(2), p. 251-264.
- Purcell, Noreen, L. Thomas Jr. Winfree and G. Larry Mays (1994). "DNA (Deoxyribonucleic Acid) Evidence and Criminal Trials: An Exploratory Survey of Factors Associated With the Use of "Genetic Fingerprinting" in Felony Prosecutions", *Journal of Criminal Justice*, 22(2), p. 145-157.
- Raymond, Jennifer J. *et al.* (2004a). "Effect of Common Fingerprint Detection Techniques on the DNA Typing of Fingerprints Deposited on Different Surfaces", *Journal of Forensic Identification*, 54(1), p. 22-44.
- Raymond, Jennifer J. *et al.* (2004b). "Trace DNA: An Underutilised Resource or Pandora Box? A Review of the Use of Trace DNA Analysis in the Investigation of Volume Crime", *Journal of Forensic Identification*, 54(6), p. 668-86.
- Ribaux, Olivier et Pierre Margot (2007). « La trace matérielle, vecteur d'information au service du renseignement », dans Maurice Cusson, Benoît Dupont et Frédéric Lemieux (dir.), *Traité de sécurité intérieure*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, p. 300-319.
- Robert, Dominique and Martin Dufresne (2008). "The Social Uses of DNA in the Political Realm or How Politics Construct DNA Technology in the Fight Against Crime", *New Genetics and Society*, 27(1), p. 69-82.
- Robert, Dominique, Martin Dufresne, Alain Lachapelle et Marie-Lyne Vachon (2006). « Les usages sociaux de l'ADN dans le processus de formulation des politiques. Analyse de deux projets de loi sur l'identification par les empreintes génétiques », Ottawa, Commissariat à la protection de la vie privée du Canada.
- Rose, Nikolas (2000). "The Biology of Culpability: Pathological Identity and Crime Control in a Biological Culture", *Theoretical Criminology*, 4(1), p. 5-34.
- Scheck, Barry, Peter Neufeld and Jim Dwyer (2000). *Actual Innocence: Five Days to Execution and Other Dispatches From the Wrongly Convicted*, New York, Doubleday.
- Schklar, Jason and Shari Seidman Diamond (1999). "Juror Reactions to DNA Evidence: Errors and Expectancies", *Law and Human Behaviour*, 23(2), p. 159-184.

- Slack, Jennifer Daryl and J. Macgregor Wise (2005). *Culture + Technology. A Primer*, New York, Peter Lang.
- Strandberg, Keith. W. (2000). "Truth Is in the DNA.", *Law Enforcement Technology*, 27(1), p. 34.
- Thompson, William C. (2006). "Tarnish on The "Gold Standard": Recent Problems in Forensic DNA Testing", *The Champion. National Association of Criminal Defense Lawyers*, January and February.
- Thompson, William C., Simon Ford, Travis Doom, Michael Raymer and Dan E. Krane (2003). "Evaluating Forensic DNA Evidence: Essential Elements of a Competent Defense Review Part 1 and 2", *The Champion. National Association of Criminal Defense Lawyers*, April and May.
- Vachon, Marie-Lyne (2008). « La construction de l'idée politique de la présomption d'innocence. Le cas de l'ADN dans la justice criminelle », Thèse de maîtrise, Ottawa, Université d'Ottawa, Département de criminologie.
- Wise, Jeff and Richard Li (2003). "Future of DNA Evidence", *Crime and Justice International*, 19(70), p. 31-32.
- Woolgar, Steve and Dorothy Pawluck (2004). "Ontological Gerrymandering. The Anatomy of Social Problems Explanations", in Angela Kathryn Stout, Richard Alan Dello Buono and William J. Chambliss (eds.), *Social Problems, Law, and Society*, Lanham, MD, Rowmand & Littlefield Publishers, p. 45-61.

VII

Transcarceration and the Production of “Grey Space”: How Frontline Workers Exercise Spatial Practices in a Halfway House for Women

by

Jennifer M. Kilty¹ and Leah DeVellis²

INTRODUCTION

Critical studies of criminal justice networks have established that community correctional institutions, such as halfway houses, contribute to the expansion of the carceral net, an effect that has been conceptualized as “transcarceration” (see Lowman, Menzies, and Palys 1987; and Maidment 2006a). Contractual, professional and social relationships linking halfway houses, and medical and social work institutions, to corrections form transcarceral bonds, which are primarily facilitated by probation and parole ordinances under which courts order women to serve time in community halfway houses following their release from provincial or federal prisons. Frontline workers are legally required to supervise the women’s compliance with their parole orders, which involves monitoring their movements inside the halfway houses as well as in different community spaces, and maintaining communication with other correctional and care or treatment professionals. In order to produce transcarceral spaces, criminal justice ordinances and surveillance measures are effectively used to monitor non-carceral

public spaces, and thus contribute to the reconstitution of different spaces and the meanings attached to them. Taking this understanding of the network of institutional assemblages (see Haggerty and Ericson 2000) that govern criminalized women as they reside in the community as a point of entry, this paper explores the concept of transcarceration, and how it both produces and is produced by different conceptions of space. Drawing on empirical interviews conducted with eight frontline staff at one halfway house for women in Ontario in 2006 and 2007, we discuss how frontline workers supervise, govern, watch and discursively construct halfway house residents as criminalized and medicalized women, through the production and reproduction of halfway houses as a grey and transcarceral space.

1. TRANSCARCERATION

Over twenty years ago John Lowman, Robert J. Menzies, and Ted Paly (1987, 9) succinctly outlined the concept of transcarceration, drawing on the work of Stanley Cohen on the ways in which the professionalization of criminal justice contributes to net-widening and state-sanctioned social control strategies:

Transcarceration . . . looks to cross-institutional arrangements between the systems of criminal justice, mental health, and social welfare, in which “clients” of the criminal justice system are shuffled from one section of the help–control continuum to another. By managing “clients” in or outside of the institutional setting, the correctional machinery *expands* to encompass health, welfare, social services, child protection, education, and housing—all of which translates into decentralized *control* and increasingly entails the fitting together of subsystems, rather than the consolidation of one agency in isolation from its alternatives.

By adding gender to her analyses, MaDonna Maidment (2006a, 2006b) illustrates how governance strategies for criminalized women are transcarceral, as similar patterns of exercising social control transcend prison walls and penetrate different spaces. While “the community” is also

structured and governed, this occurs in different ways than it does for the prison, which is characterized as a total institution with top-down and repressive control (see Goffman 1963; and Foucault 1977). Many organizations with connections to the criminal justice system are subject to a seeping saturation of correctional approaches to governance. This ongoing seepage of correctional-type governance strategies is directly tied to funding, and the dependence of many non-profit organizations on government correctional monies to support the lifeblood of their agencies. Being fiscally responsible to the correctional system often requires more liberal and/or supportive organizations to forfeit, for example, a needs-based and/or harm-reduction approach for one that focuses on risk and security. The unfortunate result of this saturation is that community agencies, like the halfway house for women discussed here, increasingly exemplify an amplified reliance on surveillance, monitoring, and cross-reporting confirmation measures reflective of more traditional correctional social control schemas (see Maidment 2006a, 2006b).

In this light, the halfway house actually facilitates the "fitting together" of cross-institutional arrangements (Lowman, Menzies and Palys 1987, 9), as frontline workers engage in a variety of governance strategies to ensure that women comply with the conditions of their parole and that contact with other control institutions is maintained. Women who fail to comply with their probation or parole orders, or with the rules of the halfway house, risk being reported to community supervision authorities (police or probation and parole officers), who may revoke their parole release and return them to prison. Increasing community/public surveillance/governance of criminalized persons not only exemplifies transcarceration, it also demonstrates how different spaces are produced, reproduced, and come to produce spaces that are simultaneously within and outside of the community.

2. COUNTER-LAW

What Richard Ericson (2007) has called "Counter-Law" contributes to this transcarcerative effect by mediating the production of the halfway house as a "grey space." Ericson conceptualizes "Counter-Law" to describe laws of an exceptional nature and their corresponding

surveillance assemblages that aim to manage risky populations. Ericson has devised two forms of Counter-Law. The first, “Counter-Law I,” refers to new laws that “are enacted and new uses of existing laws [that] are invented to erode or eliminate traditional principles, standards, and procedures of criminal law that get in the way of pre-empting imagined sources of harm” (Ericson 2007, 24). Counter-Law I often reinforces criminalization as a political response to situations of uncertain risk, such as parole conditions. Criminalized women are typically identified as a risky population (see Carlen 2005 and Maidment 2006a), and their parole conditions often include, but are not limited to, residing in a halfway house, maintaining employment, attending counselling, abstaining from drugs and alcohol, non-association with individuals who have criminal records, taking prescribed medications, and obeying curfew. Although these acts or behaviours are by definition non-criminal, Counter-Law I, as it operates via parole conditions, effectively allows for these non-criminal acts to be exceptionally prohibited. In order to manage and/or reduce the potential risk of recidivism, women are subject to various forms of surveillance measures in the community (some of which will be discussed below).

Ericson’s second form of Counter-Law, “Counter-Law II,” refers to “surveillance assemblages” deemed necessary subsequent to the enactment of Counter-Law I. “Actors of surveillance” from various institutions and organizations coordinate technologies and efforts in order to monitor the compliance of persons subject to Counter-Law I. For example, to monitor a woman’s compliance with her parole conditions, her activities are scrutinized and documented by parole officers, halfway house frontline workers, social workers, police officers, and doctors, who pass information to one another. These actors of surveillance scan for signs of non-compliance and use disciplinary responses to enforce Counter-Law. Surveillance is not limited to institutional surroundings, in this case the halfway house, but rather extends beyond carceral walls into public and private life. (While Ericson separates Counter-Law I from Counter-Law II, as we have outlined, we shall use the term “Counter-Law” to refer to the broader process in which the terms are related and have related effects.)

Parole conditions as Counter-Law facilitate transcerceral linkages that form “institutional arrangements.” By collectively monitoring a

woman's compliance with her parole ordinances, carceral networks expand to encompass a diverse array of organizations that traditionally stand outside of the correctional arena. Communication between professionals generates a web of surveillance that allows for cross-governance of ex-prisoners as they move through different social spheres. Moreover, any location prohibited by a parole condition becomes subject to surveillance and is absorbed into the transcarceral net. In the context of the halfway house, frontline workers become the primary actors of surveillance as they supervise women's compliance with their parole conditions both inside the house and in the community at large.

3. CONCEPTUALIZING SPACES

Henri Lefebvre (1991) draws heavily on Marx to conceptualize space as reproducing capitalist political-economic relations, and argues that spaces are not pre-social or benign. He suggests that spaces both produce and are produced by the social relations, activities, politics, and movements that take place within the given space. Spaces are produced by the dynamic interaction of three elements: the conceptualization of space, the symbolic representations of space, and spatial practices. The combination of these elements contributes to the meanings that spaces assume and to the material experiences individuals have within different spaces. As planners, scientists, and social engineers conceptualize, create and recreate spaces, they become imbued with and shaped by different sets of ideologies and politics (see Zieleniec 2007). As such, knowledges and discourses that channel particular designs and intentions for the space come to generate symbolic representations that in turn reify the conceptual framing of the space. As Lefebvre puts it (1991, 39), the set of knowledges and discourses "overlays physical space, making symbolic use of its objects, and non-verbal codes, signs, and the physical and visual environment guide how the space is experienced." Lefebvre's theorization of space in relation to capitalist political economy helps in understanding the prison industrial complex and crime control as industry (see Christie 2000). However, this paper focuses primarily on the transcarceral effect of the production of space(s), and how different spaces are linked to the criminal justice

system via cross-institutional arrangements and different surveillance assemblages.

“Spatial practices” refer to the “physical and material flows (of groups, individuals, and commodities), circulations, transfers, and interactions that occur in and across space, structured in such a way as to assure social life is produced and reproduced,” encompassing the “experience of the circulation of goods, people, money, labour power, information, etc., which associates the ownership, use and designation of land within a hierarchy of administrative and organizational divisions of space, with an intrinsic element of social control (i.e. policing and surveillance)” (Zieleniec 2007, 72–73). Ultimately, spatial practices direct how space is used.

If space is socially produced, then, “in addition to being a means of production, it is also a means of control, and hence of domination, of power” (Lefebvre 1991, 26). In our efforts to theorize transcarceral spaces, three spatial distinctions can be made.

“Black space” is the product of the conceptualization and organization of spaces to deny liberty to groups of individuals. Criminal justice and risk discourses underscore the conceptualization of these spaces, and structure the everyday experiences and interactions of those who reside or pass through the black space. Symbolic representations include locked cells/rooms, constant surveillance by different actors (guards, frontline workers, treatment workers, and other administrators), the presence of weapons, and other disciplinary technologies such as the use of institutional uniforms, routines, and codes of conduct (see Foucault 1977). The prison as “a total institution” (see Goffman 1963) is akin to black space, as it combines governance with disciplinary and surveillance strategies that seek not only to punish prisoners, by removing their freedom, but also to reshape and reform them into good neoliberal subjects (see Carlen 2005). Other examples of black space include courtrooms, closed treatment facilities, closed-custody youth homes, and closed-custody mental health facilities.

“White space” includes public and private areas not envisaged as carceral spaces. “The community” can be understood, albeit problematically, as a kind of white space where, while individuals are governed through their freedom (see Rose 1999), they possess the ability to make a variety of decisions about their lives and activities. Just as black spaces

are not entirely un-free, since those who are deprived of their liberty find ways to resist and exert agency (see Foucault 1977; Bosworth and Carrabine 2001; Rhodes 2004; and Kilty 2008), it is obvious that there is no completely neutral, open, and/or free space, and that we are all governed, for example by law, social orders, gender performances, and cultural mores. However, while all spaces are governable and permit or limit certain social practices (see Zieleniec 2007), "white spaces" typically do not have direct relationships with the criminal justice system, beyond traditional and generalized forms of police, security, and surveillance. While public and private spaces are often thought of as opposing one another, they can both be conceptualized as white spaces, in that they remain unattached to the criminal justice system and do not entertain unlimited public access (see von Hirsch and Shearing 2004). All white spaces are subject to governance strategies and surveillance measures to different degrees. For example, there are closed-circuit cameras and other forms of technology in most private and commercial spaces, police patrols on the streets, private security patrols in commercial and private residential spaces, hours of operation, and bylaws that allow private spaces to reject entry by certain persons. Nevertheless, symbolically, white space is marked by the freedom that citizens have to pass through or to use the space as it is designated. Symbolic representations of white space include private residences, public parks, transportation vehicles, streets and sidewalks, and private commercial spaces in which the public is universally invited to spend time. Some white spaces (typically public spaces) are symbolically marked by the presence or absence of time restrictions on potential use of the space (store/park hours), but also by the "openness" of use by the public.

"Grey space" exists as a kind of hybrid between white and black spaces, which illustrates that a space can, at different times, symbolically represent a white, black, or grey space. Halfway houses, probation and parole offices, and open-custody facilities are examples of grey spaces. Halfway houses are named and conceptualized as "spaces in between" because they combine elements of community freedom with criminal justice regulations. They are hybrid spaces, shaped by both criminal justice/prison governance and community freedom, which demonstrates the contradictory and fragmented nature of grey space, and how it can simultaneously foster relations of inclusion and relations of exclusion.

For instance, halfway houses exist as spaces within the community, where residents pass “freely,” albeit with limits/regulations regarding their activities beyond house boundaries. Yet at the same time they are spaces that are permanently bound by carceral affiliations and cross-institutional arrangements. Representations of space in the halfway house reflect both black and white spaces. While the physical space is residential, with private and shared bedrooms, a living room, and a kitchen, other markings symbolic of black space include locks on cabinets, a closed-circuit camera at the entry to the residence, a secluded and locked staff office, and, most importantly, twenty-four-hour surveillance by frontline workers. These symbolic markings can be found in other public and quasi-public spaces, such as department stores, shopping centres, parking garages, and transportation hubs. However, the fact that house residents must answer to frontline workers, and can come to and go from their place of residence only in accordance with the regulations set for them by halfway house rules and Counter-Law strategies, marks halfway houses as a distinct space in tension, rather than as a space that may be reproduced to be *either* a white space or a grey space. The halfway house is, then, a hybrid space that is produced by and reinforces Counter-Law ordinances. It is therefore a transcarceral space, but is ambiguous, a space in transition, in which Counter-Law ordinances represent spatial practices.

We can easily see the effect that Counter-Law has upon spatial practices when we consider that many criminalized persons have zonal restrictions, meaning that they are prohibited from passing through different public spaces—parks, schoolyards, shopping centres, personal residences—or even different streets or whole city areas. For example, women charged with solicitation or drug use are sometimes prohibited from being in areas known to play host to sex trade work and drug sales/use. Similarly, individuals convicted of sexual offences against children are commonly prohibited from being in parks, schoolyards or any other place where there is a likelihood that children will be present (see von Hirsch and Shearing 2004). Such Counter-Law strategies produce divisions between acceptable and prohibited spaces, and attempt to govern the individual’s spatial practices, circulation, and spatiality (see Zieleniec 2007). Consequently, certain white spaces become “grey-washed.”

Counter-Law intrinsically ties halfway houses and other permanent grey spaces to the black spaces of the criminal justice system. However,

in terms of the linkage between transcarceration and the social production of grey-washed spaces, we may consider transcarceration as analogous to an elastic band, which always encompasses fixed black spaces, yet also has a fluid boundary that can stretch outward in any direction to enclose different spaces, actors, and practices. As this boundary moves outward to include traditionally white spaces, the elastic band stretches and fades to grey around the newly enclosed and temporarily grey-washed space. While encompassed within this transcarcerational boundary, spaces become grey-washed, but once the woman passes through and the boundary retracts, letting go the space, actor, and practice, the space returns to being a public/white/community space.

4. THE HALFWAY HOUSE AS A GREY SPACE

The correctional philosophy underlying the halfway house is the concept of cascading, the idea that, with each move through the penal system, correctional authorities reduce a prisoner's security level in order to offer incremental increases in freedom. It is from this notion of cascading that our discussion of black, white and grey spaces emerges. Thus, this typology rests on the discourses of governance advocated by the criminal justice system, which conceptualize the levels of freedom available within black, white and grey spaces. Correctional reintegration discourses idealize and essentialize these three spaces in order to fit them easily into reintegrative and parole release planning. However, it is important to note that black, white and grey spaces are not fixed, nor should they be conceptualized as always already mutually exclusive. Rather, these spaces can be produced and reproduced as one or as another, depending on the social actors crossing its boundaries and the different Counter-Law strategies that govern the individual as well as the space itself.

In Ontario the halfway house is continually (re)produced as a grey space, due to its contractual relationship to the Correctional Service of Canada (CSC) and the provincial Ministry of Corrections and Community Justice, via fiscal responsibilities, court-ordered mandates, and Counter-Law ordinances. This grey space may at first appear to be in a kind of correctional limbo, but, by adopting correctional discourses, the halfway house is produced and in turn produces an actively governed

space, thus becoming permanently grey. While frontline workers may wish to engage in supportive social work, halfway houses are bound by correctional discourses that are underwritten with notions of risk—risk of substance use, risk of unsavoury associations, risk of failing to follow one’s correctional or parole release plan—all of which coalesce into the greatest potential risk, that of reoffending or recidivism (see Maidment 2006a, 2006b). This paper examines the responsibilities of frontline halfway house workers, the techniques they employ to do their work, and how these techniques actually stretch the boundaries of correctional control to produce grey-washed spaces.

5. SPATIAL PRACTICES AND GOVERNANCE STRATEGIES OF SPACE, PLACE, AND TIME

The physical space of the halfway house is highly governed. The permanent “greyness” of this space is evident in the ongoing surveillance of women’s movements, and in the limitations placed on their behaviours and activities within the house. By “movements” we mean the ways in which the women live and use this space. As it is a minimum-security institution, women do not require permission to move between rooms within the house, with the exception of the staff office. While there are no specific times allocated to specific activities (cooking, bathing, hobbies/recreation), “midnight is considered ‘quiet time’ and the women are expected to remain in their rooms—except [for] getting up for a glass of water or going to the washroom or something [of that nature]—in order to keep noise levels down so women can sleep” (Executive Director of the agency, personal communication). While this suggests a certain amount of “freedom” in the house, the women remain under twenty-four-hour surveillance by frontline staff members, who monitor whether or not the women’s actions and movements comply with both house rules and their conditions of parole. By virtue of Counter-Law ordinances, conduct that would otherwise be non-criminal—such as leaving the house without notice, missing curfew or being intoxicated—is considered to be in violation of house rules as well as the individual’s conditions of parole, and is therefore subject to criminal sanction. Where prisons and penitentiaries depend on the use of security

technology (video cameras, security systems, and auto-locking systems on doors) to monitor prisoners, the halfway house relies on frontline workers to perform vigilant spatial practices in order to supervise and document the women's movements within the house and in the community.

Surveillance by frontline workers is primarily exercised via the spatial practice of record-keeping. Frontline workers are responsible for monitoring and recording how women spend their time. Records include information on all the activities of the women, both within and beyond the walls of the house—such as going to work, completing chores, taking medications, using drugs or alcohol (or being suspected of using them) or interacting with the other women in the house—as well as their physical and mental health, suspected or known criminal behaviour, and details on where they go any time they are out of the house. Details are kept in a general house logbook as well as in a separate file for each house resident, both of which are updated daily.

This degree of documentation serves as a tool to monitor how women spend their time, whom they spend it with, and the places in which they spend it. Frontline staff noted that they attempt to record only "facts" in the logbook, "because it is a legal document that can be subpoenaed." This type of supervision creates a detailed profile of each woman's daily life, but the house logbook and the women's individual files also form a legal archive that documents each woman's compliance with her parole conditions. The collected information comprises a series of what we term "living documents" that are actively and continuously produced. These living documents give frontline staff the power to generate "truths" about the residents and events in the house. In practice, staff members have a great deal of discretion regarding what they write, and they often record behaviour that is suspected yet unverified. For instance, one staff member, Yvonne, explained to us:

If I suspect that that someone's using drugs in the house, any sort of illicit type of behaviour, it's written in the log with a note. The women also have their own files. . . . In there we would write something more detailed like "We know for sure they are smoking crack." In the log book it would be suspected, but in their files I might write that I'm pretty sure. . . . You have to write everything

that happens down, but my personal discretions comes in how much detail I put in.

This documentation practice is extremely problematic, because women have limited avenues for recourse, making it unlikely that the statements recorded by frontline workers can or will be challenged. Surveillance in this form serves as a method of producing knowledge (see Haggerty and Ericson 2000) about house residents that may be used in different venues—probation or parole revocation, the courts, treatment access—and even in decisions regarding residential status and whether a woman is eligible to remain in the house or should be evicted. Some women have parole conditions that ban them from certain locations or contain non-association clauses, requiring frontline workers to monitor the women's activities and movements beyond the halfway house and into the community. Therefore, any time a woman leaves the halfway house she must sign in and sign out, and provide frontline staff with the details of where she is going, whom she will be meeting, and the expected time of her return.

When women are prohibited from going into the community unsupervised, staff members must accompany them to their appointments. Interacting with service providers in the community is key to fostering cross-institutional arrangements, as frontline workers become the first point of contact if a woman misses an appointment or violates her parole conditions while in the community. While it is not uncommon for prisoners to be escorted when on day parole, chaperoning ex-prisoners in the community reflects, yet again, the diffusion of carceral techniques into non-carceral spaces and places. In these instances, traditionally conceived public/white/community spaces are “grey-washed” as the criminalized woman circulates through them.

To be clear, we do not want to further stigmatize these women by describing them as if they themselves inherently stain a space grey. Rather, it is by reproducing public/white/community spaces as prohibited and governable that Counter-Law ordinances grey-wash spaces. However, grey-washing is not a permanent stain, so the Counter-Law that generates the grey-washing does not definitively change the original conceptualization or symbolic representations of the space. Counter-Law as a spatial practice is projected and temporarily inscribed onto spaces,

dominating the space while those it is directed towards pass through it (see Zieleniec 2007). In this way, Counter-Law triggers an active grey-washing process that otherwise lies dormant while the woman is outside of the space. Those unattached to criminal justice prohibitions experience the same space unaffected and untouched by grey-washing. This demonstrates that the production of space can invoke inclusionary and exclusionary boundaries, as well as dissimilar meanings and experiences for those within a particular spatial domain (see Lefebvre 1991; and Zieleniec 2007). Thus, grey-washed spaces are temporary and fluid, and can shift, transform, and be produced or reproduced according to a number of potential factors.

The spatial practices that govern spaces are, then, fundamentally bound up with time. Foucault suggested that, like space, time is classified and divided to allow for uninterrupted surveillance, writing that disciplinary technologies are "exercised according to a codification that partitions as closely as possible time, space, movement" (1977, 137). In the halfway house, spatial practices limit the women's movements within specific locales according to curfews and other designations of time. The use of timetables and routines, and the overall documentation of time, allow for more effective control by actors of surveillance. One staff member commented on this aspect of the relentless documentation of time as follows:

[The logbook], it's detailed, it's very detailed, it has everybody's like, when they leave, when they come back, when they are due back. . . . They are even supposed to tell us when they go down for a cigarette and they have to check in with us when they come back. . . . Yeah, if they want to go out then they have to ask, and tell me when they are coming back. I am supposed to get details of where they are going, and get the address, and they have to call in, and check in if they change location.

Surveillance and documentation together reinforce the principles that time should be spent appropriately, as defined by the designated actors of surveillance, and that it should be monitored exhaustively, meaning that no time is unaccounted for or considered idle (see Foucault 1977). Clearly, time is central to the frontline workers' efforts to govern the women's movements (see Brown 1998). In no instance is this more evident than

in the case of enforcing a curfew, which “varies from woman to woman dependent upon their parole or probation conditions. The house enforces those conditions” (Executive Director of the agency, personal communication). Yvonne explains: “Federally sentenced women have very strict [conditions]. If they are not home ten minutes after their curfew, we have to call police, and they are breached and they go back to jail.” Participants explained that breaching curfew is one of the most common parole violations that results in federally sentenced women being charged and returned to prison. Further, if a woman leaves the house without notifying staff, she is considered “absent without leave” and staff members must notify the police so that charges can be laid. In this light, simply being absent from the boundaries of the halfway house and being spatially unknown for a period of time can be a criminal offence. In the context of the halfway house, time becomes a disciplinary technology used to govern house residents through their freedom in their efforts to come and go (semi)freely (see Rose 1999). Time contributes to the production of the halfway house as a grey space, as it is the main parameter through which frontline workers engage in the spatial practices used to govern house residents, who become simultaneously part of the community and apart from it.

Not only do frontline workers govern how and where women spend their time, they also engage in other key carceral control strategies, namely, the medicalization of criminalized women. Given the ongoing correctional reliance on psychiatric discourses and medications, it is not surprising that halfway house workers have adopted psy-medical language in their discursive production of criminalized women. In so doing, we theorize how this cross-institutional arrangement has both grey-washed medical spaces and medicalized the halfway house space, as well as how mental health governance in the halfway house exists as a spatial practice exercised by frontline workers.

6. MENTAL HEALTH GOVERNANCE IN THE HALFWAY HOUSE: GREY-WASHING MEDICALIZED SPACES/MEDICALIZING GREY SPACES

More than being transcarceral, governance strategies are actually trans-institutional. For instance, critical criminologists have long discussed

the intersection of the institutions of criminal justice and mental health care (see Cohen 1985; and Rhodes 1994, 2005). However, as a result of transcarceration, the boundaries of each institution, and the ways in which they approach interacting with, helping, treating, rehabilitating and governing those with whom they come into contact, have blurred (see Cohen 1985). Frontline workers in the halfway house adopt psy-medical discourses as their work roles now require that they act as psy-medical *administrators*. For example, as contractually required by the CSC and as outlined in halfway house policy, all prescription medications for the residents is in the possession of the house staff, meaning that it is kept under lock and key in the staff office. As with the detailed record- and logbook-keeping regarding the women's movements, the medication policy for the halfway house states:

Before medication is distributed to a woman, the Women's Binder, Medication section, is consulted to check on the last dosage (time, date, and number of pills given). As soon as medication is given, the time, date, and number of pills given is recorded on the appropriate form in the Women's Binder.

While the house medication policy also maintains that each woman is to "self-administer" her medication, staff members supervise the taking of all drugs, including over-the-counter medications, which must be taken in the staff office in the presence of a staff member. This means not only that frontline workers are in possession of, and determine access to, all medications, but also that they are required to ensure that the women are "self-administering" the correct dosage of the medication. Due to the cross-institutional arrangements between psychiatric and correctional discourses and practices, the psychology-related work of frontline staff members contributes to the production of the halfway house as a permanent grey space. Like the power struggle that occurs between psychiatric professionals and women in prison (see Horii 2000; Kendall 2000; Pollack and Kendall 2005; and Pollack 2006), house staff members actualize psychiatric medication and care as an avenue for strategic governance, where failure to comply with house or parole regulations calls for breach of parole and subsequent reimprisonment:

I give it to them and they have to take it in the office, because they have psychotropic drug issues. On one of my first shadow shifts, a woman tried to take her meds out of the office, and the woman I was shadowing was like, "She has to take them in the office," and the woman was mad, she was like, "Ahhh, it's my medication, why can't I just take them wherever I want?" Well, there's rules for a reason. . . . You don't feel a sense of authority until you see that you have to lay the law down.

In order to monitor the women's consumption of medications, staff members count the number of pills in each bottle each night to ensure that there are no inconsistencies. One staff member, Veronica, stated that this practice of counting medications is "to ensure the safety of the women and for liability reasons, you know, so no one accuses staff of stealing medication." From Veronica's perspective, the meticulous documentation of medications is a governance mechanism that fosters bidirectional surveillance and creates a hypervisible medications process that deters drug misuse and also protects staff from accusations of wrongdoing. Documenting psy-medical information in such a thorough manner has four important outcomes. First, this process generates a living record of the administration of all drugs in the house. Second, it ensures the posterity of staff reputations. Third, it allows staff to monitor the health and safety of the house residents. Fourth, it creates a false sense of personal responsabilization of the women in taking their own medications. In this way, residents of the halfway house are governed through their freedom (see Rose 1999) to be agreeable and compliant residents and patients of psychiatric care. The living record is a biopolitical technology or regulatory control that is always already active, changing, and being produced and reproduced as a practice of biopower (see Foucault 1978; and Rabinow and Rose 2006). It provides halfway house workers with a technology of discipline that encourages the women to regulate their psychiatric and medical health according to psychiatric and correctional mandates, which in turn ensures that staff members maintain their identities as arbiters of psychiatric expertise.

The practice of disallowing the women the right to retain and dispense their own medication reflects the infiltration of the correctional zeal for medicalizing criminalized women through two different community

based systems of control: the halfway house medication reporting policy, and probation and/or parole conditions. Mandating women to continue taking psychiatric medication as a parole condition places frontline workers in the precarious position of being both counsellors and parole informants. If a woman refuses her medication, frontline staff members are expected to report her refusal to the woman's parole and/or probation officer. This parole condition ensures a certain degree of correctional control over how mental health care for criminalized women is exercised, while simultaneously denying the women agency regarding how they choose to address their own mental health concerns. It is this interconnection between criminal justice and psy-medical expertise and discourse that at times medicalizes the grey space of the halfway house, and also grey-washes medicalized spaces as women pass through them in the community.

The ongoing and ever-increasing reliance of corrections on psychiatric care in the form of prescription psychiatric medications (see Rhodes 2004; and Kilty, forthcoming) has important implications for the production of medicalized and grey/grey-washed spaces in the community. We found that halfway house staff members are not only accepting of psychiatric diagnoses, they actively engage with psychiatric knowledges as though they themselves are psychiatric experts. For example, when questioned about the different roles she is required to play as a frontline worker, Ellie referenced her multiple responsibilities:

You know, sometimes I feel like I'm a doctor, a nurse, a psychiatrist, a psychologist, all in one. Because I have to be quick, right, and sometimes women need to be explained that . . . "This would be a good medication for you to start on." Like I'm really good with meds, um, I've worked for ten years in a mental health shelter, supportive housing for women, so I've got a really good base on meds, so I pretty much know, I'm not a doctor, but I'm telling you, maybe I should be, sometimes I'm better than the doctors themselves. This morning I made an appointment for a woman . . . to change her meds 'cause she's not doing well and she needs her meds recalibrated.

Despite the fact that the house medications policy directly states, "Staff members are not trained medical professionals and cannot make

medically-based decisions,” staff adopt the role of health and mental health care *advisers* and *administrators*. Unfortunately, due to the lack of community resources, workers in this halfway house have become Jacks of all trades in terms of service provision. In the halfway house setting, the transinstitutional connection between correctional and psy-medical discourses and practices manifests the medicalization of this grey space, in particular, the staff office where medications are kept under lock and key, and where staff members must witness and document the women taking their medications. Transcarceration evolves in different ways. Here, this transinstitutional connection helps to produce a hypervisible medicalized space within the walls of a permanent grey space.

The Counter-Law ordinances that require some women to engage with psychiatric interventions are technologies of disciplinary power that work both to reproduce the halfway house as a permanent grey space, but also to grey-wash medicalized spaces in the community—such as substance treatment centres, methadone clinics, doctor’s offices that conduct urinalysis, and counselling and other psychological/psychiatric spaces—as the women circulate through them. Subsequently, this instance of transinstitutionalization also effectively grey-washes psy-medical discourses and practices in the halfway house space, which not only medicalize women, but also generate biopower as a mechanism of ongoing surveillance and recording of psy-medical knowledges pertaining to the population.

The halfway house exists as a space in tension. Ultimately, psychiatric interventions, including prescription medication, remain a key component of prisoner governance. Medication orders are an important part of correctional Counter-Law strategies that push the boundaries of transcarceration outward to include psycho-medico discourses and practices. The extensive use of psychiatric medication echoes from prison to community control strategies, existing as a technology of disciplinary power that assists in creating a broader transcarceral environment. This linkage between psychiatry and corrections further entrenches psychiatric care via medicalization as the preeminent form of intervention for criminalized women, to the point where correctional and community “authorities” rarely envision psychiatric care in any other form.

CONCLUDING REMARKS

In this brief paper we have outlined not only how halfway houses for women exiting prison exist as extensions of carceral control, but how frontline workers actually facilitate the diffusion of decentralized control through their surveillance, governance, and disciplinary strategies, which are similar to those exercised in prison. Exemplifying our claim are the myriad roles that frontline workers fulfil in the realm of supervision, and their ability to shift between responsibilities as support workers, counsellors, correctional liaisons, and medical administrators or advisers. We also found that increasingly demanding probation and parole orders require intense surveillance of house residents by frontline workers, both inside the halfway house and in the community. More to the point, the mandated use of psychiatric medications illustrates the ongoing zeal for medicalizing women even after their release from prison. As a result of these Counter-Law strategies, many non-criminal actions are criminalized and sanctioned. Indeed, interviewees reported that many of the house residents are unable to complete their time without breaching their conditions. The majority of them are charged for non-crime-related violations, a persistent fact for criminalized women in the community (see Belcourt *et al.* 1993; and John Howard Society of Alberta 2001).

As a result of transcarceration and transinstitutionalization, released women are denied agency in much the same way that women in prison are. For example, they are not able to refuse psychiatric medications if it is a parole condition that they continue taking them. Ultimately, Counter-Law and governance strategies define the parameters of these women's movements and choices in their everyday lives, even in the most mundane situations. The ability to assert agency is therefore usurped and replaced with a regulatory system where women are relegated to a decision-making position subordinate to that of the institutional powers that be. By reproducing community spaces as grey or grey-washed spaces, transcarceration obliges women to remain dependent on care/control actors of surveillance for lengthier periods of time. Women living in halfway houses are unable to come and go "freely," despite their release from prison, illustrating the fact that the boundaries of any given space are at once binding and governable, permeable and penetrable, and ultimately inclusionary and exclusionary.

NOTES

1. Assistant Professor, Department of Criminology and Department of Social Science of Health, University of Ottawa (jkilty@uottawa.ca).
2. Doctoral student, Department of Sociology and Anthropology, Carleton University (leah.devellis@gmail.com).

REFERENCES

- Belcourt, Ray, Tanya Nouwens, and Linda Lefebvre. (1993). "Examining the Unexamined: Recidivism Among Female Offenders." *Forum* 5:3.
- Bosworth, Mary, and Eamonn Carrabine. (2001). "Reassessing Resistance: Race, Gender, and Sexuality in Prison." *Punishment and Society* 3, 501–15.
- Brown, Allison. (1998). "Doing Time: The Extended Present of the Long-term Prisoner." *Time and Society* 7, 93–103.
- Carlen, Pat. (2005). "Imprisonment and the Penal Body Politic: The cancer of Disciplinary Governance," in *The Effects of Imprisonment*, ed. Allison Lieblich and Shadd Maruna. London: Willan, 421–41.
- Cohen, Stanley. (1985). *Visions of Social Control*. Cambridge: Polity.
- Conrad, Peter. (2007). *The Medicalization of Society*. Baltimore, MD: Johns Hopkins University Press.
- Ericson, Richard. (2007). *Crime in an Insecure World*. Cambridge: Polity.
- Foucault, Michel. (1977). *Discipline and Punish: The Birth of the Prison*. Harmondsworth: Penguin, 1977.
- Foucault, Michel. (1978). *The History of Sexuality*, Vol. 1: *The Will to Knowledge*. Harmondsworth: Penguin.
- Foucault, Michel. (1980). *Power/Knowledge: Selected Interviews and Other Writings, 1972–1977*. Hemel Hempstead: Harvester Wheatsheaf.
- Goffman, Erving. (1961). *Asylums*. New York: Doubleday.
- Haggerty, Kevin, and Richard V. Ericson. (2000). "The Surveillant Assemblage." *British Journal of Sociology* 51, 605–22.
- Horii, Gayle. (2000). "Processing Humans," in *An Ideal Prison? Critical Essays on Women's Imprisonment in Canada*, ed. Kelly Hannah-Moffat and Margaret Shaw. Halifax, NS: Fernwood, 104–16.
- John Howard Society of Alberta (2001). *Halfway House*. John Howard Society of Alberta. Online at <http://www.johnhoward.ab.ca/pub/halfway.htm> [consulted June 1, 2010].

- Kendall, Kathleen. (2000). "Governing Female Prisons through the Psychological Sciences," in *An Ideal Prison? Critical Essays on Women's Imprisonment in Canada*, ed. Kelly Hannah-Moffat and Margaret Shaw. Halifax, NS: Fernwood, 82–93.
- Kilty, Jennifer M. (2008). "Resisting Confined Identities: Women's Strategies of Coping in Prison." Ph.D. dissertation, Simon Fraser University.
- Kilty, Jennifer M. (forthcoming). "Governance through Psychiatrization: Seroquel and the New Prison Order." *Radical Psychology* 8:1.
- Lefebvre, Henri. (1991). *The Production of Space*. Maldon, MA: Blackwell.
- Lowman, John, Robert J. Menzies, and Ted Palys. (1987). "Introduction: Transcarceration and the Modern State of Penalty," in *Transcarceration: Essays in the Sociology of Social Control*, ed. Lowman, Menzies, and Palys. Aldershot: Gower.
- Maidment, Madonna R. (2006a). "Passing the Buck: Transcarceration Regulation of Criminalized Women," in *Criminalizing Women*, ed. Elizabeth Comack and Gillian Balfour. Halifax, NS: Fernwood, 267–81.
- Maidment, Madonna R. (2006b). *Doing Time on the Outside: Deconstructing the Benevolent Community*. Toronto: University of Toronto Press.
- Pollack, Shoshana. (2006). "Therapeutic Programming as a Regulatory Practice in Women's Prisons," in *Criminalizing Women*, ed. Elizabeth Comack and Gillian Balfour. Halifax, NS: Fernwood, 236–49.
- Pollack, Shoshana, and Kathleen Kendall. (2005). "Taming the Shrew: Mental Health Policy with Women in Canadian Federal Prisons." *Critical Criminology: An International Journal* 13:1, 71–87.
- Rabinow, Paul, and Nikolas Rose. (2006). "Biopower Today." *Biosocieties* 1, 195–217.
- Rhodes, Lorna. (1994). *Emptying Beds: The Work of an Emergency Psychiatric Unit*. Berkeley, CA: University of California Press.
- Rhodes, Lorna. (2004). *Total Confinement: Madness and Reason in a Maximum Security Prison*. Berkeley, CA: University of California Press.
- Rose, Nikolas. (1999). *Powers of Freedom: Reframing Political Thought*. New York: Cambridge University Press.
- Sim, Joe. (2006). "At the Centre of the New Professional Gaze: Women, Medicine, and Confinement," in *Women, Madness and the Law: A Feminist Reader*, ed. Wendy Chan, Dorothy Chunn, and Robert Menzies. London: Glasshouse/Cavendish, 211–26.
- Ussher, Jane. (1991). *Women's Madness: Misogyny or Mental Illness*. Amherst: University of Massachusetts Press.

- von Hirsch, Andrew, and Clifford Shearing. (2002). "Exclusion from Public Space," in *Ethical and Social Perspectives on Situational Crime Prevention*, ed. Andrew von Hirsch, David Garland, and Alison Wakefield. Oxford and Portland, OR: Hart, 77–96.
- Zieleniec, Andrzej. (2007). *Space and Social Theory*. Los Angeles, CA: Sage.

VIII

Spare Some Social Change?: Older Women's (Re)Integration Struggles in Neoliberal Communities

by

Laura Shantz¹

INTRODUCTION

Women leaving prison are confronted by many immediate needs, but shelter, food, a source of income, and access to health services top the long list of basic requirements. For older women leaving prison, these needs both intensify and multiply as they face the challenges of being ex-prisoners who are growing older. Older ex-prisoners have often experienced long-term exposure to correctional regimes that regulate their behaviour according to a set of norms (see Foucault 1979; and Wahidin 2004). As they re-enter society after experiencing the controlling environment of the prison, older female ex-prisoners often feel overwhelming pressure to conform to their new environment and to social expectations, even though they are often ill-prepared for these challenges and unable to conform. However, the professionals who work most closely with women exiting prison do not see a need for *individual* change. Rather, they problematize the neoliberal policy environment, and contemporary discourses that individualize and responsabilize citizens, highlighting a need for a broader *social* change in the treatment

of older (re)integrating women. Drawing on governmentality theories, I examine women's struggles in the community by exploring how individuals, rather than the social environment, are responsabilized in order to effect behavioural and lifestyles changes.

1. OLDER WOMEN AND (RE)INTEGRATION

The population of older female ex-prisoners consists of women aged fifty years and older who have experienced imprisonment and who are living in communities with or without ongoing state surveillance. Women are considered to be "older" at fifty years, rather than the more typical sixty or sixty-five years, because the harsh conditions in prisons, the marginal lifestyles, and the lifelong poor health care that many prisoners experience accelerate the ageing process, exposing them to challenges normally confronted by seniors (see Uzoaba 1998; Wahidin and Tate 2005; and Wahidin 2006). Ron Aday (2003) notes that many older female prisoners suffer from chronic health conditions, some of which stem from the poor diets, insufficient exercise, and detrimental mental health impacts associated with incarceration. These women face intersecting challenges based on their gender, age, abilities, and racial and class markers (see Shantz, Kilty, and Frigon 2009). Any one of these areas can constitute a disadvantage, causing women to face discrimination or criminalization. However, their cumulative effects can be much stronger, causing women greater disadvantages and placing them at the margins of society. These conditions pose unique challenges as older women return to the community.

While communities can take many forms, including virtual communities and kinship networks, here my focus is on physical, geographical communities. Depending on where a woman is released, she may benefit from special resources and support or encounter challenges and hostility. Thus, the community can be a significant factor in determining whether or not a woman remains on the outside after release (see Holtfreter, Reisig, and Morash 2004). Members of a community do not share the same advantages and opportunities within their environments. Often, those who are relatively advantaged receive the greatest benefits (see Bourdieu 1993). In addition, communities

may ostracize those who “don’t belong” or do not fit in (see Brody and Lovrich 2002). Community spaces are often considered to be the property of the young and are sometimes seen as out of bounds for older adults, who are depicted as frail and weak (see Shilling 1993; and Tulle and Mooney 2002). While the acceptance of ex-prisoners into communities varies, based on these and other local attributes, research has shown that the communities into which ex-prisoners integrate are often marked by a lack of resources (see Richie 2001; Robinson 2003; and Maidment 2006). While communities can provide many benefits, they can also create further challenges for (re)integrating ex-prisoners.

Researchers have challenged the notion of “successful reintegration,” arguing that the notion is misleading: many criminalized women lack social ties and were never truly integrated into their communities in the first place, making *reintegration* impossible (see Richie 2001; Maidment 2006; and Shantz, Kilty, and Frigon 2009). The idea of success is also contested. While the mission statement of Correctional Service Canada (2007) links the term to desisting from crime, exercising self-discipline, and engaging in pro-social behaviours, ex-prisoners themselves often view short periods of independent community living as successful (see Comack 1996; and Maidment 2006). The disparity between these definitions highlights the dissonance facing ex-prisoners. They often struggle to meet their own modest expectations, but are judged based on standards set by correctional officials who have not faced the same disadvantages and challenges (see Comack 1996; Hannah-Moffat 2000; and Maidment 2006).

Despite their marginal positions and limited social ties, ex-prisoners are expected to rely on their families and communities for support (see Silverstein 2001; and Maidment 2006). Ex-prisoners with social networks and connections linking them to others can benefit from these ties, which can help them to fit in, gain access to resources, and structure their time (see Bourdieu 1993; Harm and Phillips 2001; O’Brien 2001; Castel 2002; and Farrall 2004). However, community ties, where they exist, are not uniformly beneficial. Generally, these ties reinforce existing class positions, providing the greatest benefits to those who are already advantaged (see Bourdieu 1993). For those without these ties, communities can reinforce poverty and marginality, or exert excessive pressure to obey dominant norms and values, resulting in

exclusion or ostracism for those who are unwilling or unable to conform (see Brody and Lovrich 2002; Reisig, Holtfreter, and Morash 2002; Severance 2004; and Bezanson 2006). As neoliberal states shift responsibility for monitoring ex-prisoners to their families and communities, their social ties are mobilized to extend state surveillance (see Foucault 1991; Garland 1997; and Silverstein 2001, 2005). Ex-prisoners who lack friends or family ties experience stigma due to their criminalization, and enter marginal communities with few resources or with social networks that promote criminal lifestyles. They may therefore find that communities hamper their prospects for (re)integration (see Severance 2004; and Uggen, Manza, and Behrens 2004).

2. (RE)INTEGRATION AND GOVERNMENTALITY

Foucault (1979) described a broad shift in penal practices and social control strategies in Europe in the 18th century, as states moved from physical punishment to mental discipline. Prisoners came to be subjected to routines that sought to shape and “normalize” their behaviour, as well as surveillance to ensure their conformity and punish transgressions. These practices attempt to make prisoners internalize discipline, transforming them into “docile bodies” acting in their “own” and society’s best interests. Docile bodies allow the state to govern at a distance (see Foucault 1991; and Garland 2001), limiting the need for direct, physical control. As professional rationalities of discipline have grown, they have spread outwards from the correctional environment into communities (see Cohen 1985). Theorists have explored the manifestation of disciplinary techniques in society, both through formal state mechanisms of surveillance by police and parole authorities (see Silverstein 2001; Maidment 2002; and Norris and McCahill 2006), as well as through routinized discipline in other structures, including schools, workplaces, and the home (Simon 1994; Adams 1997; Moore 2000; and Gleason 2003). More recently, according to the Foucauldian view, disciplinary techniques have become entwined with governmental rationalities. Now individuals are expected to internalize discipline and control their own behaviour, acting in their own best interests without the intervention of the state (see Foucault 1988, 1994; and Rimke 2000). Disciplinary

techniques are not supplanted: rather, they are augmented, strengthened, and ultimately internalized. In practice, these rationalities are enmeshed with discourses of risk, which attempt to identify and control “dangerous” activities, situations, and individuals (see Garland 2001; and Hannah-Moffat 2001).

Canadian correctional regimes use risk technologies and discourses to assess women’s chances of reoffending, and subsequently use disciplinary practices and discourses of self-responsibilization, or “empowerment,” to transfer accountability for women’s social (re)integration on to the women who are released and away from the state (see Rose 1996; Hannah-Moffat 2000, 2001; and Cruikshank 2001). To secure release into the community, prisoners must enter a regime of self-responsibilization, presenting themselves as “good risks” or as non-risky, subjecting themselves to a myriad of surveillance regimes, and taking full responsibility for their own “success” or failure upon release (see Rose 1996; Hannah-Moffat 2000; and Silverstein 2001, 2005). This process isolates women from state and community support, individualizing risk and denying collective responsibility (see Cohen 1985).

3. METHODOLOGY

The research presented in this paper comprised an extensive review of (re)integration literature and a small qualitative exploratory study of the (re)integration experiences of older female ex-prisoners in Ottawa. As there are very few older female ex-prisoners, and many of them are difficult to locate, interviews were conducted instead with five individuals who work with this group of women. The participants were recruited through referrals from, and requests to, non-governmental organizations, including the Elizabeth Fry Society of Ottawa, the Canadian Association of Elizabeth Fry Societies, and Lifestyle Enrichment for Senior Adults (LESA), a non-profit group offering addictions counselling to adults aged fifty-five and older. Based on variations in their own backgrounds and in their clientele, these professionals discussed the experiences of women who grew old in prison, those who were criminalized throughout their lives, and those who were in conflict with the law for the first time, this last category covering the majority of older individuals in conflict

with the law (see Uzoaba 1998). In the transcripts of these interviews, references to women's friends, families, and social networks were coded as "social capital," while participants' discussions of problems and challenges in the social environment beyond their control were coded as "areas for social change."

4. PRESSURE TO CONFORM

While communities may be markers of freedom and sites of support for (re)integrating ex-prisoners, they are also sites of surveillance, control, and "risk" (see Garland 2001; Silverstein 2001; and Brody and Lovrich 2002). After prison, new and unstructured community environments can create fear and anxiety. Risk discourses highlight increasing social desires for safety, encouraging individuals to modify their activities and behaviour to prevent potential victimization (see Rose 1999; and Garland 2001). Indeed, (re)integrating women, now further from the correctional gaze, employ surveillance and risk management to structure their lives.

One interviewee, Mary, indicated that older women are particularly susceptible to these discourses, absorbing them and subsequently curtailing their activities in response. In Ottawa, most community programmes and services are based in the downtown core, exposing older women to locations and situations that they consider dangerous:

I think that there's more fear from elderly women, especially in [downtown Ottawa, of] going out alone. You don't know, uh, you know, if somebody's going to mug you or rob you, uh, so I think that fear is magnified in the elderly population. Not just criminalized elderly women, but elderly women in general. So I think that's a factor that comes into play when you're looking at getting out in the community and becoming engaged in activities and programmes.

Tania, another interviewee, also explored this idea, highlighting how fear bars women from seeking help:

I know a lot of senior women are saying, “I don’t want to go on OC Transpo [Ottawa–Carleton Regional Transit]. There’s a lot of crime, there’s a lot of violence, and I don’t want to subject myself to that,” especially in terms of theft, and thinking that, you know, “I’m at the Rideau Centre, someone might try to mug me.”

Tania and Mary’s comments highlight a transition in the social representations of older women and in their perceptions of themselves. They are transformed from being frightening prisoners (itself an exaggeration of any risk they may pose) to being frightened women who experience heightened concerns about their personal safety after their releases (see Robinson 2003; Wahidin 2004; and Maidment 2006). This fear can expand to extraordinary proportions for older women living in apartment buildings, as Tania points out with reference to the television channel that allows residents to watch security-camera footage of an apartment building’s lobby:

It’s amazing how many of them will just put on that Channel 63 that they have programmed in their apartment, and sit there and watch it all day for fear of who’s coming and going from the building.

These examples highlight how neoliberal discourses of risk affect older women’s lives even after prison, as they discard regular routines in favour of isolation and a perceived sense of safety.

Older women also internalize social and cultural discourses, which similarly contribute to the self-regulation of their behaviour. These women face extreme stress and strain when they cannot or do not live up to the perceived expectations of elders, and are cast as “mad, sad or bad” (Codd 1998, 187). This “failure” and the resulting shame can lead women to limit their social networks. For example, another interviewee, Kim, described the fear associated with revealing one’s criminal history: “one of the women just recently was saying, ‘How am I going to tell my grandchildren that I was in prison?’” Kim indicated that the woman felt shame and feared rejection, despite having a supportive family. Tania also illustrated women’s fears of being “found out” by their neighbours and communities: “There’s always that concern of, ‘Am I being talked

about? Am I wanted?” While many ex-prisoners grapple with acceptance from others, older women’s social scripts often demand higher levels of conformity than those of younger prisoners (see Wahidin 2004; and Mandell 2005). Older women internalize harmful social discourses, limiting their lives and activities for fear of being “found out” and rejected (see Maidment 2006).

While neoliberal rationalities and discourses attempt to turn criminalized individuals into responsible, self-governing citizens (see Hannah-Moffat 2000; Silverstein 2001; and Maidment 2006), the people subjected to these tactics are rarely able to fully conform. Indeed, the criminalized are expected to continually improve and voluntarily submit to “experts” for advice, despite their often troubled relationships with such experts (see Cohen 1985; Rimke 2000; and Maidment 2006). When conformity breaks down and women come into conflict with the law, they are pressured to isolate themselves, to remove themselves socially and physically from their communities. Another interviewee, André, indicated that in extreme situations neighbours may use harassment instead of ostracism to punish transgressions from social norms:

In a seniors’ building, uh, what you see on the schoolground for bullying, it’s ten times worse in a seniors’ building, because for them it’s recess, and noon hour is twenty-four/seven. And I had a client where, you know, her doorknob was greased, they were placing dead birds and animals in front of her door, they even, somehow or another, got into the mailbox and opened her mail. And she would be constantly bullied by her peers, because of the justice system, because the police were knocking on her door, because, you know, she had the parole officer coming . . . That’s hard. And she lived in that environment. And it’s subsidized, and it’s not really easy, it’s really difficult, to get subsidized housing, but even if she would ask for a transfer, would it be different from that building to another building? Probably not.

Here, neighbours’ surveillance, judgement, and punishment have replaced the state’s penal regimes to control an individual who is seen as non-conforming, and they have meted out a punishment that is indefinite and much harsher. As a result, some older women limit their

social interactions in order to protect themselves from potential negative reactions from other members of the community.

5. PUSHING BACK: SOCIAL CHANGE

Like all ex-prisoners, older women must attempt to integrate into communities that pressure them to conform to social norms. Many women submit to these pressures, live up to their “low risk” labels, and neither reoffend nor return to prison, yet they also limit their social interactions and fail to integrate into community life. As the interviewees noted, these experiences may harm older women’s lives and relationships, exacerbating the punishment delivered by the justice system. Instead of expecting older women to meet social norms, the interviewees problematized women’s interactions with neoliberal discourses that assume that prison is an ideal punishment, and that everyone has equal opportunities to make independent choices and succeed (see Rose 1999; Hannah-Moffat and Shaw 2000; and Rimke 2000). They indicated that social changes are needed to limit the damage caused by neoliberal discourses and rationalities.

To counter women’s marginal positions, they need to be able to live comfortably in the community, with access to programmes and services as well as basic financial security (see Holtfreter, Reisig, and Morash 2004). All five interviewees indicated that older women leave prison only to enter extreme poverty, which limits the possibilities for (re)integration. According to Mary:

CSC [Correctional Service Canada] grants an allowance of four dollars and ten cents per day to all women and men on parole, but I don’t think that the needs for the elderly women and the younger women are the same, and cost the same. So, when you’re elderly and you have to—you have to be more careful about your diet, you may need vitamin supplements, you may need, you know—this is being very stereotypical, but Depends [incontinence diapers]—you may need—you need things that are different than from when you’re younger, and tend to be more expensive, and I think that, um, CSC might have to take a look at compensating specialized populations for their needs.

Contemporary discourses on ageing draw on neoliberal ideas of self-responsibilization and autonomy, indicating that “healthy ageing” is a product of individual choices and effort (see Rowe and Kahn 1997). These discourses turn ageing into a “technology of the self,” meaning that one must work on oneself to achieve a positive and successful old age (see Foucault 1988). By prescribing activities necessary for healthy ageing, these discourses make “health” a moral state, pathologizing and devaluing older marginalized and criminalized women who cannot conform to these ideals (see Reeve 2002; Holstein and Minkler 2003; and Calasanti, Slevin, and King 2006). However, by restricting women’s financial means the state also limits their ability to make choices, reducing the possibility of ageing successfully. Similarly, researchers have noted that a lack of community resources disproportionately harms the disadvantaged, resulting in further marginalization (see Comack 1996; Richie 2001; Chunn and Gavigan 2006; and Maidment 2006). The five interviewees highlighted the lack of accessible and appropriate programmes and services for older women, and recommended increasing their quantity and relevance to ensure these women’s ability to function in the community. Tania, for example, argued that the state should

offer more programmes and services, go on site, make it, um, you know make it mandatory that every nursing home or every senior building has community-based resources . . . and, obviously, more mental-health-related services for them, or health care services. I just think that the list goes on and on.

The interviewees pointed out that, if self-responsibilization is expected, it must also be enabled and facilitated through adequate living allowances and much-needed services.

While the interviewees identified policy changes that could help older female ex-prisoners, they also noted the need for ideological changes. Contemporary society encourages autonomy, but also conformity, subjecting people who are unable or unwilling to make “wise” choices to correction and monitoring (see Pratt 1999; and Brody and Lovrich 2002). In addition to questioning the practice of criminalizing older women as a whole, the interviewees stressed what they saw as the need to educate the public regarding the needs of women, older adults,

and individuals in conflict with the law to better serve older women and facilitate their integration into communities. The interviewees noted how discourses of self-governance have desensitized people to older women's needs and realities. For example, André warned that ignorance limits society's understanding and acceptance of different others:

We need to educate our society, get them to understand what, you know, mental health, addictions, is all about. I mean, there are some older women that, I'm sure, they get stuck in the justice system that have no mental health and addiction problems, but I think there are probably few of them.

Neoliberal discourses idealize youth and affluence, attempting to homogenize populations through consumption. As a result, social understandings of, and tolerance for, differences are replaced by harsh judgements that deepen social rifts and reinforce inequalities, often causing disproportionate harm to women (see Adams 1997; Abu-Laban and McDaniel 2005; and Maidment 2006).

While one might expect other members of communities to lack understanding, service providers' ignorance of differences in individual abilities and needs is more shocking, especially as they are often touted as "experts" with specialized knowledge of their clients' needs (see Cohen 1985). Indeed, service providers are often armed with knowledge of older women's low risks and high needs (see Uzoaba 1998; Aday 2003; and Wahidin 2004), so one might assume that they would be eager to facilitate their (re)integration. However, Kim noted that this is not the case. She discussed ignorant professionals, sharing the story of an older woman whose workers proposed unfeasible reintegration plans:

One woman . . . [was] just being hopping mad one day because the issue—she was told by . . . her primary, who was the age of, as she says, the age of her youngest daughter, [twenty-five] and she was telling her, "You should think about going back to school." And you know, this woman was forty-nine at the time, and she said, you know, "That's all, like, great, how am I gonna pay for it? And then what do you want me to do once I go back to school? Like, who's gonna hire me when I'm finished?" She would have

had to upgrade her high school, then go to university. . . . By the time she finished she would have been minimally fifty-five, more likely closer to sixty. You know, the reality is, who is going to hire you then?

Kim connects professionals' ignorance with older women's limited prospects for (re)integration. Older women face the cumulative effects of gender- and age-related discrimination in employment and education, limiting their options for self-sufficiency and (re)integration in their communities.

Tania also examined the intersecting nature of older women's needs, many of which are misunderstood by care providers. When asked how to better serve older women, she noted a need for education on age and cultural issues, as well as the intersecting hardships affecting older women:

I think it's to have a better understanding of what types of issues face these particular women, in terms of isolation being number one, and understanding commitment back to family, you know, and if they go and steal, and they're trying to support their family, that there's another thing that needs to go with that, besides just prevention around theft.

Some older women are harmed by ageist labels that presume incapacities. Others suffer when their age, social circumstances, and individual abilities to self-govern and integrate are not realistically considered (see Maidment 2006; and Grenier and Hanley 2007).

Neoliberal discourses affect all aspects of women's lives after prison. They are subject to surveillance regimes, risk discourses, social ostracism, and a correctional system that responsabilizes them for their own (re)integration. André connected these discourses, and asserted that people in general should be made more aware and understanding of intersecting challenges, including poverty, criminalization, marginalization, addictions, and mental illness, to create positive outcomes. In particular, he referred to two provincial social assistance programmes, the Ontario Disability Support Program (ODSP) and Ontario Works (OW), as well as the Canada Pension Plan (CPP) and the Community

Care Access Centre (CCAC), a health and independent living support network, but the point he made applies more broadly:

I think that's kind of a bigger-picture, kind of a systematic, societal, cultural thing. I think if we understand more, in our society, I think we'd be able to serve them better, you know, and that means our ODSP and OW and maybe CPP or whoever's connecting with them with their pension would judge them less, their doctors and nurses might judge them less, their CCAC workers might judge them less, you know, their peers in their senior buildings might judge them less.

CONCLUSION

Neoliberal discourses construct individuals as autonomous citizens who are responsible for their own care, control, and well-being. This construction enforces conformity, largely ignoring individuals who are unwilling or unable to meet these standards, and hiding social inequalities. Older criminalized women face intersecting challenges, which are exacerbated by the neoliberal discourses that responsabilize them for circumstances that are often beyond their control. If they fail to act in “acceptable” ways, and do not submit to social expectations and norms, they face marginalization and ostracism, and are further criminalized, despite the minimal risk they pose. These pressures come not just from society, but also from the service providers who are supposed to support and assist them. A broad rethinking of social expectations, and a critical examination of neoliberal tactics and rationalities, are needed to enable older criminalized women to live “normal” lives with acceptance, adequate resources, appropriate services, and basic dignity.

NOTE

1. Doctoral student, Department of Criminology, University of Ottawa (lshan013@uottawa.ca).

REFERENCES

- Abu-Laban, Sharon McIrvin, and Susan McDaniel. (2005). "Aging, Beauty, and Status," in *Feminist Issues: Race, Class, and Sexuality*, ed. Nancy Mandell. Toronto: Pearson, 100–26.
- Adams, Mary Louise. (1997). *The Trouble with Normal: Postwar Youth and the Making of Heterosexuality*. Toronto: University of Toronto Press.
- Aday, Ron. (2003). *Aging Prisoners: Crisis in American Corrections*. Westport, CT: Praeger.
- Bezanson, Kate. (2006). "Gender and the Limits of Social Capital." *Canadian Review of Sociology and Anthropology* 423, 427–45.
- Bourdieu, Pierre. (1993). *Sociology in Question*. London: Sage.
- Brody, David, and Nicholas Lovrich. (2003). "Social Capital and Protecting the Rights of the Accused in the American States: An Investigation of the Dark Side of Social Capital." *Journal of Contemporary Criminal Justice* 18, 115–31.
- Calasanti, Toni, Kathleen Slevin, and Neal King. (2006). "Ageism and Feminism: From 'Et Cetera' to Center." *NWSA [National Women's Studies Association] Journal* 18, 13–30.
- Castel, Robert. (2002). *From Manual Workers to Wage Laborers: Transformation of the Social Question*. Edison, NJ: Transaction Publishers.
- Chunn, Dorothy, and Shelly Gavigan. (2006). "From Welfare Fraud to Welfare as Fraud," in *Criminalizing Women*, ed. Gillain Balfour and Elizabeth Comack. Winnipeg: Fernwood, 217–35.
- Codd, Helen. (1998). "Older Women, Criminal Justice, and Women's Studies." *Women's Studies International Forum* 21, 183–92.
- Cohen, Stanley. (1985). *Visions of Social Control*. Oxford: Polity.
- Comack, Elizabeth. (1996). *Women in Trouble*. Halifax, NS: Fernwood.
- Correctional Service Canada. (2007, December 28). "Organization." Online at <http://www.csc-scc.gc.ca/text/organi-eng.shtml> [consulted June 1, 2010].
- Cruikshank, Barbara. (1999). *The Will to Empower: Democratic Citizens and Other Subjects*. Ithaca, NY: Cornell University Press.
- Farrall, Stephen. (2004). "Social Capital and Offender Reintegration: Making Probation Desistance Focused," in *After Crime and Punishment: Pathways to Offender Reintegration*, ed. Shadd Maruna and Russ Immarigeon. Portland, OR: Willan, 57–82.
- Foucault, Michel. (1979). *Discipline and Punish*. New York: Vintage.
- Foucault, Michel. (1988). "Technologies of the Self," in *Technologies of the Self: A Seminar with Michel Foucault*, ed. Luther H. Martin, Huck Gutman,

- and Patrick H. Hutton. Amherst: University of Massachusetts Press, 16–49.
- Foucault, Michel. (1991). “Governmentality,” in *The Foucault Effect: Studies in Governmentality*, ed. Graham Burchell, Colin Gordon, and Peter Miller. London: Harvester, 87–104.
- Foucault, Michel. (1994). “The Ethics of the Concern for Self as a Practice of Freedom,” in *Michel Foucault: Ethics, Subjectivity and Truth*, ed. Paul Rabinow. New York: New Press, 281–302.
- Garland, David. (1997). “Governmentality and the Problem of Crime.” *Theoretical Criminology* 1, 173–214.
- Garland, David. (2001). *The Culture of Control*. Chicago: University of Chicago Press.
- Gleason, Mona. (2003). “Constructing ‘Normal’: Psychology and the Canadian Family, 1945–1960,” in *Making Normal: Social Regulation in Canada*, ed. Deborah Brock. Scarborough, ON: Nelson Thomson Learning, 104–20.
- Grenier, Amanda, and Jill Hanley. (2007). “Older Women and ‘Frailty’: Aged, Gendered and Embodied Resistance.” *Current Sociology* 55, 211–28.
- Hannah-Moffat, Kelly. (2000). “Prisons that Empower.” *British Journal of Criminology* 40, 510–31.
- Hannah-Moffat, Kelly. (2001). *Punishment in Disguise: Penal Governance and Canadian Women’s Imprisonment*. Toronto: University of Toronto Press.
- Hannah-Moffat, Kelly, and Margaret Shaw, ed. (2000). *An Ideal Prison? Critical Essays on Women’s Imprisonment in Canada*. Halifax, NS: Fernwood.
- Harm, Nancy, and Susan Phillips. (2001). “You Can’t Go Home Again: Women and Criminal Recidivism.” *Journal of Offender Rehabilitation* 32, 3–21.
- Holstein, Martha, and Meredith Minkler. (2003). “Self, Society, and the ‘New Gerontology.’” *Gerontologist* 43, 787–96.
- Holtfreter, Kristy, Michael Reisig, and Merry Morash. (2004). “Poverty, State Capital, and Recidivism among Women Offenders.” *Criminology and Public Policy* 3, 185–208.
- Maidment, MaDonna. (2002). “Toward a ‘Woman-Centred’ Approach to Community-Based Corrections: A Gendered Analysis of Electronic Monitoring (EM) in Eastern Canada.” *Women and Criminal Justice* 13, 47–68.
- Maidment, MaDonna. (2006). *Doing Time on the Outside: Deconstructing the Benevolent Community*. Toronto: University of Toronto Press.

- Mandell, Nancy. (2005). "Making Families: Gender, Economics, Sexuality, and Race," in *Feminist Issues: Race, Class, and Sexuality*, ed. Nancy Mandell. Toronto: Pearson, 188–225.
- Norris, Clive, and Michael McCahill. (2006). "CCTV: Beyond Penal Modernism." *British Journal of Criminology* 46, 97–118.
- O'Brien, Patricia. (2001). "'Just Like Baking a Cake': Women Describe the Necessary Ingredients for Successful Reintegration after Incarceration." *Families in Society* 82, 287–95.
- Pavlich, George. (1999). "Preventing Crime: 'Social' versus 'Community' Governance in Aotearoa/New Zealand," in *Governable Places: Readings on Governmentality and Crime Control*, ed. Russell Smandych. Aldershot: Ashgate, 103–31.
- Pratt, John. (1999). "Governmentality, Neoliberalism, and Dangerousness," in *Governable Places: Readings on Governmentality and Crime Control*, ed. Russell Smandych. Aldershot: Ashgate, 133–61.
- Reeve, Donna. (2002). "Negotiating Psycho-Emotional Dimensions of Disability and Their Influence on Identity Constructions." *Disability and Society* 17, 493–508.
- Reisig, Michael, Kristy Holtfreter, and Merry Morash. (2002). "Social Capital among Women Offenders: Examining the Distribution of Social Networks and Resources." *Journal of Contemporary Criminal Justice* 18, 167–87.
- Richie, Beth. (2001). "Challenges Incarcerated Women Face as They Return to Their Communities: Findings from Life History Interviews." *Crime and Delinquency* 47, 368–89.
- Rimke, Heidi. (2001). "Governing Citizens through Self-Help Literature." *Cultural Studies* 14, 61–79.
- Robinson, Vanessa. (2003). "A Review of the Needs of Federally Sentenced Women on Conditional Release, and the Community Programs and Services in Ottawa that Cater to These Needs." M.C.A. thesis, University of Ottawa.
- Rose, Nikolas. (1996). "The Death of the Social? Refiguring the Territory of Government." *Economy and Society* 24, 327–56.
- Rose, Nikolas. (1999). *Powers of Freedom: Reframing Political Thought*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Rowe, John, and Robert Kahn. (1997). "Successful Aging." *Gerontologist* 37, 433–40.

- Shantz, Laura, Jennifer Kilty, and Sylvie Frigon. (2009). "Echoes of Imprisonment: Women's Experiences of 'Successful (Re)integration.'" *Canadian Journal of Law and Society* 24, 85–106.
- Shilling, Chris. (1993). *The Body and Social Theory*. London: Sage.
- Silverstein, Martin. (2001). "The Ties That Bind: Family Surveillance of Canadian Parolees." *Sociological Quarterly* 42, 395–420.
- Silverstein, Martin. (2005). "What's Race Got to Do with Justice? Responsibilization Strategies at Parole Hearings." *British Journal of Criminology* 45, 340–54.
- Simon, Jonathan. (1994). "In the Place of the Parent: Risk Management and the Government of Campus Life." *Social and Legal Studies* 3, 15–45.
- Stone, Leroy, and Carolyn Rosenthal. (1996). "Profiles of the Social Networks of Canada's Elderly: An Analysis of 1990 General Social Survey Data," in *The Social Networks of Older People: A Cross-National Analysis*, ed. Howard Litwin. Westport, CT: Praeger, 77–98.
- Uggen, Christopher, Jeff Manza, and Angela Behrens. (2004). "Less than the Average Citizen: Stigma, Role Transition and the Civic Reintegration of Convicted Felons," in *After Crime and Punishment: Pathways to Offender Reintegration*, ed. Shadd Maruna and Russ Immarigeon. Portland, OR: Willan, 261–93.
- Uzoaba, Julius H. E. (1998, May). "Managing Older Offenders: Where Do We Stand?" Paper for the Research Branch, Correctional Service Canada. Online as <http://www.csc-scc.gc.ca/text/rsrch/reports/r70/er70.pdf> [consulted June 1, 2010].
- Wahidin, Azrini. (2004). *Older Women in the Criminal Justice System: Running Out of Time*. London: Jessica Kingsley.
- Wahidin, Azrini. (2006). "'No Problems—Old and Quiet': Imprisonment in Later Life," in *Ageing, Crime, and Society*, ed. Azrini Wahidin and Maureen Cain. Portland, OR: Willan, 171–92.
- Wahidin, Azrini, and Shirley Tate. (2005). "Prison (E)scapes and Body Tropes: Older Women in the Prison Time Machine." *Body and Society* 11, 59–79.

IX

L'approche de réduction des méfaits : sa récupération politique

par

Line Beauchesne¹

INTRODUCTION

Un bus plutôt qu'un cabinet médical, un infirmier plutôt qu'un médecin, une seringue plutôt qu'un toit, un lieu pour toxicos sans-abris [*sic*] plutôt qu'une insertion, séparer avec plus ou moins de délicatesse le bon grain de l'ivraie et les exclus entre eux. [...] Le discours sanitaire et urgentiste désigne un public dit à risque : une politique prohibitionniste va de pair avec la réduction des risques, car elle permet de rendre visible les groupes et de les isoler dans des lieux conçus à cet effet – centres thérapeutiques, comptoirs, bus, parcs publics dans une ambition de contrôle visant à « contenir » les risques (Raedemaeker 1995 : 29).

L'État-providence est révolu. Place à l'État néolibéral gestionnaire des risques au nom de la sécurité de la collectivité, où les individus deviennent responsables de modifier leurs comportements à risques en adoptant la « bonne démarche » pour le bien de tous (Foucault 2004a et 2004b ; Lévesque 2007). C'est dans ce contexte qu'opèrent aujourd'hui

les stratégies de réduction des méfaits, créant des zones de « tolérance » dans la consommation, tolérance qui, par définition, réaffirme l'interdit. Pour cette raison, la récupération politique de cette approche pour justifier la prohibition est bien réelle. Le présent chapitre, à la suite de quelques explications sur ces affirmations, présentera deux voies pour contrer cette récupération.

Dans un premier temps, un bref historique des stratégies de réduction des méfaits montrera comment, dès le début de la politisation de ces stratégies dans le contexte du VIH, un mouvement contradictoire s'est amorcé : d'un côté, des intervenants désireux d'aller vers les usagers de drogues problématiques et de répondre à leurs demandes de soins. De l'autre côté, un État néolibéral opérant le durcissement de la répression, inscrivant l'approche de réduction des méfaits dans un discours sécuritaire qui maintient la légitimité de la prohibition.

Dans un deuxième temps, quelques éclaircissements sur le contexte politique actuel permettront de comprendre la tendance, la facilité même, pour l'État, de récupérer les stratégies de réduction des méfaits dans un discours prohibitionniste inchangé qui marginalise et exclut les usagers de drogues illicites, aggravant par le fait même les méfaits liés à ces usages.

Enfin, nous terminerons en montrant que, pour résister à cette récupération qui déshumanise et dénature l'approche de réduction des méfaits, deux stratégies sont essentielles. La première, déjà bien amorcée, consiste à briser les conflits entre les diverses approches d'aide au profit d'une solidarité qui préserve comme objectif premier le bien-être et l'intégration sociale des individus en demande de soins. La seconde, encore trop timide, est de remettre en question le discours sanitaire et sécuritaire du politique qui contraint à privilégier des stratégies de réduction des méfaits adaptant les usagers de drogues illicites à la prohibition, les amenant à en confirmer les bienfaits.

1. UN PEU D'HISTOIRE

Depuis fort longtemps existent des stratégies de réduction des méfaits dans l'encadrement culturel de consommation des drogues afin que le consommateur puisse bénéficier des bienfaits des drogues en limitant

leurs méfaits potentiels. Au XIX^e siècle, la commercialisation des drogues injectables par l'industrie pharmaceutique a répandu dans le domaine thérapeutique l'usage généralisé de l'injection, surtout de morphine, et certains patients en ont subi des conséquences négatives. Il s'est alors développé diverses pratiques de substitution ou de maintenance pour réduire ces méfaits de la médecine.

J'arrive à la fin de ma tâche et j'ai à vous faire un aveu un peu scabreux. Je crois qu'il y a des morphinomanes qu'il ne faut pas guérir. La morphinomanie est une affection curable neuf fois sur dix. Mais, pour le dixième malade, la morphine est devenue un stimulant si nécessaire qu'à mon avis il vaut mieux le contenir dans la modération que le guérir. Je crois même qu'il peut être du devoir du médecin de ramener lui-même un malade à l'usage de la morphine... N'allez pas crier sur les toits ce que je viens de vous dire; les morphinomanes seraient trop heureux d'en profiter. Sachez-le en tant que médecins et soyez discrets, comme il convient à notre profession (D^r Benjamin Ball 1890, cité par Dubarin et Nominé 1995 : 19).

Par la suite, le marché noir lié à la prohibition de certaines drogues au début du XX^e siècle a grandement diminué ces protections culturelles et thérapeutiques (sauf en Grande-Bretagne où les médecins ont conservé le droit de prescrire des opiacés²). De plus, au problème des drogues sur le marché noir se sont ajoutés les méfaits liés aux conditions d'approvisionnement, à la répression et au rejet moral et social que subissent certains groupes ou personnes consommant ces drogues prohibées.

Dans les années 1960 et 1970, la consommation de drogues illécitales par de jeunes blancs de classe moyenne et aisée a réanimé certaines formes de protection pour limiter les méfaits de cette consommation (refuges lors de consommation à risques, lignes d'info, drogues de substitution, soutien par les pairs, etc.). Les Pays-Bas, toutefois, furent le seul pays dès cette période à faire de ces stratégies leur politique officielle sur les drogues en 1976. Comme le soulignait le gouvernement néerlandais de l'époque, l'objectif de leur politique en matière de drogues consistait à séparer le marché des drogues aux usages les plus à risques de celui des drogues aux usages les moins à risques (cannabis et dérivés), et de

faire en sorte que les personnes qui deviennent dépendantes des drogues illicites soient le plus en santé possible et intégrées socialement. C'est ce que l'on a désigné sous le vocable de politique de normalisation (Cohen 1997). En 1989, le ministre de la Justice néerlandais, appuyé par son ministre de la Santé, à la Conférence des Nations unies sur les toxicomanies et le trafic de drogues illicites, explique les objectifs de la politique de leur pays en ces termes.

La protection de la santé et du bien-être général de même que l'amélioration de la santé de ceux qui sont déjà devenus toxicomanes doivent demeurer notre premier but. Nous avons toujours gardé à l'esprit que le problème de l'abus des drogues est fondamentalement et principalement une question de santé et de bien-être social. De notre point de vue, ce problème ne relève pas en premier lieu de la police et du droit pénal. Nous voyons la nécessité de prévenir autant que possible une situation dans laquelle plus de dommages sont causés par les procédures judiciaires que par l'usage des drogues lui-même.

Nous donnons ainsi la priorité aux services dont la fonction première est l'amélioration de la santé et l'intégration sociale des toxicomanes, sans nécessairement mettre fin à la toxicomanie, parce que plusieurs toxicomanes ne sont pas prêts ou pas encore capables de mettre fin à leur habitude (Ruter 1990 : 191 ; notre traduction)³.

En ce qui a trait aux autres pays, c'est dans un contexte de santé publique, au milieu des années 1980, que se sont politisées les stratégies de réduction des méfaits, soit lorsque des données ont indiqué que le partage de seringues chez les toxicomanes contribuait à la propagation du VIH. En parallèle, toutefois, se durcissait la politique répressive américaine avec les stratégies de tolérance zéro, qui s'est répercutée sur le Canada.

Selon le Rapport de la vérificatrice générale du Canada (2001), les dépenses du gouvernement fédéral en matière de répression se situent entre 404 et 426 millions de dollars. À cet effet, la GRC (fonctions fédérales) reçoit 164 millions, le Service correctionnel du Canada, 157 millions, le ministère de la Justice, 70 millions et Santé Canada, 8 millions. Santé Canada, qui reçoit au total 15 millions, consacre

plus de la moitié de cette somme à l'analyse de drogues saisies par la police (5 millions) et à l'administration des lois qui contrôlent l'usage des drogues (2 millions). Quant aux 7 millions qui restent, plus de la moitié va à la GRC pour ses programmes de sensibilisation aux drogues. Comparativement à ces sommes, 28 millions sont consacrés à la prévention et au traitement, y compris les 4 millions de la GRC en prévention. En somme, 5 % pour la prévention et le traitement, et 95 % pour la répression. À ces dépenses fédérales en matière de répression s'ajoutent celles des gouvernements provinciaux et municipaux. Cela se solde par une facture oscillant entre 700 millions et 1 milliard de dollars par année pour les Canadiens selon le rapport Nolin (2002).

Ce double mouvement politique, le durcissement de la prohibition et les pressions de la santé publique en faveur de pratiques auprès des usagers de drogues par injection (UDI) qui permettent de réduire la propagation du VIH, a simplement amené, dans l'ensemble des pays occidentaux (à quelques exceptions près), une hausse de la criminalisation en matière de drogues et une baisse de la répression directe des usagers de drogues par injection, surtout d'héroïne, pour faciliter la mise en place de stratégies de réduction des méfaits orchestrées par la santé publique. Les statistiques canadiennes sur la criminalisation des usagers de drogues en 2007 confirment cette situation.

- La police au Canada a déclaré un peu plus de 100 000 infractions relatives aux drogues en 2007.
- Le taux d'infractions constaté en 2007 se situait à *son point le plus élevé en 30 ans*.
- Le taux d'infractions relatives aux drogues déclarées par la police suit une tendance générale à la hausse depuis 1993. L'augmentation du taux de ces infractions coïncide avec la baisse du taux global de criminalité, qui a commencé à peu près en même temps.
- Depuis les années 1970, les affaires de cannabis, surtout la possession, constituaient la majorité des infractions liées à la drogue. Bien que le taux d'infractions liées au cannabis ait généralement fléchi depuis quelques années, ces types de crimes représentaient toujours six infractions relatives aux drogues sur dix en 2007.

- Il s'est produit de fortes augmentations des taux d'infractions liées à la cocaïne et d'infractions liées aux autres drogues (comme le crystal meth et l'ecstasy) au cours des dix dernières années ; ces taux ont progressé de 80 % et de 168 %, respectivement. *Par contre, le taux d'infractions liées à l'héroïne a fléchi de 41 %* (Dauvergne 2009 : 5 ; nous soulignons).

Qui sont les personnes accusées ? Comme l'indiquent les statistiques judiciaires en matière de drogues, les clientèles visées par les lois sur les drogues sont majoritairement des usagers ou des petits trafiquants de milieu défavorisé. Cette expansion des contrôles a ainsi peu d'effets sur la réduction du trafic de drogues et leur fabrication, et s'avère inquiétante, car elle augmente la vulnérabilité de toute une clientèle plus visible et fragile à la répression (Conseil national du bien-être social 2000 ; Carrier 2001 ; Erickson 2001 ; Lafrenière 2002).

De leur côté, les médias envoient à la population le message que ce durcissement de la répression est légitime en soutenant les stéréotypes négatifs liés à une clientèle d'usagers plus vulnérables, mais également plus visibles. Les médias se présentent comme un instrument de surveillance du pouvoir, mais sur la question des drogues, dans la nouvelle de faits divers, leur côté réactif les amène à s'alimenter abondamment aux sources policières et les empêche de jouer ce rôle. Au Québec, une étude de Giroux (1999 : 128 et 134) montre « [...] que la majorité [86 %] des articles faisant mention de drogue sont publiés après une activité policière ou judiciaire » et que près de la moitié d'entre eux ont comme source le milieu policier. Les médias aiment beaucoup la manne de nouvelles à sensation que leur procurent les histoires de drogues (Beauchesne 2006a).

Et ces faits divers obéissent à un certain découpage de la réalité visant plus particulièrement les classes populaires.

Cette sélection se fait tantôt avec et par la complicité d'autres agents de contrôle social ; tantôt par les simples rouages des médias comme producteurs de nouvelles ; tantôt dans un cadre idéologique ; tantôt par simple intérêt mercantile, ces victimes étant facilement accessibles, manipulables et présentant peu de risques de poursuites judiciaires au lendemain d'un reportage un peu spectaculaire (Parent 1990 : 49-50).

Ce soutien médiatique de la prohibition par l'intermédiaire de la nouvelle à sensation ainsi que le discours politique sanitaire et sécuritaire soutenant la réduction des méfaits font en sorte que la population accepte certaines stratégies non par humanisme en tant que mesures d'aide aux toxicomanes, mais parce qu'il s'agit de mesures nécessaires à la protection sanitaire et à la sécurité des bons citoyens contre des groupes qui ont adopté des comportements déviants qui les menacent (Caspers 2004). Il n'est pas étonnant, dès lors, que les intervenants qui, dans le cadre des stratégies de réduction des méfaits, tentent d'outrepasser dans leurs activités cette protection de la collectivité contre ces « comportements non responsables » des consommateurs de drogues, se heurtent rapidement à des résistances politiques et populaires.

Bien sûr, sur le terrain, la majorité des programmes et des intervenants ne restreignent pas leurs pratiques à ce mandat strictement sanitaire et sécuritaire. Pour ce faire, ils ancrent leurs interventions sur deux piliers qui ont défini dès le départ l'approche de réduction des méfaits : le pragmatisme, les drogues sont là pour demeurer et il faut composer avec cette réalité, et l'humanisme, il faut intervenir sans jugement moral auprès de l'utilisateur et l'accepter là où il en est dans sa consommation pour maximiser les possibilités d'intervention (Riley 1994 ; Brisson 1997). Ces piliers ont permis, selon plusieurs, d'éviter le débat sur la prohibition et ses conséquences au profit d'interventions sociosanitaires bénéfiques aux usagers de drogues illicites.

Toutefois, ce silence fait en sorte que, 20 ans plus tard, l'État peut toujours justifier son soutien aux stratégies de réduction des méfaits dans un discours sanitaire et axé sur la sécurité, tout en poursuivant la prohibition et la répression, en contradiction profonde avec l'humanisme revendiqué par les tenants des approches de réduction des méfaits. Le refus d'insérer les objectifs de réduction des méfaits dans un débat sur les méfaits mêmes de la prohibition et des inégalités socioéconomiques en place, bien souvent pour préserver le financement essentiellement gouvernemental de ces stratégies, a comme principal effet d'attribuer la marginalisation des usagers et l'ensemble des problèmes qu'ils vivent aux drogues illicites elles-mêmes, confirmant du coup la légitimité de la prohibition (Lévesque 2007).

2. L'ÉTAT DÉFINIT LES RISQUES ET SES CAUSES

Le néolibéralisme actuel propose un discours politique où l'on présente l'État en tant que gestionnaire des risques contre lesquels il doit protéger les citoyens. Ce qu'on oublie ici est que non seulement l'État définit les risques auxquels il faut mettre fin au regard de multiples risques présents⁴, mais définit également les stratégies de réduction de risques en les inscrivant dans la « responsabilisation » des citoyens devant adopter les bons comportements pour ne pas menacer la communauté. Ce virage politique n'est bien sûr pas propre aux drogues, mais constitue la tendance générale des pays occidentaux dans les domaines sociaux, sanitaires et juridiques au fur et à mesure que l'État, en parallèle, désinvestit dans les soutiens sociaux mis en place lors de l'État-providence, soutiens qui visaient à réduire certains méfaits des inégalités sociales (Lévesque 2007).

On peut se demander, dans ce contexte, ce qu'il en est du pilier humaniste de l'approche de réduction des méfaits en matière de drogues.

C'est ainsi que la toxicomanie [à l'époque de l'État-providence] était considérée comme le symptôme d'une désaffiliation sociale, appelant par conséquent à des mesures visant la réintégration de l'individu dans le cours régulier de la vie en société. Or, le passage à la société du risque allait renverser ce partage de la responsabilité, puisque les méfaits associés aux problèmes sociaux sont dorénavant attribués aux pratiques à risques des individus. [...] Ce qui guette dès lors les individus identifiés comme faisant partie d'une population à risque, c'est la menace de stigmatisation en raison de leurs pratiques individuelles (Quirion 2003 : 485).

Quirion note, par exemple, que les premiers programmes de méthadone, alors justifiés pour leur aide à la réintégration sociale d'individus, sont aujourd'hui de plus en plus justifiés dans les documents institutionnels

pour contrer la menace collective que représente la propagation du sida via les pratiques à risques des utilisateurs de drogues par injection. [...] Les programmes de traitement à la méthadone de la

seconde génération s'imposent dès lors comme un moyen efficace de contrôler des groupes qui représentent une menace pour la communauté (Quirion 2003 : 485).

Cette logique politique néolibérale de gestion des risques au nom de la sécurité de l'ensemble est également porteuse, ces dernières années, de tout un discours sur la nécessité d'augmenter les stratégies préventives de dépistage des risques, tant en matière de drogues qu'en d'autres secteurs. L'enjeu : repérer les « problèmes » avant qu'ils ne menacent la collectivité (Massé 2003).

Ainsi, cette transition politique de l'État-providence à l'État gestionnaire de risques porte des conséquences très lourdes en matière d'interventions en toxicomanie. D'une part, elle dénature un des piliers de l'approche de réduction des méfaits chez les intervenants, l'humanisme; d'autre part, elle sert à justifier des coupures de budgets dans les stratégies d'intervention les plus coûteuses visant à accompagner ou à traiter les toxicomanes désirant diminuer ou cesser leur consommation, favorisant plutôt les programmes de substitution, souvent moins coûteux.

Pour contrer cette tendance, deux voies sont nécessaires. Tout d'abord, il faut regrouper diverses formes d'intervention afin de soutenir politiquement la nécessité de multiples formes d'aide aux personnes vivant des difficultés d'usage de drogues illicites. Ensuite, il faut remettre en question la prohibition, ce qui constitue la voie la plus importante.

3. UN PEU DE STRATÉGIE

3.1. La nécessité des multiples formes d'intervention

Pour justifier la nécessité de cette stratégie, deux remarques préliminaires sont nécessaires.

Première remarque

Toute personne fait continuellement le choix dans sa vie d'éviter certains comportements qu'elle juge nocifs pour elle-même (abstinence) et d'en corriger d'autres par divers moyens (amis, psy, changement de milieu, spiritualité, etc.). À cet égard, les choix diversifiés des personnes pour

mettre fin à des usages problématiques de drogues ne constituent pas un monde à part. Ce qui en fait un monde à part, c'est la prohibition.

Seconde remarque

La relation des aidants, des thérapeutes, des médecins avec les personnes ayant développé des usages de drogues problématiques fait aussi partie du traitement en contribuant à la définition du problème, soit par l'élargissement des causes, soit par leur restriction à des composantes neurobiologiques, psychologiques ou autres. Cette interprétation influe sur la perception que la personne développe de la cause de ses problèmes.

À cet effet, il est normal que les enquêtes auprès de personnes qui ont vécu des périodes de dépendance aux drogues illicites obtiennent diverses interprétations des causes de leur malaise. Certaines attribuent leurs problèmes au simple usage de drogues, d'autres affirment que la drogue fut un moyen d'adaptation à des problèmes de vie. Pour répondre à cette diversité de perceptions, une diversité de modèles d'intervention est nécessaire. Les voies du mieux-être ne sont pas les mêmes pour tous. Certains recréeront des solidarités et se pardonneront grâce au concept de maladie et à l'abstinence. D'autres réussiront à sortir de leur dépendance en utilisant des aides pharmacologiques. D'autres encore reprendront pied à l'aide de démarches thérapeutiques psychologisantes. Enfin, d'autres n'utiliseront aucun traitement institutionnel et retrouveront un mieux-être avec l'aide de leurs proches ou en opérant un choix personnel d'abstinence de comportements qu'ils jugent inappropriés pour eux, en modifiant leur milieu de vie ou en pratiquant une forme de spiritualité. Peu importe les moyens, du moment que cela amène les personnes à renouer des liens sociaux et à se sentir bien.

Ces remarques préliminaires servent à montrer que c'est un faux débat de s'interroger sur ce qu'est la « bonne » approche thérapeutique. La diversité des approches est fondamentale pour répondre aux différentes voies qui peuvent aider les personnes à mieux vivre. Cette diversité doit aussi se traduire par une certaine solidarité dans l'intervention. En effet, cette politique de gestion des risques favorise non seulement une approche sanitaire de protection de la communauté au détriment du financement de programme d'intégration des individus, mais alimente également, dans le domaine de la prévention, le dépistage précoce des

problèmes au nom de la diminution des probabilités de risques. Ces stratégies, bien sûr, peuvent conduire à des interventions d'aide. Mais l'objectif politique prédominant de cette gestion des risques demeure la sécurité, renvoyant ainsi à des mesures restrictives de protection de la collectivité, non à des mesures individuelles ou sociales d'intégration (Lebeau 1997 ; Coppel 2002).

À cet égard, il est heureux de constater que les partisans des stratégies de réduction des méfaits qui désirent préserver l'humanisme de l'approche unissent de plus en plus leurs voix aux autres formes d'intervention pour diminuer la récupération politique de leurs actions. Cette solidarité des diverses formes d'intervention porte sur l'objectif commun d'accroître le bien-être des individus en demande de soins. Mais un autre pas doit être accompli : la remise en question de la prohibition afin que les stratégies de réduction des méfaits ne se résument pas à apprendre aux usagers à vivre avec les méfaits qui en découlent.

3.2. La nécessité de remettre en question la prohibition

Quand bon nombre des méfaits que vivent les usagers de drogues illícites découlent directement ou indirectement des politiques de l'État, y a-t-il un sens à continuer les pratiques de réduction des méfaits sans interroger ces politiques ?

Bien sûr, ces dernières années, de nombreuses actions ont été entreprises auprès des UDI pour réduire les méfaits de leur consommation. Sur le plan des politiques publiques, toutefois, afin de préserver la légitimité de la prohibition, on persiste à justifier ces actions par la nécessité de protéger les citoyens d'un toxicomane potentiellement contagieux (VIH, hépatite C), soit une stratégie de défense sociale plutôt qu'une stratégie de protection sociale pour réduire les méfaits de la consommation chez des usagers considérés comme des citoyens à part entière (Cartuyvels 2003).

Ce statut de malade potentiellement contagieux qu'acquiert l'UDI dans ces politiques publiques maintient l'illusion que son mode de vie a essentiellement pour cause le produit consommé, indépendamment des conditions de consommation générées par la prohibition. Les divers regroupements d'usagers de drogues s'insurgent de plus en plus contre cette perception fondant les interventions à leur égard.

Comme les autres usagers de drogues, nous possédons une vie en dehors de notre usage de drogues et, si nous avons le choix, nous ne laisserions pas la drogue circonscrire nos vies. Malheureusement, dans l'environnement hostile dans lequel nous devons vivre, notre usage de drogues est ce qui est considéré le plus important par ceux qui ont un pouvoir sur nos vies. [...] Ce n'est pas ce que nous voulons, mais cela nous est imposé – même si nous faisons tout notre possible pour survivre (Balian et White 1998 : 392 ; notre traduction).

Comme les regroupements d'UDI le soulignent, la personne dépendante au tabac n'acquiert pas le statut premier de « malade-toxicomane », car le marché noir ne l'oblige pas à se créer un mode de vie à risques lié à sa dépendance (White 2001 ; Coppel 2002). De plus, le sevrage du tabac demeure difficile, parsemé d'essais et de rechutes malgré les produits de substitution disponibles, et ce processus d'arrêt peut prendre des années, jusqu'à ce que la personne soit prête à faire le deuil de cette habitude de vie et des plaisirs du produit. Cette réalité, pour les drogues illicites, semble beaucoup moins comprise et encore moins acceptée.

En somme, la prohibition fait des usagers de drogues illicites des êtres entièrement à part plutôt que des êtres à part entière, multipliant les problèmes sanitaires, sociaux et juridiques des clientèles les plus vulnérables (Beauchesne 2006a et 2006b). L'approche de réduction des méfaits ne peut confondre dans ses objectifs les méfaits de ces politiques prohibitives avec les méfaits des drogues elles-mêmes sous peine, malgré elle, de cautionner l'approche prohibitionniste et ses méfaits, et de se déshumaniser.

CONCLUSION : RÉDUCTION DES RISQUES ET PROHIBITION

Les stratégies de réduction des méfaits ont semblé annoncer une ère nouvelle, remettant en question la stigmatisation de l'usager de drogues illicites au profit de politiques publiques qui appuient plus adéquatement l'intervention d'aide dans le respect des usagers. Est-ce un faux espoir ?

On constate, depuis l'arrivée des stratégies de réduction des méfaits, que le politique utilise la couverture sanitaire et sécuritaire pour justifier

une gestion des risques préservant une logique prohibitionniste qui marginalise encore davantage les usagers. L'on constate aussi que, peu importe l'approche, les solutions pharmacologiques pour répondre aux diverses problématiques en toxicomanie augmentent ; il faut s'en inquiéter si les conditions juridiques et socioéconomiques que vivent les usagers sont évacuées des objectifs de l'intervention.

Le débat sur les objectifs des stratégies de réduction des méfaits a pris de l'ampleur ces dernières années, car tant les intervenants que les regroupements d'usagers se heurtent aux limites politiques de leurs demandes. Si l'humanisme gagne en soutien sur le terrain dans le mouvement de solidarité actuel entre les diverses approches, il demeure nécessaire, pour l'ancrer dans les politiques, de revendiquer un cadre juridique en matière de drogues qui réponde à cet humanisme. Sans cela, l'humanisme de terrain se heurtera de plus en plus aux politiques de sécurité et de santé d'un État gestionnaire de risques, où la priorité est de contrer les actions d'individus qui menacent la collectivité.

En somme, la préservation de l'humanisme en tant que pilier des stratégies de réduction des méfaits repose inévitablement sur une action politique des intervenants pour préserver les objectifs de bien-être et de réintégration sociale des individus en demande de soins dans les politiques en matière de drogues. Faire abstraction de l'action politique ou s'y soustraire risque de dénaturer, à plus ou moins long terme, l'approche de réduction des méfaits, et même les autres stratégies d'aide. De plus, dans le contexte politique actuel, laisser à l'État le soin de définir les risques dont il faut s'inquiéter permet l'accroissement des contrôles sociaux et pénaux sans que les citoyens s'en inquiètent outre mesure. Enfin, canaliser les peurs des citoyens sur des risques réels mais secondaires liés aux comportements d'individus définis à risques permet également à l'État de fermer les yeux des citoyens sur des risques plus prioritaires que font courir certaines de ses politiques (sur les drogues et ailleurs) sur leur environnement socioéconomique et sanitaire.

NOTES

1. Professeure titulaire, Université d'Ottawa, Département de criminologie, Line.Beauchesne@uottawa.ca.
2. C'est ce que l'on désigne sous le vocable de système Rollerston. L'Angleterre, à la suite de l'établissement de la prohibition, contrairement aux autres pays, reconnaît la dépendance aux drogues comme une maladie, permettant ainsi aux médecins de prescrire des drogues aux personnes devenues toxicomanes, lorsque cela est jugé nécessaire. Toutefois, à partir des années 1950, la pression américaine pour que ce système cesse en a grandement restreint la portée. À partir de 1967, ce pouvoir de prescription n'est autorisé que chez les médecins ayant obtenu une licence spéciale à cet effet.
3. Ainsi, l'approche de normalisation néerlandaise, qualifiée aujourd'hui de réduction des méfaits, n'a pas eu besoin de l'excuse de la prévention du VIH pour aller vers les usagers. Pour cette raison, son enjeu central n'est pas la protection des « bons citoyens » contre les usagers de drogues problématiques, mais l'intégration sociale des usagers de drogues par le jumelage du communautaire et du médical (si nécessaire), et le dialogue avec les usagers et les citoyens. Toutefois, dans le cadre européen, cette politique doit composer avec une répression renforcée en matière de trafic, ce qui rend de plus en plus difficiles certaines stratégies de normalisation sur le terrain (Uitermark et Cohen 2005). Ces dernières années, la répression s'est accrue grandement à l'égard des toxicomanes impliqués dans la criminalité aux Pays-Bas (Beauchesne 2006b).
4. Le découpage dans l'identification des risques par les États mériterait en soi un article pour illustrer en quoi les risques passés sous silence ou que l'État considère acceptables et les risques que l'État juge prioritaires d'endiguer au nom de la sécurité s'articulent clairement sur des lignes socioéconomiques qui ciblent certaines classes sociales plus défavorisées, ou encore permettent de cacher un contexte plus global à risques sur lequel l'État agit peu ou pas du tout (Malherbe 2002).

BIBLIOGRAPHIE

- Balian, Raffi and Cheryl White (1998). "Defining the drug user", *International Journal of Drug Policy*, 9(6), p. 391-396.
- Beauchesne, Line (2004). « La politique en matière de drogues : du rapport Bertrand à aujourd'hui », *L'Écho-toxico*, 14(2), p. 10-11.
- Beauchesne, Line (2006a). *Les drogues : les coûts cachés de la prohibition*, Montréal, Bayard Canada [1^{re} éd., Lanctôt 2003].
- Beauchesne, Line (2006b). *Les drogues : légalisation et promotion de la santé*, Montréal, Bayard Canada.
- Brisson, Pierre (1997). *L'approche de réduction des méfaits : sources, situation, pratiques*, Comité permanent de lutte à la toxicomanie (CPLT), Gouvernement du Québec.
- Bureau du vérificateur général du Canada (2001). Rapport de la vérificatrice générale du Canada, chapitre 11.
- Carrier, Nicolas (2001). « Discours de patrouilleurs montréalais sur la détection de l'infraction de possession de drogues prohibées », *Psychotropes*, 6(4), p. 105-131.
- Cartuyvels, Yves (2003). « Loi pénale, usage de drogues et politique », dans Dan Kaminski (dir.), *L'usage pénal des drogues*, Bruxelles, De Boeck.
- Caspers, Emmanuelle (2004). « Promotion de la santé : tactiques en toc ou tact éthique? », *Les cahiers de prospective jeunesse*, 31, juin, p. 28-39.
- Cohen, Peter D.A. (1997). "The case of the two Dutch drug policy Commissions: an exercise in harm reduction 1968-1976", in Patricia G. Erikson et al. (eds.), *Harm Reduction, a New Direction for Drug Policies and Programs*, Toronto, University of Toronto Press, p. 17-31.
- Conseil national du bien-être social (2000). *La justice et les pauvres*, Ottawa, CNRS.
- Coppel, Anne (2002). *Peut-on civiliser les drogues? De la guerre à la drogue à la réduction des risques*, Paris, La découverte.
- Dauvergne, Mia (2009). « Tendances des infractions relatives aux drogues déclarées par la police au Canada », *Juristat*, 29(2), mai, Ottawa, Statistique Canada.
- Dion, Guy (2001). « Législation nationale et disparités régionales : le cas du Canada », *Psychotropes*, 6(4), p. 65-104.
- Dugarin, Jean et Patrice Nominé (1995). « Des principes et aléas de la substitution », *Psychotropes*, 1, p. 13-19.

- Erickson, Patricia G. (2001). *Trois décennies de criminalisation du cannabis*, Mémoire déposé au Comité spécial du Sénat sur les drogues illicites, mise à jour des activités, 37^e législature, 1^{re} session.
- Foucault, Michel (2004a). *Sécurité, territoire, population*, Paris, Gallimard/Seuil.
- Foucault, Michel (2004b). *Naissance de la biopolitique*, Paris, Gallimard/Seuil.
- Giroux, Claude (1999). *La construction du discours sur la drogue dans la presse écrite québécoise*, Mémoire de maîtrise, Québec, Université Laval.
- Lafrenière, Gérald (2002). *Affaires déclarées, condamnations, peines d'emprisonnement et détermination de peines en rapport avec les drogues illicites au Canada*, Recherche préparée pour le Comité spécial du Sénat sur les drogues illicites, mise à jour des activités, 37^e législature, 1^{re} session.
- Lebeau, Bertrand (1997). « La réduction des risques et l'esprit des lois », *Psychotropes*, 3(4), p. 145-159.
- Lévesque, Paul-André (2007). *Santé publique, lutte contre le VIH et réduction des méfaits : gouverner par la tolérance dans la société contemporaine*, Thèse de doctorat en sociologie, Montréal, Université du Québec à Montréal.
- Malherbe, Jean-François (2002). *Contribution de l'éthique à la définition de principes directeurs pour une politique publique sur les drogues*, Rapport d'expert à l'intention du Comité spécial du Sénat sur les drogues illicites.
- Parent, André (1990). « Les médias, source de victimisation », *Criminologie*, 23(2), p. 47-71.
- Quirion, Bastien (2003). « Réduction des méfaits et gestion des risques : les frontières normatives entre les différents registres de régulation de la pratique psychotrope », *Déviance et société*, 26(4), p. 479-495.
- Raedemaeker, Anne-Françoise (1995). « Esquisse des conséquences socio-sanitaires des politiques de réduction des méfaits dans un contexte prohibitionniste », Texte du séminaire *La réduction des risques*, Bruxelles, Liaison antiprohibitionniste.
- Riley, Diane (1994). « La réduction des méfaits liés aux drogues : politiques et pratiques », dans Pierre Brisson (dir.), *L'usage des drogues et la toxicomanie*, vol. II, Boucherville, Gaëtan Morin éditeur, p. 129-149.
- Rüter, C.F. (1990). "Basis of Dutch Policy", in Arnold S. Trebach and Kevin B. Zeese (eds.), *The great issues of drug policies*, Washington, D.C., Drug Policy Foundation, p. 191-194.
- Uitermark, Justus and Peter Cohen (2005). "A clash of policy approaches. The rise (and fall?) of Dutch harm reduction policies towards ecstasy consumption", *International Journal of Drug Policy*, 16(1), p. 65-72.

White, Cheryl (2001). "Beyond professional harm reduction: the empowerment of multiply-marginalized illicit drug users to engage in a politics of solidarity towards ending the war on illicit drug users", *Drug and alcohol review*, 20, p. 449-458.

Forgotten by Criminology: Political Violence and Armed Conflict

by

Maritza Felices-Luna¹

INTRODUCTION: CRIMINOLOGY AND THE STUDY OF POLITICAL VIOLENCE AND ARMED CONFLICT

Political violence and armed conflict have traditionally been neglected by criminologists, many of whom consider them to lie outside the range of their discipline (see Rothe *et al.* 2009; and Ruggiero 2006). Overall, criminology has had a tendency to avoid studying atrocities, genocide, human rights violations, crimes against humanity, and war crimes (see Mullins and Rothe 2009). However, since the late 1990s, and particularly since 2001, criminologists have looked beyond terrorism and started to investigate these issues particularly from a perspective that centres on imbalances of social power within societies. Issues relating to political violence and armed conflict are thus seen as impeding or threatening peace and social justice, and therefore as legitimate objects of an alternative criminology that seeks “to advance a progressive agenda favouring disprivileged peoples” (Schwartz and Friedrichs 1994, 221). Thus, criminologists who—as in the mission statement of the Laboratory of Justice Studies and Research at the Department of

Criminology of the University of Ottawa—conceptualize the discipline as focusing on the “rationalities, institutions, practices, and experiences of collective life that impede, threaten and promote social justice” regard political violence and armed conflict as legitimate areas of interest for criminology. Other criminologists have opted to study those issues as they inform us of the processes entailed in the production and social construction of crime and the criminal, and society’s responses at the national and international levels. Political violence and armed conflict also allow these researchers to look at the construction of an international criminal order, and the production and reproduction of the dangerous classes at the national and international levels. Finally, mainstream criminologists embracing a more conservative definition of criminology as the study of crime have also taken up political violence and armed conflict as a legitimate object of criminology, given that, under national and international law alike, many of the same practices and activities, such as robberies, kidnappings, bombings and murders, are commonly defined as criminal actions.

The dearth of criminological literature on political violence and armed conflict is partly influenced by the availability of, and access to, the social actors directly involved in these phenomena (see Balencie and De La Grange 2001). Further, the role of the state in conflict represents an additional challenge for empirical research. The state is generally one of the key players in armed conflict, as quite often it is its existence, its sovereignty, or the integrity of its borders that is threatened, or at least challenged by an opposition (see Rothe *et al.* 1999; Silke 2001; and Zwerman 1992). Therefore the state is directly concerned by the research being conducted, not only at the discursive level—since the type of scholarly narratives or discourses produced might support or weaken its own political discourse—but also at the pragmatic level, since the actual information and/or the players subject to research can be of strategic significance for the state. Conducting empirical research under such circumstances is thus a complex endeavour, involving a certain level of risk in terms of the physical safety of researchers, as well as the potential legal and professional consequences of their access. Obtaining access to clandestine social actors and/or the production of an alternative discourse to the state’s might generate suspicion regarding the loyalties of the researcher (see Zwerman 1992). On the other hand,

the professional and social status of researchers usually grants them a certain degree of protection from possible retaliation by formal social control agencies or by the opposition (see Israel 2004). However, the participants are those who face possible dire consequences from their involvement in the research, particularly if it was not authorized by, or is perceived as detrimental to, the organization or the state. Ensuring the safety of participants is therefore an important issue that further hinders empirical research.

The production of criminological knowledge on the topic is shaped by access to empirical information, which, in turn, is influenced by researchers' standpoints (see Zwerman 1992; and Turk 2004). An analysis of the literature allows us to identify three types of researchers. First, there are those who adopt the point of view of the state, particularly when analyzing terrorism, and are thus granted secondary information produced by formal social control agencies or first-hand information from governmental agencies (see Silke 2001). Zwerman (1992) has called attention to the level of congruency between the assumptions and solutions proposed by the government and those of such researchers. Instead of being academics and intellectuals, terrorist specialists resemble technocrats of violence, sharing the sources and objectives of intelligence offices (see Sommier 2000). Second, there are scholars whose personal experience grants them access to the opposition. Finally, there are those who need to continuously negotiate access, as they are not perceived to be natural allies by either side.

In fact, research is a political enterprise, as Foucault (2003) showed in his analysis of the role of social science and, in particular, criminology as tools of domination (see also Becker 1967; Morgan and Hough 2000; White 2002; Noaks and Wincup 2004; and Piron 2005). Studying political violence and armed conflict is a particularly arduous enterprise when it is conducted through an analytical lens not aligned with the state's discourse (see Wight 2009): indeed, Étienne Balibar (1996) suggests that there is a tacit and implicit proscription on studying violence as a way of dealing with social relations or as a direct consequence of political, historical and social events. In such cases, researchers' work is regarded with suspicion, discredited as being irrelevant, irresponsible, even dangerous, or simply discarded for working on the wrong premise (see White 2002; and Noaks and Wincup 2004).

Notwithstanding the negative reactions that criminological studies using alternative analytical lenses might generate, such research contributes to a better understanding of political violence and armed conflict, and furthers criminology as a discipline. The study of these new areas of the criminological domain has confronted researchers with certain limitations of traditional criminological theories, and encouraged them not only to revise them, but also to discover, adopt and adapt theories from other disciplines. In fact, when studying political crime, criminologists face the challenge of incorporating knowledge, theories, and concepts from international relations, international law, international institutions, history, political science, and economics (see Rothe *et al.* 2009), as well as from philosophy, and from anthropology and other social sciences. This means that criminologists are confronted with the paradox of specializing in a domain within criminology while being required to maintaining an overview of the knowledge produced by a multiplicity of other disciplines. This will be shown by discussing the contributions of research conducted in Peru and Northern Ireland on women involved in anti-establishment armed groups.

1. AN EMPIRICAL AND CRIMINOLOGICAL STUDY OF ANTI-ESTABLISHMENT ARMED GROUPS

The scarcity of criminological research on political violence and armed conflict is more prominent with regard to the involvement of women. This is partly due to the fact that researchers seem to share with the general population the erroneous impression that their involvement is irrelevant in terms of numbers, peripheral in terms of roles, and insignificant in terms of their relevance to a proper understanding of anti-establishment armed groups. Despite these assumptions, female involvement is far from being an atypical phenomenon, and is actually a historical and geographical constant (see Cunningham 2003). Yet research on women's involvement in anti-establishment armed groups remains limited to superficial descriptions of the phenomenon or analyses focused solely on gender (for recent examples, see Van Creveld 2002; Gonzales-Perez 2004; Israeli 2004; and Stack-O'Connor 2007). Therefore, an empirical qualitative study of women's involvement was

conducted in order to understand the processes and experiences from the point of view of the social actors themselves, taking gender into consideration, but without making it the focal point of the study.

Life history interviews were conducted with six Peruvian women and five Irish women. The Peruvian women were either from the Sendero Luminoso (Shining Path), the Maoist organization founded by Abimael Guzmán in 1980, which has continued to be sporadically active despite the arrest of its leaders in 1992 and 1997, or from the Movimiento Revolucionario Túpac Amaru (MRTA), inspired by Che Guevara, which became active in 1984, but was dismantled following the arrest of its leadership in 1992. The Irish women had been involved in activities related to Republican organizations defined as “terrorist” by the British and Irish governments between the start of the conflict in Northern Ireland in 1969 and the signing of the Belfast Agreement in 1998. The interviewees were linked to five different organizations, and their experiences ranged from three years to more than thirty years of involvement. They had reached different levels within the hierarchies of their organizations, and had played multiple and different roles (combat, internal security, intelligence, transport, logistics, proselytizing, and health care). Some had been or were still imprisoned under sentences varying from three years to life, while others had never been charged and continued, at the time of the interviews, to be involved in armed conflicts.

The use of the snowball sampling technique with multiple lines of referrals allowed us to obtain a diverse and contrasted sample in terms of the trajectories of the participants and the characteristics of their experiences. A multi-angled theoretical framework was developed in order to understand women’s involvement in armed conflicts using both traditional criminological theories (deviant careers and total institutions) as well as non-criminological concepts, such as citizenship and Weber’s conceptualization of the state.

The following section presents the manner in which politics, violence, and the state are conceptualized in this paper, and how this leads us to think in a different way about conflicts between states and anti-establishment armed groups. Then we briefly demonstrate how the concepts of total institution, career, and citizenship represent a useful contribution to the analysis of women’s experience in armed conflicts

not found previously in the literature. Finally, the conclusion highlights how criminology stands to benefit from incorporating political violence and armed conflict as legitimate objects of study. By drawing on theories outside the discipline, criminology can broaden its conceptual range and open up alternatives to traditional criminological analysis.

2. CONCEPTUALIZING POLITICS AND THE STATE: A WEBERIAN PERSPECTIVE

Politics is the striving to share power or to influence the distribution of power (see Weber 1958). A political question is one that relates to the distribution, maintenance or transfer of power, either as means to other aims or for its own sake. Political activity is deciding for others, commanding them, wielding power over them, and affecting the course of events (see Kateb 2000). Violence, or the possibility of it, supports power, as there are political tasks that can be accomplished only by violence (see Weber 1958). Violence is the decisive means of politics, the ultimate means of politics. According to Weber, the fact that politics and violence are intrinsically linked creates ethical problems for politicians, given that the use of violence can result in something positive, while avoiding its use might actually lead to negative consequences. This means that whoever is involved in politics must face the choice between an ethics of responsibility or consequences and an ethics of conviction (see Bruun 2007). Under an ethics of consequences, a politician acts unethically or causes harm for the sake of a good outcome or in order to prevent further harm. This type of ethics implies a demand for action, guided by the knowledge of the external consequences due to a lack of action. Under an ethics of conviction, a politician acts ethically, with ethics as an end in itself, and avoids directly causing harm, despite the possible negative consequences. In other words, the means to a given end are judged only according to their intrinsic value.

With regard to the state, Weber (1958) defines it as being an association of men dominating men through the monopoly of legitimate violence. In other words, modern states are created through a violent process that leads the “winners” to attribute to themselves exclusivity in the use of violence or the authorization of its use. Violence used by

unauthorized actors is not only illegitimate but illegal, and potentially criminal. The monopoly of legitimate violence leads the state to create a rhetorical difference between its own use of violence and the use of violence by others without its authorization. Force becomes the use of violence that enjoys legal protection, whereas violence refers to the illegitimate use of force (see Tilly 2003). The state attributes to itself not only the monopoly of legitimate violence, but also the power to define it through claiming the monopoly of legitimate discourse (see Balibar 1996). Hence, the state also has the power to label organizations and claims as being political and therefore legitimate, or non-political and therefore illegitimate, illegal, and even criminal (see Hall 1974).

This conceptualization of politics and the state allows us to conceive the use of violence in order to obtain or influence power as being in fact a political enterprise. Hence, anti-establishment armed groups and their members can be analyzed as political actors, despite the state's rhetorical attempts to render them non-political.

3. ANTI-ESTABLISHMENT ARMED GROUPS AS EMBRYONIC STATES BATTLING CONSOLIDATED STATES

Anti-establishment armed groups construe themselves as being legitimate states of reconfigured or previously existing territory occupied by illegitimate states that have usurped power and are oppressing indigenous or righteous communities. These organizations not only make specific claims with respect to the state, they demand a total transformation of the state or the government in place, and aim to bring down the existing state in order to replace it with a legitimate and just one. In some cases, these claims include demands for a change in the geographical construction of the state by including or excluding certain areas or regions, as in the conflict in Northern Ireland. In other cases, it is the structure and composition of the state that is challenged, and not its geographical boundaries, as in the armed conflict in Peru.

Weber's analysis of the state allows us to conceptualize insurgent organizations as embryonic states embarking on three courses of action that are considered to be the prerogative of consolidated states: using violent strategies to defeat their opponents and consolidate the

monopoly of legitimate violence; drawing on rhetorical and discursive strategies to legitimate their own actions and projects, while at the same time discrediting and delegitimizing the opposition; and undertaking the distribution, maintenance, and/or transfer of power or, simply put, the actual function of governing.

Anti-establishment armed groups deploy violent strategies for various purposes that, combined, are intended to lead to the collapse of the existing state. Once this has been achieved, the embryonic state represented by the anti-establishment armed group obtains and ensures the monopoly of legitimate violence, thus consolidating the organization as the newly constituted state. The violent strategies adopted involve gaining advantage over the adversary by controlling a particular territory, depleting the enemy's material resources and personnel, lowering the morale of the enemy, obtaining and/or protecting the material resources needed to continue the confrontation (such as money, armaments, sustenance, medical supplies, clothing and equipment), generating an image of the organization coherent with its official discourse, and finally, gaining the support and allegiance of the population by "liberating" them or protecting them from their "oppressors."

Interviewees related how the material support provided by part of the population in both conflicts was insufficient to maintain the "war effort," and therefore other strategies needed to be put in place to obtain either resources or the money to pay for them. As one Irish interviewee, Fiona, said:

My time in the [Irish Republican] Army [(IRA)] has been for the betterment of my country, and to deliver my country from oppressors, people who shouldn't be here. I believe that Ireland should be left to the Irish and I am prepared to do anything within my power to make sure that it happens.

Given that the different organizations directly involved in armed conflicts conceptualize themselves as legitimate states, they are fighting for control not only over legitimate violence but also over legitimate discourse. Thus, each party attempts to legitimize their own actions and projects, while at the same time discrediting and delegitimizing the opposition. For example, the MRTA attacked Kentucky Fried Chicken

outlets, as it claimed to be opposed to capitalism; the Shining Path attacked the US Embassy in Lima to demonstrate its “anti-imperialism”; and the Irish Republican Army attacked what it considered as symbols of British rule over the province of Northern Ireland in order to promote its vision of a united Ireland. Press releases were used continuously to accuse the state and its armed forces of terrorizing the population and attacking innocent people. Further, particularly in Northern Ireland, whenever civilians died during an explosion Republican organizations accused the police of not having evacuated the place that was bombed, despite what they said had been ample forewarning. In turn, the police accused the Republican organizations of callously killing civilians and denied having received proper information or enough time to be able to react. In other cases, there have been press releases by different organizations acknowledging mistakes that caused civilians deaths. Despite being uncommon, these strategies serve to present the organization as taking responsibility when things go wrong and thus being worthy of trust that their actions are otherwise legitimate. Anti-establishment armed groups present themselves as using the necessary “force” to fight off the “violence” of the state: interviewees from both Peru and Northern Ireland described state violence in depth and presented it as being at the origin of the conflicts they had taken part in.

Further, anti-establishment armed groups draw on the ethics of consequences or responsibility to justify their use of “force” (see O’Boyle 2002 and Zirakzadeh 2007). They present the use of force as the only viable recourse available to them to put an end to the suffering and death that they attribute to the violence of the state. As Brena, another Irish interviewee, put it:

We fight for a united Ireland. If we could do it through peaceful means, we would, but Britain never got out of anywhere unless she blew out of it, was bombed out of it or pushed out of it. They never leave anywhere peacefully.

Finally, whenever an anti-establishment armed group controls a particular territory or neighbourhood, it attempts to actually take responsibility over it and govern it. According to Alison, another Irish interviewee:

Armed Brits shouldn't be on our streets, the British government shouldn't have a say in what I do, where I go to school, or the tax I pay, or our education system, our health system, our employment system, our rules system. This is Ireland, the British government shouldn't come in and tell us what to do.

This means that the anti-establishment armed group seeks to ensure that issues of health, education, the economy, roads, and so on, are properly dealt with. Peruvian interviewees discussed how the Shining Path dismantled existing governmental structures and replaced them with its own infrastructure, even dictating the curriculum in schools. The organization also seeks to ensure the monopoly of legitimate violence by combating the opposition and disarming members of the community who are not part of the organization. There is also the issue of protecting the population under its control from attacks by the enemy, which may include other non-state actors: Irish interviewees described standing guard and patrolling neighbourhoods to prevent attacks by Loyalist organizations.

The organization also seeks to create and impose a moral and behavioural code that has to be respected not only by its own members, as mentioned by Peruvian interviewees in the case of the Shining Path, but by all members of the community they claim to represent or that has come under their control. In fact the organization attributes to itself a police role and seeks to control antisocial, immoral or criminal behaviour. Peruvian interviewees related instances in which the Shining Path warned members of a community to cease involvement in unacceptable behaviours, and punished repeat offenders by beating or killing them. Irish interviewees also reported that their organizations dealt with the criminal elements in the community they controlled in similar ways (see also Silke 1999). This policing role is essential to the aspirations of anti-establishment armed groups. It demonstrates the existence and nature of the political project that can increase or diminish support from the communities they claim to represent. The interviewees suggested that this kind of policing increased the support of the community in Northern Ireland, but in the Peruvian conflict it actually had a detrimental effect. Armed conflicts, insurgencies or armed struggles can thus be understood as confrontations between consolidated states and

embryonic states. This confrontation is of an existential nature, as the continuity or consolidation of the one depends on the annihilation of the other.

A successful campaign significantly depends not only on the political discourses and violent strategies of the anti-establishment organization, but also on the level of commitment of its members. Anti-establishment armed groups attempt to obtain the required level of commitment from their members through the use of diverse techniques for moulding recruits into “ideal combatants.” The concept of the “total institution” is useful in order to understand this process, as well as the experiences of those involved in these organizations.

4. ANTI-ESTABLISHMENT ARMED GROUPS AS TOTAL INSTITUTIONS

According to Erving Goffman, who originated the concept of the “total institution,” such institutions are “forcing houses for changing persons” through a “social reworking” that begins by disposing of the individuals’ social and personal identities (see Goffman 1961a). A total institution is the sum of all the roles we play in our lives, it is socially constructed, and it comprises the results of all our engagements with others through publicly validated performances (see Goffman 1959). Identities are supported by a “presenting culture” that needs to be dismantled through a process of disculturation or untraining, a mortification of the self (see Goffman 1961a).

These mechanisms and processes aim to create a situation where the “inmates” of a total institution are physically, socially and emotionally disconnected from the outside world. This process takes place within a particular physical environment, characterized by a breakdown of barriers between the multiple spheres of life, the creation of barriers to social intercourse with the outside world, constant surveillance of large numbers of people by a few staff separated from the “inmates,” and the transformation of the social role of work. The goal is to render the “inmates” dependent on the institution for the constitution of the self as a “stance-taking entity, a something that takes up a position somewhere between identification with an organization and opposition

to it” (see Goffman 1961a). Given that the self arises from interactions within a physical space, if the institution is able to control the physical space it can have control over the types and forms of interactions that take place, and therefore impose a particular self on its inmates. By refusing to participate in the expected activities, or becoming involved in forbidden activities, the members refuse the “official self” and the “social world available to it” (see Goffman 1961a). This allows inmates to resist the effects of total institutions and to create an alternative identity to the one promoted by the institution.

The interviewees’ discourse showed that anti-establishment armed groups are total institutions occupying four different sites that grant more or less direct and constant control over the members’ bodies. In prisons and military camps, autonomy and self-reliance are extracted from the individual, whereas the lack of direct and constant control in the urban environment gives members a level of autonomy, requiring a higher degree of self-discipline. Prisons and military camps create the physical conditions for anti-establishment armed groups to use mortification techniques as their main tool in the constituting of the self of its members. However, in the urban environment the members are constantly exposed to the outside world. Under these circumstances, it becomes crucial that combatants are able to act in accordance with the rules and needs of the organization without receiving constant and permanent orders to this effect. These organizations not only need to obtain compliance and obedience from their members, they also need to instil in them feelings and emotions that will ensure their commitment, and ingrain an ideological rationale that will allow them to know what is expected of them. As Brena explained: “You were educated in the Republican movement, the principles of the Republican movement, what the Republican movement stood for, and what was expected of you.” The living conditions of combatants, their relations with their comrades, and their daily lives show how the group manages to control the core of its members even though it does not physically control them. A Peruvian interviewee, Yolanda, recalled that

As time passed by I was more and more involved. . . . I did not exist as a person, I existed only as part of the ensemble. They had sucked everything out of me. . . . I didn’t exist because I couldn’t

decide things for myself. I had to be available twenty-four hours a day.

Mortification of the self as a technique is best used when the institution has constant physical control over the body of the individual and is able to isolate it from the outside world. This means that women experienced mortification techniques (see Goffman 1961a) mainly in prisons and military camps, whereas those living in the urban environment mainly experienced structuring conditions (see Coser 1974), such as isolation, ascription of elite status, trials of worthiness, and prestructured rituals. Isolation seeks to weaken existing social ties and prevent the development of new ones. Individuals are thus confined to a particular set of roles, with no alternative line of action. The identity of the member becomes dependent solely on the symbolic universe and identity offered by the “greedy” institution. Members lose what characterized them as individuals and are transformed from autonomous actors into subservient entities. The construction of an elite status around their membership in the organization aims to obtain voluntary compliance from them by promoting feelings of exclusiveness, and creating a division between “us” and “them.” Trials of worthiness serve to monitor, punish, and root out weaker members, while motivating the others to invest time and energy in the organization. Finally, prestructured rituals, such as bringing members together by holding periodic meetings, boost emotional energy, and intensify mutual focus and bonding. Through combinations of these techniques, anti-establishment armed groups generate more or less absolute compliance, and in some cases even dedication and loyalty from their members, whether they have physical control over their bodies or not. As Quela, another Peruvian interviewee, explained: “I was ready to die for the Party. They had taught me that the Party was my family, I had no other family and I lived by it.”

Goffman’s description of total institutions has resulted in a general belief that the transformation of the self requires inmates to live and conduct all of their activities in an enclosed space under the control of the organization. This research suggests, however, that mortification and transformation of the self can be achieved without direct and constant physical control over inmates. The combination of mortification techniques and structural conditions, as well as the

use of a multiplicity of sites, demonstrates that total institutions can function in open spaces, remaining total while appearing not to be. This opens a whole new world of possibilities for the previously enclosed domain of total institutions. The essence of anti-establishment armed groups and other total institutions remains the transformation of the self into a malleable object, allowing the institution to control and dictate its members' behaviour, emotions, thoughts, and actions, in order to be able to use them according to the needs of the institution.

Despite the attempts of anti-establishment armed groups to create the "ideal" combatant, the physical structure, the techniques at the disposal of the organization, and the strategies deployed by the inmates gave rise to three different identities: the vocational combatant, the wavering recruit, and the reluctant conscript (these roles are discussed further in the next section of this paper). By positioning themselves between identifying with the organization and opposing it, interviewees were able to constitute a different self than the one intended by the group and thus create an alternative identity.

Success in the production of a particular identity is not the determining factor in characterizing an organization as a total institution. What makes the concept a relevant analytical tool is the characteristics of the self that the organization attempts to produce, whether successfully or not, and the logic behind the techniques that it mobilizes.

5. CAREERS OF WOMEN IN ANTI-ESTABLISHMENT ARMED GROUPS

The concept of career was particularly useful in the analysis because it made it possible to look at women's involvement in these groups as a dynamic phenomenon changing over time in accordance with their experiences and the evolution of their personal lives, the organization, and the conflict (for a detailed analysis, see Felices-Luna 2008). As part of a symbolic interactionist approach, the concept of career facilitates an interpretative and explanatory analysis of events by looking at the subjective and objective meaning that social actors attribute to their action or inaction, while taking into consideration the objective

constraints imposed by the organization (see Passeron 1989). The biographical trajectories of social actors are thus understood by associating individual action with the institutional milieu, the social structure, and the sociohistorical context.

A career in an anti-establishment armed group can take one of three different forms: vocational, circumstantial or under constraint. A vocational career is characterized by members being aware of the existence of social injustices that afflict their community but that, in their view, cannot be resolved through traditional politics, because the government is the source of the problem, is unable or unwilling to intervene, or is the instigator through the use of violence. The key element is that members are highly motivated, believe deeply in the organization, and want to be part of it. They see themselves as social actors, as politically aware and committed, and as willing to do whatever is required of them in order to build the ideal society. The vocational combatant is a highly motivated member with a solid ideological background, utterly convinced of the need for armed conflict as a strategy to create the necessary changes for the good of society. She is therefore willing to suffer or die for the cause. In the words of the interviewee Zenaida:

I didn't join because it was fashionable at the time. It was something that I felt and that I did consciously. I was sure of myself and utterly convinced of what I was doing. I never did anything hesitantly. . . . I knew the risks. Many people I knew had disappeared or were in prison.

The circumstantial career follows a similar process, but the potential member is not thoroughly convinced either that armed conflict is a viable strategy to bring about change or that the organization itself is best suited to bring about the necessary change. Extraneous circumstances put the potential recruit in a position where they make the decision to become or remain a member of the organization. Those involved due to circumstances presented the identity of the wavering recruit, who believes in the cause proclaimed by the organization but lacks ideological training and firm convictions about the conflict or the organization. One such was Yolanda:

I was really torn because I didn't want people to live in misery and poverty, but in the end I felt that I was compelled to continue only because I had given my word. . . . I wanted to get out, but I couldn't deal with people dying because of me.

Finally, among the interviewees there were some who had been coerced into joining or remaining in an organization. Interestingly, this is a feature of the conflicts in Peru, but was not mentioned by the Irish interviewees and appears to be absent from the literature on the conflict in Northern Ireland. This mode of involvement is associated with the reluctant conscript identity, where belief in the cause, the organization or the ideology is utterly irrelevant, as involvement results from the confluence of people in vulnerable positions with an organization in need of increasing or maintaining its membership. These members were not committed to the organization or to the cause, and attempted to desert it when the opportunity presented itself, though rarely with any success. One Peruvian interviewee, Veronica, said:

You couldn't run away. How could you if they had a security perimeter and you were in the middle of the jungle? The whole area was under the control of the Shining Path. . . . You couldn't escape. . . . One time a guy tried to run away and he was shot.

The manner in which people are involved in armed conflicts and the identity associated with their mode of involvement tend to vary throughout the different stages of a career, from initiation through maintenance or withdrawal. This can be partly understood through the concepts of attachment—or self-identification with the positive identity associated with playing out a particular role (see Goffman 1961b)—and of commitment to the career, with the realization that the individual has too much to lose if they abandon it after investing time, energy, money, and other aspects of their life that are not related to that particular role (see Becker 1964). Levels of attachment and commitment are influenced by the precariousness and danger intrinsic to a career in an armed group, as well as experiences of involvement in a particular organization, the evolution of the career, changing views about the organization, and the evolution of the conflict.

Regardless of the mode of involvement or the evolution of their careers, the interviewees moulded the discourse produced throughout the interviews to attempt to form a coherent vision of their lives and their involvement. Through a process of selection, abstraction, and distortion of elements considered relevant to their purpose, the women presented themselves and their lives (past, present and future) in a way that was useful to their situation at the time of the interviews (see Strauss 1962). The Peruvian interviewees had all withdrawn from their organizations and, to a certain extent, regretted opting for armed conflict or questioned the judiciousness of that choice. They described their experiences in depth and included criticisms of their organizations. In contrast, the Irish interviewees did not regret their involvement, were proud of it, and continued working towards their political project through armed conflict, traditional politics or community work. They dwelled less on their experience, spoke more about their motivations and analyses of the conflict, and presented an overall positive discourse of the organization they had been or were associated with.

While creating this discourse, the interviewees were confronted with dealing with actions or emotions that did not fit with their construction of their life courses, and had a hard time speaking about them. For example, Zenaida, Carey, and Alison were ashamed of having pleaded guilty in court, which appeased their families but went against the principle of their organization requiring that its members should not “recognize” state institutions. On the other hand, Quela, Yolanda, and Verónica were somewhat uncomfortable about the pride they felt about certain actions related to their involvement in the armed struggle. These feelings represent not only a “social” shame, but a private and public recognition of a deficiency or inadequacy in their essence, because their actions or emotions do not correspond to the story they had created around who they are and what their life courses should be. In this regard, the Irish interviewees presented themselves as what Goffman (1961a) calls “success stories,” whereas the Peruvians interviewees alternated between the success story of the vocational combatant and the “sad tale” of the reluctant conscript. Nevertheless, whichever tale was adopted by an interviewee, those who had been vocational combatants needed to reconcile an apparent contradiction between that adopting that role and deciding to withdraw from the

conflict. Ximena, a Peruvian interviewee, described this contradiction candidly:

I feel guilty about all that I put my family through. . . . So I want to make it up to them. But at the same time, things haven't changed. The same conditions that made me want to join the armed struggle are still in place, even worse. . . . I still believe things need to change, I just don't have it in me. . . . I am trying to compensate through my work as a teacher.

A career in an anti-establishment armed group is characterized by being both political and deviant. The interviewees who had been officially labelled "terrorists" did not appear to be stigmatized by their immediate entourage. Either they found favourable reactions from people who appreciated their sacrifices for the community, or they were seen as having been "rehabilitated" through serving their prison sentence and no longer being officially involved in the armed group. Further, the political enterprise underlying the deviant nature of their acts was mobilized to protect their master status by framing their actions, not as deviant, but as congruent with dominating social values, such as the protection of the community and the redress of injustices.

6. WARRIORS AND POLITICIANS: WOMEN AS FULL CITIZENS

Women have traditionally been excluded from involvement in political and military affairs, as these activities are seen as going against the nature of and social roles assigned to women. Those advocating the exclusion of women from these domains mobilize "natural law" or similar concepts to portray them as presenting weaknesses that render them unsuitable for politics and for war (see Dayan-Herzbrun 2000; and Felices-Luna 2007). Women have thus been confined to the private sphere, with limited possibilities for participating in social and political life, particularly decision-making (see Phillips 2000). Nevertheless, when societies are confronted with political violence and armed conflict, women become directly involved in politics and in war. By doing so, women find themselves transgressing three social norms at once, given that they are

becoming involved in politics, taking part in violent activities, and using violence for political purposes, which is considered deviant in itself.

This position is criticized by those who argue that there is no “natural law” rendering women incompetent to take part in political or military activities (see Van Creveld 2002). The differences between men and women are conceived as being socially constructed and not inherent to the sexes (see Dombrowski 1999; and Peniston-Bird 2000). Emmanuel Reynaud (1988) has argued that the presumed incompatibility of women and war is based on an erroneous logic that contrasts an unquestionable biological reality (the difference between the sexes in reproduction) to an aptitude for fighting that varies according to individuals, time and societies.

The lack of a “natural” prohibition on the use of violence by women means that their exclusion from this domain represents in fact the protection of men’s interest in holding the monopoly of the right and duty to protect the community (see Reynaud 1988; and Israel 2000). Given that traditional views on citizenship demand that duties are fulfilled in order to be granted access to the rights associated with it, and that one of the constant and essential responsibilities has been the protection of the community, women’s “natural” exclusion from this task places them as second-class citizens (see O’Connor 1996). Therefore men have a real interest in terms of rights and power in maintaining women’s exclusion, as it places them as half-citizens rendering their oppression and domination easier to maintain.

In contrast, one interviewee, Fiona, declared: “I really think that being in the Army is my basic right.” This statement exemplifies the discourse of those interviewees who attempted to contribute to a political project through their involvement in armed conflict. Those among them who considered themselves feminists struggling to defeat patriarchy presented that struggle as parallel to, and independent of, the armed conflict they chose to engage in. Notwithstanding their intentions, through their sheer involvement in these domains women force society to re-examine traditional social relations based on the gendered division of labour and social structures construed through the division between public and private.

This presents a conundrum for anti-establishment armed groups. On the one hand, they need women to be involved in order to seek

to defeat the state and obtain power. On the other hand, they need to ensure the status quo and the continuation of traditional roles in order to maintain the much-needed support of their communities and the population in general. In order to do this, they need to develop an ideology that allows women to be combatants without substantially transforming social relations, so that women are expected to revert to traditional roles at the end of the conflict. In order to achieve this, the organization presents women's involvement in its activities as active citizenship under the direction and authorization of the organization. Any involvement in these domains without the endorsement of the organization remains in the realm of the deviant. Hence, even though these women have proved their capability and willingness to make the "ultimate sacrifice" for their community and the cause, the end of the conflict generally results in their return to the more traditional roles associated with their status as second-class citizens. An Irish interviewee, Carey, provided an example of this reversion:

About six months ago there was talk about a mural to commemorate ex-prisoners, and the guy I said this to says, "That's a brilliant idea. We're gonna have a wee boy in school uniform, and then we're gonna have him in workman's clothes, then we're gonna have a volunteer of the Republican movement with the IRA, and then something about men in the [Long] Kesh [camp], and then this man in civvies." I said, "That's excellent, but what about the women?" "Good point, yeah, never thought of that."

Despite emphasis in the literature on gender as a significant element in the analysis of women's involvement in anti-establishment armed groups, gender did not appear to be a main concern for the interviewees. Their discourse was structured around presenting themselves as social and political actors, engaged in an active practice of citizenship.

CONCLUSION

Research on political violence and armed conflict forces us to rethink traditional criminological theories and look outside the discipline for

new theories that will contribute to the understanding of these topics. These studies bring the political back into the realm of criminology as a central and unavoidable issue that needs to be conceptualized and theorized. The unintended effect of the development of this domain in criminology has been to reinforce and strengthen the relentless efforts of criminologists studying more widely recognized and accepted criminological themes from a critical perspective. These criminologists focus on the promotion of social justice by discovering power relations and dynamics, and exposing political and economic interests in the creation and application of laws, as well as in social reactions to law-breaking. The analysis produced by these studies, combined with those produced through research on political violence and armed conflict, further the development of a criminology that distances itself from its origins as a tool of the state (see Foucault 1975).

NOTE

1. Assistant Professor, Department of Criminology, University of Ottawa (mfelices@uottawa.ca).

REFERENCES

- Balencie, Jean-Marc, and Arnaud de la Grange. (2001). *Mondes rebelles : guérillas, milices, groupes terroristes*. Paris: Michalon.
- Balibar, Étienne. (1996). "Violence: idéalité et cruauté," in *De la violence*, ed. Françoise Héritier. Paris: Odile Jacob, 55–88.
- Becker, Howard. (1964). "Personal Change in Adult Life." *Sociometry* 27:1, 40–53.
- Becker, Howard. (1967). "Whose Side Are We On?" *Social Problems* 14, 239–47.
- Bruun, Hans Henrik. (2007). *Science, Values and Politics in Max Weber's Methodology*. New and revised ed. Aldershot: Ashgate.
- Coser, Lewis. (1974). *Greedy Institutions*. New York: Free Press.
- Cunningham, Karla. (2003). "Cross-Regional Trends in Female Terrorism." *Studies in Conflict and Terrorism* 26, 171–95.

- Dayan-Herzbrun, Sonia. (2000). "La mixité dans le politique," in *Genre et politique : débats et perspectives*, ed. Thanh-Huyen Ballmer-Cao. Paris: Gallimard, 281–99.
- Dombrowski, Nicole. (1999). *Women and War in the Twentieth Century: Enlisted with or without Consent*. New York: Garland.
- Felices-Luna, Maritza. (2007). "L'implication des femmes au sein des groupes armés contestataires : la déviance au service d'une entreprise citoyenne." *Champ Pénal* 4. Online at <http://champpenal.revues.org/document3173.html> [consulted June 1, 2010].
- Felices-Luna, Maritza. (2008). "Déviante et politique: la carrière des femmes au sein des groupes armés contestataires." *Déviance et Société* 32:2, 163–85.
- Foucault, Michel. (1975). *Surveiller et Punir*. Paris: Gallimard.
- Foucault, Michel. (2003). *Il faut défendre la société : Cours au Collège de France, 1976–1977*. Paris: Gallimard/Seuil.
- Goffman, Erving. (1959). *Presentation of Self in Everyday Life*. New York: Doubleday.
- Goffman, Erving. (1961a). *Asylums*. New York: Penguin.
- Goffman, Erving. (1961b). *Encounters*. New York: Bobbs-Merrill.
- Gonzales-Perez, Margaret. (2004). *Women and Terrorism: Female Activity in Domestic and International Terror Groups*. New York: Routledge.
- Hall, Stuart. (1974). "Deviance, Politics and the Media," in *Deviance and Social Control*, ed. Paul Rock and Mary McIntosh. London: Tavistock, 261–306.
- Israel, Mark. (2000). "The Commercialisation of University-Based Criminological Research in Australia." *Australian and New Zealand Journal of Criminology* 33, 1–20.
- Israel, Mark. (2004). "Strictly Confidential? Integrity and the Disclosure of Criminological and Sociolegal Research." *British Journal of Criminology* 44:5, 715–40.
- Israeli, Raphael. (2004). "Palestinian Women: The Quest for Violence in the Public Square through 'Islamikaze Martyrdom.'" *Terrorism and Political Violence* 16:1, 66–96
- Kateb, George. (2000). "Political Action: Its Nature and Advantages," in *The Cambridge Companion to Hannah Arendt*, ed. Dana Villa. Cambridge: Cambridge University Press, 130–48.
- Morgan, Rod, and Mike Hough. "The Politics of Criminological Research." in *Doing Research on Crime and Justice*, ed. Roy King and Emma Wincup. New York: Oxford University Press.

- Mullins, Christopher, and Dawn Rothe. (2008). *Blood, Power, and Bedlam: Violations of International Criminal Law in Post-Colonial Africa*. New York: Peter Lang.
- Noaks, Lesley, and Emma Wincup. (2004). *Criminological Research: Understanding Qualitative Methods*. London: Sage.
- O'Boyle, Garrett. (2000). "Theories of Justification and Political Violence: Examples from Four Groups." *Terrorism and Political Violence* 14:2, 23–46.
- O'Connor, Julia. (1996). "Citizenship, Welfare State Regimes and Gender Stratification." *Current Sociology* 44:2, 48–77.
- Passeron, Jean-Claude. (1989). "Biographies, flux, itinéraires, trajectoires." *Revue française de sociologie* 31:1, 3–22.
- Peniston-Bird, Corinna. (2000). *A Soldier and a Woman: Sexual Integration in the Military*. Toronto: Longman.
- Phillips, Anne. (2000). "Espaces publics, vies privées," in *Genre et politique : débats et perspectives*, ed. Thanh-Huyen Ballmer-Cao. Paris: Gallimard, 397–454.
- Piron, Florence. (2005). "Savoir, Pouvoir et éthique de la recherche," in *Foucault et le contrôle social*, ed. Alain Beaulieu. Quebec City: Presses de l'Université Laval.
- Reynaud, Emmanuel. (1988). *Les femmes, la violence et l'armée : essai sur la féminisation des armées*. Paris: Fondation pour les études de défense nationale.
- Ross, Jeffery Ian. (1999). "The State of State Crime Research: A Commentary." *Humanity and Society* 23:3, 273–81.
- Rothe, Dawn, et al. (2009). "That Was Then, This is Now, What About Tomorrow? Future Directions in State Crime Studies." *Critical Criminology* 17, 3–13.
- Ruggiero, Vincenzo. (2006). *Understanding Political Violence*. Maidenhead: Open University Press.
- Schwartz, Martin, and David Friedrichs. (1993). "Postmodern Thought and Criminological Discontent: New Metaphors for Understanding Violence." *Criminology* 32, 221–46.
- Silke, Andrew. (1999). "Rebel's Dilemma: The Changing Relationship between the IRA, Sinn Féin, and Paramilitary Vigilantism in Northern Ireland." *Terrorism and Political Violence* 11:1, 55–93.
- Silke, Andrew. (2001). "The Devil You Know: Continuing Problems with Research on Terrorism." *Terrorism and Political Violence* 13:4, 1–14
- Sommier, Isabelle. (2000). *Le terrorisme*. Paris: Flammarion.

- Stack-O'Connor, Alisa. (2007). "Lions, Tigers, and Freedom Birds: How and Why the Liberation Tigers of Tamil Eelam Employ Women." *Terrorism and Political Violence* 19:1, 43–63.
- Strauss, Anselm. (1962). "Transformations of Identity," in *Human Behaviour and Social Process: An Interactionist Approach*, ed. Arnold Rose. Boston, MA: Houghton Mifflin, 63–85.
- Tablet, Paola. (1979). "Les mains, les outils, les armes." *L'Homme* 19, 5–61.
- Tilly, Charles. (2003). *The Politics of Collective Violence*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Turk, Austin. (2004). "Sociology of Terrorism." *Annual Review of Sociology* 30, 271–86.
- Van Creveld, Martin. (2002). *Les femmes et la guerre*. Monaco: Éditions du Rocher.
- Weber, Max. (1958). *Politics as a Vocation*. New York: Oxford University Press.
- White, Rob. (2002). "Criminology for Sale: Institutional Change and Intellectual Field." *Current Issues in Criminal Justice* 13:2, 127–42.
- Wight, Colin. (2009). "Theorising Terrorism: The State, Structure, and History." *International Relations* 23:1, 99–106.
- Zirakzadeh, Cyrus Ernesto. (2002). "From Revolutionary Dreams to Organizational Fragmentation: Disputes over Violence within ETA and Sendero Luminoso." *Terrorism and Political Violence* 14:4, 66–92.
- Zwerman, Guilda. (1992). "Conservative and Feminist Images of Women Associated with Armed, Clandestine Organizations in the United States." *International Social Movements Research* 4, 133–59.

La danse en prison : analyse d'une expérience singulière

par

Sylvie Frigon¹ et Claire Jenny²

La criminologie est une discipline à ressorts multiples. Elle est plurielle et diversifiée. Ses territoires sont vastes et ses frontières poreuses, comme en atteste la recherche que nous avons menée sur la danse en prison depuis près de cinq ans. La danse en prison : impossible alliance ? interstice de liberté ? transition vers un espace nié à un espace restitué ? Pendant une décennie, de Fresnes, en France, à Montréal et à Joliette au Québec, la compagnie de danse Point Virgule – fondée à Paris en 1989 par Paule Groleau et Claire Jenny – offrira des ateliers de danse en prison.

La danse est un langage. Cet art met en œuvre des récits de corps. La danse contemporaine s'invente perpétuellement, développe des pensées corporelles différentes pour chaque créateur, voire pour chaque œuvre. Depuis le début du xx^e siècle, ces pensées du corps ont souvent été directement liées aux mutations politiques et sociales successives. Le danseur appréhende le monde avec « le corps en mouvement comme instrument de savoir, de pensée, et d'expression » (Louppe 1997 : 13). La présence et la pratique de la danse en détention remettent en question les perceptions, les expériences et les expressions des corps incarcérés.

Notre travail de réflexion et de recherche sur le corps des femmes détenues, et plus particulièrement sur l'automutilation depuis de nombreuses années fait écho aux enjeux de la danse déployés par Claire Jenny et sa compagnie dans le cadre de leurs projets de création en prison. Nos ancrages philosophiques et sociologiques communs sur l'humain, le citoyen et l'intégrité de la personne ont vite consolidé notre complicité, alimentant nos visions sur la prison.

Par la rencontre d'une criminologue canadienne et d'une chorégraphe française, nous évoquerons dans ce texte nos regards croisés sur l'expérience chorégraphique singulière de la compagnie Point Virgule en prison : la danse contemporaine versus le corps incarcéré. Dans un premier temps, nous poserons un regard sur certains phénomènes relatifs aux « usages » du corps en prison, c'est-à-dire la façon dont les corps en prison sont contrôlés et résistent grâce à diverses stratégies. Nous exposerons des enjeux créatifs et criminologiques sur les questions du corps en mouvement. Dans un deuxième temps, nous présenterons certaines démarches de création menées avec des femmes détenues et analyserons la danse comme outil de « reconquête de l'estime de soi ». Enfin, nous évoquerons la danse contemporaine comme outil théorique dans l'analyse de la prison. Ainsi, nous déclinons des regards artistiques dévoilant des dimensions corporelles, spatiales, temporelles, relationnelles et sonores inhérentes à l'incarcération³.

1. LES « USAGES » DU CORPS EN PRISON

1.1. Le corps pénétré par la détention

L'humain qui traverse des épreuves menant à des expériences d'enfermement s'est construit en « incorporant » des phénomènes de tension extrême. Dans les récits des personnes enfermées, on constate combien le corps est marqué, disloqué et combien il devient transparent. Si l'on considère plus spécifiquement les états de corps rencontrés au sein de différents centres de détention de femmes, entre autres en France et au Québec, il est possible d'appréhender « le corps à la fois comme site de contrôle et comme site de résistance » (Frigon 2001 : 31-55). La prison renvoie à une identité corporelle singulière qu'elle produit, un corps qui

ne s'appartient plus. Dans l'idéologie de l'enfermement, c'est toujours du corps dont il s'agit. À l'instar de Foucault (1975) et de bien d'autres auteurs d'inspiration foucauldienne, nous sommes d'avis que tout un ensemble de procédures dans l'enfermement participe à l'opération d'assujettir les corps pour les rendre à la fois « dociles et utiles ».

Le corps résiste aussi à l'aliénation engendrée par la logique pénitentiaire : le corps en prison sert donc également d'outil de survie et même d'outil de résistance. Diverses stratégies, particulièrement liées aux corps, sont utilisées par les femmes et les hommes pour se réapproprier un sentiment d'identité. Le maquillage, l'habillement, les tatouages, les grèves de la faim, les grèves de l'hygiène, la masturbation, le sport et les relations intimes en sont des exemples.

L'automutilation est un cas de figure intéressant, illustrant l'érosion du corps des femmes par le pouvoir de punir. Les femmes incarcérées s'automutilent beaucoup, davantage que les hommes. Les hommes, en général, tournent leur violence vers les autres, tandis que les femmes la retournent contre elles-mêmes. Elles se punissent (Frigon 2009 : 36).



Résilience – Photo Philippe Rivière

1.2. Lieux de résistance des corps au sein des lieux de détention

Le xx^e siècle a connu les premiers balbutiements de l'action culturelle en prison avec la création des premières bibliothèques et l'entrée en scène de la culture physique dans les années 1930 (Pagès 2004). Le début des années 1980 dans les prisons témoigne d'un essor important et, depuis 1986, la mise en place d'un protocole sert à assurer une certaine continuité dans la démarche (Schneider 2007). Cette action culturelle prend la forme d'interventions théâtrales, littéraires, visuelles, musicales. La danse représente une infime partie des propositions en détention. En revanche, dans les pénitenciers québécois et canadiens, les actions culturelles sont plus ponctuelles et ne bénéficient pas d'un protocole ou d'un partenariat culture-justice, mais jouissent néanmoins d'un plus vaste éventail de programmes institutionnalisés. Par contre, les pratiques sportives, notamment la musculation, se sont relativement développées dans les prisons. Mais ces dernières ne sont pas toujours encadrées par des professionnels. Et de ce fait, elles engagent bien souvent le corps dans un culturisme « en force », un serrage supplémentaire des corps, déjà verrouillés par l'expérience carcérale.

La Compagnie Point Virgule, qui regroupe danseurs, comédiens et collaborateurs artistiques, poursuit une démarche créative avec les prisonnières. En proposant des ateliers de danse durant de 50 à 75 heures, l'équipe offre un moment unique de reconquête de soi, de son corps par la danse – moment qui, comme nous le verrons, laissera sa marque, sa trace sur toutes les facettes de la vie de la personne.



Résilience – Photo Philippe Rivière

1.3. Enquête et enjeux de réflexion

Afin de « transcrire » ou de « traduire » cette expérience singulière de création chorégraphique dans l'univers criminologique, nous avons réalisé une enquête de terrain portant sur le corps, la danse et l'enfermement. Dix-huit entrevues ont été effectuées en France et au Québec (avec une ex-détenue, cinq détenues, un créateur d'images, un créateur en univers sonore, une chorégraphe, trois danseuses-interprètes, deux comédiens, une analyste du corps dans le mouvement dansé, deux étudiants préprofessionnels et un intervenant en milieu carcéral). Le questionnaire visait à explorer leur expérience de la danse en prison, leur image du corps et la place de la danse dans un milieu de détention.

Avec cette enquête, nous souhaitions mener une réflexion sur les effets de l'incarcération dans le quotidien par le truchement des ressentis et des potentialités des corps, de leur intimité et de leur identité, et des effets de la danse dans la vie des détenus. Notre objectif était également de redonner la parole aux femmes en tant que sujet. La parole comme « trajectoire de l'intime » (l'expression est de Denise Desautels 1986), comme un tracé qui nous permet de faire résonner les thèmes les uns par rapport aux autres, de mieux saisir l'expérience de la chair, des corps. « Ces mots en errance nous montrent comment le corps est un site central de la manifestation du pouvoir et, par le marquage, la transformation et la mutilation des corps, s'installe et se perpétue le pouvoir de punir » (Frigon 2007a : 762-766 et 2007b : 239-252).

2. LES PROCESSUS DE CRÉATION EN DÉTENTION : LA DANSE COMME OUTIL DE « RECONQUÊTE DE L'ESTIME DE SOI »

Dès le début du xx^e siècle, la danse contemporaine élabore de nouvelles manières d'appréhender et de mettre en œuvre le mouvement du corps. Dans sa quête de libération, elle a déployé, entre autres, un traitement renouvelé des phénomènes de la gravité, des relations du corps avec le sol et avec d'autres corps. Alors que la danse classique édifie une verticalité du corps perpétuellement maîtrisée, la danse contemporaine explore des mobilités animées par le déséquilibre, voire la chute. Les corps

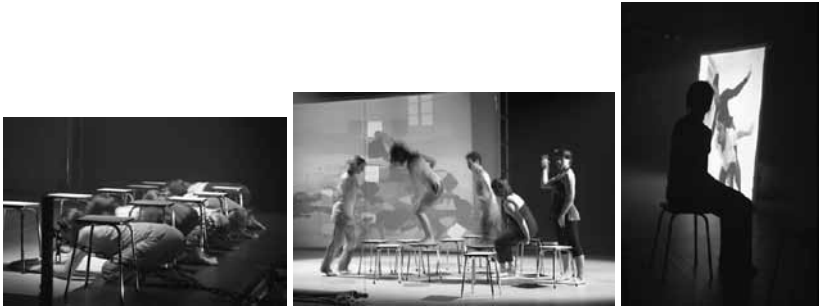
peuvent alors inscrire leurs propositions gestuelles dans une diversité infinie d'organisation de l'espace, du temps et de la relation. La danse contemporaine est ainsi un langage à part entière. Elle met en jeu l'être dans sa globalité et sollicite, interroge, voire réhabilite la place du corps dans l'existence de chacun. L'art de la danse questionne les démarches de création : les attitudes et les mobilités du corps, les thématiques et les concepts abordés, ainsi que les manières de concevoir les spectacles (Frigon et Jenny 2009).

2.1. La raison d'être de la danse en prison

En prison, « le temps se dilate, avec vacuité, vide de sens, quadrillé », la danse en prison est donc une « bouffée d'air et est essentiellement un travail d'urgence », selon François Verret (cité par Pagès 2004 : 18). Dans un travail de recherche dans Internet, nous avons repertorié 28 programmes de danse en prison dans 6 pays différents, dont les Philippines, l'Inde, l'Angleterre, le Canada, la France et les États-Unis, ces trois derniers en tête de peloton (Frigon et Jenny 2009). Plusieurs objectifs sont poursuivis par les ateliers de danse, comme la réhabilitation, la réinsertion, l'offre d'une stratégie pour contrer la violence, la spiritualité, la possibilité de reprendre contact avec son corps et ses émotions, ainsi que l'offre d'une intervention thérapeutique. Différentes esthétiques sont également mises de l'avant, comme la danse contemporaine, le hip-hop, la danse africaine, la danse jazz moderne, les danses anciennes et sacrées. Diverses modalités encadrent ces initiatives : certains ateliers offerts par des professionnels et des étudiants peuvent s'échelonner sur quelques jours, parfois quelques semaines, mais très peu s'inscrivent dans la durée. En outre, on pourrait affirmer que « [l]es fonctions de la danse en prison vont de l'errance intérieure en passant par un éveil jusqu'à un nouvel enracinement de soi » (Frigon et Jenny 2009 : 52).

De plus, les femmes en prison ont souvent des corps en souffrance, des corps trahis (Frigon 2001), « des corps qui ne savent plus se poser » (Jenny, Schulmann et Stehr 2003 : 51-63). La danse est une façon de déverrouiller ce corps anesthésié, engourdi : de poser des pieds incertains (souvent sans ancrage), de projeter un regard, d'ouvrir la cage thoracique et de débloquer les flux respiratoires, de vivre sereinement, librement les phénomènes de l'équilibre et du déséquilibre, de s'élancer dans l'espace.

Au moyen de cet art charnel, les détenues se réapproprient un espace nié, retrouvent un équilibre : se tenir debout, droit, s'élancer, aller vers l'autre, être dans soi. Ici, elles laissent leurs blessures (aussi bien physiques que psychiques) se panser, elles « respirent », en communion avec elles-mêmes, elles accueillent timidement l'autre (par des relations de contact, de poids, allant jusqu'aux portés).



Résilience – Photos Patrick Berger

2.2. Deux expériences

En 2004, Claire Jenny, accompagnée de son équipe de collaborateurs artistiques français, mène un projet au sein de la Maison Tanguay (prison provinciale pour femmes de Montréal). Le 18 octobre 2004, une représentation au sein même de l'établissement pénitentiaire est présentée à d'autres détenues et à des invités extérieurs. Ayant assisté au spectacle, j'ai écrit :

Lors de cette représentation à laquelle nous avons eu le privilège d'assister, la fébrilité était palpable dans le silence qui crie. Des moments de transe, de désespoir, d'élans libérateurs, des moments tendres et inconfortables comme si on regardait par le trou de la serrure. Des portés, des courses, des appuis au sol évoquant la respiration, l'étouffement, l'ordre. Un univers sonore aussi rappelant les clés gigantesques qui entrent dans les serrures, des portes qui claquent. On voit presque les caméras de surveillance déguisées en projecteurs. On sent presque l'odeur de la nourriture institutionnelle, le détergent qui agresse les narines, la poussière... On voit presque un univers clos sans diamètre, sans perspective.

Tous les sens sont atrophiés. Des moments de grande beauté, de grâce, d'hésitations, de balbutiements. Des danseurs et des danseuses professionnel(les) de la compagnie qu'on sentait prendre soin de l'autre... d'elles. Des femmes qui se présentent en blouse blanche récitant leur numéro d'écrou. En arrière-plan, des draps, des draps blancs. Qui rappellent la buanderie de l'institution. Une femme, en marge, qui tourne autour, qui tourne en rond. Un moment magique où le danseur de la compagnie danse une valse avec une femme détenue devenue danseuse pour l'heure avait une petite robe fleurie accrochée sur le dos donnant l'impression d'une enfance, d'une tendresse retrouvées (Frigon et Jenny 2008 : 245-246).

Sylvie, une prisonnière, dira, à l'issue de cette expérience :

Et je dansais, tournais, virevoltais au sein d'autres danseurs qui tournaient et virevoltaient.
 Et comme eux je flottais dans les airs, tournais au sol.
 J'occupais l'espace, tout l'espace.
 La lumière m'inondait, la musique m'envahissait.
 Le rythme me portait jusqu'au *standing ovation* du public dont les cris et applaudissements me nourrissent encore de cette joie qui fut la nôtre (citée par Bordeleau 2005 : 13).

Une autre expérience de danse au Québec est réalisée au pénitencier de Joliette en 2006, dirigée par la compagnie Point Virgule et Les Productions C (avec des étudiants de danse de l'UQÀM). Au cours de ce nouveau projet, les femmes détenues ont essentiellement investi un langage de la relation dansé : des relations de corps à corps (du contact doux d'un souffle léger à l'extrême abandon du poids du corps porté avec précaution par d'autres corps). La qualité d'implication et d'attention délicate à l'autre ne permettait pas de distinguer les femmes détenues et les jeunes danseurs professionnels interprétant ces séquences. Chacun avait une grande fierté et un immense bien-être à prendre soin de l'autre. Pour les détenues de la prison de Joliette, il s'agissait d'évoquer les notions positives de la famille : entourer, soutenir, aider, etc.

2.3. Témoignages

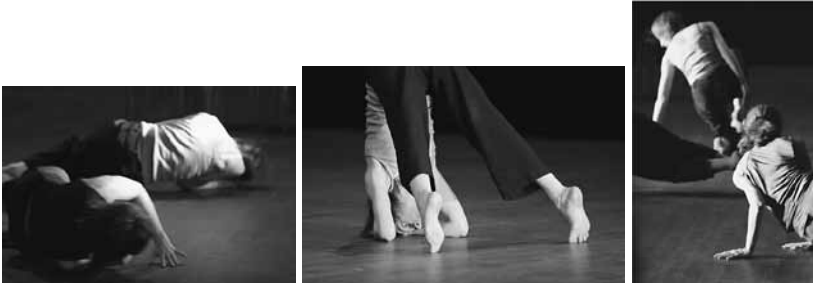
La prison, c'est la mort [...]. Tu es dépossédée [...]. En prison, t'es dans ce rapport de force constant qui te bouffe l'intérieur [...]. Il fallait s'exprimer avec son corps, alors que d'habitude il faut toujours le réprimer [...]. Tu anesthésies un peu tes sens en fait. Les cinq sens sont sollicités quoi, que ça soit le toucher, l'odeur, la vue, etc. Ça nous révèle [...] enfin moi ça me révélait aussi une certaine sensibilité que j'avais plus ou moins enfouie ou enterrée quoi, et puis, là, qui rejailit [...]. Voilà mon corps n'est pas seulement une arme contre l'oppression [...], ça pouvait être aussi un moyen d'exprimer des choses [...].

Tous les jours, ou tu prends des cachets ou [...] les filles qui se mutilaient [...]. Il faut que tu déballes cette souffrance psychique par une souffrance physique quoi. Et t'as envie de le violenter ton corps parce que tu ne sais pas comment taire cette violence, tu ne peux pas t'en prendre à personne [...]. On fait ça quoi. On se fait du mal. Puisque le seul contact corporel que j'avais c'était des coups ou alors l'absence de toucher quoi. À part le froid de la douche le matin [...]. J'avais du mal avec mon corps [...]. Je mangeais n'importe quoi. Je prenais pas soin de mon corps. Et puis après c'est la danse qui a contribué en tout cas à cet éveil-là, de sentir déjà que quand tu manges équilibré et tout, tu te sens légère. Je suis davantage reliée à mon corps. La danse, ça te relie aussi beaucoup avec tes émotions d'enfance (Audrey, ex-détenue, Fresnes).

3. LES PROCESSUS DE CRÉATION « SUR » LA DÉTENTION : LA DANSE COMME OUTIL D'ANALYSE

Deux pièces chorégraphiques professionnelles de la compagnie Point Virgule, *Résilience* et *Cheminement*, « travaillent » les notions de corps d'abîme, poreux, lieu de passage entre soi et le monde, lieu de dépôt de ses perceptions. Dans ces deux spectacles, les dispositifs de la punition et de la surveillance sont chorégraphiés : caméra de surveillance, bruits des clés et des portes, voix récitant des ordres, etc. Dans la vidéo, les danseurs, aussi bien les professionnels que les femmes incarcérées, vont

toucher à la fois les dimensions intimes de l'enfermement (étouffement, tourner en rond, impossibilité de se lever, de décompenser) et les interstices de la liberté (des portées qui suggèrent de rares envols, des déplacements au sol qui montrent les femmes reconquérant une relation avec le sol, ancrage pour prendre l'espace de nouveau).



Résilience, prolongements – Workshop à Montréal

3.1. *Résilience* et *Cheminement* : deux pièces professionnelles « sur » le corps incarcéré

Le spectacle *Résilience* a été créé avec des femmes incarcérées à la maison d'arrêt de Fresnes et les interprètes et collaborateurs artistiques de la compagnie Point Virgule. Cette pièce, alliant la scène et la vidéo, est le résultat d'explorations dansées croisées : celles menées au cours d'ateliers de danse en prison avec des femmes qui vivent les conséquences de l'enfermement jusque dans leur corps et celles des différents artistes professionnels de la compagnie sur leurs expériences sensibles éprouvées dans le cadre de projets de création en détention. Grâce à un dispositif d'écrans, le spectateur, souvent en position de voyeur, pénètre dans la coursive de la prison – la vidéo étant le « seul moyen de faire exister les détenues à l'extérieur » (Chocas 2003).

Claire Jenny met en tension le vécu corporel de détenues (une vidéo danse créée et interprétée par huit d'entre elles) avec celui des cinq danseurs [...] dans une seule et même création s'appuyant sur le concept, mis en lumière par Boris Cyrulnick, de « résilience », cette aptitude que nous avons de survivre aux traumatismes et aux épreuves que nous traversons, de rebondir pour nous reconstruire ailleurs,

différemment... En gage de vie. Dans un flottement continu entre l'espace vidéo, sonore, et chorégraphique (comme un tricotage), « Résilience » propose une traversée dans le désert des perceptions en provoquant un engagement total du corps dans tous ses états, jusqu'à faire mouche dans celui du spectateur (Yokel 2002 : 24).



Résilience – Photos Patrick Berger

Cheminement met en scène une danse en duo, Claire Jenny et Nathalie Schulmann, qui parcourt depuis de nombreuses années les questions, les sensations, les traversées en travaillant les liens entre la création chorégraphique professionnelle et le vécu de femmes détenues. Cette pièce chorégraphique développe une écriture pour suggérer ce qui nous construit, élabore notre différence (de la courbure de notre voûte plantaire aux inflexions de notre regard) et détermine nos liens avec ce qui nous entoure, nos relations avec l'autre. C'est un langage dansé qui prend sa source dans ce qui nous fonde, ce qui nous permet de « tenir debout », en équilibre, au plus profond de nos fibres, grâce et malgré les périls et les épreuves de nos histoires individuelles.



Cheminement – Photos Patrick Berger

3.2. Regards artistiques sur l'univers carcéral : la danse comme outil d'analyse

En prison comme dans la danse, les dimensions spatiales, sonores et corporelles sont fortement codées et régulées. Commençons par l'espace. Les deux extraits qui suivent mettent en relief l'architecture de l'espace carcéral – espace empreint d'oppression.

La prison de Fresnes est une très vieille prison, très ancienne [...], c'est très impressionnant de voir aussi [...] les contrôles, les portes, le sas [...]. Et, et finalement, le peu d'espace qui est réservé à chaque détenue. Et ça, c'est très impressionnant. Il y a un immense hall central qui est vide constamment. Et il y a des cellules qui sont minuscules, qui sont très vétustes. Enfin des conditions [...] assez terribles. Donc, le spectacle a eu lieu dans la coursive, ce qu'on appelle la coursive, un espèce d'immense espace au milieu de... comme un vaisseau, comme ça il y a un immense espace au milieu où il y a jamais personne, donc qu'on a investi pour le spectacle par contre. Moi, j'ai trouvé très, très difficile (Pierre Cottreau, créateur des images de *Résilience* et de *Cheminement*, Point Virgule).



Résilience – Photos Patrick Berger

Juliette, danseuse professionnelle, dira ceci sur l'espace :

La prison est impressionnante avec sa structure en étoile. Impression assez forte émotionnellement parce que, bien moi c'était vraiment ma rencontre avec la prison et puis c'est une vieille, vieille prison, je me souviens des grillages [...] enfin c'est très sale, c'était vraiment glauque [...], très vétuste. Très vétuste. Donc, ça

rend la vie encore plus dure [...]. Elles étaient quatre dans une cellule qui ne fait même pas la taille de la table. La proximité, la promiscuité... (Juliette Vézat, Point Virgule).

Les dimensions sonores ont, pour leur part, une très grande signification. On n'a qu'à se rappeler nos premières visites en prison. Anita Praz, conceptrice sonore de *Résilience* et de *Cheminement*, raconte fort éloquentement :

C'était, c'était très impressionnant. Ça m'a vraiment impressionnée [...]. Le poids comme un plomb, comme une tension [...]. Et je ne sais pas, quelque chose de palpable, de très lourd, de, de [...] (*soupir*) de terrible, alors qu'en fait [...] on, on pourrait dire, il se passait rien, enfin rien [...] il y a pas eu d'événement, il y a pas eu de chose de particulier. C'est une journée qui s'est passée tout à fait normalement j'imagine pour ces femmes-là. [...] ça m'a beaucoup marquée. [...] Je suis sortie mais c'est comme si j'avais, physiquement j'étais courbaturée.

Faisant ressortir comment l'artiste reçoit, encaisse la prison, elle continue :

[Un lieu] extrêmement réverbérant, d'une réverbération très, très dure et longue. Ce qui fait que [...] il y a beaucoup de bruits d'impact forts et quelque chose qui résonne [...] tout le temps. Rien de mat ou d'apaisant bien entendu. Un espèce de silence tout le temps perturbé, tout le temps brouillé par une résonance dure, métallique, sur la pierre, le métal, comme des matériaux durs. Donc un son toujours très très dur. [...] dans tout ce qu'on entendait du sonore on avait toujours l'espace de la prison, que cet espace-là résonnait tout le temps. Donc nous laissait jamais en paix. Ça, ça m'a marquée, oui.



Résilience – Photos Patrick Berger

Les dimensions corporelles figurent parmi les plus importantes dans la pratique de la danse. Et, pour les femmes en prison, le corps est marqué par une certaine étrangeté. Paule, danseuse professionnelle de la compagnie Point Virgule, décrit ce qu'elle voit dans ses premières visites.

[...] des corps malades dans le mouvement [...] elles sont creuses parce que le sternum est un peu relâché, le dos est voûté, la vision vers le bas, le bassin est lâché, les genoux [...]. Dans notre métier, notre corps est tellement notre instrument de travail. On voit ça dans le déplacement en prison. Son enveloppe corporelle, sa motricité changent puisqu'elles sont contraintes à des mêmes trajets, des mêmes horaires, des espaces réduits. Il n'y a pas de projection.

Dans l'expérience de la danse, les femmes détenues sont forces de proposition. Elles doivent travailler sur les principes fondamentaux de la danse contemporaine tels que les sensations de l'équilibre, comme l'ancrage qui passe par la reconstruction de l'estime de soi, le regard et la présence de soi, la projection de soi, le mouvement. Vanessa, détenue de Joliette, raconte :

Moi, le voyage intérieur, je l'ai fait en étant en prison, malheureusement. Mais ça aussi c'est une sorte de voyage intérieur, puis je le souhaite à chaque personne. Parce que c'est ça qui fait qu'on grandit, qu'on apprend sur soi, qu'on ouvre nos horizons. Peut-être que cette expérience-là, elle va pas toucher quelqu'un d'autre autant que moi ça m'a touchée. Puis ça m'a donné beaucoup de confiance en moi. Beaucoup. Beaucoup, beaucoup, beaucoup.

Ainsi, les femmes détenues apprennent à réapprivoiser l'autre, à lui faire confiance, à accepter le poids de l'autre et le corps à corps, comme en témoigne Audrey, ex-détenue de Fresnes :

C'est tellement grave le rapport au corps en prison, entre les filles qui se violentent ou les autres qui donnent leur corps. Je pense que la danse propose de relier soi-même, son corps et son esprit, sa sensibilité, de réapprendre les contacts. Apprendre à vivre tout simplement. Plus avoir cette méfiance, se lâcher un peu.

Le contact avec l'autre est difficile, mais combien libérateur quand il existe, comme en témoigne Paule Groleau, danseuse :

Je me souviens qu'à Tanguay, à un moment, il y avait des petits duos où juste on devait se prendre par la taille et donc je la prends la première fois très, très doucement comme ça et j'ai senti un « hein », et puis un corps venir dans ma main [...], « ça va, j'ai confiance, c'est bien, tu es avec moi, c'est cool ».

[...]

Se retrouver deux filles à faire un truc qui était sur une sensualité forcément, sur une féminité. Alors on improvisait chacune et on essayait de modeler ensemble, de mettre ensemble. Moi je pense que cette fille avait perdu un peu l'idée du contact comme ça, mais du contact doux. Et c'était fort parce que je la sentais vibrer à l'intérieur. Je la sentais vibrer. Et c'était agréable, en même temps pris de malaises. Enfin, bon, on était toutes les deux comme ça, quoi.

CONCLUSION

Comme le suggère le présent chapitre, une analyse plus poussée des entrevues et des images, des bruits, du temps, de l'espace et des techniques du corps dans la danse permettront de traduire des propositions chorégraphiques en propositions criminologiques et vice versa. En effet,

[L]a danse en prison est, à la fois, un magnifique instrument de reconquête de son corps, de soi et un outil d'analyse de la prison. En effet, les femmes ont parlé des transformations opérées pendant les ateliers de danse et au-delà, dans le temps et dans différentes sphères de leur vie. De plus, à travers les récits des créateurs, danseurs, détenues et ex-détenues, la danse nous éclaire sur les fondamentaux de la prison, ses dimensions spatiales, sonores, temporelles, relationnelles et corporelles (Frigon et Jenny 2009 : 167-168).

Même si nous n'en avons esquissé que les contours, nous sommes intimement persuadées que la pratique de l'art, que ce soit en tant que spectateur ou en tant que créateur, propose d'autres chemins pour appréhender le monde, s'y situer et agir. Les langages artistiques sont d'utilité publique : l'art doit exister en tout lieu, en tout domaine. La danse qui se déploie par le corps remet en question, voire dérange la fonction même des lieux d'incarcération, de privation de mouvement. En proposant aux personnes détenues, souvent blessées dans leur chair, de se poser, de s'ancrer, de se tenir debout en équilibre, de se projeter, de se rencontrer par les corps, la danse déploie l'apaisement, le rebond et l'élan, autant de chemins vers la résilience.

De plus, il est important que toute démarche de création se construise dans le respect de l'autre. Ainsi, chaque artiste allant à la rencontre de personnes incarcérées devrait être capable de mesurer et de prendre en compte l'impact de son projet créatif au sein de ce contexte particulier, d'autant plus quand il s'agit de l'être et de l'expression du corps. Dans ce sens, toute démarche artistique devrait pouvoir être analysée (comme ici), interrogée, voire contestée. Chaque projet de création au sein d'établissement de détention devrait être accompagné par l'ensemble des autres processus « d'intervention » en milieu carcéral visant à développer le sentiment de soi, l'estime (soins, éducation, sport, programmes de réinsertion, etc.). La danse en prison nous amène à nous interroger sur la place de la culture en prison et de la prison dans la culture (Frigon et Jenny 2009).

La criminologie doit se nourrir des autres disciplines qui peuvent offrir un regard *autre* et déstabilisant mais vivant. La vitalité de la criminologie réside dans sa capacité de s'inspirer, d'intégrer parfois d'autres

approches, et ce, pas uniquement comme « colonisateur » mais comme hôte. Enfin, la criminologie, le criminologue doivent aussi accepter de se remettre en question. Dans ce contexte, la danse peut bousculer mais aussi réanimer une discipline trop souvent rigide.

NOTES

1. Professeure titulaire et directrice (2003-2006 et 2008-2011), Université d'Ottawa, Département de criminologie, sfrigon@uottawa.ca.
2. Chorégraphe, Compagnie de danse contemporaine française Point Virgule, clairejenny@free.fr.
3. Une présentation et une analyse beaucoup plus détaillées des enjeux de la danse en prison ont été effectuées dans Frigon et Jenny (2009).

BIBLIOGRAPHIE

- Bordeleau, Sylvie (2005). « Une soirée mémorable à la Maison Tanguay », *Femmes et justice*, 20(1), p. 12-13.
- Chocas, Viviane (2003). « Des corps qui dansent contre les murs », *Le Monde*, 24 juin.
- Desautels, Denise (1986). *Écritures/Ratures*, Saint-Lambert, Éditions du Noroît.
- Foucault, Michel (1975). *Surveiller et punir*, Paris, Gallimard.
- Frigon, Sylvie (2001). « Femmes et enfermement : le marquage du corps et l'automutilation », *Criminologie*, 34(2), p. 31-55.
- Frigon, Sylvie (2007a). « Corps et prison », dans Michela Marzano (dir.), *Dictionnaire du corps*, Paris, Presses universitaires de France, p. 762-766.
- Frigon, Sylvie (2007b). « Do Women's Bodies Matter in Prison? », in Myra J. Hird and George C. Pavlich (eds.), *Canadian Sociology for the Asking*, Toronto, Oxford University Press, p. 239-252.
- Frigon, Sylvie (2008). « Quand la danse entre en prison : de la reconquête de soi aux enjeux pour la criminologie », avec la collab. de Claire Jenny, *Érudite*, p. 241-252.
- Frigon, Sylvie et Claire Jenny (2009). *Chairs incarcérées : Une exploration de la danse en prison*, Montréal, Les éditions du remue-ménage.
- Jenny, Claire, Nathalie Schulmann et Gérard Stehr (2003). « Le corps du danseur est par nature résilient », *Art et thérapie*, 84-85, p. 51-63.
- Le Breton, David (1999). *L'adieu au corps*, Paris, Éditions Métailié.

- Loupe, Laurence (1997). *Poétique de la danse contemporaine*, Bruxelles, Éditions Contredanse.
- Pagès, Laurence (2004). *Les enjeux de la danse en prison*, Mémoire DEA, Paris, Université Paris VIII, Département de danse.
- Robert, Dominique, Sylvie Frigon and Renée Belzile (2007). "Women, embodiment of health and carceral space", *The Journal of Prisoners' Health*, 3(3), p. 176-188.
- Schneider, T (2007). *Culture en milieu carcéral : la danse comme voie de réinsertion sociale?*, Mémoire de fin d'études, EAC, École supérieure de gestion et de médiation des arts et de la culture.
- Yokel, Nathalie (2002). « Le corps du délit : la danse dans les prisons », *La Terrasse*, 24 janvier.

Em-bodying Criminology: (Ex-)Prisoners' Bodies in Time and Space

by

Chris Bruckert¹ and Melissa Munn²

INTRODUCTION

Criminological texts are littered with bodies: incarcerated bodies, stigmatized bodies, addicted bodies. Criminologists speak of gendered bodies, resisting bodies, and marginalized bodies. Bodies are everywhere. At the same time, criminology has largely reproduced the Western tradition of conceptualizing the body as “one of absence or dismissal,” as if “the thinking subject is disembodied” (Price & Shidrick 1999, 1). With some notable exceptions (such as the work of Frigon 2007a and 2007b, or Rimke 2003), criminology has failed to attend to how “lived bodies” are experienced across time and space as *sites* of social interaction. In this paper we draw on feminist, Foucauldian and interactionist scholarship to think about the incarcerated and subsequently emancipated bodies of former prisoners. We contend that the experiences of (ex-)prisoners provide dramatic examples of the intersection of physicality, subjectivity, and social interaction, as power relations are, sometimes literally, “played out” on, and through, their bodies.

We first present an integrated theoretical framework that draws on symbolic interactionist, Foucauldian and feminist geographic theory. We then turn to data from an ethnomethodological study to explore how corporeality informs and conditions experiences of prison and resettlement. In this section we first attend to the body in prison and subsequently consider how the “free” body is constrained by both stigma and its own physiological limits. We conclude by attending to the tension between performance and performativity.

1. THEORETICAL FRAMEWORK

This paper situates itself at the crossroads of a number of theoretical traditions. Early feminist problematization of the stratified Cartesian dualisms (mind/body, male/female) as leading “a subterranean existence, structuring Western thought in general and its political tradition in particular” (Cool 1988, 2), focused attention on the significance of the gendered body. Over the past twenty years scholarship has refined our understanding. The accusation of essentialism (see Young 2003) and recognition that (some) men are also defined by their bodies impelled us to appreciate that only a particular type of man is perceived to be capable of transcendence (Price and Shidrick 1999, 2). This highlights the importance of intersectionality and the significance of the multiple social stratifications—such as race, class or sexual orientation—that are scripted onto bodies. Moreover, the work of Foucault (1979/1995) on “docile bodies” has allowed theorists (notably Bartky 2002) to understand regulation as corporally enacted, and alerted us to the significance of power relations operating *through* discourse and *on* bodies to “produce and destabilize subjects” (see Osborne and Segal 1994).

The insights from feminist and Foucauldian scholarship provide a rich conceptual point of entry. Bodies are, however, “both subject and material object” (Schildkrout 2004, 32). They are not only *inscribed*, they are the interactive *medium* through which we negotiate, contest and experience the social world. Therefore we need a conceptual framework that makes room for a *spatially located* “reflective acting subject . . . without returning to either biological or psychological essentialism”

(Brickell 2005, 29). We return to the early work of Erving Goffman (1959, 1963) on the presentation of self and identity, as well as the work of feminist geographers (see Smith 1993; McDowell 2002; Newberry 2003; and Longhurst 2005), with their insights into space, to round out the theoretical framework. Goffman's dramaturgical perspective speaks of scripts as the subtext of the performances we give, and give off, in our daily lives. These scripts allow participants to "make sense" and affirm their own conceptual frameworks through familiarity. At the same time, the notion of performance highlights not only agency, but also the fact that discursive incongruencies get played out in complex ways. The appearance of a common script may obscure the very process that is inherent to performance. One party may be performing cynically and "act in a certain way solely in order to give the kind of impression to others that is likely to evoke from them a specific response he is concerned to obtain" (Goffman 1959, 6).

Of course, as Goffman's work on "front stage" and "back stage" suggests, performances are spatially situated. Here feminist geographers, who conceive of the body as a primary geographic site, provide a framework through which we can think about corporeality as implicated in social experiences (see McDowell 2002; and Newberry 2003). The body is not merely a vehicle used to transport us between experiences, but rather is a space on which meaning is inscribed and understood. Reciprocally, this corporal element shapes our experiences. The body, for example "marks the boundary between self and other in a social as much as physical sense, and involves the construction of a 'personal space' in addition to a literally defined physiological space" (Smith, 1993, 102). It is always discursively and materially situated (see Longhurst 2005), and subjectively experienced.

Our argument, then, is that, in order to explore the experiential meaning of "being in the world" (see Csordas 1994), we need to attend to the tension between the regulated body and the lived body. In this paper, our ontological approach echoes our political and theoretical positioning. That is to say, we consciously prioritize the narrative, grounding our analysis in the subjective experiences of former long-term prisoners as we seek to understand the interactions, negotiations, and resistance of captive/freed bodies moving through time and space within the context of broader social, political, gendered and classed discourses

and practices. We contend that, by employing the diverse conceptual framework outlined above, we are able to shed light on the dialectical and intersecting meanings that emerge.

2. METHODOLOGY AND SAMPLE

The data for this paper came from a larger ethnomethodological research project, “Release and Reintegration after Prison: Negotiating Gender, Culture, Identity,” headed by Professor Sylvie Frigon, funded by the Social Sciences and Humanities Research Council, and focused on the reintegration of both male and female long-term prisoners in Ontario and Quebec. While criminology is filled with quantitative data on the imprisoned and, to a lesser extent, the paroled, we are less often afforded the opportunity to hear the voices of those who have been released after incarceration. This research attempted to centre these voices. We asked twenty men currently living in Ontario, who had previously been incarcerated for a minimum of ten years and who had been out of prison for more than five years, to participate in semi-structured one-on-one interviews which lasted between one and a half and three hours. Sixteen of the twenty men were serving life sentences (which in Canada means that prisoners remain under the authority of correctional services until death), and the amount of time they had spent in prison ranged between ten years and more than thirty years, the median time served being eighteen years. Most of them had been out of prison for between five and ten years, but two had been out for more than twenty years. Given the duration of the carceral and post-carceral periods, it is not surprising that the men who participated in this research were predominantly middle-aged: twelve men were between forty and fifty-five, seven were over fifty-six, and only one was under forty.

The diversity of the sample notwithstanding, corporality emerged as significant in the interviews. Not only did the men speak of their ageing and marked *male* bodies, but their narratives were resplendent with stories illustrating the temporal, spatial and contextual conditioning of experience. It is the analysis of these interviews, and of the stories embedded within them, that informs the remainder of this paper.

We begin by examining the experience of the body in prison before considering how age, work, and sexuality mediate the paroled body's experience of release and re-entry.

3. THE IMPRISONED BODY

In penal institutions power relations are enacted corporeally. Not only is the body of the prisoner confined, but its movements are regulated. The body must rise at 7 a.m., shower at 4 p.m., eat at 4:45 p.m., and so on. The men could not affect the spatial locations of their physical bodies, but their size, their appearance, and, within very constrained options, their activities remained under their jurisdiction, and these aspects of their physiques emerged as sites of struggle. Succinctly demonstrating Foucault's assertion that where there is "power there is resistance" (1978, 95), the respondents used their bodies to challenge relations of power by, for example, engaging in hunger strikes, participating in riots, and refusing to labour. Relations of power can also be rendered visible when subjugated populations assert agency and reclaim authority through body work. Certainly among the men we spoke to there were many who literally wrote a discourse of resistance on their bodies by scripting their (counter-)conformity and affiliation in the form of prison tattoos (see DeMello 1993; Hunt and Phelan 1998; and Kent 1997; see also Neti 2003 on female IRA prisoners' deployment of menstrual blood, a very different gendered and embodied resistance tactic). In this way we see that the body is not only an instrument, but also the canvas on which social reality is inscribed (Csordas 1994, 12).

At the same time as the prisoners' bodies were instruments of resistance, they were also tools of, or impediments to, survival in the volatile environment of prisons marked by the dominant "hegemonic masculinity [which] accentuates male dominance, heterosexism, whiteness, violence, and ruthless competition" (Sabo, Kupers, and London 2001, 5). This dynamic speaks to the insight of Foucault (1978) that power does not flow from *above* but permeates social relations *among*, in this case, prisoners. Many prisoners spoke of very deliberately "doing gender" (see West and Zimmerman 1987), by drawing on normative

classed and gendered scripts of male virility as reflected in strength and muscularity. They masculinized and sometimes “hypermasculinized” their bodies (see, for example, Mutchler 2002). As one of them, Gerry, recalled:

When I was in, I had a workout partner and we worked out quite steady, at least five days a week, sometimes six. And we had our own programme and I was probably in the best shape of my life. We did weights. We did all that and I probably had muscles on top of muscles.

Those men whose bodies were not amenable to such transformation self-consciously drew on other strategies to overcome the limitations of their physiques, as Marcus, another interviewee, explained:

I got along with everybody. . . . I had to 'cause I was so small, I didn't want to offend anybody. . . . You have to help your friend, and we all had knives on us. I was a skinny little kid and I'm thinking, “I'm going to die today.”

Evidently gender, a constructed “emergent feature of social situations” (West and Zimmerman 1991, 126), provided a script that was integral to the performances of the individuals in this study. However, as the prisoners started to prepare for release, the power relations in which their bodies were situated were altered, and so was their corporal presentation of self. Prisoners were aware that the hypermasculinized body, which was useful in prison, was potentially counterproductive in their bid for parole, as it could be read as dangerous, risky or threatening, and they *consciously* reconfigured their physical bodies. Prisoners also feared that their hypermasculine bodies would be read by members of communities outside prison in a similar manner and would therefore undermine their ability to reintegrate. Another interviewee, Doc, said: “I stopped working out in prison. . . . I didn't want to intimidate people, . . . so I had to do all I could to shrink to get out of jail, . . . to help me . . . presenting a package.”

The historical analysis by Heidi Rimke (2003) of psychiatric governance *through* the body alerts us to the significance of morality

being “read off” bodies. Rimke’s innovative and theoretically dense work explores how raced, classed and gendered bodies were read in psychiatric discourse and practice in the 19th century, but we still see (subversive) resistance corporally enacted as prisoners played the game in order to exploit the parole board’s classed reading (see Dunk 1991) of the body to obtain their release. Extending Goffman’s argument somewhat, we maintain that in some cases exploiting a script, manipulating the expectations of the other, can be an act of resistance. In this case, the men used their knowledge of the “public transcript” (Scott 1990, 2) to enact a favourable “front stage” performance (see Goffman 1959). A similar process was evident with those men who were limited in the degree of physical transformation they could affect. These individuals offered up a “cynical performance” (Goffman 1959, 6) to realize a public identity that *overrode* how their bodies were read by others. One of our interviewees, F.G., describes the situation:

You have to remove the fear. I’m [a big guy]. I committed murder. “Now wait a minute, we don’t want this big sucker running around this neighbourhood. We don’t know what he’s like. We don’t know what he’s going to do.” And I can understand that. But in the same circumstances, they don’t know me, they only know what they hear, and I have to convince them otherwise.

Reflecting and reinforcing power relations, during the carceral period, convicts’ bodies are stripped and confined within cells, within blocks, and within prisons. Further, the convict body is inscribed with a particular identity that seeks to disrupt any other that was previously held (see Goffman 1961). However, even confined bodies are not just acted upon, but are actively engaged with, as sites of resistance and as instruments used to survive, and even thrive, in the prison milieu. This phenomenon continues once the prisoner is released from captivity. In the next section, we attend to the classed and gendered body as it is experienced in shifting social and spatial locations. Because the freed body is able to move through a plethora of spaces, we also examine the intersection of various geographic scales as the micro-level space of the body intersects with macro-spatial locations in the community.

4. THE FREE (?) BODY

Once the body is released from the penal institution, its meaning shifts. As the former prisoners resettled into society, they found themselves navigating the movement of the body in broader social spaces, and valued the ability to transport their bodies between a multitude of locations and locales. Reflecting on his re-entry into the community after twenty-three years in prison, F.G. noted:

I walked and walked and walked and walked and walked, and then I walked some more . . . because I was free. When you're in prison you can only walk to here, to there . . . and you're always bumping into people, . . . you're never alone. And I got out . . . and . . . I was alone. I could walk wherever I wanted to and I didn't bump into anybody. I was alone. I had my space to walk in. And it, it's what I had to get used to.

The prisoner is no longer physically confined, but (as we shall discuss in the next section), the newly *freed* body is nonetheless *constrained* by normative discourses and expectations, as well as the limits of its own corporeality. As the men confronted and negotiated the meanings of their stigmatized and ageing bodies, the tension inherent to the concept of "freedom" in the context of "our current regimes of government through freedom" (Rose 1999, 27) became evident.

Erving Goffman identified stigma as "an attribute that is deeply discrediting" (1963, 3) and that can result in the individual's identity being spoiled, "so that he stands a discredited person facing an unaccepting world" (1963, 19). The individual who possesses this spoiled identity is thus aware of his flaw and anticipates a negative reaction. In this research, the respondents were afraid that after release their status as former prisoners would be, quite literally, read *off* their bodies. As one of them, Bobby, put it: "Every guy thinks that he's got 'convict' written on his forehead, he's very nervous walking through Union Station, getting off the train, everybody knows and stuff like that." Over time some of the men started to realize that by not conforming to the stereotype of criminals they could *pass* (see Goffman 1963). Bob, for instance, said:

I'm a white middle-class WASP. . . . I get a fair degree of mileage out of just who I am and the way I look. I don't appear to be an ex-offender . . . whatever that is! But that's the comment that's been made many, many times to me.

For many of the respondents, managing the body became a way of managing information and ensuring that, while they were always *discreditable*, they were not *discredited* (see Goffman 1963). For example, they were keenly aware that the tattoos that, inside the prison, had indicated resistance and/or in-group affiliation, now had the potential to *mark* them as ex-prisoners and therefore as outsiders. This phenomenon is not new: we know that in Japan, for example, tattoos were long used to punish the bodies of some criminals and to mark the bodies of other individuals as “untouchable” (DeMello 2000, 72), and that, more generally, “tattoos, scarification, and brands” have been “imposed by authoritarian regimes in a symbolic denial of personhood” (Shildkroun 2004, 323). While the current surge in popularity of body art may undermine the negative connotations of tattoos in the future, it is clear that the stigma, or perceived stigma, lingers in contemporary society, despite the fact that the marks are now self-inflicted (see DeMello 2007; and Jones 2000). One interviewee, Gowan, elucidated the very real consequences of the “convict body” (DeMello 1993, 12) outside of the prison walls:

They kept telling me “You’re killing me with the shirt on,” ’cause I’m full of tattoos, and I just said, “I’m not doing it. Every time I take my shirt off and wear my T-shirt, I don’t have a job.” So I left my shirt on—I needed that job . . . and I said, “I’m a good worker, and I don’t need to be fired over tattoos, especially when the whole world’s almost full of them now.” And he [the boss] says “I’m not going to fire you,” and I had my shirt off. The next day he told me not to come in.

Former long-term prisoners must cope with bodies not only marked by tattoos but also marked by age. Unlike tattoos, which can be literally covered up, ageing proved less amenable to manipulation and hence more challenging. All bodies age, but how this corporeal degeneration is read is culturally conditioned and subjectively negotiated. With

only two exceptions, all the respondents were released as middle-aged men and the issue of agedness was a recurring theme in the interviews. These ex-prisoners were forced to confront the disjuncture between their personal identities as virile men in the prime of life and the way their ageing bodies were read by others in society. While this tension may speak to the nature of time in prison, which is uninterrupted by the temporal and social markers of the outside world (see Mancini 2006), it also highlights the fact that meaning is always culturally and contextually conditioned. Where we see that a solid, experienced older convict has earned, received and, indeed, expected respect within the prison, this is not mirrored in broader society. The men in this study were obliged to come to terms with this cultural disjuncture upon their release from prison.

Mancini (2007) argued that prisoners disregard the passage of time and focus on their post-release plans in order to maintain hope. However, once a prisoner is freed, this hope can turn to “despair as he begins to feel his real age” (2007, 34). In the community, the men in our study were unable to ignore the fact that years had passed and been lost to them, and yet they may have felt “psychologically the age they had been on entry to prison” (Jamieson and Grounds 2005, 37; see also Jamieson and Grounds 2005 more generally, as well as Jamieson 2008, on temporality and the ex-prisoner). The experience of suddenly being confronted by the reality of time passed is demonstrated in the following self-deprecating story from Tom:

I would go to the . . . bars [in] downtown Peterborough, . . . pull up on my bike and go in there, and I realized, you know, these kids all think that their Dad is looking for them. When that realization sunk into me . . . it freaked me out a bit.

In essence, Tom, destabilized by the challenge to his script, was forced to confront role dissonance engendered by the disjuncture between his subjective personal identity and a very different social identity (see Goffman 1963) that was being read off his body by the younger attendees at the bars. Many of the men experienced similar age-related role conflicts, and struggled with reconciling their personal and social identities when they attempted to enter the workforce or engage in intimate relations.

For the most part the men left prison intent on making up for lost time, and identified finding a *good* job as the key to success: in Doc's words, "in order to be a man, I got to work and . . . make money, and buy things, like a house." Given that most of the interviewees had been gainfully employed before and during their incarceration, they did not anticipate problems obtaining work. They saw themselves as competent individuals who, given their ability to survive prison, were capable of adapting and thriving. Luc, for example, told us: "I always kept saying to myself, 'Luc, you shouldn't have any difficulty finding a job. You're able. . . . Why would you have difficulty?'" For a number of the men in the study however, their ability to normalize their positions within capitalist society and within typical gender relations (see McDowell and Court 1994; and Callard 1998) by assuming the identity of competent workers was undermined by extended periods of joblessness. Luc was able to reflect on this with reference to his lack of saleable skills, his physique, and the reality of his age:

What's this guy offering me—some talk? I don't need talk. I need somebody's going to put doors on my wall. All right. Has he ever done that? No. Can I train him? He's kind of old, eh? He's small, and he's old. So—no, I don't want him." . . . I forget that by [that] time I was fifty years old. To me it didn't mean anything, but to an employer it meant a lot. It meant a very dangerous person to hire. "Tomorrow he's going to get sick, and we're going to pay for him. He's going to hurt himself, and we're going to pay for him.

In addition to coping with a personal and social identity disjuncture based on how their bodies were being read by potential employers, the men also had to deal with the limitations imposed by their ageing bodies. The loss of physical strength was particularly important for men who relied on this corporeal attribute to help establish their masculinity (see Drummond 2007). Doc, who was forty-eight years old at the time of the interview, noted:

What I do is very laborious, you know what I mean? There's a lot of friggin' heavy, heavy work that I do. And my body just can't take it any more and I'm just . . . I don't know how much longer I can

do what I do, you know? My back's going, . . . both my knees . . . and . . . it's just . . . you know, it's heavy.

In other words, these men experienced a crisis of personal identity. As working-class men, they did not have access to a transcendent and self-validating alternative identity. Instead, we see the intersection of class and gender scripts in the public *denial* of corporeal degeneration, and the celebration and privileging of the strong, physically competent working-class male body (see Dunk 1991) when Doc finishes the story:

I said to the foreman, I said, "You see half these guys? They're the types that go around saying, you know, 'Look at the old man, look at the old man.' You know, every time we pick one and put him in to do my job, two hours later they can't take it." . . . I've been doing the same job for three weeks.

Not only did the men have to confront their agedness in relation to the labour market, they also came to realize that their older bodies no longer embodied the youthful sexual ideal. According to Foucault (1978), sexuality is not physiologically determined, but is constituted through power relations and discursively realized. Power relations are "the multiplicity of force relations immanent in the sphere in which they operate and which constitute their own organizations" (1978, 92). Foucault's genealogy of expert categorization and (ab)normalization of specific sexual practices alerted us to the regulatory significance of sexual discourses that condition identities. Certainly, the narratives of the ex-prisoners spoke to this, at the same time as we saw agency and resistance in the men's experiences of their own and others' sexualized bodies. In this study, only one man maintained his pre-prison intimate relationship throughout his incarceration. The remainder remained single or divorced while in prison. A few of the men did marry women in prison, but their opportunities to engage in sexual activity with non-incarcerated partners were constrained to a few private family visits each year. In short, the carceral context severely constrained the men's ability to participate in heterosocial and sexual relations.

It is hardly surprising that as these interviewees started to prepare for release they anticipated the resumption of intimate relations with a

mix of trepidation and eagerness. Barry spoke of “performance anxiety,” while others, fuelled in part by the media’s idealized beauty gleaned from “reading magazines for twenty-odd years” (Doc), relied on gender scripts and assumed that acquiring a particular kind of wife would pose no particular challenge. Once they were released, however, they found that their ability to attract intimate partners was constrained. Luc, for instance, said:

Now I’m out, I’m going on six months, and—excuse the language—I ain’t got a fuck yet. Some-fuckin’-thing wrong man. This is wrong, wrong, wrong, wrong. I’m in the wrong ball park. Something’s wrong.

Tom’s story about arriving at bars, only to realize that the young objects of his desire read him, not as a potential mate, but as somebody’s father and as somebody *old*, who was neither desirable nor welcome, dramatically illustrates the men’s struggle to negotiate gender scripts and their own ageing bodies within the context of social convention and desire. Turning again to Tom:

I went to jail [when I was] twenty-six, . . . so my girlfriends were twenty, twenty-one. . . . I get out at forty-six, and that’s a huge adjustment to make ’cause mentally you’re still looking at twenty, twenty-one-year-old women, . . . and you know . . . intellectually, that that’s not right, that you shouldn’t be looking at them ’cause you wouldn’t want one, because if I had a younger girlfriend, I’d feel like an idiot, you know? . . . So you don’t really want one, but it takes you a while to adjust, to go, “OK, I’m supposed to be with a woman this age, but I’m not attracted to a woman this age.” . . . It came with time.

Here we see not a Goffmanian *performance* but a virtually systematic engagement with “technologies of the self” (see Foucault 1988). Tom consciously laboured to transform his body, his thoughts, his conduct and his sexuality. Reflecting on his reformed, adjusted sexual desire, he reproduced a confessional “self-talk” in which he reiterated expert discourses as he juxtaposed his original (“not right”) desire for

twenty, twenty-one-year-old women to his current relationship with a socially acceptable, age-appropriate woman whom he is “supposed to be with.” In short, regulation was working through discourses on bodies (see Butler 1990) and produced a self-regulating subject, a free man constrained by normative expectations.

In other cases we see a different process. While Tom reconfigured his desire, Jean simultaneously resisted and affirmed power relations when he resolved the tension between age and gender relations by fashioning himself a new positive personal identity that drew on the gendered valorization of older, experienced men:

I was in my late forties when I got out. I was in my mid-twenties when I went in. I didn't think I'd be desirable to the opposite sex any more, because at my age when I got out . . . you know, I used to be a dashing young man, but . . . that's all gone. Now I'm a grey old fox.

DISCUSSION AND CONCLUSION

We began this paper by highlighting criminology's limited attention to “lived bodies,” bodies that are experienced across time and space, and emerge as sites of social interaction. Using an integrated conceptual framework that drew on classical social theory (interactionism), feminism, Foucauldian analysis, and geography provided us with a lens through which to render visible the complexity of bodies as both inscribed and interactive. By using our research on the release, re-entry and resettlement experiences of former long-term prisoners, we attempted to demonstrate not only the significance but also the complexity of corporeality.

Drawing on feminist geographers' insight that the body is the primary geographic, we saw that engagement with their corporeality was a choice made by a number of the men as they manipulated their bodies in order to survive their captivity and/or to ensure their release. There was, however, a profound shift as prisoners moved from the institution to society, and this resulted in a discernible experiential temporal layering. In prison, the body was a location where power relations were

played out, and a site and instrument of resistance. When the men's geographic space shifted into the community, the body continued to be implicated in relations of power, and the meaning and experience of corporeality changed. As the men sought to reintegrate into "free" society they relied on the resources at hand to resolve the role dissonance and identity conflicts they confronted. Their resettlement was characterized by a much more subtle regulatory context in which "freedom" opened up opportunities at that same time as it conditioned the possibilities of em-bodied resistance by constraining the former prisoners within normative discourses and expectations.

Through this analysis of corporeality we have attempted to demonstrate the merit of a broad multidisciplinary conceptual lens. To attend to the body only as discursively constituted obscures the complexity of the lived body, and denies agency and engagement, while attending to experience only at a subjective level occludes from view those structures that mediate and nuance the range of possible actions. By integrating agency, subjectivity, and constraint, criminologists are positioned to engage with the tension between performance (see Goffman 1963) and performativity (see Butler 1990), and to appreciate agency and resistance, without denying the regulatory nature of discourses and social practices.

NOTES

1. Associate Professor, Department of Criminology, University of Ottawa (Christine.Bruckert@uottawa.ca).
2. College Professor at Okanagan College, Department of Sociology (mmunn@okanagan.bc.ca).

REFERENCES

- Bartky, Sandra Lee. (2002). "Suffering to be Beautiful," in *Gender Struggles: Practical Approaches to Contemporary Feminism*, ed. Constance L. Mui and Julien S. Murphy. Lanham, MD: Rowman & Littlefield, 241–56.
- Brickell, Chris. (2005). "Masculinities, Performativity, and Subversion: A Sociological Reappraisal." *Men and Masculinities* 8:1, 24–43.

- Butler, Judith. (1990). *Gender Trouble: Feminism and the Subversion of Identity*. London: Routledge.
- Callard, Felicity J. (1998). "The Body in theory." *Environment and Planning D: Society and Space* 16, 387–400.
- Coole, Diana H. (1988). *Women and Political Theory*. Hemel Hempstead: Harvester Wheatsheaf.
- Csordas, Thomas J. (1994). *Embodiment and Experience: The Existential Ground of Culture and Self*. Cambridge: Cambridge University Press.
- DeMello, Margot. (1993). "The Convict Body: Tattooing among Male American Prisoners." *Anthropology Today* 9:6, 10–13.
- DeMello, Margot. (2000). *Bodies of Inscription: A Cultural History of the Modern Tattoo Community*. Durham, NC: Duke University Press.
- DeMello, Margot. (2007). "Tattooing," in *Encyclopedia of Body Adornment*. Westport, CT: Greenwood Press.
- Drummond, M. (2007). "Age and Aging," in *International Encyclopedia of Men and Masculinities*, ed. Michael Flood, Judith Kegan Gardiner, Bob Pease, and Keith Pringle. New York: Routledge.
- Dunk, Thomas. (1991). *It's a Working Man's Town: Male Working-Class Culture in Northwestern Ontario*. Montreal: McGill–Queen's University Press.
- Foucault, Michel. (1978). *History of Sexuality*, Vol. 1. New York: Random House.
- Foucault, Michel. (1979/1995). *Discipline and Punish: The Birth of the Prison*. 2nd ed. New York: Vintage.
- Foucault, Michel. (1988). "Technologies of the Self," in *Technologies of the Self*, ed. Luther H. Martin, Huck Gutman, and Patrick H. Hutton. Amherst: University of Massachusetts Press, 16–49.
- Frigon, Sylvie. (2003). "Body Talk: Women's Experiences of Corporality in Prison," in *Out of the Ivory Tower: Taking Feminist Research to the Community*, ed. Andrea Martinez and Meryn Stewart. Toronto: Sumach Press, 131–54.
- Frigon, Sylvie. (2007a). "Do Women's Bodies Matter in Prison?" in *Canadian Sociology for the Asking*, ed. Myra J. Hird and George C. Pavlich. Toronto: Oxford University Press, 239–52.
- Frigon, Sylvie. (2007b). "Corps et prison," in *Dictionnaire du corps*, ed. Michela Marzano. Paris: Presses Universitaires de France, 762–66.
- Goffman, Erving. (1959). *The Presentation of Self in Everyday Life*. New York: Doubleday.
- Goffman, Erving. (1961). *Asylums: Essays on the Social Situation of Mental Patients and Other Inmates*. Garden City, NY: Anchor.

- Goffman, Erving. (1963). *Stigma: Notes on the Management of Spoiled Identity*. Englewood Cliffs, NJ: Prentice-Hall.
- Hunt, Scott A., and Michael P. Phelan. (1998). "Prison Gang Members' Tattoos as Identity Work: The Visual Communication of Moral Careers." *Symbolic Interaction* 21:3, 277-98.
- Jamieson, Ruth. (2008, May 30). "Temporality, Punishment, and the Experience of Former Political Prisoners in Ireland." Paper presented at Placing Law: Law and Society Conference, Montreal.
- Jamieson, Ruth, and Adrien Grounds. (2005). "Release and Adjustment: Perspectives from Studies of Wrongfully Convicted and Politically Motivated Prisoners," in *The Effects of Imprisonment*, ed. Alison Lieblich and Shadd Maruna. Portland, OR: Willan, 33-65.
- Jones, C.P. (2000). "Stigma and Tattoo," in *Written on the Body: The Tattoo in European and American History*, ed. Jane Caplan. Princeton, NJ: Princeton University Press, 1-16.
- Kent, David. (1997). "Decorative Bodies: The Significance of Convicts' Tattoos." *Journal of Australian Studies* 53.
- Longhurst, Robyn. (2005). "Fat Bodies: Developing Geographical Research Agendas." *Progress in Human Geography* 29:3, 247-59.
- Mancini, P. (2006). "Prison Preserves You?" *Journal of Prisoners on Prison* 14:2, 32-34.
- McDowell, Linda. (2002). "Masculine Discourses and Dissonances: Strutting Protest, Masculinity, and Domestic Respectability." *Environment and Planning D: Society and Space* 20, 97-119.
- McDowell, Linda, and Gill Court. (1994). "Performing Work: Bodily Representations in Merchant Banks." *Environment and Planning D: Society and Space* 12:6, 727-50.
- Mutchler, Matt G. (2002). "Will it be Silence and Violence or Safety and Prevention for the Next Generation of Gay Youth?" *International Journal of Sexuality and Gender Studies* 7:1, 23-38.
- Newberry, Liz. (2003). "Will Any/Body Carry That Canoe? A Geography of the Body, Ability, and Gender." *Canadian Journal of Environmental Education* 8:1, 204-16.
- Neti, Leila. (2003). "Blood and Dirt: Politics of Women's Protest in Armagh Prison, Northern Ireland," in *Violence and the Body: Race, Gender and the State*, ed. Arturo Aldama. Bloomington: Indiana University Press, 77-94.
- Osborne, Peter O., and Lynne Segal. (1994, Summer). "Gender and Performance: An Interview with Judith Butler." *Radical Philosophy*.

- Price, Janet, and Margrit Shildrick. (1999). "Openings on the Body: A Critical Introduction," in *Feminist Theory and the Body: A Reader*, ed. Janet Price and Margrit Shildrick. New York: Routledge, 1–14.
- Rimke, Heidi. (2003). "Constituting Transgressive Interiorities: Nineteenth-Century Psychiatric Readings of Morally Mad Bodies," in *Violence and the Body: Race, Gender and the State*, ed. Arturo Aldama. Bloomington: Indiana University Press, 247–62.
- Rose, Nicholas. (1999). *Powers of Freedom: Reframing Political Thought*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Sabo, Denis. F., Terry Allan, and Willie Kupers. (2001). *Prison Masculinities*. Philadelphia, PA: Temple University Press.
- Schildkrout, Enid. (2004). "Inscribing the Body." *Annual Review of Anthropology* 33, 319–44.
- Scott, James. (1990). *Domination and the Arts of Resistance*. New Haven, CT: Yale University Press.
- Smith, Neil. (1993). "Homeless/Global: Scaling Places," in *Mapping the Futures: Local Cultures, Global Change*, ed. Jon Bird *et al.* London: Routledge, 87–119.
- West, Candace, and Don Zimmerman. (1987). "Doing Gender." *Gender and Society* 1, 125–51.
- Young, Iris Marion. (2003). "Lived Body vs. Gender: Reflections on Social Structure and Subjectivity." *Labrys : études féministes* 3, 1–19.

XIII

Éléments pour une sociologie historique du suicide au Québec, 1763-2000

par

André Cellard¹ et Patrice Corriveau²

INTRODUCTION

À l'époque de la Nouvelle-France, le suicide était considéré comme l'un des crimes les plus odieux qui puisse se commettre. Le cadavre d'une personne dont on a la certitude qu'elle « s'est homicidée » était jugé en cour, traîné face contre le sol par les rues de la ville, pendu par les pieds sur la place publique, puis jeté à la voirie, la sépulture catholique lui étant refusée, ce qui le condamnait à la damnation éternelle. La réaction sociale à cette forme de « déviance » allait par la suite diminuer en intensité aux XIX^e et XX^e siècles jusqu'à ce que les « crimes » de suicide et de tentative de suicide soient retirés de la loi britannique et du Code criminel canadien en 1961 et en 1972, respectivement.

Durant cette période, on constate également – sans qu'il faille nécessairement y voir un lien – une augmentation dans la fréquence du geste suicidaire qui, de rare et tabou, s'est multiplié dans la société québécoise. En effet, en moins d'un siècle, le Québec est passé de l'une des collectivités occidentales dans laquelle on se suicidait le moins, à l'une des sociétés où le taux annuel de suicide est parmi les plus élevés.

Par exemple, le nombre de suicides s'est multiplié par 9 au Québec entre 1950 et 2000, alors qu'il doublait dans le reste du Canada (2,49). Le rapport *Épidémiologie du suicide au Québec* (2004), de l'Institut national de santé publique du Québec, souligne en outre qu'entre le début des années 1980 et la fin des années 1990, « le taux de suicide des Québécois a augmenté de 14 % alors que les taux moyens des pays industrialisés ont diminué de 8 % » (St-Laurent et Bouchard 2004). Qu'a-t-il bien pu se produire dans la société québécoise pour qu'on observe une augmentation du nombre et de la proportion des suicides dans les 50 dernières années? Comment expliquer que le nombre annuel de suicide y soit passé de 145 en 1950 à plus de 1 300 cas annuellement au début des années 2000, la proportion par 100 000 habitants bondissant ainsi de 3,7 en 1950 à 22,2 par année en 1999, comparativement à un taux de 14,5 pour les autres pays membres de l'OCDE, plaçant le Québec dans le peloton de tête à ce chapitre (Charron 1982; Santé Canada 1994; St-Laurent et Bouchard 2004)?

En 2004 encore, et ce, malgré une diminution du nombre de suicides depuis le début des années 2000, le Québec pointait toujours au quatrième rang des pays de l'OCDE où l'on enregistre le plus grand nombre de suicides, le taux par 100 000 habitants du Québec étant de 15,6 comparativement à 12,1 en moyenne pour les autres pays de l'OCDE (OCDE 2007). Comme le notent St-Laurent et Gagné (2008) dans le rapport *Surveillance de la mortalité par suicide au Québec*, « le Québec se situe malheureusement encore parmi les populations qui présentent les taux de mortalité par suicide les plus élevés ». Qui plus est, dans un vaste sondage mené auprès de la population québécoise en 2006, 42 % de la population considéraient désormais le suicide comme « un geste acceptable » (Association québécoise de la prévention du suicide, septembre 2007). À quoi attribuer une telle évolution des mentalités et des attitudes qui ont présidé à cette mutation de la réaction sociale devant cette forme de « déviance », où le suicide, longtemps considéré comme une faute individuelle et un crime grave, est désormais perçu comme un « problème de société », voire un geste acceptable? Cette évolution de la perception du suicide constitue ainsi un exemple frappant de déconstruction d'un crime.

C'est l'histoire sociale de cette déconstruction que nous souhaitons entreprendre au cours des prochaines années. Plus particulièrement, et à

l'instar de l'approche préconisée par Baechler (1975) et Douglas (1967) qui consiste à étudier le suicide à partir de cas individuels et non de données statistiques générales, nous voulons dégager une analyse de cette évolution dans le discours des principaux intéressés, les suicidés eux-mêmes et leurs proches, pour l'ensemble d'une collectivité, le Québec, et ce, sur un temps long, de 1763 à 2000, période pendant laquelle, rappelons-le, la réaction sociale de la société québécoise à l'égard de ce comportement connaît une évolution fondamentale. Dans les pages qui suivent, nous souhaitons donc esquisser dans ses grandes lignes la stratégie par laquelle nous entendons pratiquer cette analyse en termes de sources et de démarche méthodologique.

1. LE SUICIDE COMME OBJET D'ÉTUDE

Depuis *Le suicide* de Durkheim en 1897 en passant par *Le suicide et la morale* de Bayet (1922) et *Les causes du suicide* de Halbwachs en 1930, les chercheurs de tout acabit ont accordé une grande importance à la compréhension de l'acte du suicide en tant qu'objet d'étude sociologique liant ce comportement individuel au contexte social ambiant, acte qui apparaîtra tantôt comme un crime contre Dieu, tantôt comme une aberration, un acte allant à l'encontre même des croyances sur l'instinct de survie qui, croit-on souvent, est le propre de tout ce qui vit sur terre. Au Québec plus spécifiquement, dès les années 1920, on assiste à l'entrée en scène de la psychiatrie dans l'explication de ce geste incompréhensible tant aux yeux des garants de l'ordre public que de la population. Comme le signalent Gagné et Dupont (2007 : 27-28), c'est « dans les formes et le vocabulaire de la maladie mentale » que le suicide devient au Québec un sujet de préoccupation publique. Par la suite, poursuivent-ils, le suicide vient servir « de véhicule principal pour faire passer la question plus large de l'hygiène mentale vers le domaine étatique de la santé publique et de la prévention ».

L'intervention thérapeutique et les recherches pour trouver des outils de prévention prennent alors une place grandissante dans l'approche de l'État québécois pour faire face à l'expansion du suicide. D'ailleurs, on note que, dans l'ensemble des sociétés industrialisées, le suicide devient un objet d'étude important et a même donné lieu à la

création d'une discipline en soi, la suicidologie. Dès 1979, Santé et bien-être social Canada mettait sur pied le Groupe d'étude national sur le suicide, qui déposa un premier rapport volumineux en 1987 (*Le suicide au Canada*) suivi d'un autre, en 1994. La même année, on assistait à la création de l'Association québécoise de suicidologie. Par la suite, plusieurs groupes de recherche importants, dont le Centre de recherche et d'intervention sur le suicide et l'euthanasie (CRISE) à l'UQÀM et la chaire de suicidologie Arthur Sommer Rotenberg à Toronto, ont vu le jour au Canada et au Québec. Dans sa récente *Recherche sur le suicide au Canada*, le CRISE (2003 : 36) dresse un bilan exhaustif des différentes formes d'études produites sur la problématique du suicide au Canada. Dans les conclusions de ce bilan, on constate que « la recherche sur le suicide est fermement enracinée dans le paradigme scientifique traditionnel, caractérisé par le souci de prédire, de contrôler et de comprendre [...] à l'intérieur de modèles de recherche qui sont d'ordinaire de nature quantitative [...] ».

En effet, sauf quelques études de nature statistique recensant principalement l'évolution des taux de suicide au Canada et sa corrélation avec certains facteurs sociodémographiques³, il est notable que bien peu d'études ont accordé de l'attention à l'aspect historique de l'évolution de l'attitude et de la réaction sociale des Canadiens et des Québécois à l'égard du suicide. Ces recherches, si elles permettent de documenter et d'observer une évolution spectaculaire du comportement suicidaire au Canada et au Québec depuis les années 1960 particulièrement, ne nous éclairent pas toujours sur l'évolution des mentalités en ce qui concerne le suicide ou les causes et les motivations présumées ou évoquées du passage à l'acte par les principaux concernés. Comme l'a noté Minois (1995 : 9) dans l'introduction de son ouvrage *Histoire du suicide*, la thématique de la mort volontaire constitue une grande absente de l'historiographie, principalement en raison de lacunes documentaires, les archives relatives à cet objet étant disparates et fragmentaires.

Il n'est en effet pas facile de retrouver des corpus documentaires permettant de constituer une analyse soutenue et suivie de l'évolution du discours et des comportements relativement au suicide. Parmi les sources utilisées au cours des dernières années, on compte notamment les archives judiciaires, le comportement suicidaire ayant longtemps été considéré comme un crime (Levasseur 1994). Mais même parmi

les chercheurs ayant utilisé ce type de corpus – on peut penser par exemple à Kushner (1991) pour les États-Unis, à Merrick (2009) pour la France, à Weaver (2009) pour la Nouvelle-Zélande et au Queensland ou à MacDonald et Murphy (1990) ainsi qu'à Jennings et Barraclough (1980) pour l'Angleterre –, aucun n'a exploité, à notre connaissance, des séries documentaires sur une aussi longue période historique et recensé systématiquement tous les cas de suicides dans une société donnée. Chose certaine, ce type d'entreprise archivistique sur un temps long n'a pas encore été entamé au Canada et au Québec en vue de dégager une analyse des causes sociologiques et historiques du passage à l'acte et de la décriminalisation du suicide.

2. LES TÉMOIGNAGES DES ACTEURS CONCERNÉS : LETTRES DES SUICIDÉS ET DÉPOSITIONS DES PROCHES

Nous appuyant sur l'individualisme méthodologique de Boudon (1986) et la sociologie compréhensive de Weber (1992), nous estimons donc que le suicide, en tant que phénomène social complexe, s'analyse à partir de cas individuels, lesquels sont toujours socialement et historiquement situés⁴. L'approche « biographique » est dès lors tout à fait appropriée, puisqu'elle permet de « comprendre le social et [de] saisir ses significations » à l'aide des acteurs impliqués dans le phénomène social étudié, soit ici le suicide (Chanfrault-Duchet 1987, cité par Gratton 2001 : 311).

Cependant, si une telle étude reste possible auprès des proches de personnes qui se sont enlevé la vie dans un passé relativement récent, elle ne l'est plus lorsqu'il est question d'un passé éloigné. Cela dit, prétendre interroger une personne qui s'est suicidée ou ses proches sur les raisons de son passage à l'acte; tenter d'établir des liens entre les motifs exprimés et l'évolution du contexte social, politique, économique et religieux; analyser leurs états d'âme et leurs attitudes à l'égard du geste posé peut paraître impossible, sinon farfelu. En y réfléchissant bien cependant, il appert qu'elle n'est pas impossible.

Il est en effet assez fréquent que les personnes qui s'enlèvent la vie laissent un témoignage derrière elles, sous forme de note ou de lettre. Les chercheurs estiment que, depuis les années 1950 environ, de 15 à 30 % des personnes qui s'enlèvent la vie laissent de telles lettres ou

notes (Jacobs 1968 ; Volant 1990 ; Barr, Leitner et Thomas 2007). Une étude de Volant (1990) effectuée entre 1970 et 1980 estime que près de 20 % des dossiers étudiés contenaient de telles missives. À cet égard, la qualité et la richesse de ces témoignages de première main ne laisse aucun doute (Leenaars 1988 et 1992 ; Volant 1990 ; Shneidman 1985 ; Shneidman et Farberow 1957). En outre, ces notes de suicide éliminent les ambiguïtés relatives au verdict du coroner en ce qui a trait à la détermination d'un décès comme attribuable à un suicide, laquelle laisse place à beaucoup d'interprétation et peut dépendre de la formation d'un coroner, des moyens utilisés pour s'enlever la vie, etc. (Jacobson, Bagley et Rehin 1976 ; Atkinson 1978 ; Platt, Backett et Kreitman 1988). C'est le cas par exemple de décès par noyade qui peuvent, en l'absence d'une note, être perçus comme un simple accident. De précieux témoignages donc, mais généralement retrouvés de façon sporadique, au compte-gouttes dirait-on même, car identifier et colliger ce type de lettres reste ardu.

C'est d'ailleurs la conclusion que l'on tire des travaux d'Anton Leenaars qui, au cours de toute sa carrière, a recensé un total de 2 000 lettres dans l'ensemble des études internationales qui ont utilisé un tel matériau⁵ (Leenaars 1988, 1989 et 1992 ; Leenaars, De Wilde, Wenckstern et Kral 2001). De plus, il est à noter que les quelques études qui utilisent des lettres de suicidés ne sont basées que sur de très petits nombres, ce qui rend difficile toute tentative de généralisation sociologique (Shneidman et Farberow 1957 [33 lettres] ; Jacobs 1968 [112 lettres] ; Leenaars 1986 [93 lettres] ; Volant 1990 [482 lettres sur une période de 10 ans] ; Leenaars et Lester 1990 [33 lettres] ; Leenaars 1992b [56 lettres] ; Leenaars, De Wilde, Wenckstern et Kral 2001 [80 lettres] ; O'Connor et Leenaars 2004 [60 lettres] ; Chavez-Hernandez, Paramo, Leenaars et Leenaars 2006 [106 lettres] ; Barr, Leitner et Thomas 2007 [127 lettres]).

Or, nos recherches effectuées depuis un an et demi dans les archives du Québec nous permettent d'affirmer qu'il est possible d'analyser les commentaires, les jugements de valeur et les attitudes des principaux acteurs du drame social que constitue le suicide. D'une part, ceux des suicidés eux-mêmes à l'aide des lettres qu'ils ont laissées derrière eux avant de passer à l'acte. D'autre part, ceux des parents, amis, officiers de justice, médecins, prêtres appelés à témoigner dans le cadre des enquêtes sur les décès par suicide. Car ces témoignages existent bel et bien, ils

sont archivés et accessibles. On les trouve dans les archives du coroner, conservées aux différents dépôts des Archives nationales du Québec (ANQ). Ceux-ci sont en effet soigneusement pris en note par un greffier, ce qui permet l'analyse sur le vif des commentaires et des attitudes de ces acteurs sociaux à l'égard d'un comportement qui fut à la fois crime, aberration odieuse, blasphème et folie pour évoluer ensuite vers une préoccupation relevant davantage de la santé publique.

C'est donc à l'aide de ces témoignages uniques en leur genre que nous entendons établir les liens qui existent entre les motifs exprimés par le suicidé et ses proches et l'évolution du contexte social, politique, économique et religieux dans lequel le passage à l'acte s'est produit. En colligeant ainsi l'ensemble des dossiers de suicide au Québec entre 1763 et 2000, nous serons en mesure de mieux comprendre quelles étaient, à telle ou telle époque, la perception et la réaction sociale à l'égard du comportement suicidaire d'après des informations de première main. Quelles sont les causes présumées du suicide selon l'entourage et les officiers de justice? Sont-elles identiques aux raisons exprimées par les suicidés dans leur lettre d'adieu? Quels types d'arguments (théologique, médical, social, etc.) sont utilisés par les autorités pour bannir ou expliquer un tel comportement? Ceux-ci diffèrent-ils des commentaires émis par l'entourage du suicidé ou par le suicidé lui-même? De plus, quels sont les éléments du contexte social ambiant qui ont pu influencer sur la modification constatée des attitudes et des comportements à l'égard des gens qui s'enlevaient volontairement la vie?

Somme toute, répondre à ces questions nous permettra de comprendre le processus de décriminalisation du suicide et même de jeter des lumières, modestes peut-être, sur les raisons sociales et individuelles qui ont conduit à une augmentation spectaculaire de la prévalence des suicides dans la société québécoise, ainsi qu'à mieux saisir la transformation du profil démographique de ceux qui les commettent. Nous pourrions alors rendre compte de l'évolution des attitudes et des sentiments à l'égard de ce comportement, et ce, depuis une époque où le suicide était un comportement social peu fréquent et criminalisable, jusqu'à nos jours, dans une société où le taux annuel de suicide est parmi les plus élevés au monde et dans laquelle le geste apparaît de plus en plus comme un « problème de société » à prévenir.

3. DÉMARCHE MÉTHODOLOGIQUE : LES ARCHIVES DU CORONER

Nous venons de le souligner, ce sont les archives du coroner qui nous serviront de principale assise empirique. Depuis les débuts du Régime anglais, les cas de mortalité violente ou suspecte ou qui n'apparaît pas naturelle entraînent au Québec l'enquête d'un officier de justice, le coroner. C'est le cas quand une personne est soupçonnée de s'être suicidée. Lors de son enquête, le coroner prendra les dépositions des proches du défunt, s'attardant sur ses dernières heures de vie, sur ses dernières paroles, sur les causes et les motifs qui, selon eux, ont pu motiver son geste. Le rapport comprend aussi une autopsie et toutes autres pièces qui peuvent éclairer le coroner sur le verdict qu'il doit rendre, comme des lettres ou des notes qu'aurait pu laisser le suicidé.

Les archives du coroner répertorient donc tous les cas de mortalité qui n'apparaissent pas naturels au Québec : meurtres, accidents et bien sûr les suicides depuis 1763. Les travaux préparatoires que nous avons effectués dans ces fonds d'archives conservés aux Archives nationales du Québec nous permettent de croire que nous pouvons disposer pour le Québec d'une formidable base empirique composée de plusieurs milliers de lettres et de témoignages de suicidés et de leurs proches répartis sur l'ensemble du territoire pour les 200 dernières années. Depuis l'automne 2007, nous nous sommes ainsi attelés à une première étude de faisabilité de notre entreprise en nous rendant plusieurs semaines dans les plus importants dépôts d'archives du coroner au Québec, soit celles des ANQ de Québec et de Montréal. Nous avons effectué une première saisie de quelques centaines de dossiers. Ce premier contact avec les archives convainc de la richesse du fonds du coroner et de la profondeur de l'éclairage qu'il sera possible de jeter sur l'évolution des sentiments et des attitudes des principaux protagonistes du drame humain que constitue le suicide.

Nous avons pu constater la présence systématique de témoignages de proches lors des enquêtes du coroner, mais surtout la présence de lettres des principaux concernés, les suicidés eux-mêmes, lettres qui étaient, dans de nombreux cas, bel et bien annexées aux différents documents rassemblés lors de l'enquête du coroner. Pour le XIX^e siècle et le début du XX^e siècle, de 5 à 6 % des enquêtes du coroner renferment de telles

missives, contre environ 20 % pour la dernière moitié du xx^e siècle. Au total, nous estimons entre 4 000 et 5 000 le nombre total de lettres qui, ajoutées aux témoignages des proches présents dans presque toutes les enquêtes du coroner, permettront une étude à la fois quantitative et qualitative des témoignages ainsi conservés.

À ce jour, ce sont plus de 700 dossiers d'enquête du coroner ayant conclu à une mort par suicide au Québec qui ont été dépouillés sur toute la période à l'étude. Nous avons aussi veillé, par ce coup de sonde, à examiner des dossiers de différents districts judiciaires québécois, tant urbains que ruraux. Ces 700 dossiers proviennent autant des villes de Québec et de Montréal, que de la Beauce, du Bas-Saint-Laurent et de Charlevoix, et nous rendent optimistes quant aux capacités de cette documentation de dégager une sociologie historique poussée sur le plan des motivations, des causes et des attitudes de la société québécoise envers le suicide d'après ces témoignages de première main.

D'un strict point de vue quantitatif, il est déjà clair que les archives du coroner permettront d'effectuer une étude statistique exhaustive d'une foule de variables concernant l'identité sociale des suicidés pour l'ensemble du Québec entre 1763 et 2000. Nous pouvons pour le moment estimer entre 45 000 et 50 000 le nombre d'enquêtes du coroner ayant conclu à une mort par suicide en un peu plus de deux siècles. Les dossiers sont, *grosso modo*, répartis sur la période à l'étude de la façon suivante : de 10 000 à 12 000 dossiers environ de 1763 à 1950 ; un peu moins de 10 000 pour la période qui va de 1950 à 1975, et, finalement, plus de 25 000 pour les 25 dernières années de notre étude (1975-2000). Notre ambition est de dépouiller l'ensemble de ces dossiers et d'en tirer une fiche de collecte pour chacun.

Pour ce faire, une fiche informatisée a été élaborée afin de standardiser la collecte des données tant quantitatives que qualitatives à l'aide du logiciel FileMaker 9.0. Un grand soin a été apporté à la préparation de cette fiche de collecte, car si la constitution des champs quantitatifs ne pose pas de problème particulier, l'élaboration de champs qualitatifs souples, qui permettent à la fois de systématiser notre collecte tout en ouvrant la voie à des analyses discursives fines, requiert beaucoup de réflexion et de travail en archives. À titre d'exemple, un champ portant sur les causes du geste posé telles qu'elles ont été expliquées par le principal intéressé a été créé, de même qu'un autre qui s'attarde cette fois à

l'interprétation de causes telles qu'elles ont été exprimées par les proches et les autorités. Nous avons fait de même pour les attitudes et les réactions partagées par les divers protagonistes de l'événement. Un champ permet également l'analyse des circonstances et du contexte entourant le geste posé (perte d'emploi, suicide dans une cellule de prison, etc.). Les champs de collecte qualitatifs ainsi constitués sont ouverts et nous donnent l'occasion de transcrire les phrases aussi bien que les passages plus élaborés qui apparaîtront révélateurs au fil de nos dépouillements archivistiques. De plus, toutes les lettres d'adieu, de même que certains des témoignages des proches particulièrement éloquentes, seront systématiquement colligés par caméra numérique et attachés à la fiche de collecte. Ce matériau pourra par la suite faire l'objet d'analyses discursives au moyen de logiciels appropriés, comme NVivo.

CONCLUSION

Sans chercher ici à présumer des principales conclusions que nous pourrions tirer des sources documentaires exceptionnelles dont nous venons de faire la présentation, ou de la forme que prendra notre étude, est-il nécessaire de souligner qu'au-delà des paramètres méthodologiques ou sociographiques inhérents à un tel type d'étude, nous avons conscience de travailler sur un matériau très sensible. Celui-ci nous entraîne dans un voyage au cœur même de l'âme de personnes bouleversées, confuses, déchirées, ravagées sur le point de mettre fin à leurs jours. Nous espérons que les études tirées de l'ensemble de notre corpus seront aussi en mesure de communiquer au lecteur les sentiments qui nous assaillent lorsqu'en ouvrant un dossier et en découvrant une lettre de suicidé, nous lisons les derniers mots laissés pour les vivants, que ce soit ceux, pragmatiques, d'un grand malade pour qui la perte de toute qualité de vie justifie amplement de mettre fin à ses jours, ou de ceux d'une jeune femme qui, en 1904, quitte le monde en écrivant que « personne d'autre que moi ne connaît mon secret » alors que l'autopsie viendra révéler au chercheur que cette célibataire de 20 ans était enceinte de deux mois et demi. C'est donc avec respect et sensibilité que nous chercherons à traiter ces témoignages qui n'étaient pas toujours, bien entendu, destinés à être rendus publics.

NOTES

1. Professeur titulaire, Université d'Ottawa, Département de criminologie, acellard@uottawa.ca.
2. Professeur agrégé, Université d'Ottawa, Département de criminologie, pcorrive@uottawa.ca.
3. De façon non exhaustive, on peut penser pour le Canada aux nombreuses recherches de Leenaars et Lester. Voir notamment Leenaars et Lester (1994, 1996 et 1999); Leennars, Yang et Lester (1993); Lester (1992 et 1993); Lester et Yang (1998).
4. Gratton (2001 mettre la page ci-après citée), dans son étude sur le suicide des jeunes québécois, souligne justement que cette sociologie compréhensive permet d'étudier la conduite humaine d'après le sens que lui donne l'acteur et qu'en ce sens, le « suicide est aussi une activité sociale, car il tire une bonne partie de son sens dans la nature des rapports que l'individu entretient avec d'autres acteurs sociaux ».
5. « *The largest sample archived is 721 notes from 1945-1954, obtained by Shneidman and Farberow (1957)* » (Leenaars, De Wilde, Wenckstern et Kral 2001 : 48).

BIBLIOGRAPHIE

- Atkinson, John M. (1978). *Discovering Suicide, Studies in the Social Organization of Sudden Death*, London, The Macmillan Press Ltd.
- Baechler, Jean (1975). *Les suicides*, Paris, Calmann-Lévy.
- Barr, Wally, Maria Leitner and Joan Thomas (2007). "Self-harm or attempted suicide? Do suicide notes help us decide the level of intent in those who survive?", *Accident and Emergency Nursing*, 15, p. 122-127.
- Bayet, Albert (2007). *Le suicide et la morale*, Paris, L'harmattan [1^{re} éd., Arno Press].
- Boudon, Raymond (1986). *L'idéologie ou l'origine des idées reçues*, Paris, Fayard.
- Chanfrault-Duchet, Marie-Françoise (1987). « Le récit de vie : donnée ou texte? », *Cahiers de recherche sociologique*, 5(2), p. 11-28.
- Charron, Marie-France (1982). « La prévention du suicide au Québec : les indications dégagées par une étude statistique », *Santé mentale au Québec*, p. 160-175.

- Chavez-Hernandez, Ana-Maria, Daniel Paramo, Antoon A. Leenaars and Lindsey Leenaars (2006). "Suicide notes in Mexico: what do they tell us?", *Suicide Life Threat Behavior*, 36(6), p. 709-715.
- Choinière, Robert (2003). *La mortalité au Québec : une comparaison internationale*, Québec, Institut national de santé publique du Québec.
- Centre de recherche et d'intervention sur le suicide et l'euthanasie (CRISE) (2007). *Recherche sur le suicide au Canada : Aperçu descriptif*. Québec, Université du Québec à Montréal.
- Douglas, Jack D (1967). *The Social Meanings of Suicide*, Princeton, Princeton University Press.
- Durkheim, Émile (1983). *Le suicide. Étude de sociologie*, Paris, Presses universitaires de France [1^{re} éd., F. Alcan, 1897].
- Gagné, Gilles et David Dupont (2007). « Les régimes du suicide au Québec, 1921-2004 », *Recherches sociographiques*, 48(3), p. 27-63.
- Gratton, Francine (2001). « La théorisation ancrée pour proposer une explication du suicide des jeunes », dans Henri Dorvil et Robert Mayer (dir.), *Problèmes sociaux*, t. 1. *Théories et méthodologies*, Québec, Presses de l'Université du Québec, p. 305-334.
- Halbwachs, Maurice (2002). *Les causes du suicide*, Paris, Presses universitaires de France, [1^{re} éd., 1930].
- Jacobs, Jerry (1968). "A phenomenological study of suicide Notes", *Social Problems*, 15, p. 60-72.
- Jacobson, Solomon, Christopher Bagley and Ann Rehin (1976). "Clinical and social variables which differentiate suicide, open and accident verdicts", *Psychological Medicine*, 6, p. 417-421.
- Jennings, C. and B. Barraclough (1980). "Legal and Administrative Influences on the English Suicide Rate since 1900", *Psychological Medecine*, 10, p. 407-418.
- Kushner, Howard I. (1991). *American Suicide. A Psychocultural Exploration*, New Brunswick/London, Rutgers University Press.
- Leenaars, Antoon A. (1986). "Brief note on latent content in suicide notes", *Psychological Reports*, 59, p. 640-642.
- Leenaars, Antoon A. (1988). "Are women's suicides really different from men's?", *Women & Health*, 14, p. 17-33.
- Leenaars, Antoon A. (1989). "Suicide across the adult life-span: An archival study", *Crisis*, 10, p. 132-151.
- Leenaars, Antoon A. (1992a). "Suicide notes of the older adult", *Suicide and Life-Threatening Behavior*, 22, p. 62-79.

- Leenaars, Antoon A. (1992b). "Suicide notes from Canada and the United States", *Perceptual and Motor Skills*, 74, p. 278.
- Leenaars, Antoon A. and David Lester (1990). "What characteristics of suicide notes are salient for people to allow perception of a suicide note as genuine", *Death Studies*, 14, p. 25-30.
- Leenaars, Antoon A. and David Lester (1994). "Domestic and economic correlates of personal violence in Canada and the United States", *Italian Journal of Suicide*, 4, p. 7-12.
- Leenaars, Antoon A. and David Lester (1996). "Testing the cohort size hypothesis in suicide and homicide rates in Canada and the United States", *Archives of Suicide Research*, 2, p. 43-54.
- Leenaars, Antoon A. and David Lester (1999). "Domestic Integration and Suicide in the Provinces of Canada", *Crisis*, 20(2), p. 59-63.
- Leenaars, Antoon A., Bijou Yang and David Lester (1993). "The effect of Domestic and Economic Stress on Suicide Rates in Canada and the United States", *Journal of Clinical Psychology*, 49, p. 918-1021.
- Leenaars, Antoon A., Erik Jan De Wilde, Susanne Wenckstern and Michael Kral (2001). "Suicide Notes of Adolescents: A Life-span Comparison", *Canadian Journal of Behavioral Science*, 33(1), p. 47-57.
- Lester, David (1992). "Decriminalization of suicide in Canada and suicide rates", *Psychological Reports*, 71, p. 738.
- Lester, David (1993). *Understanding Suicide. A Case Study Approach*, New York, Nova Science Publishers.
- Lester, David and Bijou Yang (1998). *Suicide and Homicide in the 20th Century: Changes Over Time*, New York, Nova Science Publishers.
- Levasseur, Georges (1994). « Le suicide en droit pénal », dans François Terré (dir.), *Le suicide*, Paris, Presses universitaires de France, p. 121-132.
- MacDonald, Michael and Terence R. Murphy (1990). *Sleepless Souls. Suicide in Early Modern England*, Oxford, Clarendon Press.
- Merrick, Jeffrey (2009). "Death and Life in the Archives: Patterns of and Attitudes to Suicide in Eighteenth-Century Paris", in John C. Weaver and David Wright (eds.), *Histories of Suicides. International Perspectives on Self-Destruction in the Modern World*, Toronto, University of Toronto Press, p. 73-90.
- Minois, Georges (1995). *Histoire du suicide. La société occidentale face à la mort volontaire*, Paris, Fayard.
- O'Connor, Rory and Antoon A. Leenaars (2004). "A Thematic Comparison of Suicide Notes Drawn from Northern Ireland and the United States",

- Current Psychology: Developmental, Learning, Personality, Social*, 22(4), p. 339-347.
- Platt, Stephen, Simon Backett and Norman Kreitman (1988). "Social Construction or Causal Ascription: Distinguishing suicide from undetermined deaths", *Social Psychiatry and Psychiatric Epidemiology*, 23(4), p. 217-221.
- Santé Canada (1994). *Le suicide au Canada. Mise à jour du Rapport du Groupe d'étude sur le suicide au Canada*, Canada, Direction générale des programmes et des services de santé [1^{re} éd., 1987].
- Shneidman, Edwin S. (1985). *Definition of Suicide*, New York, Wiley.
- Shneidman, Edwin S. and Norman L. Farberow (1957). *Clues to Suicide*, New York, McGraw-Hill.
- St-Laurent, Danielle et Mathieu Gagné (2008). *Surveillance de la mortalité par suicide au Québec : Ampleur et évolution du problème de 1981 à 2006*, Québec, Institut national de santé publique du Québec.
- St-Laurent, Danielle et Clermont Bouchard (2004). *L'épidémiologie du suicide au Québec : que savons-nous de la situation récente?*, Québec, Institut national de santé publique du Québec.
- Volant, Éric (dir.) (1990). *Adieu la vie... Étude des derniers messages laissés par les suicidés*, Québec, Bellarmin.
- Weaver, John C. (2009). *A Sadly Troubled History. The Meanings of Suicide in the Modern Age*, Montreal, McGill-Queen's University Press.
- Weber, Max (1992). *Essais sur la théorie de la science*, Paris, Presses Pocket, 1992.

WEBOGRAPHIE

- Association québécoise de la prévention du suicide, <http://www.aqps.info> (consulté le 15 janvier 2007).
- Institut national de santé publique du Québec, Québec, Gouvernement du Québec, <http://www.inspq.qc.ca/> (consulté le 30 octobre 2008).
- Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). *Panorama de la santé 2007 : les indicateurs de l'OCDE*, http://fiordiliji.sourceoecd.org/pdf/health2007_fre/8107052e-2-7.pdf (consulté le 29 octobre 2008).

Conclusion

par

Jacques Laplante¹

Criminologie du passage à l'acte, criminologie de la réaction sociale, criminologie de la « régulation sociale », trois types de criminologie enseignés au Département de criminologie de l'Université d'Ottawa durant ces 40 dernières années. Moralisatrice, récriminatrice, critique, cette criminologie s'est faite à l'occasion « bavarde », tout autant que le politique, l'institutionnel et le commun des mortels, parce que le crime fait parler.

D'abord, le département connaît une criminologie traditionnelle, héritière des années 1950 et 1960. Celle-ci s'efforce d'expliquer le phénomène criminel en termes de déviance à la norme. On y voit une pathologie, qui a tout de même un sens moral. Le délinquant ne connaîtrait « ni loi ni morale, un produit de l'inconscient », répète-t-on. La source première du problème criminel ne fait pas de doute. Elle se situe dans la personnalité criminelle, et il arrive que le biologique et le social facilitent l'émergence de cette personnalité. Ainsi, médecine, psychiatrie, psychologie, service social contribuent à élaborer un corpus de connaissances bio-psycho-sociales qui guide à la fois la formation universitaire en criminologie et l'intervention auprès des criminels. Le

traitement des criminels en tant que « personnalité criminelle » atteint alors son âge d'or.

Dans les premières années de la décennie 1970-1980, au mal que représente le crime, à la faille que signale la personnalité du criminel, s'impose en partie cette idée d'une faiblesse de certains groupes particuliers chez qui la criminalité se développe. La sociologie, l'anthropologie et leurs études sur le milieu, les sous-cultures, les associations, les fonctions dans la société expliquent le comportement délinquant d'après des causes naturelles et sociales plutôt que selon des causes purement psychologiques. Toujours, on postule l'antériorité du crime par rapport à la norme pénale. La criminologie du passage à l'acte, au Département de criminologie de l'Université d'Ottawa comme ailleurs, est alors secouée par une autre criminologie dénonçant le phénomène d'exclusion qui frappe, entre autres, le criminel : il s'agit de la criminologie de la réaction sociale. Les catégorisations, les interprétations sélectives, les réactions *ad hoc* deviennent des objets d'étude. La réaction sociale devient la raison particulière du passage à l'acte. Au Département de criminologie de l'Université d'Ottawa, le malaise est palpable. La majorité des anciens étudiants deviennent en quelque sorte des cibles de la critique et se gardent d'une telle criminologie, de ceux qui l'enseignent et des nouveaux étudiants formés par ces derniers.

La secousse va graduellement s'estomper, et cela, pour deux raisons : d'une part, la criminologie traditionnelle ne veut pas mourir et, d'autre part, naît une criminologie centrée sur l'organisation sociale et ses régulations.

Cette nouvelle criminologie de la régulation sociale ne cherche pas à remettre en cause les failles du criminel ni celles de celui qui le traite ou de celui qui permet cette intervention, mais elle s'interroge sur le processus d'exclusion en tant qu'économie politique. Elle s'attarde à ce processus d'exclusion et à son utilité pour l'État, à ce processus qui signe déjà la gestion des risques d'aujourd'hui. La nouvelle secousse ressentie par le Département de criminologie de l'Université d'Ottawa n'est qu'un écho des secousses subies par l'ensemble des sociétés à cette époque. Les sociétés occidentales ont connu des changements de toutes sortes, les rapports à l'autorité ont subi un terrible choc, les populations et les représentants du peuple se sont déchirés, mais en même temps, la certitude dans le progrès et la science a donné place au doute et à

l'incertitude dans l'avenir. Une fracture s'est produite entre un État autoritaire et ses savoirs traditionnels. L'État a cherché à rétablir les ponts, à redonner confiance. Il s'est fait « libéral » (de nouveau), a laissé place à un ajustement sans contrainte de l'offre et de la demande, ne jouant qu'un rôle préventif. Il a de même permis les libertés individuelles, alors qu'il se devait du même coup de tenir compte des collectivités, cette dernière tâche s'avérant plus que difficile, car se rapprocher de l'un, c'est s'éloigner de l'autre. Une gestion plus tactique, plus élaborée, couvrant quantité de catégories de risques, une gestion toute légitimée par la procédure s'est installée. L'autorité se veut neutre en établissant les règles aussi bien pour l'individu que pour les collectivités qui souvent font surgir les peurs et exigent toujours plus de sécurité. Réussir à maintenir cet équilibre instable entre l'individuel et le collectif, réussir ainsi à bien gérer les risques, qu'ils soient réels ou fictifs, signalent une bonne économie politique. Légitimer par la procédure semble alors y prendre tout son sens, mais légitimer par la procédure n'est pas sans produire de dommages.

Les textes présentés dans ce livre parlent de gouvernance et de réseau de contrainte, de normes internationales en ce qui concerne les personnes détenues, de nouvelles technologies en regard de la gouvernance du crime, de gouvernance des corps, des esprits. Ces textes, dans un autre ordre, signalent, en quelque sorte, certaines conséquences de la gestion des risques et des façons de les contrer.

La criminologie au département a changé, les textes de Véronique Strimelle et de Françoise Vanhamme le signalent encore fort bien : criminologie correctionnelle, criminologie néolibérale, criminologie critique qui portent sur l'organisation sociale, le traitement des criminels, les institutions sociales, les rapports entre savoirs et pouvoirs. Derrière tous les changements qu'a connus le département, le crime qui fait tant parler a bien fait penser. Il a fait voir qu'il n'était pas qu'affaire de criminel, il reflète tout un système, toute une organisation sociale, toute une symbolique de la peur, tout un rapport entre le collectif et l'individuel. Tant qu'il se distinguera si bien des autres déviations et des autres exclusions, et ce, particulièrement grâce à la norme pénale, le crime offrira à la critique plus qu'il n'en faut.

Les travaux critiques du département sont nécessaires et continueront de l'être afin de permettre une lecture de notre société et de ses

pratiques hors des lieux communs, afin ainsi de signaler les problèmes sociaux qui tendent à tomber dans l'oubli. La recherche critique est l'essence de la pédagogie, dans ce sens précis où cette pédagogie permet à son tour de faire voir un peu mieux les rapports de l'individu à la société, de faire voir le rapport tout spécifique du criminel à un système qui est tout aussi spécifique.

NOTE

1. Professeur émérite, Université d'Ottawa, Département de criminologie, Jacques.Laplante@uottawa.ca.

Une typographie de 11pt sur 14pt Adobe Garamond Pro